

كلمة الرجل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13399

4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 27 FÉVRIER 1988

Menacé d'être limogé avec l'approbation de Washington

Le général Noriega fait destituer le président de Panama

Un défi aux États-Unis

Une fois encore la crise qui a opposé au Panama le président civil au commandant en chef des forces armées semble avoir tourné à l'avantage de ce dernier. Soucieux d'écartier un homme corrompu, sous le coup d'une inculpation de trafic de drogue aux États-Unis, et de réduire le poids de l'armée dans le fonctionnement des institutions, le chef de l'Etat, M. Eric Delvalle, a cru pouvoir destituer le général Manuel Antonio Noriega, alors que la crise qui secoue la petite République d'Amérique centrale dure depuis plus de huit mois.

L'opposition, réclamant la démocratisation du pays, demandait depuis l'été le départ de l'héritier du général Omar Torrijos, l'ancien homme fort panaméen, et multipliait les manifestations. Les États-Unis, voulant eux aussi écartier un homme, ancien allié devenu par trop encombrant, n'ont cessé de leur côté d'accentuer leurs sanctions. Tout d'abord en suspendant leur aide économique et militaire à l'issue en mettant directement en cause, au mois de février dernier, le général Noriega, en le laissant inculper pour trafic de drogue.

Ces multiples pressions exercées sur le commandant en chef des forces armées n'ont pourtant pas été suffisantes jusqu'ici pour le faire renoncer. Bien plus : Manuel Antonio Noriega a lancé depuis peu, avec un certain succès, une campagne nationaliste accusant les États-Unis de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays et de vouloir remettre en cause la souveraineté panaméenne sur le canal qui doit être effective, d'après le traité Torrijos Carter, le 31 décembre 1999.

L'opposition, comme les États-Unis, a sous-estimé les ressources d'une telle campagne appuyée par une armée forte de vingt mille hommes qui garde un prestige populaire indéfectible. Le coup de force du président Delvalle pourrait ainsi tourner au coup d'Etat militaire en vase clos. Il reste que la nécessité d'une évolution démocratique du régime panaméen n'a jamais été aussi d'actualité au moment où l'économie du pays le plus riche d'Amérique latine commence à connaître ses premières graves difficultés.

Mais on peut s'interroger sur une telle succession de malheurs qui n'ont abouti qu'à renforcer le pouvoir de l'homme qui dirige en fait le pays depuis qu'il a pris, il y a cinq ans, le commandement en chef des forces armées. Le chef de l'Etat restait jusqu'à hier le possesseur d'une situation difficile, devant un général Noriega contraint à une défense « jusqu'au boutiste ». Un affrontement direct entre un homme dont les pouvoirs étaient limités et celui qui ne s'embarrassait d'aucun scrupule ne pouvait qu'être débouché sur une issue favorable.

Cette crise s'est soldée par la mise à l'écart du chef de l'Etat au profit d'un successeur dont on imagine mal qu'il soit un opposant farouche du chef des armées. C'est un nouveau défi aux États-Unis qui n'ont pas eu à gérer un dossier pourtant indéfendable. Ils n'avaient guère besoin dans la région.

M 0147-02270-4 450 F
8790147004500 02270

La plus grande dénationalisation en Grande-Bretagne

M^{me} Thatcher décide de privatiser l'électricité

Le gouvernement de M^{me} Thatcher a révélé, le jeudi 25 février, les modalités de la plus vaste et ambitieuse privatisation qu'il ait envisagée, celle de l'électricité. Le Livre blanc présenté par le ministre de l'énergie, M. Cecil Parkinson, a déjà obtenu l'aval des parlementaires conservateurs, mais risque de provoquer une sérieuse polémique en Grande-Bretagne.

La stratégie de privatisation de l'électricité adoptée par le gouvernement britannique consiste à plus d'un égard une première : pour la Grande-Bretagne, puisque le démantèlement du monopole public représente une opération sans précédent évaluée à quelque 27 milliards de livres (270 milliards de francs) ; pour les spécialistes de l'énergie également : les secteurs privés de l'électricité existant dans le monde, aux États-Unis, au Japon ou en RFA, sont tous organisés de façon verticale, chaque entreprise assurant l'ensemble des

activités, de la production à la distribution. Le projet britannique prévoit un éclatement complet des responsabilités. Deux sociétés doivent être créées pour la production, l'une réunissant 70 % de l'actuelle capacité, notamment nucléaire, l'autre, les 30 % restants. Au niveau de la distribution, les douze centres régionaux privatisés disposeront d'une autonomie qui suscite déjà de sévères critiques en dépit de la création d'un organisme de coordination.

(Lire nos informations page 45.)

Prix : +0,2 % en janvier

L'écart avec la RFA n'est plus que de 1,7 point.

M. Mitterrand en Irlande

La première visite d'Etat d'un président français.

PAGE 3

Cobayes humains

Tollé après la révélation de l'expérimentation faite sur un malade en coma dépassé.

PAGE 17

A nos lecteurs

Un arrêt de travail des ouvriers du Livre CGT a empêché, le jeudi 25 février, la sortie du *Monde* (numéro du 26 février). Ce mouvement résulte d'un désaccord survenu dans les négociations engagées sur les problèmes liés à l'exploitation de l'imprimerie en cours d'installation à Ivry-sur-Seine, où sera tiré le quotidien à partir de l'automne prochain. Il s'agit notamment des effectifs et des normes de production.

Dans ces conditions, l'abondance de l'actualité nous oblige à repousser la publication du *Monde* Affaires à la semaine prochaine (numéro du samedi 5 mars) et celle du *Monde* sans visa à demain samedi (numéro daté 26-29 février), à l'exception de la page « Jeux », qui paraît aujourd'hui.

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser de ces modifications.

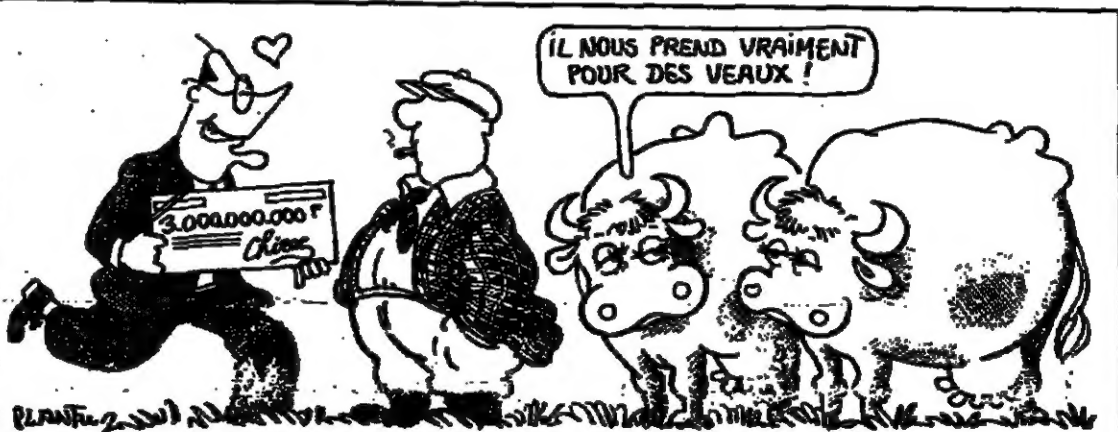
Le Monde

DES LIVRES

■ Fruttero et Lucentini à Venise. ■ Australie : une littérature aux antipodes. ■ Débat : le droit et les enfants de la science. ■ Histoire : aux origines de l'Empire romain : Erasme, Athènes ou l'Etat de grâce. ■ La chronique de Nicole Zand. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 19 à 28

Le sommaire complet se trouve en page 48



3 milliards de francs pour les agriculteurs

Le premier ministre décide qu'une partie du produit de la vente du Crédit agricole sera consacrée au désendettement des exploitants.

(Lire nos informations page 42.)

Des centaines de milliers de manifestants à Erevan

Happening nationaliste en Arménie

Des manifestations se poursuivent sans s'émouvoir à Erevan, capitale de l'Arménie, avec la tolérance apparente des forces de l'ordre.

La situation paraît en revanche plus tendue au Karabakh, région de la République voisine d'Azerbaïdjan, dont la revendication fait l'objet des manifestations arméniennes.

De Moscou, M. Gorbatchev a lancé, vendredi matin 26 février, un appel au calme « aux peuples d'Arménie et d'Azerbaïdjan ».

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Le procureur général adjoint d'URSS, M. Alexandre Katousov, a affirmé jeudi soir 25 février que « pas un seul Arménien n'avait été assassiné » au Karabakh, région autonome intégrée à la République soviétique d'Azerbaïdjan en 1923 et en proie à l'agitation nationaliste depuis deux semaines. Les déclarations du procureur général adjoint, qui s'est rendu lui-même à Stepanakert, principale ville du Karabakh, ont été diffusées à la télévision arménienne afin de démentir les rumeurs de massacre d'Arméniens par des Azerbaïdjanais (Azis). Ces rumeurs ont jeté

dans les rues d'Erevan, la capitale arménienne, des dizaines, peut-être même des centaines de milliers de personnes depuis lundi. Les Arméniens constituent 80 % des 160 000 habitants de la région de Karabakh et demandent, avec l'appui de leurs élus au soviet régional, le rattachement de la région à la République soviétique d'Arménie. Le comité central du PCUS a estimé cette semaine que cette revendication était contraire aux intérêts des travailleurs et nuisait aux relations interethniques.

L'envoi d'un haut responsable de la justice à Stepanakert, après celui de deux membres suppléants du Politburo, est un indice sérieux de la gravité de la situation dans la région où, selon des témoignages parvenus à Moscou ces

derniers jours, « plus personne ne dort et plus personne ne travaille ». Mardi, le comité du parti régional a limogé le premier secrétaire, M. Boris Kevorkov, qui était en place depuis 1973 et l'a remplacé par un autre Arménien du Karabakh, M. Guenrich Pogossian. M. Alexandre Katousov a déclaré que l'étude de la situation par place avait permis de démentir « toute sorte de rumeurs et d'inventions », en particulier sur l'attaque de la voiture d'un représentant de Stepanakert par la milice et sur le meurtre de soixante Arméniens. Cependant, a ajouté le haut magistrat, « je ne cacherais pas que des délits punissables par la loi ont été commis ».

SYLVIE KAUFFMANN.
(Lire la suite page 8.)

Les retombées de l'affaire de la COGEMA

Le MATIF, les faisans et les pigeons

Slavsky, la Garantie foncière, le Sucre, etc. L'affaire COGEMA va-t-elle à son tour s'inscrire dans la lignée des plus grands scandales politico-financiers français ? Les enquêtes en révèlent peu à peu tous les ingrédients transformant la simple malversation de départ en franchise escroquerie, et provoquant un malaise croissant dans tous les milieux financiers et politiques français.

An-delà du scandale pur et simple et des risques d'éclaboussures encourus par un certain nombre de sociétés ou de personnes impliquées bon gré, mal gré dans l'affaire, c'est la survie même du tout-jeune marché à terme des

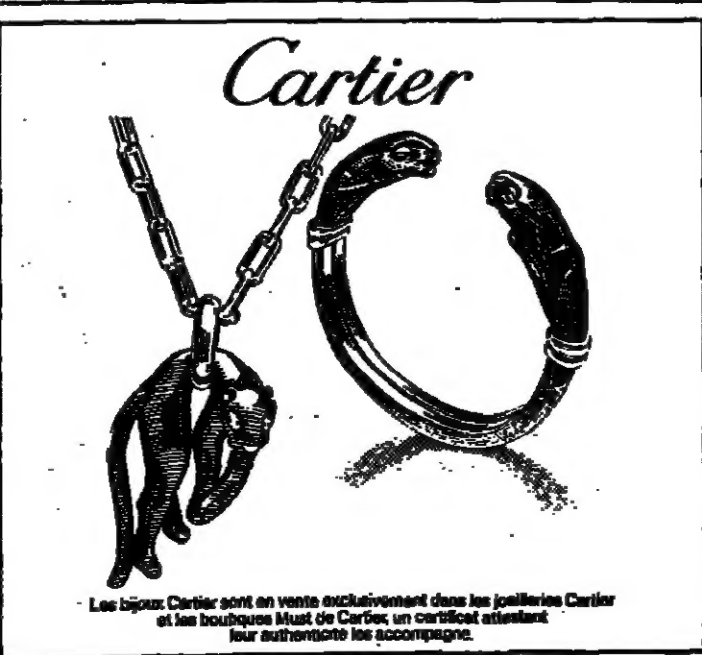
instruments financiers, le MATIF, et, à la limite, la réputation de toute la place qui sont en jeu.

« S'il fallait débattre tout le linge sale, Paris serait tué en tant que place financière », dit un opérateur, tout en regrettant la « loi du silence » qui jette sur le marché une suspicion indifférenciée et malsaine. De fait, à tous niveaux, on balance désormais entre deux attitudes : soit étouffer et circonscrire l'affaire pour limiter les dégâts, quitte à sacrifier pour l'exemple les deux victimes avouées - la COGEMA et la charge Buisson - ou, coupables d'avoir porté plainte (contre X... et d'avoir alerté l'opinion). Soit à l'inverse tenter de purger en profondeur le marché de tous ces

moutons noirs, et réformer s'il le faut les procédures pour rétablir durablement la confiance, largement ébranlée.

Un dilemme qui divise aussi le gouvernement. M. Madelin, ministre de l'Industrie, apparemment tenant de la première thèse, avait cru bon d'affirmer, le vendredi 19 février, dans un communiqué qu'« aucun sinistre autre que la COGEMA » n'était apparu dans la gestion de trésorerie des entreprises publiques. Il appuyait ainsi toutes les sociétés, qui, citées à un titre ou à un autre pour leur intervention sur le MATIF, avaient publié des démentis en cascade.

DOMINIQUE GALLOIS
et VÉRONIQUE MAURIUS
(Lire la suite page 43.)



23 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS
42.65.79.81

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 125 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 90 p. ; Libye, 0,400 li. ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Roumanie, 12,50 lei. ; Suède, 1,80 kr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Sur le rif
Non, j'ai pas 100 balles!

Le général Noriega fait destituer le président de Panama. Un défi aux États-Unis.

Coût des travaux : 34 millions de francs.

SVI SCIENCE VIE MICRO
HORS SÉRIE
LA MICRO-EDITION
DANS TOUS SES ETATS

Ce sommaire hors série est accompagné d'un livret de 100 pages.

- Tous les logiciels tous les matériels.
- Jugez vous-même : 9 logiciels vedettes à l'épreuve de votre...
- Journaux, livres, documents d'entreprise : les recettes pour s'en sortir.

N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Débats

GUERRE ÉCONOMIQUE

Privatisations et états d'âme

LES tempêtes qui viennent de secouer les marchés financiers internationaux, aussi bien que l'annonce de la campagne pour l'élection présidentielle, placent le processus des privatisations dans une nouvelle lumière.

Force est de constater qu'une certaine dose de doute s'installe maintenant dans les esprits et parmi certains de ceux-là même qui se sont faits les champions de la dénationalisation en des temps plus sereins. Le doute va-t-il faire place au découragement puis à la résignation ?

Il nous faut réagir car l'enjeu demeure fondamental : rendre possible la mutation de notre société actuelle colbertiste de propriétaires de lopins de terre et de bas de laine vers une société productive de richesses nouvelles. Il s'agit aussi, la justice sociale n'étant pas la propriété exclusive d'une classe politique, d'instituer un véritable capitalisme populaire ; il s'agit encore, et non seulement de relever le défi de la compétition européenne, mais, au-delà, de donner aux entreprises françaises les atouts qui leur permettront de prendre la dimension planétaire à laquelle elles doivent aspirer.

Au nom d'une certaine fatalité

Certes, il y a ceux qui souhaitent que rien ne change : ceux qui puisent leur inspiration dans l'égoïsme corporatif et sectoriel ; ceux qui considèrent qu'en dehors de l'État, arbitre suprême et protecteur attentif, il n'y a point de salut ; ceux qui sont résignés à l'échec au nom d'une certaine fatalité qui voudrait que la France soit prisonnière de ses traditions.

Pourtant on observe depuis quelques années une évolution de l'attitude des Français vers une meilleure acceptation des lois économiques nationales et internationales. On note que nos concitoyens, dépassant le débat idéologique et les clivages politiques, se sont réconciliés avec leurs entreprises et ont pris conscience qu'elles étaient les seules véritables productrices de richesses. La multiplication des petits porteurs d'ailleurs un phénomène qui traduit en partie cette réconciliation. Le fait qu'un grand nombre de ceux-ci semblent avoir tenu bon en dépit de la tourmente boursière doit être également souligné.

De plus, la France ne peut plus laisser passer ce qui pourrait bien être une de ses dernières chances de se maintenir parmi les grandes nations industrielles du début du vingt et unième siècle.

Nos partenaires européens les plus puissants se sont résolument engagés sur la voie de la non-intervention de l'État dans la gestion des entreprises pour être à

par MARC LADREIT DE LACHARRIÈRE (*)

l'heure au rendez-vous de l'acte unique.

Dans ces conditions, la France peut-elle se permettre des états d'âme ? Les dernières semaines nous ont donné un avant-goût des restructurations et des alliances auxquelles nos grandes entreprises devront inévitablement procéder si elles veulent survivre à la concurrence européenne.

La nationalisation, c'est-à-dire l'absence d'ouverture du capital, la rigidité des structures, permet-elle à nos entreprises les plus importantes de s'y préparer au mieux ? A l'évidence, non ! Il s'agit donc bien, maintenant, d'un choix dont dépendra le sort de nos entreprises, donc de notre bien-être : devenir, à plus ou moins long terme, un marché d'économie de produits de nos voisins ou participer à la puissance de l'Europe.

Tout est dans cette alternative. On voit mal une France alourdie par la charge de sociétés nationales mais acceptant les règles de la libre concurrence tenir son rang dans ce concert.

Il faut, en effet, bien comprendre que les « trente glorieuses » sont définitivement entrées dans l'histoire et que nous sommes désormais engagés dans une guerre économique de dimension mondiale. Le mot n'est pas employé ici dans son sens métaphorique mais bien dans son acception première et brutale : il s'agit de la survie de notre niveau de vie à moyen terme. Les forces de frappe de cette confrontation sont les entreprises dont les dirigeants sont les officiers généraux.

(*) Vice-président-directeur général de l'Oréal.

Imaginez-vous un instant pouvoir gagner des batailles avec des ressources qui ont cheminé dans les états-majors et n'ont jamais vu le feu, jamais affronté le terrain ? C'est malheureusement trop souvent la règle dans la direction des entreprises dépendant de l'État ou qui ont dépendu de l'État.

Des spectateurs aux acteurs

Ensuite, il y a la nécessité de donner ses racines à un véritable capitalisme populaire. La participation aboutit à être perçue comme un supplément de salaire. L'actionnariat populaire fait appel à d'autres motivations, tel l'attrait de devenir un acteur de notre développement économique. Plus il y aura d'acteurs, plus nous serons prêts à affronter avec succès les échéances économiques qui nous attendent.

Il ne faut pas ranger la volonté de faire accéder des millions de Français à l'actionnariat au magasin des occasions manquées. Il faut persévérer et les encourager à faire un usage productif de leur épargne. A ce titre, la reprise des privatisations avec Matra, opération financière de taille modeste associée à un enjeu industriel européen, va dans le bon sens.

Aujourd'hui, le monde industriel connaît l'une des plus grandes mutations de son histoire, caractérisée par le déplacement des centres de créativité vers les rives du Pacifique et par l'internationalisation des marchés. Il faut que les Français, jusqu'ici quelque peu spectateurs — parfois nonchalants, — de la réalité économique, en deviennent les acteurs.

BIBLIOGRAPHIE

« La Question syndicale », de Pierre Rosanvallon

Jeu de piste paradoxal

PIERRE ROSANVALLON est brillant. Son talent, le secrétaire général de la Fondation Saint-Simon l'a montré dans plusieurs ouvrages comme la *Crise de l'Etat-providence* ou encore *Misère de l'économie*. Frappé par les multiples « ébranlements » du syndicalisme qui, du coup, se trouve « obligé d'aller de l'avant », Rosanvallon, qui fut à la fois conseiller économique de la CFDT jusqu'en 1977 et directeur de recherches à l'université Paris-Dauphine, vient de lancer un nouveau pavé dans la mare. Au risque, avec son nouveau livre *La Question syndicale*, de troubler plusieurs de ses anciens camarades en syndicalisme.

Il ne s'agit ni d'une enquête ni de témoignages de militants, mais d'une analyse sociologique globale (des appréciations plus personnelles sur certaines confédérations

n'apparaissent qu'à la fin), bousillée à l'excès de références historiques. « *L'indifférence au fait de pleurer ou de chanter* », Rosanvallon se pose en « questionneur ». Tant pis si, de ce fait, il s'agit parfois d'adopter la technique selon laquelle il vaut mieux faire compliqué quand on peut faire simple. Il affirme d'emblée qu'avant son livre la question du déclin syndical n'a « *pratiquement* » jamais été « *approfondie* ». Diable ! L'ancien élève d'HEC part aussi d'un postulat largement contestable selon lequel le taux de syndicalisation est (en 1986) « *le plus bas* » de l'ordre de 9 %. Certes, le patronat de la métallurgie avance un chiffre de 15 % de la population active salariée, mais il ne s'agit que d'un consensus... pour « *masquer* cette réalité ».

« L'expression des réalités vécues »

L'estimation ou l'évaluation approximative de P. Rosanvallon part d'un mélange de méthodes diverses et d'« *indiscrétions* ». Il y aurait ainsi 1 600 000 syndiqués, mais le chercheur n'évalue que les effectifs de la CGT, de FO, de la CFDT et de la FEN (en y allant plutôt fort). Ni la CFCT, ni la CGC, ni les syndicats autonomes — dont il note pourtant la « *rapide progression électorale* » — ne sont pris en compte. Une telle estimation n'est guère crédible. On ne voit pas l'intérêt qu'il peut y avoir à enfoncer encore un syndicalisme déjà bien faible.

Au-delà de ce défaut, le livre pose avec intelligence de vraies questions en partant de l'idée que « *c'est l'essence profonde du phénomène syndical qui est actuellement mise en cause* ». Même le bon syndicalisme responsable, imaginatif, proche du terrain que certains appellent de leurs vœux, est devenu problématique. Qu'il s'agisse de la « *banalisation* » de l'institution syndicale, de l'épuisement de la revendication sociale, de la montée de l'individualisme et de la « *désocialisation* » du fait syndical — qui n'est plus qu'une « *forme parmi les autres de la représentation des intérêts ou de l'expression des réalités vécues* », — Rosanvallon vise souvent juste.

Il faut espérer que, malgré sa longueur et sa construction répétitive, l'encyclique *Sollicitudo rei socialis* sera largement diffusée et commentée. Comme l'encyclique *Populorum progressio* de Paul VI, dont elle célèbre le vingtième anniversaire, elle a pour point de départ « *la constatation de l'état de misère et de sous-développement dans lequel vivent des millions et des millions d'humains* ». Plus qu'elle encore, elle évoque constamment une « *nouvelle préoccupation morale* », le « *caractère éthique et culturel de la problématique relative au développement* », le « *caractère éthique de l'interdépendance des peuples* ». Une morale qui se réfère fondamentalement à la notion de « *dignité de la personne* ».

Où est donc la nouveauté ? On pourrait la voir dans la forte présence du thème de l'écologie et de la protection des ressources naturelles, encore que le pape exprime clairement son « *estime pour la culture et la civilisation techniques qui contribuent à la libération de l'homme* ». En fait, le caractère nouveau de l'encyclique réside sans doute d'une part dans le ferme retour à la dénonciation parallèle des mécanismes d'oppression utilisés par l'Est et par l'Ouest et par une approche moins exclusivement chrétienne du fondement du mal, donc de l'action pour le combatre.

Il y a continuité dans la condamnation du terrorisme, mais aussi dans l'affirmation : « *Les populations exclues d'un partage équitable (...) pourraient se demander : pourquoi ne pas répondre par la violence à ceux qui sont les premiers à nous faire violence ?* », ce qui évoque le thème, tant stigmatisé ces dernières années, de la violence sanglante comme réplique à la vio-

ENCYCLIQUE

La morale politique de Jean-Paul II

par ALFRED GROSSER

lence structurelle. Mais il importe plutôt de relever la dénonciation répétée de ce que Paul VI, dans *Populorum progressio* appelait le « *libéralisme sans frein* » conduisant « *à la dictature à bon droit dénoncée par Pie XI comme génératrice de l'impérialisme international de l'argent* ».

Certes, le « *droit à l'initiative économique* » est cité à deux reprises comme fondamental, notamment parce que son rejet conduit à « *la dépendance et la soumission à l'appareil bureaucratique* » et à une « *subjection quasi absolue, semblable à la dépendance traditionnelle de l'ouvrier prolétaire par rapport au capitalisme* ». Et il est dit qu'« *aucun groupe social, par exemple un parti, n'a le droit d'usurper le rôle de guide unique* ».

Le « péché social »

Mais si l'encyclique, avec une insistance qui ne correspond sans doute plus à la réalité du monde actuel, parle des deux blocs en présence et de la menace que leur affrontement représente pour la paix, c'est surtout pour rappeler que « *la doctrine sociale de l'Eglise adopte une attitude critique vis-à-vis du capitalisme libéral aussi bien que du collectivisme marxiste* ».

On retrouve une tonalité qui avait pu paraître s'affaiblir à cause de l'accent mis, d'une part, sur l'absence de libertés à l'Est, d'autre part, sur les problèmes de la morale liés aux problèmes familiaux et sexuels. Une tonalité qui avait été notamment celle des évêques français marquant au premier rang des questions éthiques,

à leur assemblée de 1972, la lutte contre « *l'exploitation des travailleurs immigrés, le pillage du tiers-monde, la finalisation de l'économie par le profit ou par la volonté de puissance d'oligarchies ou de nations* ».

En même temps, Jean-Paul II revient également à la priorité de la conversion des chrétiens aux exigences morales de leur foi par rapport à la conversion des non-chrétiens à la foi chrétienne. Dans le texte que la congrégation pour la doctrine de la foi, présidée par le cardinal Ratzinger, avait consacré à la « *théologie de la libération* » le 5 avril 1986, injustices et violences se trouvaient certes dénoncées, mais il était dit que « *le péché de l'homme, c'est-à-dire sa rupture avec Dieu, est la raison radicale des tragédies qui marquent l'histoire de la liberté* ». C'est là évidemment un thème théologique central qui se trouve aussi développé dans les interviews du cardinal Lustiger.

Mais quand l'encyclique se réfère expressément à un texte antérieur de Jean-Paul II sur le péché social, elle ressemble davantage à l'homélie prononcée par le cardinal-archevêque de Paris lors du grand rassemblement de Versailles pour la défense de l'école privée, homélie dans laquelle il demandait prioritairement aux parents des élèves des écoles catholiques de devenir plus chrétiens, notamment face aux plus démunis.

Sollicitudo rei socialis, dans le renvoi 65, rappelle, en effet, que « *l'Eglise sait et proclame que ces cas de péché social sont le fruit, l'accumulation et la concentration de nombreux péchés personnels (...)* de la part de ceux qui suscitent ou favorisent l'indignité, voire l'exploitation (...) de la part de ceux qui cherchent refuge dans la prétendue impossibilité de changer le monde et aussi de la part de ceux qui veulent s'épargner l'effort ou le sacrifice (...). Les vraies responsabilités sont donc celles des personnes ».

D'où le recours central à la parabole des talents pour appeler les chrétiens à ne pas se résigner à l'injustice. Injustice des clivages entre nations et aussi des clivages au sein des nations. Est-il abusif d'utiliser un langage fort profane et de dire que la nouvelle encyclique a une tonalité de gauche ?

ment de l'idée de solidarité. Il n'a pas réponse à tout. Mais il a le mérite d'inciter le mouvement syndical à opérer une véritable révolution culturelle.

MICHEL NOBLECOURT.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09.
Tél. MONDIPAR 630572 F
Télégrammes : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jean-Paul Fournier (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :

cont. aux c. compt. 1044

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Waut.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sala.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 980 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les autres prospectus en capitales

d'abonnement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Impression

de « Monde »

1, c. de l'Inde

PARIS-IX

1988

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24

Les gens mentent toujours. C'est comme un défaut de vision dont on est affecté depuis la naissance et auquel on ne changera jamais rien. Nous serions complètement perdus si quelqu'un nous inventait des verres correcteurs.

Reidar Jönsson
Ma vie
de chien

UN ROMAN
PORTÉ À L'ÉCRAN
PAR LASSE HALLSTRÖM

ACTES
HUBERT
VYSSSEN
EDITEUR

DIFFUSION PRP

السلامة

ENCYCLOPÉDIE

Le politique de Jean-Paul II

par ALFRED ESPINASSE

Jean-Paul II, le pape polonais, a été élu le 26 juin 1978. Il a 63 ans, est marié, a deux enfants, et est originaire d'un milieu modeste. Son pontificat a été marqué par une certaine continuité avec le précédent pape, Paul VI, mais aussi par une ouverture vers le monde moderne. Il a été le premier pape à se rendre en Afrique, en 1981, et à visiter l'Amérique latine, en 1985. Il a également été le premier pape à se rendre en France, en 1980, et à visiter l'Allemagne, en 1985. Son pontificat a été marqué par une certaine continuité avec le précédent pape, Paul VI, mais aussi par une ouverture vers le monde moderne.

Le « pèché social »

Le pape Jean-Paul II a été élu le 26 juin 1978. Il a 63 ans, est marié, a deux enfants, et est originaire d'un milieu modeste. Son pontificat a été marqué par une certaine continuité avec le précédent pape, Paul VI, mais aussi par une ouverture vers le monde moderne. Il a été le premier pape à se rendre en Afrique, en 1981, et à visiter l'Amérique latine, en 1985. Il a également été le premier pape à se rendre en France, en 1980, et à visiter l'Allemagne, en 1985. Son pontificat a été marqué par une certaine continuité avec le précédent pape, Paul VI, mais aussi par une ouverture vers le monde moderne.

Le Monde

Le Monde

Publicité

Le Monde

Publicité

Au cours de sa visite d'Etat en République d'Irlande

M. Mitterrand se déclare hostile à la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN

DUBLIN de notre envoyé spécial

Si M. Mitterrand est venu en Irlande ces 25 et 26 février, ce n'est pas seulement pour assister à la cérémonie de la remise de la médaille d'or de la République d'Irlande à un officier français, mais aussi pour se déclarer hostile à la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN.

Contre-culture

M. Mitterrand n'a en ce moment aucune position politique officielle, mais il a une position personnelle. Il a été le premier président de la République à se rendre en Irlande, et il a été le premier président de la République à se déclarer hostile à la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN.

Le bilan de la visite de M. Girard en Australie

La glace a été brisée entre Paris et Canberra

SYDNEY de notre envoyé spécial

M. André Girard regagne la France, vendredi 26 février, après une semaine en Australie. Son séjour en Australie s'est passé dans une atmosphère de détente et de coopération.

Le contact entre M. Girard et le chef du gouvernement australien, M. Bob Hawke, a été très positif. M. Girard a été reçu avec les honneurs de l'Etat.

La sécurité dans le Pacifique

Les Australiens ont été surpris de voir que l'initiative de la reprise des contacts soit venue du côté français. Ils ont été impressionnés par la modération de la position française.

M. Roger Duzer est nommé ambassadeur en Australie

M. Roger Duzer a été nommé ambassadeur de France en Australie. Il a été nommé le 25 février, et il a été nommé le 25 février.

La réunion de Belgrade

Les pays balkaniques dessinent les contours d'une éventuelle coopération régionale

Réunis pour la première fois depuis la guerre autour de la même table, les ministres des affaires étrangères des six pays balkaniques (Albanie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Turquie et Yougoslavie) ont commencé, vendredi 26 février, leurs travaux à Belgrade.

De source soviétique, on apprend, d'autre part, que M. Mikhaïl Gorbatchev est attendu le 14 mars pour une visite de quatre jours en Yougoslavie.

BELGRADE de notre envoyé spécial

Après des années de suspicion et de méfiance réciproques, les occasions d'un dialogue, du moins oral, se multiplient. Mais aucun participant à la réunion de Belgrade n'a osé à la tentation d'évoquer directement les problèmes qui opposent souvent les relations bilatérales dans cette partie de l'Europe.

Le voyage de M. Cavaco Silva à Washington

Lisbonne souhaite redéfinir sa coopération militaire avec les Etats-Unis

Reçu à la Maison Blanche par le président Reagan, le premier ministre portugais, M. Cavaco Silva, a été reçu avec les honneurs de l'Etat.

Lisbonne souhaite redéfinir sa coopération militaire avec les Etats-Unis. Elle a été reçue avec les honneurs de l'Etat.

Le voyage de M. Cavaco Silva à Washington a été très positif. Il a été reçu avec les honneurs de l'Etat.

Sans attendre la ratification du traité de Washington

Moscou retire ses missiles nucléaires de RDA et de Tchécoslovaquie

L'armée soviétique devait commencer, le 25 février, à retirer de ses bases en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est, tous les missiles tactiques opérationnels (SS-12 et SS-23) qu'elle y avait déployés.

En RDA, des journalistes étrangers ont été invités à assister au départ des missiles aux gares de Wittenberg et de Bismarckswalde.

Le président Reagan a estimé, dans sa conférence de presse du mercredi 24 février, que « le temps est trop limité » pour qu'un traité réduisant les armements stratégiques (START) puisse être signé lors de sa visite à Moscou en juin.

JEAN-MARC ROBERTS

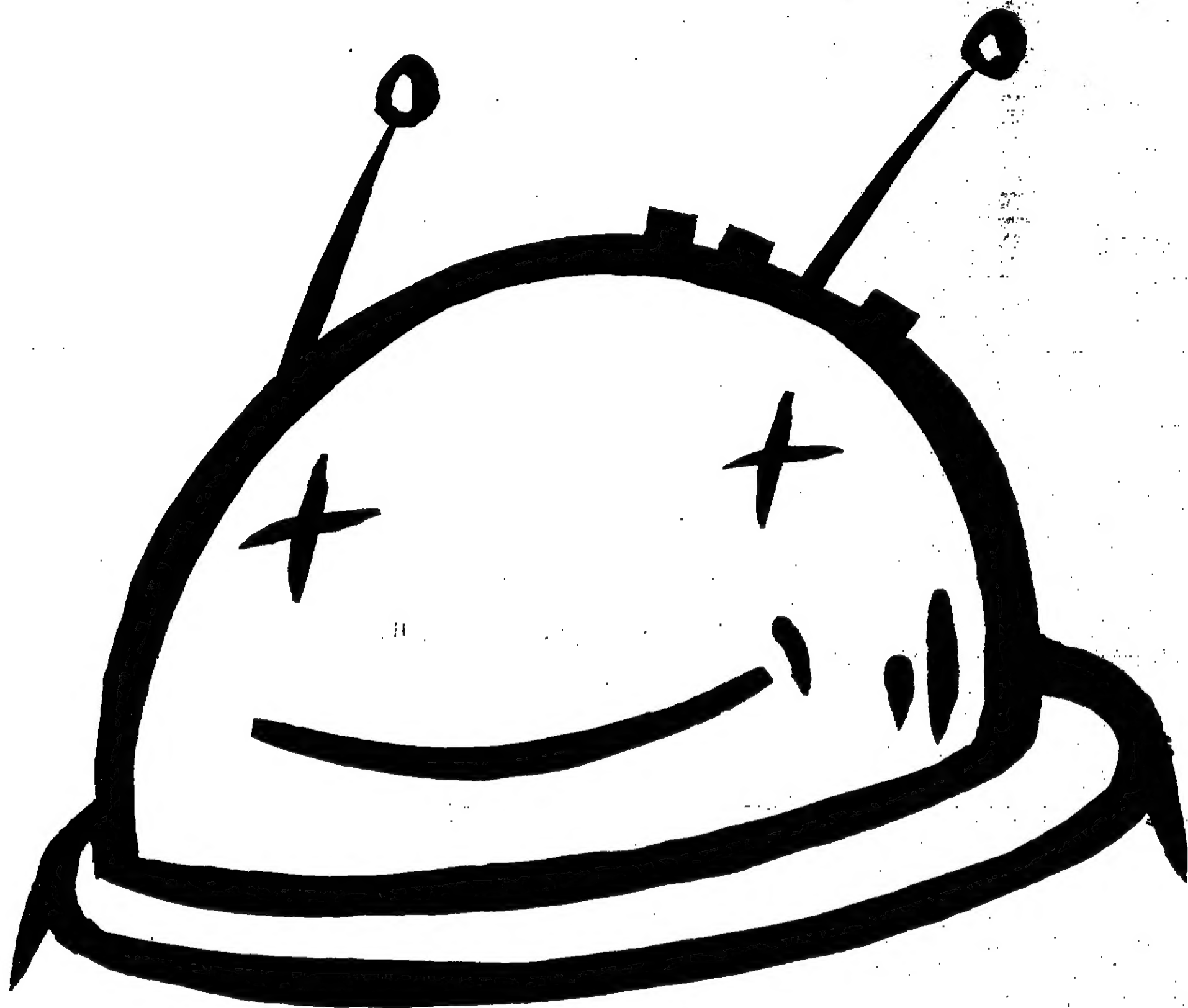
Mon père américain

ROMAN

AUX EDITIONS DU SEUIL

Editions du Seuil

L'INTELLIGENCE DE FRAMATOME, C'EST D'AVOIR TOUT MISÉ SUR L'INTELLIGENCE.



De l'intelligence, Framatome a fait un métier. Framatome fait venir le futur, et pas n'importe lequel. Un futur réfléchi, médité, construit, minutieux, structuré, inventif.

En trente ans, Framatome ne s'est pas contenté de devenir leader mondial du nucléaire. Framatome s'est diversifié. Notamment dans l'informatique et l'électronique industrielles, aussi bien par les logiciels de calcul que par les systèmes experts. Framatome avance, perfectionne, anticipe. Dans le monde entier. Et avec l'exigence de la qualité absolue. Framatome mobilise ses énergies. Framatome mobilise ses esprits. Framatome rend le futur de plus en plus humain. Parce que de plus en plus intelligent.

F FRAMATOME

LE FUTUR EN TÊTE.

Handwritten signature: J. J. in Lito

NEALIN

La révolte se pour
La polémique s'im

LIBAN

Manifestation anti-embri
du Hezbollah

LES CAHIERS DE
L'ORIENT

de information, une analyse, des

POLITIQUE
L'ÉCONOMIE
LA CULTURE
et les
FAITS DE SOCIÉTÉ
LE MOYEN ORIENT

DOCUMENT
La révolution
iranienne
ÉGYPT
Le parti
MUSIQUE
Chronique
soudaise

INTERMARCO

JAL prend

7 jours sur 7, de 7h à 24h

هكذا هو العراق

Proche-Orient

ISRAËL : la difficile mission de M. Shultz

- La révolte se poursuit dans les territoires occupés
- La polémique s'envenime entre MM. Shamir et Pérès

JÉRUSALEM
de notre correspondant

M. George Shultz aura besoin de sa légendaire ténacité. Les conversations que le secrétaire d'Etat américain a entamées, vendredi 26 février, à Jérusalem, avec le premier ministre, M. Itzhak Shamir, s'annoncent « difficiles », de l'aveu même de l'entourage des deux hommes. Le dirigeant israélien, qui n'est pas moins obstiné que M. Shultz, n'a pas caché que certaines des suggestions américaines pour relancer un dialogue israélo-arabe lui paraissent « inacceptables ». Il a déjà organisé un solide tir de barrage afin de contrer une bonne partie des « idées » avancées par M. Shultz.

Le chef du Likoud refuse qu'une négociation soit fondée sur le principe de « la paix en échange des territoires ». Il rejette le « calendrier accéléré » qu'on lui propose (des conversations israélo-arabes portant sur l'autonomie dans les territoires, puis, dans les six mois, sur le statut final de la Cisjordanie et de Gaza). Enfin, il ne veut pas entendre parler d'une conférence internationale destinée à parvenir à des accords pour l'ensemble du territoire d'Israël et ses voisins arabes. Or, de source américaine, on affirme que le secrétaire d'Etat concevait ses « idées » comme un « ensemble » dont il serait difficile d'accepter certains éléments pour en abandonner d'autres.

Comme si chacun s'attendait déjà à un affrontement plutôt rude entre les deux hommes, on assurait, dès avant leur rencontre que les conversations resteraient « cordiales ». Cela n'a pas empêché plusieurs personnalités du Likoud de juger publiquement que le diplomate américain « était venu au mauvais moment ».

en cédant à la pression des événements dans les territoires occupés et avant que des élections permettent de trancher entre les deux composantes (Likoud-travaillistes) d'un gouvernement « d'unité nationale » qui pourrait bien ne pas aller au bout de son mandat (novembre).

Car la polémique entre les travaillistes et le Likoud a atteint un niveau sans précédent. En acceptant le « plan » américain, le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, s'est vu accusé par le Likoud de diviser le gouvernement et d'affaiblir le pays. La colère de M. Shamir est telle qu'il a fait savoir qu'il refusait jusqu'à nouvel ordre de rencontrer M. Shultz en présence de M. Pérès.

Manifestations, arrestations

Installé sur trois étages du Hilton de Jérusalem, qu'il regagnera chez lui, le diplomate américain devra donc à la fois faire la navette entre MM. Shamir et Pérès — ce qui est assez original — et entre Israël et ses voisins arabes — ce qui est plus classique. Il devrait ainsi être samedi à Damas puis à Amman, pour y rencontrer le premier ministre jordanien, dimanche au Caire, lundi peut-être de nouveau à Amman. Il lui faudra sans doute attendre d'avoir gagné l'Europe, mardi, pour enfin rencontrer le roi Hussein de Jordanie qui manifeste ouvertement ses réticences à l'égard des États-Unis en observant tranquillement le va-et-vient diplomatique de M. Shultz depuis Londres.

Tant d'enthousiasme pour sa mission n'a pas découragé M. Shultz. S'il est plutôt pessimiste en privé, il n'a pas moins assuré jeudi à son arrivée en Israël que ses propositions

« étaient réalisables » et que « le temps était venu de prendre des décisions d'une importance historique » parce que « le mandat du statu quo n'est pas une option capable de garantir la stabilité ».

Le secrétaire d'Etat a invité une quinzaine de personnalités palestiniennes des territoires à venir s'entretenir avec lui. Depuis Bagdad et Tunis, l'OLP a mis son veto à un tel projet et le sentiment dominant, chez la plupart des personnalités contactées — notamment MM. Siniora, Natché, Saïd Kanaan, Abou Rahmé — était qu'une telle rencontre n'était pas souhaitable.

Ces notables proches de l'OLP craignent que les Américains aient l'intention de contourner l'organisation palestinienne en ouvrant un dialogue avec les seuls représentants des Palestiniens « de l'intérieur ». Ils proposent à M. Shultz de s'entretenir avec lui, ailleurs qu'en Israël, et en présence de personnalités « de l'extérieur » agréées par l'OLP.

Comme s'il fallait encore ajouter à cette atmosphère tendue, la révolte se poursuit dans les territoires occupés. Quelques heures avant l'arrivée du dirigeant américain, deux jeunes Palestiniens (dix-huit et dix-neuf ans) ont été tués par l'armée lors de manifestations très brèves, mais violentes, à Jérôme et Naplouse, en Cisjordanie. La grève des commerçants était à peu près totale. Toute activité avait cessé à Gaza où des groupes de jeunes, disposant des clés sur les routes, empêchaient les travailleurs de se rendre en Israël.

Dans le nord de la Cisjordanie, l'armée a procédé à la plus d'une centaine d'arrestations et détruit deux maisons dans le village de Kabatiya. La veille, dans cette localité, un Palestinien considéré comme un « collaborateur » avait été tué, pendu à un poteau télégraphique. Quelques instants avant, alors que plusieurs centaines de villageois assiégeaient sa maison, il avait ouvert le feu sur la foule avec l'arme légalement en sa possession, un pistolet mitrailleur Uzi. Rafale meurtrière : un enfant de sept ans fut tué et quatorze villageois blessés.

ALAIN FRACHON.

M. Mitterrand : « Cette tuerie quotidienne devient proprement insupportable »

Dans une interview à la télévision irlandaise diffusée mercredi 24 février, à la veille de son arrivée à Dublin, M. Mitterrand a donné son sentiment sur la situation dans les territoires occupés en Israël, jugeant « proprement insupportable, la tuerie quotidienne », dont il sont le théâtre.

« Je réagis comme des millions d'autres, en les déplorant gravement [les événements actuels en Cisjordanie et à Gaza]. La situation de ce pays porte le drame en soi : deux peuples pour une seule terre. Il faut donc que l'imagination travaille, que des institutions puissent être prévues mais que tout d'abord la société internationale, représentée par l'Organisation des Nations unies, soit davantage écoutée car il existe déjà beaucoup de textes, de prises de position, de résolutions qui ne sont pas encore entrées dans la réalité. Commentons par là ».

De toute manière, Israël doit bien penser que la situation présente n'est pas durablement viable, qu'il faut maintenant aller de l'avant et que ou bien on vit sur un pied de guerre permanent avec les excès, les drames qui se produisent, ou bien on négocie. Et c'est pourquoi je suis tout à fait partisan de la conférence internationale, dont j'ai été l'un des initiateurs, qui permettrait aux conversations bilatérales et multilatérales de parvenir à faire des progrès. Même si ces progrès sont peu sensibles, ce serait déjà tellement mieux que cette tuerie quotidienne qui devient proprement insupportable, insupportable.

« Les méthodes de l'armée d'Israël dans les territoires occupés conviennent-elles à la situation actuelle ? »

« Je crois vous avoir dit le contraire à l'instant ».

« Je crois que toutes les armées qui sont ainsi engagées aboutissent à des excès et que ce n'est pas spécialement le comportement de l'armée qu'il faut corriger, bien que cela soit souhaitable, c'est l'antagonisme politique qu'il faut tenter de régler à la source, autrement on ira inévitablement vers une aggravation de cette situation. »

IRAK

Des centaines d'opposants exécutés depuis novembre
selon Amnesty International

Amnesty International a affirmé, jeudi 25 février à Londres, que des centaines d'Irakiens — la plupart prisonniers politiques d'origine kurde — ont été exécutés sommairement à l'issue d'un simulacre de procès devant des tribunaux militaires depuis le mois de novembre dernier.

L'organisation de défense des droits de l'homme, qui ne donne pas de chiffres plus précis, a déclaré détenir les noms de cent seize victimes, âgées de quatorze à soixante-quatorze ans, dont des Kurdes et des membres de la minorité turkmène.

Au cours des deux derniers jours de décembre, plus de cent cinquante prisonniers ont été passés par les armes dans la prison d'Abou-Ghraïb, dans les faubourgs de Bagdad, selon Amnesty. Bon nombre de suppliciés étaient des détenus kurdes de la province de Sulaimaniyeh (nord-est). Certains avaient été torturés, a indiqué l'organisation.

Par ailleurs, au début du mois de janvier, certaines familles ont été autorisées à récupérer les corps de quarante-six Kurdes fusillés, après versement de 300 dinars en guise de « frais d'exécution ».

Trois Kurdes, dont deux mineurs, auraient été sommairement exécutés par des forces gouvernementales

après une fouille maison par maison et le bombardement du village de Tchiman (région de Kirkouk) le 11 novembre, précise Amnesty. Cent à cent cinquante autres habitants, évacués dans un premier temps, auraient été à leur tour exécutés après leur retour dans le village.

D'autre part, dans une interview accordée à Bagdad aux rédacteurs en chef des quotidiens koweïtiens, le président Saddam Hussein a estimé que l'Irak avait « reporté » son offensive pour des considérations intérieures. « Le nombre d'Irakiens mobilisés cette année » étant inférieur à celui escompté. « Il ne s'agit, a-t-il dit, que d'une manœuvre permettant à l'Irak de reprendre son souffle ».

RECTIFICATIF. — Sur la foi d'un article publié en première page de l'International Herald Tribune, nous avions cité dans nos éditions du jeudi 25 février un rapport du Sénat américain qui jugeait « possible » la déroute de l'Irak dans la guerre du Golfe. Il s'agissait en fait d'un article déjà publié le 20 octobre dernier par l'International Herald Tribune, qui s'excuse de cette erreur due à un mauvais fonctionnement des ordinateurs du journal.

EN BRIEF

• **IRAK** : libération d'un Britannique condamné à la prison à vie. — Le président irakien Saddam Hussein a ordonné la libération immédiate d'un homme d'affaires britannique, M. John Smith, condamné à la prison à vie en 1981 à Bagdad, pour « corruption » et infractions aux lois économiques en vigueur en Irak. — (AFP.)

• **La stratégie de l'Irak dans la guerre du Golfe**. — L'Irak a annoncé une nouvelle offensive Zafar-6, lancée dans la nuit du mercredi 24 au jeudi 25 février dans la région de Kirkouk (Kurdistan irakien), dans le cadre de la stratégie qu'il a adoptée depuis l'été dernier consistant à maintenir la pression sur l'Irak au moyen d'opérations limitées, menées à l'intérieur du pays avec l'aide de l'opposition kurde d'Irak.

L'opération Zafar-6, engagée sur trois axes conjoints par les gardiens de la révolution irakienne et les combattants kurdes irakiens, a permis, selon les communiqués militaires irakiens, la prise de contrôle de toutes les routes menant à la localité de Sangaw, à 80 kilomètres environ au sud-est de Kirkouk (nord-est de l'Irak).

Bagdad, pour sa part, a démenti jeudi le lancement d'une offensive irakienne dans la région de Sangaw, affirmant qu'aucun combat n'avait eu lieu dans ce secteur. — (AFP.)

• **ÉGYPTE** : décès de Mamedouh Salem, ancien premier ministre. — Mamedouh Salem, ancien premier ministre égyptien sous le président Anouar El Sedate, est décédé jeudi soir 25 février à Londres, à l'âge de soixante-dix ans, des suites de complications pulmonaires.

Ministre de l'intérieur de 1971 à 1975, Mamedouh Salem a été ensuite premier ministre du président Sadate (assassiné en 1981) jusqu'en 1978. Depuis cette date, il occupait les fonctions honorifiques d'assistant du président de la République. — (AFP.)

• **POLOGNE** : la « fuite des cerveaux » inquiète le gouvernement. — Plus d'un demi-million de Polonais, dont soixante mille possédant un diplôme d'études supérieures, ont quitté la Pologne entre 1983 et 1987 pour s'installer à l'étranger. La porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban a révélé ces chiffres lors d'une conférence de presse à Varsovie le mardi 23 février. M. Urban a manifesté son inquiétude devant la « fuite des cerveaux », encouragée, selon lui, par les politiques occidentales d'immigration.

Ce « potentiel humain » est une perte grave pour le pays, a-t-il estimé, ajoutant que la Pologne a « perdu » dix-neuf mille ingénieurs et

plus de cinq mille médecins durant cette période. La porte-parole du gouvernement a toutefois laissé entendre que la politique de « portes ouvertes » ne serait pas mise en question. — (AFP, AP.)

• **IRLANDE DU NORD** : deux morts dans un attentat. — Une bombe de forte puissance a explosé à Belfast, le mercredi 24 février, tuant deux soldats de l'Ulster Defense Regiment et en blessant deux autres. L'attentat a été revendiqué par l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Il est intervenu quelques heures après l'inculpation d'un soldat britannique de dix-huit ans, responsable de la mort d'un jeune catholique à un poste de contrôle militaire.

• **PHILIPPINES** : attentat à Manille. — Une trentaine de personnes ont été blessées, jeudi 25 février, par l'explosion d'une grenade lors d'un concert donné dans la banlieue de Manille à l'occasion du deuxième anniversaire de l'accession au pouvoir de la présidente Corason Aquino. Aucun blessé n'est dans un état grave. M^{me} Aquino avait quitté les lieux depuis quatre heures. Auparavant, plusieurs dizaines de milliers de gens s'étaient massés à Manille pour entendre le cardinal Jaime Sin lancer, devant la présidente, un vigoureux appel à une réforme agraire « immédiate, profonde et effective ». Par ailleurs, quelque six mille militants de gauche ont défilé sous l'ancien palais présidentiel en dénonçant ce qu'ils ont décrit comme la militarisation croissante du pouvoir. — (AFP, Reuters.)

• **INDE** : test réussi d'un missile sol-sol de moyenne portée. — L'Inde a testé avec succès, le jeudi 25 février, un missile sol-sol capable de transporter à 250 kilomètres une bombe de 450 kilos. Elle devient ainsi la cinquième puissance — après les États-Unis, l'URSS, la Chine et la France — à fabriquer un missile à moyenne portée par ses propres moyens. L'Inde a procédé, en 1974, à une explosion atomique mais a renoncé, depuis, à effectuer d'autres tests nucléaires. — (UPI.)

Renseignements publicités

Le Monde AFFAIRES

Tél. : 45.55.91.82
poste 4160 ou 4107.

Manifestation anti-américaine du Hezbollah

Beirut. — Des sympathisants du Hezbollah pro-iranien ont défilé, jeudi 25 février, dans les rues de Beyrouth, sous contrôle syrien, aux cris de « Mort à l'Amérique ! », « Mort à Higgins ! » et « Shultz rentre chez toi ! ».

Quelque cinq mille personnes ont répondu à l'appel de la formation intégriste, qui avait demandé aux musulmans de protester contre la tournée qu'a entamée, jeudi au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain George Shultz, et de soutenir le « soulèvement » palestinien dans les territoires occupés. Des haut-parleurs diffusaient aux manifestants le tempo des slogans qu'ils reprenaient en chœur : « Longue vie à Khomény ! », « Palestine musulmane ! », « Non à Camp David ! », « Non à la conférence internationale. Non à l'autonomie. Non à Israël ! », « Israël doit disparaître ! » et « Allah ou Akbar ! » (Dieu est le plus grand).

Le mouvement chiite Amal a menacé, pour sa part, de ne plus assurer la sécurité au Liban sud à la suite de la vive hostilité qu'il suscitait, au sein des formations intégristes, ses arrestations et ses perquisitions pour retrouver le lieutenant-colonel William Richard Higgins. — (AFP.)

LES CAHIERS DE L'ORIENT

Une information, une analyse, une réflexion

DOCUMENT
La nomenklatura irakienne

ÉGYPTE
Le pari économique

MUSIQUE ARABE
Chronique d'un suicide

Trimestriel, abonnement 300 F. Kiosques et librairies 120 F.
80, rue St-Dominique. 75007 Paris ; Tél. : 45.55.19.75.
Cariscript : 6, square St Croix de la Bretonnerie. 75004 Paris.

Votre 405 en livraison immédiate c'est possible chez NEUBAUER

Plus vite, moins cher !

Notre stock de 1990 véhicules, maintenu en permanence, nous permet de vous assurer (sous réserve de la motorisation et des options choisies) votre 405 en un entre modèle de la gamme PEUGEOT en livraison immédiate.

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

JAL prend l'air 7 jours sur 7 de Paris à Tokyo.

7 jours sur 7, un 747 de la JAL part de Paris, destination Tokyo. Partir chaque jour avec JAL, c'est possible.

JAPAN AIR LINES

Téléphone Réservations 42.25.85.05

Afrique

AFRIQUE DU SUD : malgré les condamnations internationales

Pretoria poursuit son offensive contre le mouvement anti-apartheid

Consternation, indignation, inquiétude, les principaux gouvernements occidentaux, dont ceux de Paris, de Washington et de Londres, ainsi que les organisations internationales (Nations unies, CEE, OUA) ont vivement dénoncé l'interdiction de dix-sept organisations anti-apartheid, décidée mercredi 24 février par Pretoria. Beaucoup estiment que cette décision risque sérieusement de relancer la violence en Afrique du Sud.

Pour sa part, le gouvernement sud-africain a poursuivi, le jeudi 25 février, son offensive contre le mouvement anti-apartheid en frappant de nouvelles restrictions dix-huit dirigeants d'organisations en lutte contre la ségrégation raciale, dont certains ont préféré entrer dans la clandestinité. Au lendemain de l'interdiction d'activités politiques visant dix-sept organisations, dont le Front démocratique uni (UDF) et la plus grande centrale syndicale noire COSATU, Pretoria a interdit à ces dirigeants de donner des interviews à la presse et, dans certains cas, de quitter leur domicile la nuit.

Le Congrès national africain (ANC, interdit), dont le siège en exil se trouve à Lusaka, capitale de la Zambie, a exhorté les Sud-Africains à ne pas tenir compte de l'interdiction des mouvements démocratiques et des syndicats et à utiliser tous les moyens pour combattre la politique d'apartheid.

« Les formations de l'ANC, affirme le mouvement dans un communiqué, qu'elles se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Afrique du Sud, ne se laisseront pas intimider par cette agression contre notre peuple. Le décret d'interdiction montre que nous avons raison de dire que le régime d'apartheid ne peut être renversé que par un mouvement de masse, réunissant le plus large front de forces démocratiques et patriotiques et utilisant un éventail de stratégies, dont la violence révolutionnaire. »

A Johannesburg, les dirigeants religieux se sont réunis autour de l'archevêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix et chef de l'Eglise anglicane d'Afrique australe, pour

examiner une possible riposte aux décisions gouvernementales, qui, pour Mgr Tutu et d'autres dirigeants, équivalent à une véritable « déclaration de guerre ».

Mgr Tutu a affirmé que les Eglises devaient dorénavant prendre la tête du mouvement anti-apartheid. « Nous espérons mettre en place dans les prochains jours des services qui feront exactement ce que la nouvelle consigne gouvernementale interdit », a-t-il déclaré. Le calme régnait dans les cités noires, mais dans les cités métisses du Cap sont apparus des slogans proclamant : « Nous résisterons et nous gagnerons la liberté ! ».

Beaucoup, en Afrique du Sud, se perdent en conjectures sur les raisons de ce nouveau tour de vis gouvernemental.

Les libertés d'expression, de réunion, de contestation, rappelle notre correspondant Michel Bole-Richard, se sont plus, depuis quelques années déjà, que de vieux souvenirs. Aujourd'hui, celle d'association est réduite à la portion congrue. Les soupapes de sécurité sont fermées les uns après les autres. Pourquoi ? L'imminence de deux élections partielles, le 2 mars, et surtout la perspective des élections locales du 26 octobre prochain ont sans doute joué un rôle.

Il s'agit avant tout de démontrer à l'opinion publique que le gouvernement n'est pas laxiste en matière de sécurité, comme l'affirme l'extrême droite. Le porte-parole du Parti conservateur, M. Cris de Jager, s'est d'ailleurs empressé de juger le nouveau décret « insuffisant » et d'une « efficacité douteuse ».

Le 26 octobre, pour les élections aux conseils municipaux et régionaux, les autorités craignent aussi un boycottage massif des communautés noire, indienne et métisse, qui participent à ce scrutin de façon séparée. Le boycottage d'août 1984, lors des élections ségrégues à la Chambre indienne et métisse, avait en quelque sorte préparé le terrain au soulèvement de septembre 1984. Cette fois, le régime a pris les devants.

SOUDAN

Expulsion de la dernière organisation humanitaire opérant dans le Sud

New-York. — Le gouvernement soudanais a expulsé la dernière organisation humanitaire opérant dans le sud du Soudan, en proie à la guerre civile et où environ un million de personnes, en majorité des chrétiens, sont menacées par la famine.

M. Robert Seiple, président de World Vision, une importante organisation américaine évangélique d'aide humanitaire opérant dans vingt-six pays africains, et notamment en Ethiopie, a annoncé que son organisation avait reçu l'ordre, il y a quelques jours, de mettre fin à ses opérations au sud du Soudan. Il a précisé que World Vision était la dernière agence offrant une assistance alimentaire à la population de

cette région par convois routiers venant du Kenya.

Trois autres organisations avaient été également priées de cesser leurs activités au sud du Soudan : la Fédération luthérienne mondiale, l'Association des organisations chrétiennes de secours au sud du Soudan (ACROSS) et la Mission suédoise libre.

Selon M. Seiple, le gouvernement soudanais, qui n'a donné aucune raison à sa décision, avait, dès l'an dernier, manifesté son intention de réduire de près de moitié le nombre d'organisations humanitaires autorisées à opérer sur son territoire. Elles étaient près de cinquante. — (AFP).

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur saisie au Palais de Justice d'EVRY (91) MARDI 8 MARS 1988, en un seul lot
PROPRIÉTÉ à MILLY-LA-FORÊT (91490)
27, rue Languet
Contenance 2 a 53 ca. Mise à Prix : 300 000 F
S'adresser SCP E. ZILLIULIM, GRIMAL, F. ZILLIULIM, avocats à EVRY (91000)
3, rue du Village. Tél. : 69-77-96-18.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Créteil
le JEUDI 10 MARS 1988, à 9 h 30
UN APPARTEMENT de 4 P. PRINC. à CRÉTEIL (94)
1 et 3, av. de la République, 1 et 3, rue du Général-de-Larminat
S'adresser SCP GASTINHAU, MALANGEAU et BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés à PARIS (1^{re}), 29, rue des Pyramides. Tél. : 42-60-46-79. Tous avocats près du Tribunal de grande instance de CRÉTEIL. — Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à CRÉTEIL
le JEUDI 10 MARS 1988 à 9 h 30
UN APPARTEMENT de 3 P.P. à VILLIERS-sur-MARNE (94)
55 à 71 et 81, route de la Plaine-François
14, 18, 22 et 24, rue du Docteur-Filloux
avec jardin, au 3^e étage, bti. G, escal. 7, porte Geste et CAFE
S'adresser SCP GASTINHAU, MALANGEAU et BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés à PARIS (1^{re}), 29, rue des Pyramides. Tél. : 42-60-46-79. Tous avocats près du Tribunal de grande instance de CRÉTEIL. — Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à CRÉTEIL
le JEUDI 17 MARS 1988, à 9 h 30. — EN TROIS LOTS
à SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94)
IMMEUBLE de RAPPORT - 8, AVENUE ADAM
UNE PROPRIÉTÉ - 29, AVENUE DU CENTENAIRE
PETIT IMMEUBLE D'ANGLE - 1, r. ADRIEN-JACQUES
M. à P. : 800 000 F - 500 000 F - et 400 000 F
S'adresser SCP GASTINHAU, MALANGEAU, BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés, 29, rue des Pyramides, PARIS (1^{re}). Tél. : 42-60-46-79. Tous avocats près du Tribunal de grande instance de CRÉTEIL. — Sur les lieux pour visiter.

SÉNÉGAL : la campagne pour les élections du 28 février

Torpeur trompeuse en Casamance

ZIGUINCHOR de notre envoyé spécial

Des gares en liberté dans les rues fouillent du groin les nombreuses ordures de la capitale de la Basse-Casamance. Quelques affiches, rédigées au crayon feutre et clouées directement sur le tronc des arbres, annoncent les meetings des candidats aux élections, mais elles sont moins abondantes que les avis de « grand bal ». Peu de véhicules circulent sur les bords d'un torpéur déjà tropicale semble en dormier.

On a du mal à réaliser qu'on se trouve dans la région rebelle du Sénégal, celle où, en décembre 1982, les indépendantistes envahirent la « gouvernance » pour hisser

création de complexes touristiques sur le littoral.

Les mains posées sur une brochure consacrée à la vie éblouissante du Parc Bottier, le touriste écossais, nous relate à sa manière l'histoire de son « pays » : deux siècles d'occupation par les Portugais, dont l'empreinte est toujours forte, à commencer par le même créole que celui parlé dans la Guinée-Bissau voisine ; seulement, soixante-dix ans de présence française à la suite d'accords conclus avec des monarchies locales. « Allez consulter les archives du Quai d'Orsay, vous verrez que la Casamance n'a jamais fait partie intégrante du Sénégal. »

L'abbé a adressé à ce sujet des lettres à l'ambassade de France, qui n'en peut mais, tout comme il avait abjuré de missions l'ancien

perion première des populations, la création d'un golf avait suscité des récriminations, sous prétexte que des arbres allaient disparaître. Quant au récent hôtel Savanna, sa construction n'était pas allée sans quelques incendies d'outils et de charniers, car les maçons n'étaient évidemment pas recrutés en priorité parmi les féticheurs de la forêt.

Etant donné le caractère extrêmement sensible de tout ce qui touche à la région, le presse sénégalaise a passé sous silence les péripéties du Cap-Skiring. Mais un des trois ministres casamançais, M. Robert Sagna, en rendit promptement sur place. « J'ai réuni les chefs de village, nous dit-il dans la gouvernance, où l'attendent encore des dizaines de solliciteurs divers. La population avait raison en ce qui concerne vingt-huit cas

menes du Nord est très mal vu ici. Cultivant les spécificités locales, un grand marabout sulfureux, le cheikh Ouassama Badi, longtemps soupçonné de collusion avec les armées de 1982 et 1983, vient d'appeler à voter pour M. Diouf. Il avait été reçu en 1988 par le pape Paul VI.

Toute la région baigne dans un élan syncretisme. A quelques kilomètres des églises, au cœur des bois sacrés, des cérémonies d'initiation ont lieu. Les autorités craignent qu'elles ne servent de prétexte à des révoltes d'indépendantistes et envoient parfois l'armée qui procède à des arrestations.

Ménées libyennes ?

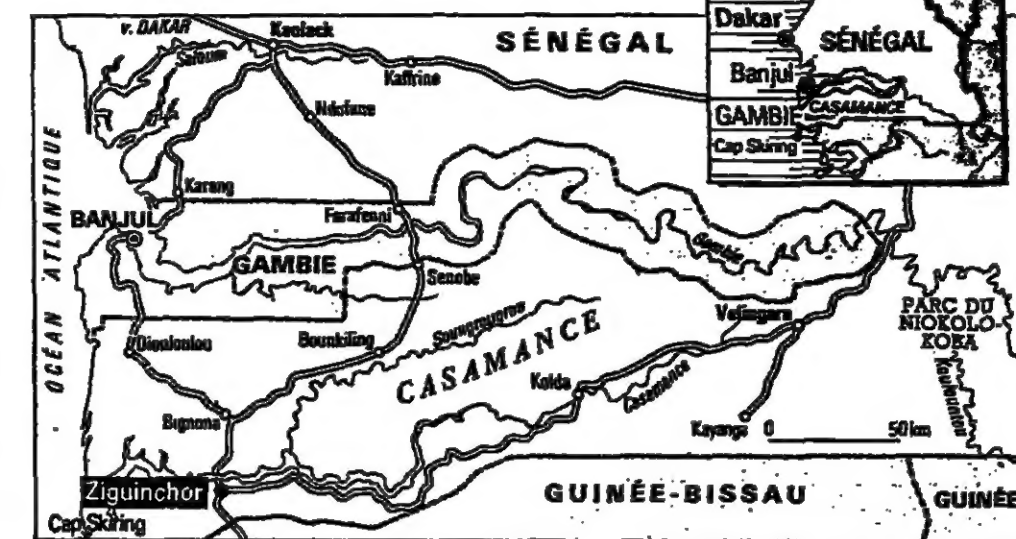
« Les séparatistes en cavale sont une infime minorité qui a des crimes de sang sur la conscience, nous dit le président Diouf. Ceux qui, pendant la campagne électorale, ont utilisé cette carte-là devront rendre des comptes. » Le chef de l'Etat s'est montré fort discret sur une affaire non portée sur la place publique à Dakar, mais qui agit les milieux responsables. Il y a quelques semaines, un complot a été déjoué en Gambie, sans doute organisé par un certain Kukul Sambé Sanyang, autour de la tentative de coup d'Etat du 30 juillet 1981, qui avait suscité l'intervention de l'armée sénégalaise à Banjul, puis la création de la Confédération de Ségambie.

Or, les interrogatoires ont permis de découvrir des ramifications au Sénégal, en milieu diola. Vingt-cinq hommes de troupe ou sous-officiers furent interpellés dans l'armée et la gendarmerie. Après enquête, seulement onze suspects restèrent sous les verrous, à la mi-février, dont, assure-t-on, un membre de la garde présidentielle, que M. Sagna avait recruté parmi les Diolas en raison de leurs vœux militaires. Et certains de songer immédiatement à l'assassinat d'Indira Gandhi par sa garde élite.

M. Diouf s'efforce de dédramatiser les choses, assurant que garde présidentielle ne veut pas dire garde rapprochée, et qu'il faut se méfier des dénonciations calomnieuses. Il reste qu'à Dakar on évoque les menées libyennes pour déstabiliser le pays. Kukul est un agent notoire du colonel Kadafi. Pour le moment, dit-on, les indépendantistes n'ont que des armes blanches et peut-être quelques fusils hérités des luttes pour l'indépendance dans la Guinée-Bissau voisine. Qu'advient-il si Tripoli réussissait à s'infiltrer en Gambie ?

Dakar a beaucoup fait pour améliorer les communications terrestres avec la Casamance, mais, pour se rendre dans la province du Sud, il faut toujours emprunter le bac de l'ancienne colonie britannique enclavée en pays francophone. Dans une Afrique déjà trop morcelée, on voit bien quelle absurdité supplémentaire serait une Casamance indépendante. Les autorités ont beau jeu de rappeler que la France aussi doit servir comme les terroristes basques et corse. Mais l'équilibre est difficile dans la recours à la carotte et au bâton.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



leur drapeau et où, un an plus tard, un affrontement avec la marine chassée fit une trentaine de morts et une centaine de blessés.

Le feu qui couve, pourtant, nous le trouvons là où nous nous y attendons le moins : derrière les volets clos de l'évêché. Ici est retranché l'abbé Augustin Diame-Senghor, un des artisans du mouvement indépendantiste, libéré il y a quelques semaines après avoir purgé une peine de cinq ans de prison.

Devant le premier journaliste qu'il rencontre depuis son arrestation en 1982, l'abbé prend ses responsabilités : « Vous pouvez l'écarter, je revendique l'indépendance totale. Les choses ont atteint un point de non-retour. En 1982, après la création de la Confédération de Ségambie, j'avais proposé que la Casamance soit la troisième entité. Maintenant, c'est trop tard. »

Avant d'en venir à cette déclaration qui, nous a dit le président Abdou Diouf, peut lui valoir un retour en prison, l'abbé avait exprimé la longue complainte des Diolas, l'ethnie majoritaire de cette partie du sud du Sénégal : l'absence d'une partie de la population délaissée par le pouvoir central après 1960, puis l'invasion de ces gens du Nord chassés par le sécheresse, l'accaparement des terres et des maisons au cours d'opérations de remembrement au profit des nouveaux venus, les déplacements de populations pour la

président Senghor, avec lequel il n'a aucun lien de parenté, mais qu'il juge moins fermé au dialogue que son successeur. « Après les événements de 1982 et 1983, il y a eu des gens torturés, des gens qu'on a jetés à la mer. »

Le Club Méditerranée envahi

Tous les Casamançais, tant s'en faut, ne tiennent pas des propos aussi radicaux, mais ils montrent souvent à quel point ils ont le sang chaud. Au cours d'une tournée dans la région, le président Diouf avait déclaré que la priorité pour les emplois nouveaux devait être donnée aux populations locales. Exploitant cette déclaration, un millier de manifestants, venus du village de Kérouane, occupèrent les établissements touristiques du Cap-Skiring, le 4 février.

« Je les ai vus arriver à 6 heures du matin, raconte le directeur, français, de l'hôtel La Pallote. J'ai parlé avec eux et ils ont accepté de rebrousser chemin. Mais ils sont revenus et ont empêché le personnel de faire son travail, exigeant la mise à pied de ceux qu'ils appellent des étrangers. Entre-temps, ils avaient envahi le Club Méditerranée et la Savanna. »

Le Club n'en était pas à ses premiers défilés avec les indigènes. Si on peut en juger par l'état de certains lieux, la qualité de l'environnement ne soit pas la préoccu-

de personnels qui, à niveau de qualification égal, avaient droit à la priorité dans les emplois hôteliers. Cette situation sera corrigée à la fin de la saison. Nous avons des populations saines, mais il faut prendre le temps de les écouter. Ce ne sont pas des gens opposés au régime, on le verra bien au moment des élections. »

Tous les candidats à l'élection présidentielle évoquent en termes plus ou moins virulents le problème casamançais. Parmi eux, comme les autres du maintien de l'unité nationale, M. Wade dénonce « la politique de la force et de la violence » menée, selon lui, par le gouvernement. M. Niang propose une « causerie familiale » avec toutes les parties. Natiif de la région, d'un père mandingue et d'une mère diola, M. Sagna nous a dit être opposé à la sécession tout en comprenant les doléances de « la région martyre ». Une vingtaine de militants de son parti révolutionnaire ont été arrêtés sous prétexte d'activités séparatistes, assure-t-il. « Des soldats sont sortis de la forêt au moment où je me trouvais là-bas et ont braqué des armes sur mon cou, c'est très grave. »

La plupart des catholiques sénégalais appartiennent à l'ethnie diola. Dans un paysage de rizières et d'épaisses forêts, les églises casamançaises rappellent celles des régions catholiques de l'ancien Vietnam du Sud. La prosélytisme des grandes confréries musul-

Des dirigeants de FOUA sont accusés de malhonnêteté

Malhonnêteté, incompétence et négligence, telles sont les accusations portées par un rapport d'audits à l'égard de plusieurs services du secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine, rapport dont l'Agence Reuters a eu communication, jeudi 25 février, à Addis-Abeba. Selon les audits, tous originaux de pays membres de l'OUA, le secrétaire général, M. Ide Oumara, avait autorisé, en violation des règles financières de l'Organisation, une dépense d'environ 100 000 dollars pour l'achat de meubles et d'accessoires d'ameublement pour son domicile privé, sur un fond de 250 000 dollars destiné à la construction d'une résidence officielle.

M. Oumara avait nommé irrégulièrement des membres du secrétariat sans que cela ait été prévu au budget de l'Organisation, ajoute le rapport. Il déclare : « Les comptes de l'année financière 1986-1987 sont criblés de quantité d'irrégularités, dues à l'incompétence, la malhonnêteté et la négligence de la part de certains responsables. » Les dirigeants de l'OUA n'ont pas encore réagi publiquement aux conclusions du rapport. — (Reuters).

BIBLIOGRAPHIE

« Le Sénégal », d'Eric Makédonsky

Un ancien de l'AFP se souvient

Eric Makédonsky appartient à cette vieille génération des correspondants de l'Agence France-Presse qui acceptaient de séjourner longtemps en Afrique, sans se laisser décourager par l'évolution, pas toujours exaltante, de ce continent. A une conscience professionnelle sans faille, s'ajoute le fait qu'il exerça ses talents dans un pays qui, tolérant la liberté de la presse, acceptait de se laisser assauter par un regard étranger.

L'âge et la retraite venue, il fait le bilan de sa longue expérience du Sénégal en retraçant l'histoire de ce pays, de l'indépendance à une époque récente. Il a choisi de mêler les portraits — des grands et aussi des humbles — les petites choses vues, les faits de société, aux analyses politiques et économiques plus ambitieuses. A petites touches précises, il raconte le passage du règne de Senghor à celui d'Abdou Diouf, il replace dans son contexte l'expérience à

demi réussite de confédération sénégalienne.

Parmi les passages les plus instructifs, on retiendra ceux consacrés aux confréries. Il en mesure l'importance mieux que personne, mais sans tomber dans la confusion avec le danger intégriste, moins immédiat au Sénégal grâce à une solide structure sociale. Sur un sujet aussi délicat que la Casamance, il fait preuve d'une lucidité allée au-delà de ce qu'on se la place d'un gouvernement confronté à un problème complexe.

Avec un fil conducteur chronologique, le livre offre des digressions diverses, alertes, sans la lourdeur des compilations universitaires. Un index à la fin du deuxième tome permet de s'y retrouver et témoigne de la mine d'informations offertes au lecteur.

J. G.
« Le Sénégal », d'Eric Makédonsky, L'Harmattan, deux volumes de 195 et 233 pages.

● SÉNÉGAL : Interpellation d'Ahmed Khalifa Niassa, l'« ayatollah de Kaolack ». — L'ancien opposant intégriste musulman Ahmed Khalifa Niassa, surnommé l'« ayatollah de Kaolack », a été interpellé en même temps que d'autres personnes soupçonnées d'être des « agents libyens », ont indiqué, mercredi 24 février, des membres de sa famille. Ahmed Khalifa Niassa, avait apparemment abandonné depuis trois ans son projet de création d'un parti islamique au Sénégal. — (AFP).

● Plusieurs blessés au cours d'incidents à Thiès. — Des incidents qui ont fait plusieurs blessés ont opposé, jeudi 25 février, à Thiès, localité située à 70 kilomètres de Dakar, des militants du Parti démocratique sénégalais de M. Abdoulaye Wade aux forces de l'ordre.

Les blessés, dont le nombre n'est pas précisé, se comptent aussi bien dans les rangs des militants du Parti démocratique sénégalais que parmi les policiers et gendarmes.

Ce sont les premiers incidents sérieux depuis le début de la campagne pour les élections présidentielles et législatives du 28 février. Selon des témoins, les militants du PDS ont fait usage de cocktails molotov et de haches, alors que les forces de l'ordre utilisaient des grenades lacrymogènes. — (Reuters).

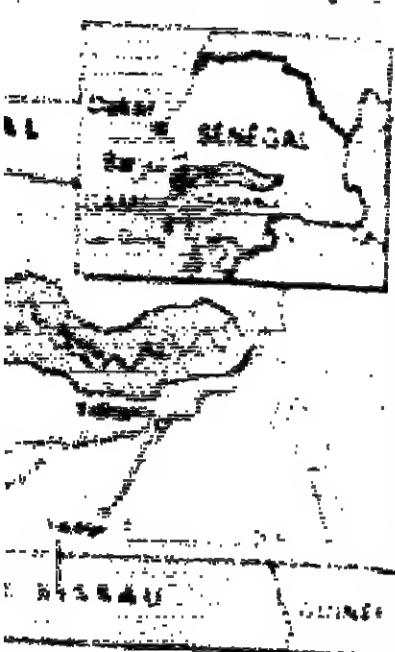
Avec 29 une

مكتبة

هكذا من الاصل

... pour les élections du 28 février
euse en Casamance

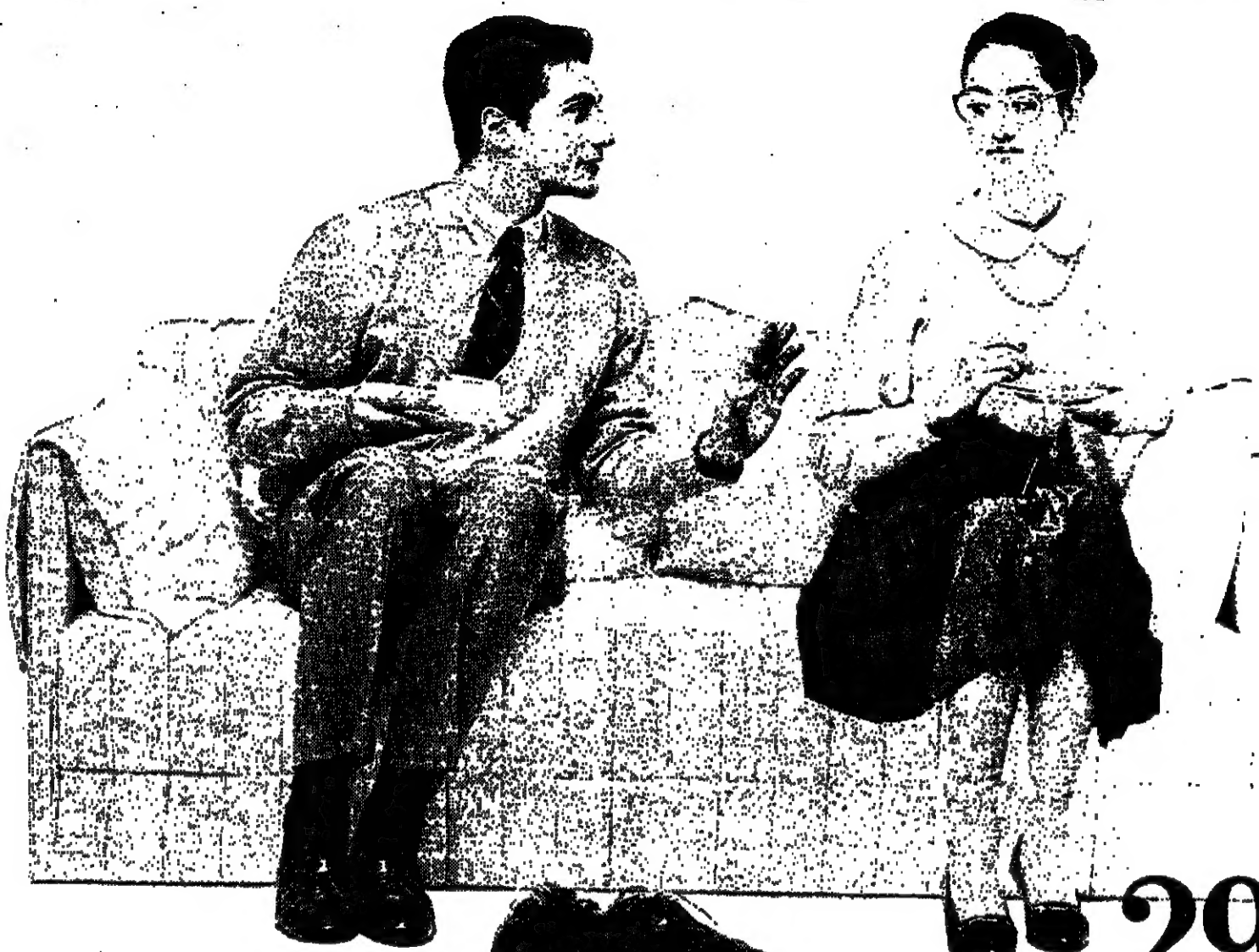
... de la Casamance...
... de la Casamance...
... de la Casamance...



... de la Casamance...
... de la Casamance...
... de la Casamance...

AFP se souvient
... de la Casamance...
... de la Casamance...

Avec 2980^F, on peut recevoir aussi bien une grande amie, qu'une petite.



2980^F

DAKOTA
canapé convertible.
Revêtement amovible, lavable à 60°.
tissu Holm écru 100% coton,
couchage 160 x 215 cm.



Chez IKEA, on vous l'a souvent dit, tout est dans la technique. Prenons par exemple une grande amie pour laquelle vous n'avez, c'est juré, qu'une grande amitié. Vous l'installez sur un canapé IKEA. Beau, moelleux, douillet, confortable, profond, relaxant et tout et tout. Ça donne pas envie d'échanger des tas d'idées amicales avec votre grande, grande amie ça ? Et votre grande, grande, grande amie ça lui donne pas envie de se faire toute petite, petite dans vos grands bras ça ?

A partir de là, tout bascule. La soirée, l'amie et

le canapé, qui, surprise, surprise, cachait bien son lit. Et comme chez IKEA on fait bien les choses, le lit aussi est beau, moelleux, douillet, confortable et tout et tout. Ça donne pas envie d'échanger des tas de grandes idées avec sa petite amie ça ? Et la petite amie ça lui donne pas envie de faire rebondir gaiement les débats ça ? Elle peut. Parce que, chez IKEA, on teste tous nos convertibles avec le plus grand soin. On sait bien qu'il n'y a rien de pire pour un mécanisme que de s'écrouler quand il faut pas.

Il y a plein de canapés convertibles chez IKEA,

dans tous les styles, avec un choix de tissus tous plus beaux les uns que les autres. Et ce ne sont pas leurs petits prix qui vous empêcheront de vous faire des tas de grandes, grandes amies (1).

(1) La législation sur l'égalité des sexes nous oblige à signaler également aux dames que, avec 2980^F, on peut recevoir aussi bien un grand ami qu'un petit.

Offre valable jusqu'en 6 mars dans la limite des stocks disponibles.



Ils sont fous ces Suédois

MINITEL 36 15 IKEA
IKEA PARIS NORD II : ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE 21 PARIS NORD II. TEL. (0) 1 48 63 20 25 - LUN. A VEN. : 11-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM. : 10-20 H - RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA EVRY LISSES : ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY. TEL. (0) 64 97 71 20 - LUN. A VEN. : 11-20 H - (NOCTURNE LE JEU. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM. : 10-20 H - PARADIS D'ENFANTS.
IKEA LYON : ZAC DU CHAMP DU PONT - 69600 ST-PIERRE. TEL. 78 26 49 49 - RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS. IKEA VITROLLES : RN 103 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES. TEL. 42 89 96 16 - RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

Amériques

PANAMA : la destitution du président de la République

Washington a pris un grand risque en défiant le « dictateur »

WASHINGTON
de notre correspondant

Le gouvernement américain savait à l'avance que le président de Panama allait tenter de révoquer le général Noriega, et, dès que la mesure a été prise, Washington l'a publiquement approuvée. On ne peut pas formellement en déduire que l'opération a été déclenchée à l'inspiration de Washington, mais c'est tout comme : les États-Unis, déterminés depuis des mois à débarrasser Panama du général Noriega, ont selon toute apparence décidé de crever l'abcès, ou tout au moins de le faire mûrir encore un peu plus ; pour cela, l'administration a mis un peu sur le président Delvalle, et beaucoup sur l'opinion publique panaméenne, dans l'espoir qu'à plus ou moins brève échéance le général Noriega sera trop déstabilisé pour continuer à s'accrocher au pouvoir.

Dès mercredi, des responsables de l'administration avaient annoncé à certains sénateurs particulièrement concernés (parce qu'ils avaient enquêté sur les activités du général Noriega en matière de trafic de drogue) que le président Delvalle s'appuyait à franchir le pas. Et jeudi, aussitôt après que M. Delvalle eut fait sa déclaration à Panama, le porte-parole de la Maison Blanche réaffirmait : « le soutien sans réserve [de la Maison Blanche] à un gouvernement civil constitutionnel en Panama », tandis que sur place l'ambassadeur des États-Unis se rendait auprès du président Delvalle et expliquait qu'en cas où il serait destitué Washington ne pourrait reconnaître son éventuel successeur.

Depuis l'an dernier, l'administration avait engagé une épreuve de force avec l'« homme fort » de Panama. Celui-ci avait pourtant longtemps réussi à persuader la CIA, le Pentagone et même l'agence de lutte contre les stupéfiants qu'il constituait un allié précieux... Washington a d'abord tenté de convaincre le général Noriega de se retirer de lui-même, mais sans succès. Et quand, au début de février, deux tribunaux de Floride ont, avec l'accord de l'administra-

tion, inculpé le général Noriega de trafic de drogue, il est devenu évident que tout arrangement à l'amiable était devenu impossible.

Au cours de sa conférence de presse, mercredi soir, le président Reagan avait évité d'indiquer clairement comment Washington envisageait la suite des événements. Mais il n'avait laissé aucun doute sur ses

sentiments à l'égard de M. Noriega en déclarant : « Nous souhaitons un retour de Panama à la démocratie et à un gouvernement civil, au lieu de l'actuelle domination par un véritable dictateur militaire. »

En fait, il semble que l'administration ait, depuis un certain temps, exercé des pressions sur M. Delvalle pour qu'il se rende à Washington pour y annoncer la révocation du

général Noriega devant l'Assemblée de l'Organisation des États américains. « Pas cette semaine », aurait fini par dire M. Delvalle à ceux qui le poussaient à agir : de fait, il a attendu quelques jours avant d'adopter une solution somme toute plus courtoise : faire sa déclaration depuis Panama.

Selon l'hebdomadaire *Newsweek*, M. Delvalle avait auparavant refusé de se plier à un scénario consistant pour lui à se rendre à Washington pour y annoncer la révocation du

général Noriega devant l'Assemblée de l'Organisation des États américains. « Pas cette semaine », aurait fini par dire M. Delvalle à ceux qui le poussaient à agir : de fait, il a attendu quelques jours avant d'adopter une solution somme toute plus courtoise : faire sa déclaration depuis Panama.

Le plus difficile reste à venir pour les États-Unis, qui ont pris un risque considérable en défiant le général Noriega, et sont loin de maîtriser toutes les données de la situation : déjà un sénateur de l'état de New York, M. Alfonse D'Amato (républicain) a estimé d'une intervention militaire américaine était « une option très réelle », mais aucun officiel n'a repris cette idée à son compte, et les troupes américaines dans la zone du Canal (10 000 hommes) n'ont volontairement pas été mises en état d'alerte ; on leur a seulement intimé l'ordre de se rendre « le moins vite possible », c'est-à-dire d'éviter tout prétexte à incident.

La drogue

Un autre sénateur, lui aussi membre de la commission qui avait enquêté sur les activités de M. Noriega, M. John Kerry (démocrate, Massachusetts), a lui aussi envisagé un embargo économique contre Panama, qui inciterait la « communauté des affaires » à pousser le général Noriega à la démission. Washington n'a en principe guère d'autres moyens d'action, puisque l'administration a déjà supprimé l'aide économique que les États-Unis accordaient jusqu'à l'année dernière à Panama.

Dans tous les cas de figure, l'affaire panaméenne vient ajouter un souci supplémentaire à l'administration Reagan, déjà fort à la peine dans la région, car mise en échec par les sandinistes du Nicaragua et guère rassurée sur l'avenir d'Haiti. C'est évidemment beaucoup pour un gouvernement qui ne dispose pas de l'appui du Congrès, mais, si le risque d'une intervention quelconque est considérable, le jeu en vaut peut-être la chandelle : l'opinion et la classe politique américaines sont très sensibles à l'affaire Noriega ; pas seulement parce que Panama se trouve en Amérique centrale, pas seulement à cause du Canal et des intérêts stratégiques des États-Unis, mais aussi parce que le général a l'inquiétante figure de despotisme associé dans l'esprit de tous à l'un des fléaux majeurs de la société américaine, la drogue.

JAN KRAUZE.



Ancienne province de la Colombie, Panama est indépendante depuis le 4 novembre 1903. Situé sur la zone la plus étroite de l'Amérique centrale entre le Costa Rica et la Colombie, ce pays d'un peu plus de 2 millions d'habitants a une importance stratégique qui dépasse largement sa superficie, environ le septième de la France. C'est d'abord celle du canal interocéanique, d'une longueur d'environ 80 kilomètres, ouvert à la circulation dans la semaine qui vit le début de la guerre de 1914-1918. La principale source de devises du pays est toujours sous la double souveraineté des États-Unis et de Panama. Le 7 février 1977, le général Torrijos et le président Carter signèrent cependant l'accord qui prévoit son transfert, le 31 décembre 1999, sous la seule unique des Panaméens.

La capitale a aussi une place considérable sur le marché financier. Près de 170 banques, nationales et internationales, y sont représentées. Le pays possède la deuxième flotte mondiale, grâce à la pratique des pavillons de complaisance. Depuis le coup d'État du général Omar Torrijos en 1968, chef de la garde nationale, l'armée panaméenne détient un poids politique déterminant dans les affaires du pays. Après seize ans de pouvoir militaire, le scrutin présidentiel du 6 mai 1984 devait marquer le retour des civils au pouvoir. En fait le général Manuel Antonio Noriega, successeur du général Torrijos à la tête des forces armées, n'a cessé d'assurer sa suprématie sur les trois présidents civils qui se sont succédés.

Le coup de force du général Noriega

(Suite de la première page.)

Pourtant, peu de temps après, la situation devient confuse. La station de télévision Canal 5, propriété du président de la République, continue de diffuser le message du chef de l'État annonçant la destitution du général. Mais le général Noriega fait dire par ses adjoints qu'il refuse de se plier à cet ordre. Le colonel Marcos Bustine, désigné comme successeur, rejette la proposition et assure son supérieur de sa confiance. Le sous-chef d'état-major, le colonel Elias Castillo, affirme, pour sa part, que « tout l'état-major et la troupe appuient le général Noriega », tout comme le chef de la police, le colonel Leonidas Macías. Les manifestations qui s'étaient avérées dans les rues rentrent chez eux, alors que l'armée prend position dans différents points de la capitale et procède à la fermeture du quotidien d'opposition la *Prensa* et de la chaîne 5 de télévision.

Le président Delvalle aura tout juste le temps d'expliquer qu'« aucune personne ne saurait se placer au-dessus des intérêts de la patrie » et d'affirmer que sa décision « irréversible » a été prise « pour le bien du pays ». Peu de temps après, des soldats entourent la résidence du chef de l'État et ne laissent approcher personne de sa maison. Dans un climat de coup d'État, l'armée fait envoyer des hélicoptères pour aller chercher les députés de l'Assemblée nationale de toute urgence. Sur les soixante-sept parlementaires qu'elles comptent, trente-huit, appartenant tous au parti au pouvoir favorable

au général, votent une résolution destituant le président de la République pour « violation de la Constitution ».

Le chef de l'État panaméen apprend la nouvelle dans sa résidence, où il se trouve en compagnie de l'ambassadeur des États-Unis, M. Arthur Davis, et du nonce apostolique. Dans une déclaration à la radio colombienne Caracol, reçue à Panama, il affirme qu'il « n'est pas de la compétence de l'Assemblée nationale de me destituer comme elle l'a fait », et demande aux pays d'Amérique latine de ne pas reconnaître « le gouvernement qui essaie de me remplacer et qui est issu d'une force ». A Caracas, le gouvernement vénézuélien affirme, pour sa part, que « les forces militaires du Panama doivent obéissance au pouvoir civil ». Le président salvadorien Jose Napoleon Duarte « proteste énergiquement contre l'attitude irrespectueuse du général Noriega, et condamne toute action des militaires panaméens qui vont à l'encontre de la constitutionnalité démocratique ».

Dans la capitale panaméenne, le conseil des ministres réunit d'urgence, procède à la désignation d'un nouveau président de la République, dont il demande à l'Assemblée nationale d'approuver la nomination. « L'homme fort » de Panama, détenteur d'une crise qu'il paraît avoir maîtrisée, n'aura pas, lui, dit publiquement un seul mot...

D. H.-G.

Europe

AUTRICHE

M. Kurt Waldheim renonce à présider les cérémonies officielles pour l'anniversaire de l'Anschluss

Cédant aux pressions de tous ordres qui s'exercent sur lui pour réduire — à défaut d'exiger sa démission — son rôle de représentation, le chef de l'État autrichien Kurt Waldheim a annoncé lui-même jeudi 25 février à Vienne qu'il renonçait à présider le 11 mars prochain l'acte commémoratif qui devait se dérouler au palais de la Hofburg pour marquer le cinquantième anniversaire de l'Anschluss — l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne. « Rien ne m'obligeait à [y] renoncer », a-t-il déclaré dans la soirée au cours d'un entretien télévisé, mais « dans une période de controverse, il faut tout faire pour les éliminer ».

Au cours de cet entretien, M. Waldheim, qui est apparu fatigué, a une nouvelle fois rejeté les critiques formulées à son égard le 8 février par la commission des historiens, dont il a estimé que le rapport était « contradictoire sur bien des points ». Il a réaffirmé qu'il n'avait pas l'intention de démissionner de peur de provoquer « de nouvelles confrontations ».

L'annulation du discours qu'il devait prononcer à la Hofburg, siège de la présidence autrichienne, a été annoncée à la suite d'un entretien qu'il a eu avec le chancelier Franz Vranitzky et le vice-chancelier Alois Mock, chef du Parti conservateur. La présidence a indiqué que M. Waldheim s'adresserait cependant au public, à la veille de la commémoration officielle, dans une allocution télévisée. Cette compensation ne peut cacher l'isolement croissant dans lequel il se trouve.

A l'origine, rappelle notre correspondant à Vienne, Waltraud Baryll, il avait été prévu que M. Waldheim prononce une allocution devant les deux Chambres du Parlement réunies solennellement, le 11 mars prochain, pour un « acte d'État » commémoratif. Devant la menace de députés socialistes et verts de boycotter la cérémonie, les dirigeants des partis politiques avaient finalement décidé que seuls les présidents des deux Chambres prendraient la parole. Le Parti conservateur avait cependant réussi à imposer, afin que le président ne soit pas écarté du programme commémoratif, que ce dernier comporte un deuxième « acte » solennel au palais de la Hofburg en présence du

gouvernement. La publication du rapport des historiens a remis en cause cet arrangement. Ces derniers jours, plusieurs ministres socialistes avaient fait savoir qu'ils refuseraient de s'y rendre, dont M. Ferdinand Lacina, ministre des finances, qui a ouvertement appelé à la démission de M. Waldheim. De nombreuses voix s'élevaient alors, y compris dans les milieux conservateurs, pour demander l'annulation pure et simple de cette cérémonie.

Les derniers rebondissements de l'affaire Waldheim ont naturellement donné une toute autre dimension à cet anniversaire. L'Autriche se voit contrainte, devant un public international attentif, d'ouvrir dans

une atmosphère passionnelle un débat sur son propre rôle avant et après 1938 et sur les années d'après-guerre. Le président Waldheim, estimé ses adversaires, était le moins qualifié pour prendre la parole à cette occasion, au nom de son pays. Le refus obstiné de toute une génération, celle de la guerre, de scruter sa conscience et d'admettre ses erreurs, l'implication de beaucoup de ses membres dans la machine à tuer du nazisme — même si elle a souvent été involontaire — a conduit l'Autriche, en raison de l'affaire Waldheim, au bord d'une crise politique sans précédent dans l'histoire de la jeune République autrichienne d'après 1945.

Happening nationaliste en Arménie soviétique

(Suite de la première page.)

Est-ce là une confirmation des bruits qui circulent à Erevan sur l'incendie d'une école arménienne du Karabakh ou sur l'attaque d'autobus transportant des Arméniens à travers des villages peuplés d'Azeris, ou encore d'Arméniens forcés de quitter leurs maisons, qui sont ensuite détruites au bulldozer ?

M. Ketoussév n'a pas donné davantage de précisions. Mais le vice-premier ministre d'Azerbaïdjan, M. Ayaz Moutalibov, a reconnu dans une interview à l'agence Tass que les relations entre Arméniens et Azeris étaient « tendues » ces derniers temps.

L'atmosphère semble beaucoup plus pacifique en revanche à Erevan, où se déroule depuis le début de la semaine le happening politique le plus extraordinaire de mémoire d'Arménien. Le 26 février au matin encore, selon un témoin digne de foi que nous avons pu joindre par téléphone, la place de l'Opéra, devenue ces derniers jours le cœur du rassemblement, était noire de monde. Les estimations du nombre de manifestants dans la journée varient de 100 000 à 1 million, en l'absence non

seulement de chiffres officiels mais aussi d'informations de presse, soviétiques ou étrangères. (Toutes les demandes des correspondants étrangers pour se rendre sur place ont pour l'instant été rejetées par les autorités soviétiques.)

Un ancien député politique arménien, M. Parouti Abrikian, a affirmé jeudi soir que l'armée avait été discrètement déployée en divers endroits de la ville, mais plusieurs résidents joints par téléphone ont assuré s'être proménés dans les rues et n'avoir pas vu un seul soldat. Leurs témoignages font état d'une humeur « détendue mais très déterminée » parmi les manifestants, qui font la fête toute la journée, avec enfants et grands-mères s'il le faut, se ravitaillant autologiquement, discutent, écoutent les orateurs qui interviennent successivement à la tribune improvisée sur les marches de l'Opéra, grâce à une sonorisation spontanément assurée par les employés de la télévision locale, au-dessus d'une bannière proclamant « l'avantage de la démocratie », slogan gorbachevienne s'il en est.

Car, hormis son ampleur, les deux aspects les plus étonnants de ce rassemblement ininterrompu à Erevan vers lequel convergent mainte-

nant des habitants de toute la République, sont la volonté des manifestants de respecter la légalité et l'attitude débonnaire de la milice, qui, selon un témoin, « s'occupe essentiellement de régler la circulation pour que les voitures ne viennent pas gêner les manifestants dans le centre de la ville ».

Le soutien du chef de l'Eglise

Des gens brandissent des portraits de Mikhaïl Gorbatchev, ou des pancartes affirmant leur foi dans la « glasnost » et la « perestroïka ».

« Rassemblement de soutien à Paris. — Environ 1 500 membres de la communauté arménienne se sont réunis devant l'ambassade d'URSS à Paris, jeudi 25 février, en début de soirée, afin de manifester leur soutien aux Arméniens d'URSS et à leurs revendications. »

L'Eglise apostolique d'Arménie a lancé un appel au rassemblement, qui a été aussitôt repris par plusieurs organisations politiques arméniennes, dont le Mouvement national arménien (MNA), le Parti socialiste arménien (PSA-Dachnak), et le Parti démocratique arménien.

Une délégation composée de plu-

Les étudiants, semble-t-il, jouent un rôle moteur dans ces mouvements, les instituteurs universitaires sont fermés depuis le début de la semaine, et plusieurs usines sont en grève. Chacun est libre d'aller prendre la parole au micro, droit dont usent très naturellement des membres des Jeunesses communistes et du parti, pour exprimer leur solidarité avec les Arméniens du Karabakh. Toujours selon ces témoignages, le chef de l'Eglise arménienne, le catholique, est intervenu à la télévision jeudi soir — une initiative sans doute sans précédent.

« Manifestation à Tallin. — Entre 15 000 et 20 000 personnes » ont manifesté, mercredi 24 février, malgré une interdiction officielle, à Tallin, capitale de la République soviétique balte d'Estonie, pour le cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Estonie, ont déclaré à l'AFP des groupes battus en nuit en Suède. Des sources dissidentes à Moscou avancent pour leur part le chiffre de 3 000 personnes.

Une erreur de transmission nous a fait écrire de manière erronée dans nos éditions antérieures du jeudi 25 le nom de la ville de Stupinsk, à laquelle nous situons sa véritable orthographe. Dans les mêmes éditions, une erreur apparaissait sur la carte dans le nom de Nakhichevan, correctement orthographié dans le texte.

ESPAGNE : après l'enlèvement d'un homme d'affaires

Madrid suspend ses négociations avec l'ETA

MADRID
de notre correspondant

Le gouvernement espagnol a annoncé, jeudi 25 février, l'interdiction des conversations d'Alger avec l'ETA, militaire après l'enlèvement, la nuit précédente, d'un important homme d'affaires, M. Emiliano Revilla, attribué dans les milieux officiels aux indépendantistes basques.

M. Revilla avait été enlevé dans la nuit de mercredi à jeudi alors qu'il regagnait son domicile, peu avant minuit. Agé de cinquante-huit ans, M. Revilla avait été longtemps propriétaire de la principale entreprise espagnole de saucissons. Il avait revendus en 1986 pour se lancer, avec succès, dans le secteur de l'immobilier.

Le rapt de M. Revilla avait d'abord été attribué à des délinquants de droit commun. La police allait toutefois rapidement orienter ses recherches en direction de l'ETA (dont le dernier enlèvement remonte à mai 1987). Elle allait voir rapidement ses soupçons confirmés. En effet, la voiture utilisée par les ravisseurs fut retrouvée, et diverses photographies furent montrées à l'employé de la société qui l'avait vendue il y a une dizaine de jours : ce dernier identifia sans hésitation l'acheteur comme étant Jose Luis Urrusola.

Considéré comme l'un des « historiens » du « commando Madrid » de l'ETA, dont il faisait apparemment partie depuis le début des années 80, Urrusola est accusé d'avoir pris part aux principaux

attentats de l'organisation dans la capitale. Selon le ministère de l'Intérieur, il avait été chargé, l'été dernier, de réorganiser le commando après son démantèlement par la police.

Le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, a écarté l'hypothèse que le rapt de M. Revilla puisse être attribué à un secteur minoritaire de l'ETA. Il a estimé qu'il était bien l'œuvre de l'ensemble de l'organisation.

Entre-temps, une grande opération de police a été lancée afin de retrouver M. Revilla. Durant toute la journée de jeudi, la circulation dans le centre de la capitale a été plongée dans le chaos, en raison des multiples contrôles établis par les forces de l'ordre.

THIERRY MALINAK.

DIMANCHE
28 FEVRIER
à 19h

DE GIRA

مكتبة الاصل

la République éfiant le « dictateur »

Le général Noriega...

end ses négociations avec l'ETI

ménie soviétique

Amériques

NICARAGUA : deux semaines après la réforme monétaire

La confusion et la colère règnent à Managua

MANAGUA de notre correspondant en Amérique centrale

La colère gronde dans les marchés de Managua à la suite de la campagne déclinée au cours des derniers jours par les autorités contre les commerçants accusés de pratiquer des prix trop élevés et de créer artificiellement des pénuries en stockant les marchandises. Ces opérations policières, appuyées par des milliers de militants des « organisations de masse » du Front sandiniste, s'inscrivent dans les actions menées par le gouvernement pour tenter de sauver sa réforme monétaire — une dévaluation de 3 000 % accompagnée de mesures anti-inflationnistes — annoncée le 14 février et déjà menacée d'une embouteillage déconcertant.

L'offensive des autorités contre les commerçants — la « bourgeoisie en tablier » — a commencé dans la nuit du 19 au 20 février. Un peu avant minuit, plusieurs centaines d'ouvriers de la Centrale sandiniste des travailleurs, protégés par la police, sont entrés dans l'enceinte du Marché oriental, le plus important de la capitale. Ils ont démonté les stands de nombreux commerçants illégaux (ceux qui n'ont pas de patente et ne paient pas d'impôts) et confisqué tout ce qui s'y trouvait. Au petit matin, la tension était très forte, sans incidents sérieux, la police ayant pris la précaution de venir en force pour être prête à affronter les matrones de ce marché, connues pour leur agressivité à l'égard des autorités et du régime sandiniste.

Cela faisait près d'un an que la police retardait cette opération contre le Marché oriental, haut-lieu de la contestation, de la délinquance, mais aussi principal centre d'approvisionnement de la population de Managua. Alors que les rayons des « supermarchés de l'Etat », propriétés de l'Etat, sont généralement vides, on trouve tout au Marché oriental. A condition d'y mettre le prix. Une grande partie des activités de ce marché étaient tolérées dans la mesure où elles rendaient service à la collectivité à un moment où l'Etat se révélait incapable de contrôler les circuits de distribution.

La réforme monétaire organisée comme une véritable opération militaire par le gouvernement, qui a fermé les frontières pendant deux jours, a permis de créer le climat social nécessaire pour en finir avec les « spéculateurs » dénoncés par la propagande officielle. La presse sandiniste a préparé psychologiquement la population en menant pendant plusieurs jours une campagne hystérique contre tous ceux qui possédaient plus de 10 millions d'anciens cordobas, la monnaie nationale (moins de 200 dollars, selon le taux de change du marché noir). Les auteurs de la réforme monétaire avaient fixé cette limite par individu ou société : ce montant pouvait être échangé immédiatement à la banque pour des nouveaux cordobas, le reste étant gelé sous forme de certificat de dépôt pour une période indéterminée.

Beaucoup de gens, en particulier parmi les commerçants et les milieux d'opposition, ont préféré garder quelques millions d'anciens cordobas et perdre ainsi une partie

de leur épargne plutôt que de se soumettre à une enquête. C'était visiblement un des objectifs recherchés par les dirigeants sandinistes, puisque le président, M. Daniel Ortega, s'en est félicité dimanche au cours d'un discours devant l'Assemblée nationale, en estimant que la réforme avait permis de « confisquer 11 % de la masse monétaire totale à la Contra et aux spéculateurs ».

La « bourgeoisie en tablier »

En chiffre réel, cela fait à peine 220 000 dollars pour les deux groupes. La perte n'est donc pas si importante pour les rebelles artisan-distes qui ont, jusqu'à présent, compté sur des dizaines de millions de dollars fournis par les Etats-Unis, même s'il est vrai que leur situation est plus précaire ces temps-ci. En outre, la perte serait nulle s'il se trouvait un hélicoptère de l'armée sandiniste et récupéré les 10 millions de nouveaux cordobas qu'il transporterait (les autorités ont reconnu la disparition de cet hélicoptère « à la suite d'un incident mécanique » et le fait qu'il transportait des billets de banque).

Selon des témoignages que nous avons recueillis dans des zones où la Contra est active, en particulier dans le département de Chinotales, les insurgés ont distribué d'importantes quantités d'argent aux paysans pour qu'ils fassent les transactions nécessaires afin d'obtenir de nouveaux billets. Les autorités locales reconnaissent qu'elles ont interrogé de nombreux suspects dans cette région, où les paysans collaborent avec les rebelles.

Les entreprises d'Etat ont, elles, été les premières à ne pas respecter le contrôle des prix imposé par la réforme. Les restaurants et les magasins appartenant à l'Etat — ils sont nombreux — ont décrié des hausses fulgurantes. Pour échapper aux amendes substantielles qui semblaient toucher uniquement le secteur privé, de nombreuses entreprises ont décidé de rester fermées en attendant que les règles du jeu soient plus claires. En fait, plus que de la police, les commerçants ont surtout peur des « rufes » qui, à l'inspiration des autorités, parcourent les rues des différentes villes du pays pour intimider la « bourgeoisie en tablier ». Ces foules déchaînées n'hésitent pas à recourir à la violence et à s'emparer de la marchandise appartenant à ceux qui vendent au-dessus du prix officiel, fixé souvent sans tenir compte des coûts de production.

Dix jours après l'entrée en vigueur de la réforme monétaire, la

● Nouvelle rencontre prévue entre sandinistes et « contras ». — Le cardinal Miguel Obando y Bravo, principal médiateur en vue de l'obtention d'un cessez-le-feu entre le gouvernement de Managua et les « contras », a proposé, jeudi 25 février, au président, M. Ortega, les dates des 9, 10 et 11 mars prochain pour la tenue de nouvelles négociations entre les deux parties. Mgr Obando y Bravo a dit s'être entretenu par téléphone avec un représentant des rebelles qui s'est déclaré intéressé par la poursuite des conversations. Interruptions à la semaine dernière. — (AFP, Reuters).

confusion la plus totale continue de régner dans l'ensemble du secteur commercial. Aucun économiste sérieux n'a pris la défense du plan gouvernemental. La plupart des experts reconnaissent que la réforme ne pourra pas relancer la production, condition indispensable pour relever l'économie et ralentir l'inflation (environ 1 500 % en 1987), alimentée par la rareté des marchandises disponibles. On s'attend même à une aggravation de l'inflation et du déficit budgétaire. Le quintuplement des salaires se révèle déjà insuffisant pour rattraper les prix — y compris les prix officiels — qui se sont littéralement envolés dans les heures suivant l'annonce de la réforme monétaire. C'est ainsi que le prix d'une chemise équivalait désormais au salaire mensuel minimum.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Asie

La négociation d'un règlement du conflit afghan

La résistance accuse Washington de « léser ses intérêts »

M. Rajiv Gandhi a invité le président Zia Ul Haq du Pakistan à se rendre en Inde pour discuter du règlement du conflit afghan. Cette invitation, rapportée jeudi 25 février par l'agence indienne PTI, intervient avant l'ouverture, le 2 mars à Genève, de nouvelles négociations entre Islamabad et Kaboul sous l'égide de l'ONU, qui a entamé des préparatifs en vue de la mise en place d'une force internationale d'observateurs.

Entre-temps, M. Yannis Khaled, chef de l'Alliance, qui regroupe les sept principaux partis de la résistance, a accusé les Etats-Unis de « léser ses intérêts » de la résistance. M. Khaled s'exprimait après avoir rencontré à Islamabad, M. Michael Armacost, sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires politiques,

lequel est arrivé dans la soirée à New-Delhi pour y rencontrer le premier ministre indien. M. Armacost s'était entretenu mercredi à Islamabad avec le président Zia.

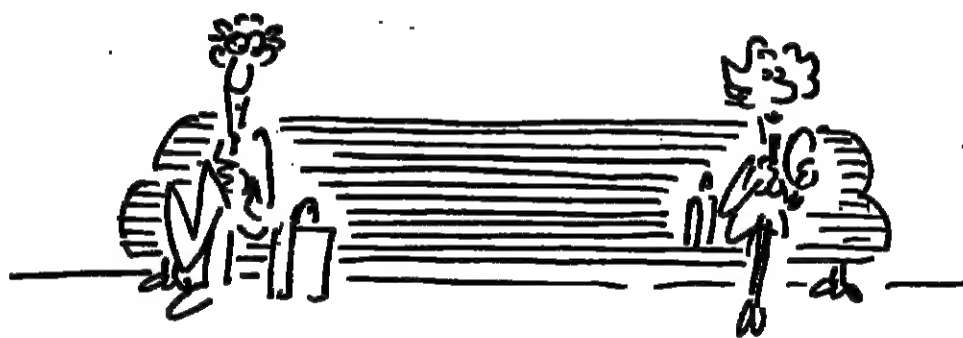
Islamabad avait, auparavant, accueilli comme un « pas positif » le projet de gouvernement présenté le 23 février par la résistance, dont la direction pourrait être confiée à M. Ahmed Shah, un ingénieur de quarante-trois, et qui ne comprendra, de toute façon, aucun membre du Parti communiste au pouvoir à Kaboul. Cette initiative de la résistance fait l'objet de violentes critiques à Moscou. Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a qualifié ce gouvernement de « structure artificielle ». La Pravda, de son côté,

a reproché au Pakistan « des pirouettes politiques » en voulant lier la formation d'un gouvernement provisoire à Kaboul à un accord à Genève. Un haut fonctionnaire soviétique a estimé, jeudi, qu'un retrait militaire soviétique pourrait être suivi d'un bain de sang.

Kaboul a, de son côté, rejeté « fermement » le projet de gouvernement de la résistance, le qualifiant d'« inacceptable ». Enfin, les Douze, dans une déclaration publiée à Bruxelles, ont pris note « avec intérêt » de l'offre de retrait militaire soviétique et renouvelé leur « soutien » aux efforts de l'ONU pour régler le conflit tout en « saluant l'attitude positive et responsable adoptée depuis de nombreuses années par le Pakistan ». — (AFP, Reuters, UPI).

41 000 clients ont déjà adopté Libertel

OSER DEMANDER : C'EST LE PLUS DIFFICILE... SI SEULEMENT TOUT POUVAIT ÊTRE AUSSI SIMPLE QUE LIBERTEL...



GARYS.

Le Crédit Commercial de France propose à ses clients un service inédit : Libertel. Il s'agit d'une trésorerie libre fonctionnant selon le principe d'un crédit revolving et directement gérée par son bénéficiaire sur Minitel. 41 000 clients du CCF l'ont déjà adopté.

Nos habitudes de consommation vont-elles sensiblement évoluer avec Libertel? La formule, mise au point par le Crédit Commercial de France et proposée dans ses 200 agences, parce qu'elle est nouvelle et simple d'utilisation, connaît un succès fulgurant. Le système

pourrait générer de nouveaux réflexes chez les consommateurs qui disposent désormais d'une autonomie financière et d'une responsabilité de gestion tout à fait inédites. Libertel est une réalisation française unique au monde, fondée sur la technique du

crédit revolving. Ses utilisateurs sont immédiatement crédités d'une trésorerie nouvelle, utilisable à tout moment, avec une totale discrétion... Libertel est un système financier de haute efficacité. Il est réservé aux clients du Crédit Commercial de France qui conviennent auprès

de leur agence, du montant de la somme mise à disposition. C'est la seule démarche indispensable au déclenchement de Libertel qui désormais fonctionne sous la seule responsabilité de son bénéficiaire. Ce dernier peut, à tout moment et comme bon lui semble, utiliser cet argent frais

L'autonomie de la formule et sa discrétion sont garanties par le mécanisme de libération des fonds. C'est en effet par Minitel que l'utilisateur, grâce à son code d'accès personnel et confidentiel, transfère tout ou partie de sa trésorerie sur son compte courant CCF. L'opération est immédiatement validée. Libertel devient ainsi le premier guichet bancaire personnel, accessible 24 heures sur 24. Libertel est également conçu comme une ligne permanente de liquidité, et c'est une de ses originalités. En effet, le remboursement des sommes utilisées (il est calculé sur 10, 20 ou 30 échéances mensuelles) libère immédiatement de nouvelles disponibilités. Libertel est ainsi une formule constante qui se régénère d'elle-même.

Les clients du Crédit Commercial de France ont vite saisi le privilège que leur procure une technique aussi novatrice. Idéale pour parer à une dépense imprévue, pour accélérer l'achat d'une nouvelle voiture ou pour s'offrir un week-end coup de cœur... 41 000 d'entre eux ont déjà adopté Libertel. Le nouveau code de leur Libertel.

MARC LA VASSIERÈRE

Vous voulez en savoir plus sur Libertel? Faites vous-même votre test en tapant 3614 accès CCF, ou entrez dans une agence CCF pour une démonstration personnalisée.

RAYMOND BARRE

DIMANCHE 28 FEVRIER à 19H

GO 183 Kcs - FM 104.7
EUROPE 1
CLUB DE LA PRESSE

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.



CERTAINS APPELLENT CELA UNE ATTITUDE HOSTILE.

Hostile, une offre publique d'alliance
entre Télémécanique et Merlin Gerin ?

Hostile, une offre d'alliance entre deux
partenaires naturels, complémentaires, de
tailles équivalentes, œuvrant dans le même
secteur de la distribution et de l'utilisation
de l'énergie électrique ?

Hostile, l'engagement de Schneider
à respecter l'identité de Télémécanique et
à maintenir son outil de production et sa
politique sociale ?

Hostile, la volonté de créer un
ensemble industriel de dimension interna-
tionale capable de résister aux grands
concurrents mondiaux et mieux armé pour
gagner les grandes compétitions de demain ?

Hostile... vous avez dit hostile ?

SCHNEIDER

Pour qui
allez-vous
voter ?

P

مكتبة

La campagne de la majorité

« M. Barre saura relever les défis de la société française » nous déclare M. Philippe de Villiers

Un entretien dans l'Express
M. Chirac met en garde les Français contre une « revanche » socialiste

« La victoire de M. Mitterrand serait celle des socialistes, qui, le résultat acquis, jetteraient le masque pour se proposer à nouveau socialistes, ce qu'ils évitent de faire actuellement », affirme M. Jacques Chirac dans un entretien publié dans l'Express (daté 26 février-3 mars). Le candidat du RPR ajoute : « Ils veulent que 1988 soit leur revanche. »

M. Chirac estime que « des nuances plus que des différences » le séparent de M. Raymond Barre. Il insiste, toutefois, sur le fait qu'il n'entend pas, lui, dissoudre l'Assemblée nationale s'il est élu président de la République. « Nous sommes dans un régime parlementaire, dit-il, pas dans un régime présidentiel. »

« Le Front national est l'enfant des socialistes », juge, aussi, M. Chirac. En fait, selon le vrai « génération Mitterrand », il reproche au chef de l'Etat d'avoir, « par l'institution de la représentation

proportionnelle, donné droit de cité à ce courant, grossi par les erreurs de la gestion socialiste ». Le premier ministre ajoute : « L'émergence du Front national traduit les inquiétudes d'une partie de la population. Notre devoir est d'en tenir compte et d'y répondre. »

M. Chirac formule, en outre, trois propositions pour résoudre le problème de l'endettement du monde : « Mise en place d'un système qui permette de « déconnecter » les remboursements des pays pauvres des variations de change et de taux d'intérêt, sur lesquelles ils n'ont aucune prise et qui ne sont pas de leur fait ; assouplissement des conditions de réajustement de la dette ; les mesures réclamées jusqu'ici par le FMI sont techniquement compréhensibles, mais politiquement insupportables ; indexation des échéances sur les recettes d'exportation des pays débiteurs. »

Les catholiques pratiquants préfèrent le candidat RPR

Selon un sondage réalisé par la SOPRES, du 6 au 19 février, auprès de deux mille Français, et publié dans le Croix du vendredi 27 février, 40 % des catholiques pratiquants réguliers (ceux qui disent aller à la messe au moins une fois par mois) s'apprêtent à voter pour M. Chirac au premier tour de la présidentielle, contre 27 % pour M. Barre, 21 % pour M. Mitterrand et 8 % pour M. Le Pen. En 1981, les intentions de vote, dans ce même électorat, étaient de 9 % pour M. Mitterrand, 41 % pour M. Giscard d'Estaing, 15 % pour M. Chirac et 17 % pour M. Debré.

Au deuxième tour de la présidentielle de 1988, M. Chirac l'emporterait, chez les catholiques pratiquants réguliers, par 73 %, contre 27 % pour M. Mitterrand. Dans l'hypothèse où M. Barre devancerait M. Chirac au premier tour, il gagnerait aussi le second tour, mais avec une marge beaucoup plus faible : 51 % contre 49 %.

M. Barre devance M. Chirac

M. Barre est crédité de 21 % d'intentions de vote tandis que M. Chirac en recueille 20 % dans l'hypothèse où M. Mitterrand est candidat. L'annonce officielle de sa candidature, le 8 février, a permis à l'ancien premier ministre de consolider une légère avance sur son adversaire du RPR, selon un sondage réalisé par l'IPSOS et publié, le 26 février, dans VSD (1). En janvier, M. Barre obtenait 25 % des voix contre 17 % à M. Chirac. Le président de la République demeure au tête en recueillant 37 % des intentions de vote (au lieu de 36 % le mois dernier). M. Rocard n'obtient, pour sa part, que 27 % des suffrages (au lieu de 29 %) dans l'hypothèse où il porte les couleurs socialistes.

Un second tour, M. Mitterrand surplomberait M. Barre son meilleur résultat depuis un an, en étant réélu avec 55 % des voix au lieu de 52 %. Il sort victorieux du duel opposant au premier ministre avec 57 % des intentions de vote au lieu de 58 %.

(1) Sondage effectué du 13 au 17 février auprès d'un échantillon représentatif de mille quatre-vingt-cinq personnes.

Présidentielles : Pour qui allez-vous voter ?

Pour faire le bon choix, ne lisez pas les discours politiques vous influencer. Sachez reconnaître le faux du vrai. Découvrez les « trucs » employés par F. Mitterrand, J. Chirac, R. Barre, A. Lajoie, J.M. Le Pen, M. Rocard, etc.

Un numéro spécial de « Communisme Efficace » vient de paraître sur le sujet. Cette Lettre Confidentielle, habituellement réservée à 1 000 décideurs privilégiés, souhaite éclairer tout citoyen sur les moyens et les techniques mises en œuvre pour le convaincre.

Leur étonnant rapport sera envoyé gratuitement et confidentiellement à tous ceux qui en feront la demande (tirage limité).

Vous découvrirez, au sommaire de ce numéro gratuit :

- Les 7 moyens classiques - et leur utilisation habile par la plupart des candidats.
- Les mots qui font la différence (attendez-vous à des surprises !).
- Comment construire son discours pour convaincre. - Une technique qui s'emploie aussi pour les rapports et les exposés.
- Comment répondre aux attaques et reprendre le dessus (c'est beaucoup plus facile que vous ne le pensez).

Vous vous rendrez d'ailleurs compte que vous employez vous-même 2 de ces « trucs » dans vos discussions. Mais les 7 autres sont encore plus puissants ! Apprenez à les reconnaître - et à vous en servir à l'occasion - pour lasser à armes égales dans un débat.

Ecrivez dès aujourd'hui de notre part : à Communisme Efficace - 45, av. du Général-Ledoux, BP 94, 60505 Chantilly Cedex.

S. Barret et C. Godefroy

BON POUR UN NUMERO SPECIAL

« Décryptage et révélation sur l'art subtil de la persuasion politique » gratuit à retourner aux Editions Godefroy, Communisme Efficace, 45, av. du Général-Ledoux, BP 94, 60505 Chantilly Cedex.

□ D'accord, envoyez-moi sans engagement et sous pli confidentiel votre rapport spécial. Ceci ne m'engage à rien, ni maintenant, ni plus tard.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code : _____

Ville : _____

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

EUROPE... LE GRAND MARCHE INTERIEUR

Avec notamment des articles de :

J. DELORS, C. LALLUMIERE, H. NALLET, J. AUROUX, Ch. GOUX, Ch. SAUTTER

Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. En espèces le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

IBIZA EN CONCORDE

4950 F 3 JOURS 3 Nuits

11 au 14 Mai 18 au 21 Mai 25 au 28 Mai

Séjours en hôtels 4 étoiles en pension complète

excursion et spectacle folklorique

TAAG

LES PLUS FAVORABLES VOYAGES

76 av. de St Mandé 75012 Paris

TEL 43-07-40-00

Les questions les plus présidentielles.

Balladur à 7 sur 7.


AVEC ANNE SINCLAIR.
DIMANCHE 28 FEV. 19H00

Il n'y en a qu'une, c'est la Une

ADIEU RENE CHAR

1^{er} EVENEMENT

ATTENTION INTOX!



DE CLOSETS
Pourquoi le commerce extérieur vacille

SOCIAL
Etre chômeur à 50 ans

Publicité

Lundi 29 février à 21h précises
Accueil à partir de 20h

"AVEC FRANCOIS MITTERRAND" GRAND SPECTACLE AU ZENITH

AVEC LA PARTICIPATION DE NOMBREUX
ARTISTES ET COMEDIENS.
SPECTACLE RETRANSMIS PAR SATELLITE
EN DIRECT DANS 60 VILLES DE FRANCE

Seules les personnes munies d'un billet
auront accès au Zénith.

Billets gratuits à retirer de 10h à 19h, du mercredi 24 au samedi 27 février
au 1-3, Avenue Percier, 75008 Paris



Politique

La campagne de M. Barre

M. Mitterrand montré du doigt

RENNES
de notre envoyé spécial

Tout arrive : casquette de marin sur le chef, photos-souvenirs avec les Bigoudens, belvédère au milieu des caisses de merlans, si ce n'est pas la pêche aux voix, ça commence à y ressembler. En passant, le jeudi 25 février, à l'ouest, M. Raymond Barre a soudainement brisé le rideau de fer qu'il avait bâti avec un entêtement rarement pris en défaut.

Le Finistère le matin, dans le sillage du ministre de la mer de M. Chirac, le centriste Ambroise Guellier ; le Morbihan l'après-midi, dans l'ombre du grand timonier breton, M. Raymond Marcelin ; un grand meeting régional le soir à Rennes, capitale du duc de Bretagne, son fidèle et pourtant peu présent Pierre Méhaignerie ; M. Barre mord désormais avec gourmandise dans la pomme électorale.

Il semble enfin muer en candidat. Révolutionnaire ! se sont aussitôt écriés gens de plume et de pellicule devant ce qui se rebelle, au fond, que des premières pages du manuel du parfait candidat. L'entourage lui-même a dû se pincer. Mais les bêtes de M. Barre étaient pleinement ravis de cette métamorphose. « N'allez tout de même pas vous imaginer que je vais jouer les tozars », tenait, néanmoins, à rectifier l'intéressé au bout de cette harassante journée.

M. Madelin : Contre l'Etat-Père Noël

Le rassemblement du soir à Rennes a d'ailleurs tout de suite rassuré sur ce point : 10 000 Bretons, débordant même sur la place, ce troisième meeting régional (après ceux de Metz et Poitiers) fut, vu des guichets, un succès. Politiquement, l'affiche de l'union sans faille de la majorité put également être collée. La plupart des parlementaires RPR de l'Ouest rangés derrière le président du conseil régional et respon-

sable du comité local de soutien à la candidature Chirac, l'ancien ministre M. Yves Bourges, plus troublant sur l'estrade.

Mais s'il est vrai que ces rassemblements de 1988 se ressemblent plus à ceux de 1981, qu'il semble bien révéler, le temps où l'on pouvait demander aux militants de se manifester au premier coup de sifflet, on obéissait devant une telle foule de traiter notamment du sujet éternel de la décentralisation. M. Barre a pris sans doute quelques risques au niveau de l'applaudimètre.

On est tout de même, droit à une très belle profession de foi de M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie de M. Chirac, numéro deux du RPR, surnommé à tort « le penseur de Rodin ». Sans arrivées, n'en déplaise, assure-t-il, « aux professionnels de la grande politique », M. Madelin fit étalage d'un barbillon rouillé : « Mon soutien, clama-t-il haut et fort, ne sera ni à l'imparfait, ni au subjonctif, pas plus qu'au conditionnel ou à l'impératif, il sera au présent et au futur. » Parfaitement instruit de la nouvelle dialectique barbillon sur l'Etat impérial, M. Madelin se fit un devoir de montrer qu'il avait bien retenu la leçon. Et de fatiguer sans coup férir « ceux qui n'ont pas le courage de refuser les promesses, ceux qui font croire à un Etat-Père Noël » on qui ont « le goût de la démagogie ». Pour conclure par cette belle envolée : « votre parti, à vous, monsieur le premier ministre c'est la France, c'est pourquoi nous vous soutenons. » Tant et si bien que le suivant à la tribune, M. Méhaignerie, qui s'est fait sévèrement tancer mardi dernier à Matignon pour avoir fait quelques variations sur le même registre, n'osa pas en rajouter.

M. Barre, en revanche, ne s'en priva pas, en orientant il est vrai davantage ses feux contre M. Mitterrand et les socialistes. Fallait-il implicitement allusion à l'affaire des fuites du Conseil de la magistrature, il a vivement pointé le doigt sur le président de la République. « Je ne vous cache pas que

je suis choqué, a-t-il déclaré et inquiet quand l'assemblée a élu le président de la République, d'être la Constitution fait le garant de l'indépendance de la justice, se ferait remettre des notes, des appréciations et des grades aux magistrats. Des notes sur leurs capacités professionnelles personnelles ? Non point. Sur leurs opinions politiques ? Je n'ai pas entendu que l'existence de ces fiches ait été démentie. »

Un pacte des collectivités locales

Pour retrouver une France « d'hommes libres et responsables », M. Barre s'est lancé dans un vibrant plaidoyer « pour une vraie décentralisation », en insistant au passage sur les « racines de l'histoire ». « Il appartient aux historiens, a-t-il dit, de comprendre comment le même gouvernement socialiste a pu étatiser les grandes entreprises, tenter de nationaliser l'enseignement, politiser sans retenue l'administration, et, en même temps, donner une impulsion nouvelle à la décentralisation. »

M. Barre fait trois propositions nouvelles : la création d'un conseil des présidents des conseils régionaux sous l'autorité du président de la République une réforme de l'impôt sur le foncier non bâti et la taxe professionnelle, et la possibilité d'un référendum communal. « Le temps est venu a-t-il dit, de donner à l'œuvre décentralisatrice sa solidité et sa cohérence, de conclure un nouveau pacte national des collectivités locales. » Enfin, M. Barre ne pouvait ignorer qu'il se trouvait devant des agriculteurs bretons déçus par la dernière conférence annuelle agricole.

« Ce qu'il nous faut, a relevé l'ancien premier ministre, c'est une nouvelle politique agricole nationale qui rejette les faiblesse habitude circonscrites de saupoudrage de crédits et de subventions, mais qui offre une perspective cohérente à nos agriculteurs. » Mais le nom de M. Guillaume ne fut pas relevé.

DANIEL CARTON.

Le Sénat adopte à son tour la réglementation du financement des activités politiques

La France, à l'instar des autres grandes démocraties occidentales, dispose désormais d'une législation sur le financement de la vie politique. Le Sénat, le jeudi 25 février, a, en effet, adopté dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale les deux projets de loi en cours de discussion. Comme en première lecture, les sénateurs socialistes et communistes ont voté contre, ceux de la Gauche démocratique, pour des raisons parfois opposées, se sont abstenus ainsi que quelques individualités de l'Union centriste et des Républicains indépendants.

Dernier obstacle à franchir : le Conseil constitutionnel. Le projet organique (celui qui prévoit le financement des campagnes présidentielles et législatives, ainsi que la publication du patrimoine du président de la République et le contrôle de ceux des parlementaires par le bureau de leur Assemblée) lui est obligatoirement soumis. Le projet simple (celui qui organise le même contrôle pour les membres du gouvernement et les principaux élus locaux, qui dote les partis politiques d'un statut et qui leur permet de recevoir des subventions de l'Etat) pourrait aussi lui être déféré. C'est en tout cas le souhait des communistes, qui estiment contraire à la Constitution une législation sur les partis ; mais ils n'ont pas les moyens de le faire eux-mêmes. Les deux textes étant consubstantiellement liés, le président de la République, le premier ministre, le président de l'Assemblée ou celui du Sénat peuvent souhaiter que les juges de la constitutionnalité se prononcent sur l'ensemble de cette réforme.

La moralisation de la vie politique va ainsi progresser, mais bien moins qu'il ne l'avait été envisagé. Certes les candidats à l'élection présidentielle ne pourront dépenser plus de 120 millions (140 pour les deux qui seront présents au second tour) et ceux à des élections législatives plus de 500 000 F. Mais des moyens de dépasser ces plafonds subsistent, puisque ne seront prises en compte que les dépenses effectuées directement par les candidats ou leurs mandataires, ce qui laisse le champ libre à leurs amis.

Les hommes politiques vont ainsi évoluer de leur patrimoine surveillé afin qu'ils prouvent qu'ils ne profitent pas de leurs mandats pour s'enrichir. Mais si les élus locaux et les membres du gouvernement sont contrôlés par une commission com-

posée du premier vice-président du Conseil d'Etat, des présidents de la Cour des Comptes et de la Cour de Cassation, les parlementaires ne le seront que par leurs pairs des bureaux des assemblées. La confidentialité de ces contrôles est, surtout, strictement assurée.

Les hommes politiques donnent ainsi la désagréable impression de vouloir régler leurs petites affaires en famille. Ce n'est pas la meilleure façon de faire disparaître le soupçon qui les traque. Le premier ministre n'a, ainsi, que partiellement résolu à bien la mission que lui avait confiée le président de la République, en novembre 1987, au moment où les socialistes étaient accusés d'avoir financièrement profité des ventes d'armes frauduleuses à l'Irak. Il a quand même, il est vrai, réussi à ne pas tomber dans le piège qui lui était tendu, puisqu'il a montré que le RPR n'était pas opposé à une législation en la matière contrairement à l'image que voulait lui accoler le PS... et l'UDF.

Mais il aurait aimé pouvoir se flatter, en tant que candidat, d'avoir un large consensus sur une telle réforme. Le PS souligne d'ailleurs, à l'envi, que la preuve est faite de « l'incapacité » de M. Chirac à

« rassembler ». L'UDF en exigeant que les dons des particuliers et des entreprises aux candidats leur permettent d'obtenir en échange une réduction d'impôts, ne pouvait qu'entraîner l'opposition des socialistes qui refusent une législation de la pompe à finances des sociétés commerciales vers la politique. La frilosité des sénateurs devant la transparence des patrimoines des élus ne pouvait que renforcer les critiques de la gauche.

L'approche de l'élection présidentielle nourrit trop les arrière-pensées des uns et des autres pour qu'un consensus soit possible. Elle a, en revanche, permis à la majorité de trouver facilement un terrain d'accord, tout le monde souhaitant clore rapidement ce dossier, et la session extraordinaire du Parlement, afin que toutes les énergies soient disponibles pour le campagne. Mais chacun en convient, cette législation ne peut être qu'un premier pas. Le travail devra être remis sur le métier. Rapidement, étant données ses imperfections. Déjà la classe politique n'a pas pu se mettre d'accord sur un dossier où était en jeu l'image de tous les élus, qui a pourtant bien besoin d'être revalorisée.

THÉRIER BRÉHER.

Au conseil des ministres

Retour des préfets et des sous-préfets

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a fait adopter par le conseil des ministres du 24 février un décret rétablissant dans toutes les unités réglementaires les appellations de préfet et sous-préfet.

La ministre de l'Intérieur explique ainsi cette décision : « Les expressions de commissaire de la République et de commissaire adjoint s'étaient révélées peu pratiques à l'usage du fait de leur longueur et finalement peu utilisées dans le langage courant, il a paru souhaitable de revenir aux appellations traditionnelles consacrées par la Constitution et les habitudes républicaines. »

Le changement de titre des préfets avait été décidé par Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, à l'occasion de la loi du 2 mars 1982 sur la décentralisation.

M. Rouvillois président de la SNCF

Le conseil des ministres du mercredi 24 février a nommé M. Philippe Rouvillois au poste de président du conseil d'administration de la SNCF, en remplacement de M. Philippe Esquié appelé à d'autres fonctions. (Le Monde du 23 février).

Né le 29 janvier 1935, à Saumur (Maine-et-Loire), M. Philippe Rouvillois est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, dont il est sorti major de la promotion « Vanban », celle de M. Jacques Chirac. Entré à l'inspection des finances en 1959, il est conseiller technique de 1966 à 1968 au cabinet de M. Michel Debré, ministre de l'Economie et des finances. Il poursuit ensuite sa carrière au sein de la direction générale des impôts, qu'il dirige de 1976 à 1983. Il passe alors à la SNCF, où il devient directeur général adjoint chargé des finances et du budget, puis, le 5 août 1987, directeur général, en remplacement de M. Jean Dupuy. M. Rouvillois est inspecteur général des finances.

Messagerie

Le monde de la messagerie... (Texte partiellement visible et flou)

LES



Je l'ai isolé

campagne de M. Barre
grand montré du doigt

Le candidat à la présidence de la République, M. Barre, a été montré du doigt par les communistes. Ils ont organisé une campagne de presse pour dénoncer son manque de sérieux et son manque de compétence. Ils ont également organisé des manifestations dans les rues de Paris et dans les autres grandes villes de France. Ils ont accusé M. Barre d'être un homme d'affaires qui ne s'intéresse qu'à son portefeuille et qui ne se soucie pas de la France. Ils ont également accusé M. Barre d'être un homme qui ne respecte pas les libertés individuelles et qui veut imposer sa loi à tout le monde. Ils ont enfin accusé M. Barre d'être un homme qui ne veut pas de la France et qui veut la vendre à l'étranger.

à son tour la réglementation
des activités politiques

Le ministre de l'Intérieur, M. Barre, a annoncé qu'il allait réglementer les activités politiques. Il a déclaré que les associations politiques devaient être déclarées et qu'elles devaient respecter certaines règles. Il a également déclaré que les associations politiques devaient être contrôlées par le gouvernement. Cette annonce a été accueillie avec méfiance par les communistes. Ils ont déclaré que le gouvernement voulait contrôler les associations politiques pour empêcher les communistes de mener leur campagne électorale. Ils ont également déclaré que le gouvernement voulait contrôler les associations politiques pour empêcher les autres associations politiques de mener leur campagne électorale.

Au conseil des ministres

M. Rouillé, président de la SNCF, a été nommé au conseil des ministres. Il a été nommé ministre de l'Énergie et de l'Équipement. Cette nomination a été accueillie avec satisfaction par les communistes. Ils ont déclaré que M. Rouillé était un homme compétent et expérimenté. Ils ont également déclaré que M. Rouillé était un homme qui se souciait de la France et qui voulait améliorer la situation de la France.

Le conseil des ministres s'est réuni hier soir. Il a discuté de la réglementation des activités politiques. Il a également discuté de la nomination de M. Rouillé au conseil des ministres. Le conseil des ministres a décidé de réglementer les activités politiques. Il a également décidé de nommer M. Rouillé au conseil des ministres.

هكذا هو الحال

La campagne de M. Pierre Juquin

Messes basses pour déçus du Parti

M. Pierre Juquin a qualifié, le mercredi 24 février à Perpignan, de « défi antidémocratique » et de « chantage » la mise en garde que le secrétaire général du PCF a adressée à la direction du PS à propos du soutien supposé que ce parti apporterait au candidat rénovateur à l'élection présidentielle (le Monde du 23 février). « C'est un aveu », a-t-il ajouté, « M. Marchais préfère voir battre la gauche et laisser passer la droite et l'extrême droite au deuxième tour plutôt que d'accepter au premier tour la libre compétition de tous les candidats ».

Pas d'éclairage laser ! Pas de musique synthétique ! Pas de foule ambulante ! L'unité de mesure de l'audience des meetings est plutôt le cent que le mille. Meeting est, du reste, un bien grand mot. Réunion d'échange d'idées, dénouée et monacale, serait, pour le moment, une expression plus appropriée pour qualifier les débats qui font le quotidien vespéral de Pierre Juquin.

Celui qui excellait dans le sermon dominical à la grande messe de la fête annuelle de l'Humanité, mêche au vent, s'est reconverti dans la célébration de messes basses, aux laïcs hermétiques. La campagne de ce candidat à l'élection présidentielle est du style intimiste. Intimiste comme les scores - 2,5 à 4 % des intentions de vote - que lui succèdent, à deux mois du premier tour, les instituts de sondage. Le lot des petits candidats, dépourvus de « pompe à phynances », est plus fréquemment la salle des fêtes municipales que le palais des congrès régional. M. Juquin s'y consacre, quand même, le 4 mars, en réunissant ses troupes au Zénith à Paris. Le chanteur Renaud, qu'une interprétation du Discret de Boris Vian sabotée par le KGB au Festival mondial de la jeunesse à Moscou en 1985 a fiché avec le PCF, sera des invités de cœur. Sans répit.

En attendant, le candidat bat la campagne. Le Havre (Seine-

Maritime), Amiens (Somme), Trappes (Yvelines), Gennevilliers (Hauts-de-Seine), Sevran (Seine-Saint-Denis)... l'ancien porte-parole du PCF, logiquement exclu de son parti, chasse de plus en plus, ces temps derniers, sur les terres de ses anciens « camarades ». Il s'est rendu dans chacune de ces villes dont le maire est communiste, mais pas « rénovateur », pour y tenir une réunion électorale à l'invitation du comité local d'initiative et de soutien à sa candidature.

Est-il un candidat rénovateur ou bien le candidat des « rénovateurs », sous-entendu communistes ? Les forces qui le portent - rénovateurs communistes, Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), Parti socialiste unifié (PSU), Fédération de la gauche alternative (FGA) et Parti pour une alternative communiste (ex pro-chinois) - ne donnent pas la même réponse à la question.

Son électoral - les sondages en supportent la démonstration - est composé, majoritairement, de membres du parti, anciens ou actuels. Cette évidence saute aux oreilles à travers les questions, les espoirs et les inquiétudes qui tissent les rencontres-débats de M. Juquin : une forte proportion de son public a quelque chose à voir avec le communisme.

Ici, un « ex », secrétaire de cellule, démissionnaire du PCF, s'efforce de savoir où en est la gauche des signatures d'élus. Là, un jeune adhérent du parti, étudiant à Orsay (Essonne), demande au candidat s'il n'est pas possible de changer « le parti à l'intérieur ». L'espérance et le doute.

Très souvent des anciens, et même de très anciens, membres du parti cotoient des communistes « en carte ». Jamais la cohabitation ne tourne à la féroce épolonne. On interroge beaucoup sur l'abandon de la force de frappe, le vote des innombrables à toutes les élections, l'annulation de la dette du tiers-monde. De son passage à l'éducation nationale, Pierre Juquin a gardé un fort goût pour la pédagogie.

Quel qu'en dise la direction du PCF, plusieurs dizaines de maires

éus sous l'étiquette communiste en 1983 soutiennent M. Juquin. Des conseillers municipaux de la même obédience, en plus grand nombre, risquent dans leur entourage. Et tout ce petit monde, assisté par la réunion, organise les mini-meetings du candidat. Dans cette éphémère, on a l'esprit pratique avant tout. « Comme disait Waldeck Rochet, un parti est un outil. Il faut en changer s'il est inefficace. Le PCF, ce n'est pas la sainte eucharistie », confiait récemment un élu de la Ville-du-Bois (Essonne) en marge d'une de ces rencontres de campagne.

A côté de ce contingent de partisans formés à l'école du parti, dont certains se sentent orphelins, Pierre Juquin rassemble sur son nom tout ce que la LCR d'Alain Krivine compte d'adhérents. A l'exception d'une irréductible minorité. Qu'il aille faire « une réu » à l'INSSEE, et le syndicat CGT de la maison tenu par les trotskistes est maître d'œuvre. La recherche d'une base syndicale fondée sur « l'unité » - terme cher à René Buhl, ancien secrétaire confédéral de la CGT et membre du cabinet de Pierre Juquin - est un souci du candidat rénovateur.

La génération du 24 avril

Ainsi, il se prévaut souvent, dans ses réunions, du soutien de la coordination des cheminots de Paris-Nord, même célébré par la grève SNCF en décembre 1986. A Gennevilliers, il s'est offert une tournée dans l'usine Chausson, paralysée par un conflit social, à l'invitation de la CFDT. Alain Martinez, le leader du syndicat est un ancien de la CGT. La centrale de Montreuil est, dans la bataille, l'objet de convoitises multiples et mystérieuses de la part des « syndicaux » de l'équipe Juquin.

En dehors des politiques et des syndicalistes d'âge mûr, la mouvance juquiniste draine vers les lieux de débat nombre de « curieux », de « baby cool », de « soixante-huitards », de « école-alternatifs »,

des féministes et des jeunes qui, manifestement, participent cette année à leur première consultation présidentielle. C'est sur ce terrain vierge que Pierre Juquin semble vouloir faire pousser sa « génération du 24 avril », date du premier tour - issue de ses comités de soutien, dont le nombre atteindrait aujourd'hui 650 dans toute la France. On s'inquiète parfois de savoir, dans les mini-meetings, qui, des comités ou des organisations politiques, prendra la direction des opérations dans le lancement du mouvement post-électoral que Pierre Juquin appelle de ses vœux.

Une dernière catégorie de faus - ultra-minoritaire - fait l'appoint de cette composition électorale panachée qui n'a rien à envier au « nouveau rassemblement populaire majoritaire » dessiné sous la plume de Georges Marchais au congrès du PCF en 1985 : il s'agit des socialistes. Animateurs de l'ex-CERES de Jean-Pierre Chevènement (devenu Socialisme et République), comme en Côte-d'Or avec Alain Lucas ou simples militants venus à la réunion de Sevran, le 23 février, quelques socialistes s'efforcent dans le mouvement ou apportent des pages qui semblent dépasser l'actualité.

On est loin du soutien logistique massif prêt au PS par la direction du PCF. Les dirigeants communistes, il est vrai, s'en tiennent à la centaine de maires socialistes qui, d'après M. Juquin, ont enfreint les règles édictées par Lionel Jospin, en permettant leur parrainage administratif au candidat rénovateur. Cette affaire est un véritable enjeu entre les deux partis de gauche.

A défaut d'augmenter des auditoires considérables et de percer le front des sondages, Pierre Juquin peut se targuer, telle la mouche du coche, de bouleverser la tranquille jeu établi des états-majors. Comme quel un candidat marginal peut déborder au-delà de la marge.

OLIVIER BIFFAUD.

Sept cent quarante et une promesses

Les premières assises de l'Union pour la rénovation des collectivités locales (URCOL), association créée par les élus communistes rénovateurs, devaient s'ouvrir, le vendredi 26 février, à Toulouse, en présence d'une centaine de participants. Ce congrès constitutif a valeur de symbole au moment où la direction du PCF exerce une pression sur celle du PS au sujet des promesses de parrainage d'élus en faveur de M. Pierre Juquin pour l'élection présidentielle.

Selon M. Jean Brugier, responsable aux élus dans le cabinet du candidat rénovateur, M. Juquin disposait de sept cent quarante et une promesses de signature, le 24 février. Selon l'annuaire des communes et maires de France (1), la répartition est la suivante : extrême gauche (15), PSU (6), PC (72), apparentés PC (9), PS et apparentés (108), divers gauche (161), divers modérés (333), CDS (6), UDF-PR (5), RPR (2) et sans étiquette (24).

Les départements qui donnent le plus de signatures sont la Dordogne (35), la Haute-Corse et la Corse-du-Sud (29), la Côte-d'Or (28), la Haute-Loire (26), le Gard (25), la Drôme (21) et la Haute-Garonne (21). Aucun parrainage ne vient de Paris, des Yvelines, du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine ni du Bas-Rhin. Une signature est fournie par la Haute-Vienne, le Haut-Rhin, la Haute-Savoie, le Morbihan, la Mayenne, le Loiret, l'Aveyron et l'Aude.

Du département de M. André Lajoinie, candidat du PCF, proviennent deux promesses. A ce propos, un maire s'appelant M. Henri Lajoinie offre son parrainage à M. Juquin, et le premier magistrat de la commune baptisée Marchais (Aisne) en fait autant. Un député socialiste, dont l'identité est gardée secrète, mais qui n'est pas M^{me} Huguette Bouchard, aurait manifesté son désir d'apporter sa signature au candidat rénovateur, tout comme un membre du conseil

supérieur des Français à l'étranger, selon M. Brugier.

Huit départements fournissent plus de 20 signatures, soit 203 ; vingt et un départements donnent de 10 à 19 parrainages, soit 287 ; vingt-trois en offrent de 5 à 9, soit 161, et vingt-neuf de 2 à 4, soit 81. Les régions les mieux représentées sont Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Languedoc et Auvergne. Les régions les moins représentées sont Alsace, Pays-de-Loire, Ile-de-France et Provence.

Les enseignants (166) et les agriculteurs (158) devancent très largement les retraités (78), les cadres (69), les employés (48) et les techniciens (40) parmi les élus qui promettent leur signature.

« Nous défendons probablement sept cent quatre-vingt promesses, mardi 1^{er} mars, jour d'envoi des formulaires administratifs aux élus », déclare M. Brugier, qui se prévaut d'une réserve d'une cinquantaine de promesses orales « au cas où nous serions dans le besoin ». « Une chose est sûre, conclut-il, les signatures ne sont pas déposées par la poste du siège de la SFIO. »

O. B.

(1) Publication de la Société générale de presse (SGP).

STAGES INTENSIFS
ANGLAIS
ALLEMAGNE
36 à 60 heures de cours
Février/Pâques/été
5^e à 8^e primaire
Spécial Bac/Special Prépa.
Toute l'année
étudiants, adultes
Documentation gratuite :
EUROLANGUES
35, bd des Capucines
75002 PARIS
Tél. (1) 42 61 53 35

LES AIWA 88...ÇA S'ARRACHE!

HS-T26
Lecteur/Radio AM-FM
Dolby B - Normal/CrO² Métal
Noir/Argent/Rouge.
699 F*

HS-T23
Lecteur/Radio AM-FM
Normal/CrO² Métal
Noir/Argent/Rouge.
699 F*

HS-DJ101
Lecteur-Enregistreur Radio AM-FM
10 Motors FM préprogrammés
Auto Reverse - Enregistrement Stéréo
Timer - Logique de Commandes IC
à touches par effleurage
Dolby B - Capteur musical.
3 490 F*

HS-PL301
Lecteur Auto Reverse - Logique de Commandes
IC à touches par effleurage
Métronome d'application DSI
Commande à distance
Dolby B - CrO² Métal Blanc/Noir.
1 590 F*

Champion 87, Aiwa remet son titre en jeu.
5 nouveaux baladeurs super pour 88.
Incontournables. Maxi compacts,
maxi complets (dispositif anti-roulis
pour tous !). A ne pas quitter des oreilles.
Ni des yeux : les Aiwa, ça s'arrache !

AIWA
le miracle japonais

AIWA APPAREILS S.A. 17, rue de la République, 92000 BOULOGNE Tél. (1) 46 04 81 89



Politique

La campagne des socialistes

Le PS publie ses « Propositions pour la France »

Le PS publie une brochure de quatre-vingt-quatre pages qui présente le texte définitif de ses *Propositions pour la France*, dans la perspective de l'élection présidentielle. Cette publication constitue l'avant-dernière étape d'un processus commencé avant l'été.

Amendé, réamendé, modifié à de multiples reprises dans les diverses instances officielles du PS, ce texte, définitivement adopté lors de la convention nationale des 16 janvier et 17 janvier 1988, a

encore subi des réécritures et des changements de détail pendant sa mise.

L'ultime étape de cette longue marche sera la publication prochaine d'une sorte de « magazine » illustré, diffusé à deux millions d'exemplaires, qui visera à populariser, sous une forme résumée, ces propositions. Il est toutefois certain que le PS présentera ces propositions au pays et... à son candidat, mais que celui-ci demeure libre de les utiliser comme bon lui semble.

Un « cheminement » prudent vers une société « plus juste »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, avait précisé, le 3 septembre 1987, à l'occasion d'un séminaire consacré à ce travail programmatique, que le texte élaboré était « un document pour le moyen terme », soit une dizaine d'années. Une telle définition en fait le successeur du « projet socialiste pour les années 90 ».

M. Jean-Pierre Chevènement avait joué un rôle déterminant dans l'écriture de ce « projet socialiste », qui restera comme un symbole des ambitions d'un PS porteur, jusqu'en 1991, d'une stratégie de « rupture avec le capitalisme ». Au contraire, l'introduction des *Propositions pour la France*, rédigée par M. Dominique Strauss-Kahn — cheville ouvrière de cette entreprise, — constitue une véritable charte pour le nouveau PS « social-démocratique » de 1988, celui dont M. Chevènement, précisément, contents aujourd'hui la ligne (1).

L'introduction du texte vise à justifier la démarche, à la fois modeste et ambitieuse, du PS en mutation. Elle tente de désarmer les critiques qui déplorent — à l'intérieur du parti comme à l'extérieur — la timidité et le manque de « souffle » de ces propositions. En termes plus bruts, cette charte théorise les renoncements du PS, à travers une démarche déjà largement présente dans le programme électoral de 1986. Cette charte affirme notamment : « Que disaient, il y a deux siècles, les hommes de la Révolution ? Ils disaient : fils de noble, fils de bourgeois, fils de serf ou de manant, les hommes naissent tous libres, tous égaux en droit, pétris du même limon, de la même argile (...). Ils ne se doutaient pas que, dans la société moderne, la même inégalité réapparaitrait. Ils ne se doutaient pas qu'il nous faudrait reprendre après eux leur tâche révolutionnaire. Car c'est bien une révolution que de vouloir instaurer la raison et la justice, là où règnent aujourd'hui le hasard et le privilège (...). »

« Demain ne sera pas le réveil miraculeux dans un univers de bonheur, mais la mise en œuvre de projets nouveaux et réfléchis. C'est l'action et la responsabilité de ceux et de celles qui partent à la conquête de leur vie. Quand les femmes et les hommes de ce pays auront voté pour eux-mêmes, pour leur propre cause, pour leur avenir même, ils pourront entendre la voix de Jaurès : « Citoyens ! ils prendront racine, et ils deviendront des arbres immenses, les lauriers dont vous venez de jucher le chemin où s'avance la liberté ! » (...)

« Les transformations ne peuvent s'opérer qu'au rythme où les citoyens prennent conscience de leur nécessité et de leur légitimité. Un discours clair sur les buts et les méthodes leur permettra d'appréhender que l'on ne change rien, aux autres que l'on bouleverse tout (...). »

« Un nouvel équilibre »

« Parce que la démocratie demande du temps, l'époque n'est plus à la présentation d'un programme exhaustif retraçant jusqu'aux moindres détails, quelque toujours sans calendrier, l'Alpha et l'Omega de l'action gouvernementale à venir. Le contrat que nous proposons aux Français ne précise pas, ligne à ligne, l'ensemble de ce qui sera fait pendant un septennat ou une législature, il décrit l'évolution de la société telle que nous la voudrions, face aux défis auxquels elle se trouve confrontée, il définit les grandes actions de la politique que nous entendons mener, il indique quelques avancées tangibles ordonnées dans le temps. Il propose un cheminement vers la société de demain. »

Les *Propositions pour la France* comprennent deux parties : la première, intitulée « La France à la croisée des chemins », dresse l'état des lieux et situe l'horizon dans le contexte mondial. Le bilan de la

droite y est violemment dénoncé, sur un ton souvent polémique, qui tranche avec la modération des orientations programmatiques du texte. La seconde partie développe l'idée d'un « nouvel équilibre » — terme inventé par M. Jospin — sur laquelle se termine la première partie.

Sous le titre « Quelle France pour demain ? », la seconde partie se divise en cinq chapitres, qui correspondent à autant d'orientations pour l'avenir. Ce sont : « la croissance et l'emploi (...), le pari de l'intelligence (...), une société sûre, solidaire et fraternelle (...), la démocratie par tous (...), la France dans le monde. »

Les points saillants de ces propositions se situent, naturellement, sur les terrains de la politique économique et sociale (lire ci-dessous). Mais la formation — dont les socialistes veulent faire la priorité des priorités — et du logement, avec, notamment, un programme de réhabilitation des HLM. Même dans ces domaines prioritaires, les socialistes ont renoncé aux grandes réformes et prennent peu d'engagements chiffrés, sauf en matière d'éducation.

Pour le reste, le document se livre à un « balayage » complet mais rapide, qui conduit parfois à l'énoncé de propositions précises mais se résume, souvent, à un catalogue de bonnes intentions. Les socialistes entendent, de toute façon, continuer à mener des réflexions thématiques afin de tenter d'enrichir leurs propositions.

La marque de M. Jospin

Selon M. Strauss-Kahn, le PS, après deux ans de gouvernement de la droite, veut redonner une définition « non pas seulement de la société d'économie mixte, mais aussi de la place de l'Etat dans la société ». Et montrer, dit-il, qu'il prend en compte « la fin de l'ère taylorienne » et « la nécessité de la mutation ». Ces préoccupa-

tions se retrouvent dans la revendication de la démocratie dans l'entreprise, de nouvelles avancées de la socialisation, de l'établissement dans la société de « contre-pouvoirs forts et garantis », etc.

Le premier secrétaire du PS s'est employé à imprimer aux textes de base du parti sa propre marque. Cela peut expliquer, en partie, la fermeté des attaques contre la droite comme la prudence des propositions. Ce document a été adopté sans drama par la convention nationale de janvier. Il satisfait largement M. Rocard et, semble-t-il, l'Élysée. Mais les amendements de fond présentés par MM. Jean Popereau et Jean-Pierre Chevènement ont obtenu des scores qui montrent un parti en état de recherche.

An-déjà de l'attente de leur candidat, les socialistes ont pris acte de leur propre métamorphose. Ils n'y ont pas — encore ? — trouvé les racines d'un nouvel enthousiasme, et certains d'entre eux craignent de voir le PS oublier en route une partie de son identité sociale.

Cette métamorphose, pour le moment, ne se traduit pas, non plus, par une capacité d'attraction accrue sur une opinion, dont une partie s'inquiète pourtant de la politique sociale de la droite, mais qui ne semble pas convaincue par la « dilution » socialiste. Il est vrai que des socialistes comme celui de la solidarité traversent désormais le discours politique de droite comme celui de gauche, même s'ils recouvrent des pratiques différentes. C'est pourquoi les socialistes, à travers leurs propositions, dans les tentatives meetings de la campagne, tentent de démontrer que c'est bien la justice sociale qui fait la différence entre la gauche et la droite.

J.-L. A.

(1) Le Monde du 8 janvier a publié un article de Jacques Kergoat, intitulé « Les chemins d'un aggiornamento socialiste » sur l'évolution du PS à travers ses différents programmes depuis 1972.

M. Michel Rocard ne prendra pas le « risque d'affaiblir » les chances de la gauche « pour des raisons personnelles »

M. Michel Rocard, qui était, mercredi soir 24 février, l'invité de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, a été interrogé sur son attitude dans l'hypothèse d'une nouvelle candidature de M. Mitterrand. Il a notamment déclaré : « Je réfléchis et je parle après, avec deux critères. Premier critère : m'assurer, mais il n'y a pas grand danger, ce critère n'est pas menaçant, que les idées auxquelles je tiens le plus soient activement présentes dans cette campagne. Le socialisme a connu maintes fois des périodes de dissonance d'années de vaines disputes, des débats barbelés graves ; ils sont maintenant réglés, réglés par écrit, collectivement : il n'y a plus de divergence majeure entre nous. Ce que je peux apporter, c'est quelques innovations significatives, et j'entends bien qu'elles ne soient point oubliées, je les crois utiles. »

« Deuxième critère : agir de manière telle que les chances de victoire de la gauche soient à leur maximum. (...) Ce qui veut dire doser correctement la technique, qui consiste à multiplier les candidatures pour rassembler large, ce qu'il faut faire la droite au risque de s'entre-déchirer, et celle qui consiste plutôt à renforcer la cohésion, la volonté commune de vaincre de la coalition de gauche. J'aurais pu dire ces arguments. (...) Je me sens le courage, la volonté et la force de conviction, d'un homme engagé dans un combat d'idées qui est en train de gagner. »

Trois millions de chômeurs

« Vous devez sentir ce que c'est, pour un socialiste, de découvrir que nous ne sommes pas à la bataille tous ensemble, sûrs de nos idées, sûrs de nous battre pour les mêmes objectifs et sûrs que, quel que soit finalement le pilote qui s'assoiera dans le bolide d'acier de course que nous sommes en train de terminer de mettre au point ensemble, c'est pour faire le même parcours (...). »

« J'ai rejoint le mouvement socialiste il y a trente-neuf ans maintenant. Notre dignité principale, c'est le caractère collectif de notre effort. Je suis un homme de la bataille collective. Et autant je mets la main à la pâte, autant il m'arrive de gagner des batailles, autant je ne prendrai pas le risque d'affaiblir notre coalition et nos chances pour des raisons qui seraient personnelles. »

M. Rocard a d'autre part donné sa définition de « rocardisme » : « C'est le souci d'intégrer l'espérance dans le réel, c'est à la fois le souci de gérer avec la rigueur qui convient les affaires publiques tout en y réintroduisant de la générosité et de l'inspiration. » Il a affirmé qu'il n'est favorable à une dissolution de l'Assemblée nationale en cas de victoire de la gauche.

A l'aise

Mots à peine couverts, M. Michel Rocard a donc confirmé que si M. Mitterrand est candidat à sa propre succession, il ne trouvera pas le député des Yvelines sur son chemin, mais à ses côtés. A vrai dire, ne l'eût-il pas confirmé par ses propos que son comportement sur le plateau eût donné la même indication. L'ancien ministre de l'Agriculture, entouré d'une palette de célébrités socialistes, est apparu serein, apaisé, ayant chassé la tension nerveuse qui l'habitait lorsqu'il était candidat « quoi qu'il arrive ».

Une pointe de résignation, une loyauté sans faille, une inépuisable volonté d'expliquer et de convaincre du bien-fondé des idées de la gauche : l'ancien ministre de l'Agriculture est apparu à l'aise dans son nouveau rôle de brillant second en campagne — il a été remarquable, maître de sa pensée et de son verbe », a commenté M. Mitterrand, aussi à Dubail — qui n'a jamais pris la peine de démentir quand les questions posées par les télespectateurs commencent par : « Si vous êtes nommé premier ministre... » Tellement à l'aise, d'ailleurs, qu'il court maintenant le risque, paradoxal, de ne plus être dans la peau d'un candidat si, d'aventure, M. Mitterrand, au dernier moment, renonce.

Largement débarrassé de son casque de candidat pour 1988, M. Rocard s'est, curieusement, retrouvé quelques années en

arrière, reprenant, peut-être inconsciemment, mais comme avec délices, son langage parfois ardu, fardé de chiffres, d'inspecteur des finances, ainsi que le lui a dit Alain Duhamel. Comme si, non-candidat potentiel, il avait amnésié valser par-dessus les moulins cette nécessité télévisuelle de faire simple, voire simpliste, qui lui pèse tant.

M. Bérégovoy, qui tient la corde parmi les premiers ministres socialistes, a-t-il un concurrent sérieux en la personne de M. Rocard ? Sans doute. Pas à coup sûr. Parce que tout le monde, au PS, développe la même analyse : pour qu'il y ait des ambitions présidentielles à l'horizon 1995, mieux vaudrait être le second premier ministre, dans le nouveau mandat de M. Mitterrand (s'il est candidat et réélu), que le premier, qui sera inéluctablement « usé » par la fin, qui s'annonce rude, de la décennie 90.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Quant à M. Chirac, M. Rocard veut bien reconnaître le succès de son gouvernement dans la lutte contre le terrorisme et la petite criminalité, mais il n'accepte pas que les socialistes soient écartés de ces succès qu'ils avaient préparés. Il a précisé : « Prenez le procès d'actions directes aujourd'hui et les cris de victoire du gouvernement à propos de la lutte contre le terrorisme. Notre police travaille remarquablement. Notre gendarmerie aussi. Vingt-deux personnes sont dans les boîtes accusées, quatre ont été arrêtées il y a peu de mois et dix-huit autres se trouvaient avoir été arrêtées avant le 17 mars 1986, les dix-huit autres. Pourquoi faire comme si la lutte contre le terrorisme avait commencé après le 16 mai 1986, puisque dix-huit avaient déjà été arrêtées ? »

Un programme modéré

QUAND donc le PS prendra-t-il conscience qu'à l'ère systématiquement « anathème » sur tout ce qu'a fait ou veut faire la droite, il perd une bonne partie de sa crédibilité ? Pour sa forme abrupte et simpliste, « Propositions pour la France » semble avoir été écrit pendant les années 70, au moment du programme commun. On y retrouve la plupart des engagements préemptifs du PS, qui, dans une langue proche de celle du PCF, se faisait fort de réduire le chômage et d'améliorer le niveau de vie des Français.

Que la droite n'ait pas réussi de merveilles, en deux ans à peine de pouvoir, cela est évident, comme il est évident qu'aucun bilan honnête ne pourrait conclure à un échec : temps trop court, réformes longues à produire leurs effets. Le PS, lui, ne cultive pas le doute : « Depuis dix-huit mois, écrit-il, la droite a fait prendre beaucoup de retard à la France. » Dans le domaine économique, « c'est l'échec, l'échec partout ». Voilà donc une situation bien compromise. Comment d'ailleurs, ne le serait-elle pas, puisque « la droite démontre chaque jour son incapacité à faire progresser l'économie et à comprendre les problèmes de société » ?

Emporté par son élan, le PS commet quelques erreurs dans sa démonstration. La croissance économique en France n'a pas été si mauvaise que cela en 1987 : elle aurait légèrement dépassé 2 % selon l'INSEE, et non 1,3 % comme il est indiqué. La commission de la CEE crêde, quant à elle, notre pays d'un résultat un peu inférieur (1,9 % contre 2,4 % en moyenne pour la CEE), mais ce chiffre, datant de plusieurs mois déjà, devrait être révisé en hausse.

Erreur aussi de d'affirmer que, avec « Chirac et Barre, c'est l'inflation retrouvée ». Erreur, parce que le second ne participe pas au gouvernement, et que, en 1987 (si l'on met à part les effets immédiats de la libération des prix des services), le rythme de l'inflation n'a cessé de se ralentir tout au long de l'année.

Aucun organisme de conjoncture n'a jamais avancé le contraire, et la gauche nous avait habitués jusqu'à présent à d'autres démonstrations, du genre : si l'inflation est vaincue, c'est grâce à la politique de rigueur salariale menée par les socialistes à partir de 1982. Ce qui est d'ailleurs vrai, la gauche ayant réussi dans ce domaine capital un parcours sans faute.

Erreur par omission, enfin, que de comparer le rythme de l'investissement industriel — très rapide en 1984 et 1985 (plus 4,3 % puis plus 9,1 % selon les comptes de la nation) — à celui plus lent de 1986 (plus 2,4 %) et 1987 (plus 3 % à plus 4 %), en oubliant que pendant trois années de suite (1981 à 1983) les dépenses d'équipements en volume ont reculé dans l'industrie de quelque 15 %.

En fait, l'investissement industriel progresse très lentement en France depuis le premier choc pétrolier (1980 mis à part avec plus 8,9 %), car la hausse des prix énergétiques avait été supportée par les entreprises, très peu par les ménages. Cela avait été une erreur.

Une vision nouvelle

La faiblesse des profits des sociétés avait eu pour conséquence la faiblesse des investissements. Mais sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, la gauche n'avait pas eu de mots assez cruels pour fustiger le profit. Il est donc assez curieux de lire dans *Propositions pour la France* que « le prélevement pétrolier, en nous appauvrissant, ne pouvait se solder que par un ralentissement de la croissance des revenus, voire par une perte passagère du pouvoir d'achat ».

Le changement d'analyse est donc très important sur le fond, et c'est peut-être pour en cacher l'ampleur que la forme reste aussi traditionnelle. Changement d'analyse que d'admettre la nécessité de mutations dans les entreprises et de la mobilité de l'emploi : des entre-

prises sont créées, des entreprises disparaissent, d'autres se restructurent. Il faut s'adapter.

Changement encore, que de parler avec précaution de la réduction de la durée du travail. Travailler moins longtemps, mais en gagnant moins : « une compensation salariale au-delà des gains de productivité obéirait gravement à la compétitivité des entreprises, et se traduirait par une augmentation du potentiel productif. »

L'accroissement, mais également, même si c'est de façon trop feutrée, sur le problème essentiel de la durée d'utilisation des équipements. La plupart des travaux d'économistes qui ont été menés ces dernières années montrent, en effet, qu'une des raisons essentielles expliquant notre faible compétitivité est l'insuffisante utilisation des machines. La rentabilité du capital étant médiocre, les chefs d'entreprises renoncent trop souvent à se lancer dans des dépenses importantes d'équipements.

Le PS développe, par ailleurs, un bon discours sur l'industrie, en démontrant que l'Etat doit continuer d'y jouer un rôle comme au Japon ou aux Etats-Unis. « Un des objectifs de la politique industrielle sera de renforcer la cohésion du tissu industriel, et de ses pôles de compétitivité », est-il dit. Cela est sûrement vrai, et on pense évidemment à de grands programmes technologiques : aéronautique, espace, électronique, télécommunications.

Reste à savoir si ces programmes doivent être seulement cadrés et soutenus par l'Etat mais mis en œuvre par le privé, ou s'ils doivent passer, comme le veut le PS, par de grands organismes publics, CEA (Commissariat à l'énergie atomique), DGT (Direction générale des télécommunications), CNES (Centre national d'études spatiales).

Les nationalisations ne semblent plus tout à fait être la panacée : on parle plutôt d'ajustement des contours du secteur public et,

comme au début du septennat, de « réorientation » du secteur public. Le PS se rattrape en avançant l'idée que l'Etat doit pouvoir participer à la formation du capital des petites et moyennes entreprises. Est-ce bien raisonnable ?

On peut poser la même question à propos des mesures de politique fiscale : deux taux d'impôt sur les sociétés dont un avantagerait les bénéfices réinvestis, alors que l'autre, plus lourd (50 %), s'appliquerait aux bénéfices distribués. Aucun pays étranger ne pratique de la sorte, sauf la RFA qui avantage au contraire les bénéfices distribués.

Est-il bien raisonnable, encore, de vouloir créer un impôt sur les fortunes, pas seulement sur les grandes, mais sur toutes, alors que l'autre impôt sur le capital, celui qui frappe les successions, a vu ses taux fortement majorés ?

Pourquoi redire que la taxe d'habitation devra tenir compte des revenus des contribuables, alors que la gauche n'a pu effectuer cette réforme quand elle était au pouvoir ? Un rapport rédigé à la demande des socialistes n'avait-il pas clairement montré la contradiction entre un impôt communal et des revenus très inégalement répartis sur le territoire ? En milieu rural, l'impôt serait ainsi fortement imposé alors qu'en milieu urbain, il ne le serait pas ou très peu.

Enfin, le projet de taxation plus sévère des plus-values immobilières ne semble plus tout à fait d'actualité depuis le 19 octobre 1987, c'est-à-dire depuis le krach boursier. Le problème est plutôt maintenant de savoir comment séduire à nouveau les épargnants pour qu'ils reviennent durablement à la Bourse.

Un pays qui entend investir et se développer a besoin d'un marché financier actif. De nouvelles réformes fiscales dans ce domaine pourraient provoquer de sinistres craquements.

ALAIN VERRHOLLES.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

[illegible]

PARIS MATCH

Cette semaine dans « Paris Match », un événement exceptionnel. Pour la première fois, le témoignage au quotidien d'un homme qui a dirigé la France : Valéry Giscard d'Estaing. « Paris Match » publie en exclusivité des extraits de ce livre-document dans un cahier spécial de seize pages. Ce ne sont pas les Mémoires d'un Président de la République, mais le grand récit intime d'un septennat. Et aussi des confidences pour l'Histoire.

"C'est grave, me dit-il, on me fait des rayons... Vous voyez ce que je veux dire. C'est ici, dans le dos."

“Vous serez le seul à le savoir, avec ma femme : mon père est juif.”

“J’ai décidé de riposter à Kadhafi. J’aurai besoin de votre appui.”

"19 mai 1978, 20 h 30. "Opération réussie, Monsieur le Président". Est-ce que je pleure ? Je n'en sais rien..."

“A force de les regarder, j’en suis tombé amoureux.”

PARIS MATCH

LE CHOC DES PHOTOS

Le procès des preneurs d'otages du palais de justice de Nantes

La police en question

Au troisième jour du procès des preneurs d'otages de la cour d'assises de Nantes, c'est toujours la tactique du préfet Robert Broussard qui est sur la sellette. Certains otages lui reprochent avec véhémence d'avoir mis leur vie en jeu en fait-

sant traquer les choses et d'avoir fait peu de cas de l'angoisse de leurs familles.

Ils le disent : c'est plus à la police qu'ils en veulent qu'aux preneurs d'otages eux-mêmes. Le policier, lui, s'en était pris, mercredi, à M. Michel

Taupier, l'avocat de Georges Courtois, qu'il accusait d'avoir joué un rôle ambigu lorsqu'il servait de médiateur. A l'issue d'un vif incident entre les deux hommes, le président de la cour d'assises, M. Thierry Roy, a renoué, « pour calmer les passions », à entendre M. Robert Broussard.

M. Robert Broussard réduit au silence

NANTES
de notre envoyé spécial

Dans un crisement de pneus, Robert Broussard a quitté Nantes, interdit de cour d'assises. Deux ans plus tôt, au côté d'Ange Mancini, dont le RAID (Recherche, Assistance, Intervention, Dissuasion) faisait la première intervention publique, Robert Broussard pouvait se montrer satisfait après une prise d'otages qui venait de durer plus de trente heures. Sa célèbre technique du « pourrissement » avait réussi. Sans un coup de feu. Persuasion et lassitude confondues, l'homme providentiel avait réussi à délivrer les quatre otages de trois malfaiteurs exaltés et déterminés, de leur armement de chaînes, de menottes et de cadènes et surtout de leur interminable peur.

Broussard super-star, une nouvelle fois, avait gagné, pas mécontent de venir à la rescousse d'une justice haletante, humiliée aux yeux de tous.

Les temps ont changé. Si, tout au long de la prise d'otages, jurés et magistrats abondamment finés ont, sur tous les tons, de la supplique à la colère, reproché à la police sa lenteur et craint une intervention intempestive des forces de l'ordre, la polémique n'a jamais été enterrée. La manière peu glorieuse dont Robert Broussard a été empêché de témoigner en est, aujourd'hui, un nouvel épisode.

Tous les débats, en fait depuis le début, se réduisent à cette question : Courtois, Thiollent et le mystérieux Khalki étaient-ils vraiment de dange-

reux agités prêts à tout, ou simplement des fustoches qu'une mise en scène télévisée avait gonflés d'importance ? La police s'est-elle à bon compte, sur le dos des otages, offert une publicité de mauvais aloi ?

Bien sûr, et les images troupées tournées par FR 3 pendant la prise d'otages en témoignent, les trois hommes disposaient de grenades, de pistolets, dont ils menaçaient leurs otages enchaînés. Bien sûr, Courtois répondait : « Nous sommes ici pour nous en aller ou pour mourir. Ça ne pose aucun problème. »

Bien sûr, il menaçait d'exécuter un à un ses prisonniers si ses exigences n'étaient pas satisfaites, et sur quel ton ! Claquant les talons, jouant avec son revolver, tandis que Thiollent appuyait le sien contre la tête de l'avocat général et que Khalki, enchaîné à plusieurs autres otages, assailli, bardé de grenades, qu'il préférait « ne pas partir (mourir) tout seul et qu'avec quatre personnes, ça fait du bien. »

Une prise d'otages n'est pas une opération. Les chaînes de télévision qui diffusent ce que l'on a bien voulu sélectionner montrent le disent assez. Mais dans le même temps on ne peut oublier que Courtois, lors d'un vol de voiture qui lui est aussi reproché, ne sait pas se servir d'une boîte de vitesses automatique, que dans une autre voiture volée il « oublie » une lettre de la DDASS adressée à sa compagne, et qui permet de remonter jusqu'à lui. Que se voyant refuser dans un restaurant une carte de crédit manifestement volée, il revient payer le lendemain en liquide...

Les témoins, jusqu'aux magistrats-otages confirmés (on dira, bien sûr, que c'est le syndrome de Stockholm) qu'à « aucun moment, ils ne se sont sentis vraiment menacés ». Que Khalki distribuait cigarettes et chewing-gum (« la fête » qu'il), et que pour nourrir ses pensionnaires, Courtois commandait de petits plats « chez le meilleur traiteur de Nantes », et qu'il était fort déçu lorsque les plateaux-repas sont arrivés de la CRS voisine... Robert Broussard, a une autre conception : pas question, pour lui, de réduire ces trois hommes, dont il a fini par briser la résistance, à des illuminés désespérés par la prison et aux trois quarts sympathiques, comme la défense le laisse entendre.

Incident avec les avocats

Pour le directeur central des polices urbaines, il s'agissait d'une affaire « exceptionnelle et très complexe », menée par des malfaiteurs « très dangereux », déterminés et bien préparés, dirigés par Courtois, « un individu qui très adroitement a réussi, à la fois, à faire peur et à rassurer son entourage, et qui ainsi pas obtenu l'adhésion et la sympathie des jurés. Un homme qui a pu faire croire qu'il tenait parole et qu'il avait, en face de lui, un triste individu dangereux, buté, venu chercher des médailles. »

Le préfet Broussard aura juste le temps de mettre en cause M. Taupier, avocat de Courtois, au moment de la prise d'otages, jouant alors le rôle de médiateur, et qui le défend

aujourd'hui. « M. Taupier, dit Robert Broussard, n'a pas toujours tenu le rôle qu'on peut attendre dans ces cas-là. Il avait deux préoccupations essentielles : libérer au plus vite les otages et aussi libérer les détenus sans contrepartie. Il n'a rien fait pour obtenir la libération des otages, ni la reddition des accusés. »

Pire, malgré une première protestation de tous les avocats, il renchérit : « J'ai constaté qu'à plusieurs reprises M. Taupier était intervenu pour que la police soit désistée et que la direction des opérations soit confiée aux magistrats. » Outre, tous les avocats ont alors quitté la salle d'audience.

M. Henri Juramy, défenseur de Khalki, ne voulait pas en rester là et lance : « Vous ne pouvez procéder avec nous comme avec les gens que vous avez l'habitude d'abuser ! ». Les défenseurs se rejoignent, disent-ils, que pour entendre les excuses publiques de Robert Broussard. Il n'en est évidemment pas question.

Après une heure de suspension, le président, M. Thierry Roy, qui a pour une fois laissé l'audience lui échapper, annonce qu'entre renvoyer le procès faute de défenseurs et se passer de Robert Broussard, il choisit, navré de ce « dicta », la deuxième solution. Le préfet est reparti bien solitaire. C'est donc entre gens de justice que le procès continuera. Mais ce casouillet à un haut policier, ne sera pas, on s'en doute, vite oublié.

AGATHE LOGEART.

Un inspecteur en détention provisoire depuis plus de deux ans

Des policiers en appellent à la Ligue des droits de l'homme

Pour la quatrième fois, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a refusé, le 24 février, la mise en liberté de Dominique Loiseau, inspecteur de police inculpé d'association de malfaiteurs, vols à main armée, vol avec effraction de nuit en réunion, complicité et recel de vols aggravés.

Ancien policier à la brigade de recherches et d'intervention (BRI), Dominique Loiseau, trente-sept ans, actuellement détenu à la prison de Bois-d'Arcy, est incarcéré depuis le 21 janvier 1986, date à laquelle, ayant appris qu'il était soupçonné par certains de ses collègues d'être un policier « ripoux », il s'est spontanément présenté à l'inspection générale des services (IGS) pour s'expliquer. Après son audition, il a été placé sous mandat de dépôt par le juge d'instruction, M. Gilles Rivière, et n'est plus sorti de prison depuis.

L'arrestation de Dominique Loiseau était intervenue dans un contexte troublé et après un incident tragique. Quelques mois auparavant, trois policiers du Quai des Orfèvres, Michel Mandomet, Alain Rossi et Pascal Jumeau, ainsi qu'un gardien de la paix de Marseille, Jean-Louis Naud, avaient été arrêtés après une agression dans une bijouterie parisienne. Les enquêtes déclenchées à cette occasion par l'IGS devaient rapidement susciter des soupçons à l'égard de plusieurs policiers du Quai des Orfèvres, notamment au sein de la Brigade de répression du banditisme (BRB).

Parmi les fonctionnaires suspects figurait l'inspecteur Jean Vindits, tué le 14 janvier 1986 à la suite d'une fusillade avec les malfaiteurs lors d'une intervention à Paris, rue du Docteur-Blanche. La révélation des soupçons qui pesaient sur lui, alors qu'il venait de mourir en service, avait provoqué un vif émoi au sein de la police judiciaire et un embarras semblable parmi les autorités. Quelques jours plus tard, Dominique Loiseau était arrêté, dénoncé par un détenu, Joseph Dormoi, qui aurait recueilli en prison les confidences d'un policier « ripoux ».

Accusé de vol de voitures ainsi que de participation à deux agressions contre un centre Leclerc de Danmariac-Lys et contre deux fournisseurs à Auvess-sur-Oise, Dominique Loiseau a été gardé six mois au secret.

Un mauvais dossier

Longtemps silencieux, ses amis de la police judiciaire affirment, aujourd'hui, que l'instruction, menée fort lentement par M. Rivière, ne permet pas de retirer la culpabilité du policier. Ils s'étonnent surtout de la sévérité dont le magistrat instructeur, suivi en cela par la chambre d'accusation, fait preuve en refusant la mise en liberté d'un prévenu qui offre toutes les garanties de représentation. Lundi 22 février, alors que la chambre d'accusation discutait à nouveau du cas Loiseau, une quarantaine de policiers de tous les services de la PJ s'étaient réunis devant la salle d'audience en signe de solidarité.

Tout aussi tardivement, les syndicats de policiers en civil se sont à leur tour émus. Le syndicat national unitaire des inspecteurs de police (SNUIP), adhérent à la Fédération autonome des syndicats de policiers (FASP), écrivait en juillet dans un article de son bulletin : « Comment croire que après dix-huit mois de détention préventive, il existera un juge capable de reformer ce mauvais dossier ? ». Le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), principale organisation de la corporation, a, pour sa part, fait parvenir, le 18 février, une lettre sur cette affaire à M. Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme. Rappelant l'émotion manifestée par la Ligue à propos des conditions de détention des membres d'Action directe, le syndicat, qui devait réunir une conférence de presse jeudi 25 février, s'étonne qu'une émotion identique « ne se soit pas manifestée à propos des conditions de détention provisoire de policiers présumés, comme tout citoyen, innocents jusqu'à l'intervention d'un jugement définitif [...] ». Le SNAPC s'étonne que la clause de « non-discrimination » n'ait pas permis à la Ligue des droits de l'homme « d'intervenir avec la même force en leur faveur ».

G. M.

Au tribunal de Paris

Le maire de Montfermeil condamné pour discrimination raciale

M. Pierre Bernard, maire (divers droite) de Montfermeil, a été condamné, le jeudi 25 février, à une amende de 10000 F par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, qui l'a reconnu coupable de « discrimination raciale » pour avoir, en octobre 1983, refusé l'inscription des enfants de familles étrangères dans les écoles de la commune (Le Monde daté 31 janvier-1^{er} février).

Il s'agissait, selon M. Bernard, de sensibiliser l'opinion publique sur la situation de Montfermeil, qui n'était plus en mesure d'accueillir convenablement les familles immigrées et d'assurer l'égalité des chances pour leurs enfants.

Mais le tribunal, présidé par M^{me} Marie-Claude Duvernier, déclare : « Si la liberté d'opinion permet à chacun de défendre ses idées sur le grave problème de l'immigration, il n'en demeure pas moins qu'une telle liberté trouve ses limites dans l'obligation de respecter la loi, laquelle enjoignait à M. Pierre Bernard de recevoir tout enfant quel que soit son origine ou sa religion dans les écoles de la commune. »

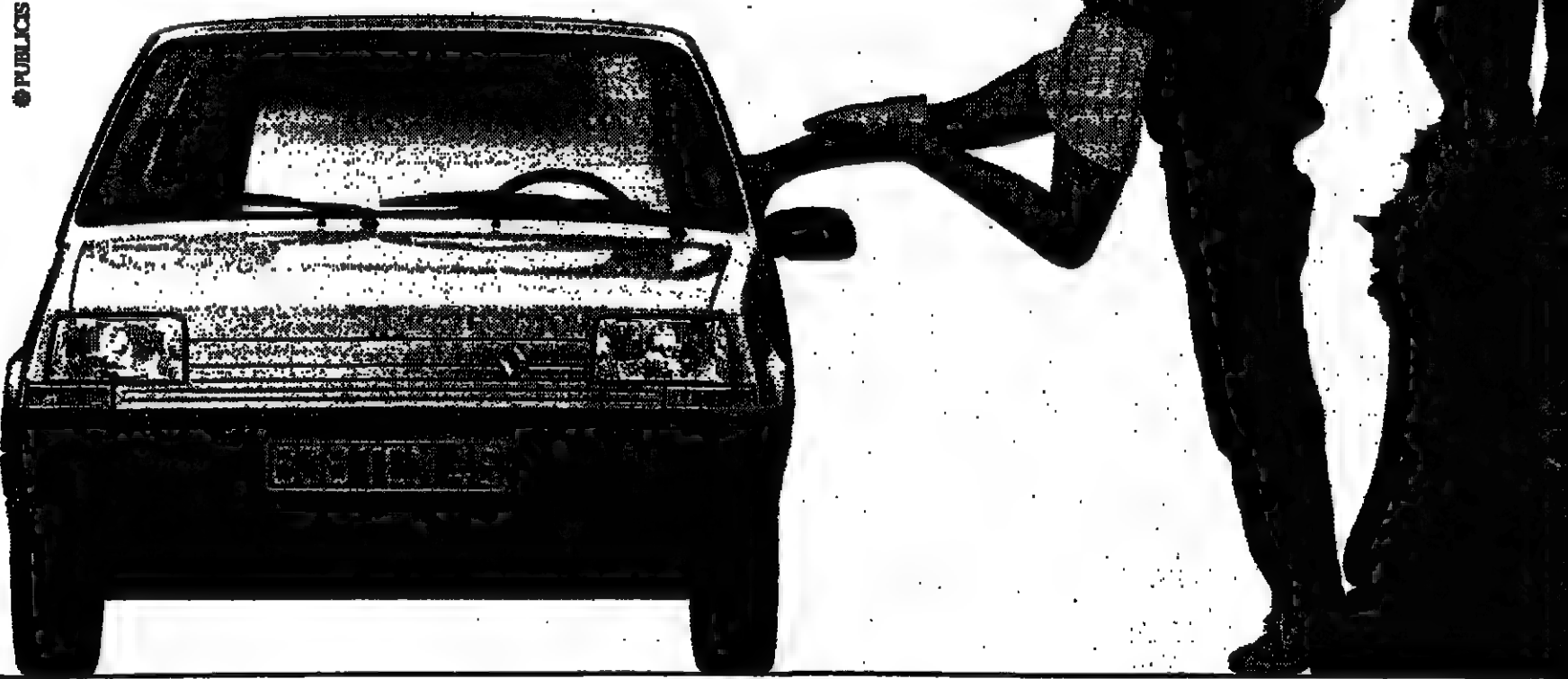
Cependant, le tribunal a refusé d'accorder au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) à l'origine des poursuites les 10000 F de dommages et intérêts qu'il demandait.

M. P.

44.500F ma première Supercinq.

E 033

PUBLIS



NOUVELLE SUPERCINQ FIVE C'est ma première Supercinq. Elle m'a conquis. Premiers baisers, premier voyage, j'aime cette facilité ; avec 143 km/h sur circuit, une vignette de 4 cv seulement et une faible consommation, c'est un bon départ. Nouvelle calandre et nouveaux sièges, elle vaut 44500F en version 3 portes et mes amis en sont jaloux. Modèle présenté : Renault Supercinq Five 3 portes. Tarif février 88. Consommations UTAC : 4,5L à 90 km/h, 6,1L à 120 km/h et 5,8L en ville. Disponible également en version 5 portes. Diac : Votre financement RENAULT partenaire GfF

la vie ça roule
en Supercinq

RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

مكتبة ابن الجوزي

JUSTICE

A la cour d'assises spéciale de Paris

Cinq membres d'Action directe ont refusé d'assister à la fin de leur procès

Les principaux accusés ont quitté un procès qui continue sans eux. Après le traditionnel défilé des témoins, les 24 et 25 février, l'avocat général devait requérir vendredi.

Il y a des procès qui finissent par lasser : mercredi 24 février, cinq membres d'Action directe se sont soudain avisés qu'ils n'avaient plus rien à faire dans le box des accusés. Une prise de conscience tardive, soulignée par Jean-Marc Rouillon, chef présumé du groupe terroriste, après que la cour d'assises spéciale de Paris ait décidé, pour la troisième fois, de passer outre à la demande de renvoi de son procès présentée par M. Ripert.

● Inculpation de quatre membres d'Iparrretarrak. — Philippe Bidart, chef présumé du mouvement séparatiste basque Iparrretarrak, a été inculpé, mercredi 24 février à Paris, par le juge Michel Lagrand pour assassinat, tentative d'assassinat, séquestration et prise d'otages, complicité d'évasion, détention et transport d'armes et association de malfaiteurs, infractions en relation avec une entreprise terroriste. Trois militants du groupe, arrêtés en même temps que lui dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 février près de Bayonne, ont également été placés sous mandat de dépôt à Paris. Il s'agit de Jean-Paul Hiribarren, Pierre Aguerre et Philippe Lascaray, inculpés d'association de malfaiteurs et de transport d'armes, en relation avec une activité terroriste.

Allongé sur son gros fauteuil à dos inclinable, presque totalement dissimulé au regard du public, il a levé une main décharnée pour demander la parole au président, M. Jean Sauriol, et déclarer poliment : « Je préfère me retirer du procès sous réserve d'intervenir après le réquisitoire de M. l'avocat général. Je révoque mon avocat. » Du coup, ses camarades se sont levés tour à tour pour jeter l'éponge d'un combat judiciaire qui n'était décidément plus le leur.

« Remerciement » ironique

Vincenzo Spano, dans un long discours théorique, a fait valoir qu'il refusait toute légitimité à la cour pour juger « d'une pratique et d'une idéologie révolutionnaires ». « Ce procès est un acte de la campagne électorale », a-t-il avancé avant de céder le micro à Régis Schleicher. Ce dernier confirmait alors qu'il quittait, lui aussi, un prétoire dans lequel il n'avait pénétré que pour marquer sa solidarité avec « la lutte de Jean-Marie Rouillon contre l'assassinat ».

« Par le prolétariat dans la cité et les prisons ». Son frère Claude s'est levé pour affirmer : « Ce qui est clair, c'est que l'objet de ce procès est de nous éliminer [...], peu vous importe qui a fait quoi, comment, pourquoi. » Et, faisant allusion aux quatre dirigeants d'Action directe

en grève de la faim, il lançait : « J'ai peur, très très peur pour mes camarades ».

Ce pouvait être tout, mais Claude Halphen voulait ajouter un mot de « remerciement » ironique et amer à l'adresse de Frédéric Germain, son ancienne amie, accusée comme lui dans ce procès mais « repentie » et d'ailleurs protégée par la police : « Depuis quatre ans, elle nous a rendu un hommage involontaire, a-t-il dit. Elle savait qu'on aurait le moral ; elle savait que, de notre côté, il y aurait le silence et qu'elle pourrait jouer sa carte tranquille. Elle n'a jamais douté de nous. Je veux lui dire qu'entre la moquette et la morbidité il y a un mot dans le dictionnaire : il y a la morale ».

Après cette sortie, il restait au président Sauriol à régler le problème de M. Ripert, récusé par ses clients, tout comme M. Attilio Bacciolli, du barreau de Rome, et consultant, M. Pierre Achache et Dominique Boudier, membres du conseil de l'ordre des avocats, devaient finalement accepter de leur succéder comme le vent la loi, sans enthousiasme, sans rien connaître d'un dossier gros de seize volumes pesant chacun deux bons kilos.

LAURENT GRELSAMER.

● RECTIFICATIF. — Dans le compte rendu du procès d'Action directe (le Monde du 25 février), il fallait lire, à propos du rapport de l'expert psychiatre concernant la personnalité de Jean-Marie Rouillon : « C'est un phobique de la vie, de la vie toute simple, sans romantisme ».

ÉDUCATION

Mesuré par les tests de l'armée

Le niveau intellectuel des jeunes Français a globalement augmenté en vingt ans

Le niveau intellectuel des jeunes Français ne cesse de s'élever depuis une vingtaine d'années. Une étude systématique des performances réalisées par les appelés du contingent entre 1967 et 1982 lors des tests de sélection préalable à l'incorporation (1) contredit la thèse largement répandue dans l'opinion d'une « baisse de niveau » scolaire de la population.

Les tests pratiqués par l'armée, à l'occasion des « trois jours », ne cherchent pas à mesurer des compétences scolaires, mais à vérifier certaines capacités opératoires — raisonnement logique, intelligence pratique, connaissance et maniement du vocabulaire — dans le but d'affecter au mieux les appelés dans les unités.

Malgré les résultats obtenus à ces épreuves ont toujours reflété les performances scolaires réelles. Ils ont surtout le mérite de mesurer en continu les capacités intellectuelles de l'ensemble de la population masculine — personne n'est exempté des « trois jours » — à travers des exercices qui n'ont pratiquement pas varié depuis vingt ans. Ils constituent donc un indicateur unique en son genre.

Cartes, ils ne tiennent pas compte de la population féminine, mais celle-ci affiche globalement de meilleurs résultats scolaires.

Les performances réalisées par les 400 000 appelés de 1982 sont globalement supérieures à celles de leurs prédécesseurs de 1967 et même de 1954, date de l'instauration des tests. La prolongation de la scolarité s'est donc traduite par une élévation du niveau général. Ainsi, la compétence des bacheliers n'a pas baissé en quinze ans, alors que leur nombre a doublé. Les « psychométriciens » de l'armée ont même dû, à plusieurs reprises, relever la barre de leurs tests en modifiant à la hausse leurs barèmes pour tenir compte du meilleur niveau des conscrits.

L'amélioration des résultats globaux s'explique pour l'essentiel par la forte croissance du nombre de jeunes sortis des classes terminales ou de l'enseignement supérieur. D'autre part, les performances des bacheliers d'aujourd'hui sont très légèrement supérieures à celles de leurs aînés. L'augmentation considérable du nombre de bacheliers ne s'est donc pas traduite par une baisse du niveau du diplôme.

L'écart se creuse

En revanche, le constat est plus inquiétant pour les diplômés inférieurs au baccalauréat (CAP, BEP), où le monnaie des effectifs s'est faite au détriment du niveau. Beaucoup de jeunes qui auraient arrêté leurs études au brevet voient vingt ansobien aujourd'hui un bac ; et beaucoup de ceux qui aujourd'hui poursuivent jusqu'à seize ans n'auraient pas eu accès au second degré.

« L'écart entre les deux premiers niveaux de la hiérarchie scolaire le brevet et le bac s'est donc

creusé », écrivent les auteurs de l'étude, Christian Baudelot et Roger Establet.

Le certificat d'études, quant à lui, ne sert plus de référence depuis la prolongation de la scolarité. Le niveau dans le cursus scolaire qui lui correspond aujourd'hui regroupe, en fait, toutes les victimes de l'échec scolaire au collège et affiche des performances très dégradées. Ce sont donc les échelons intermédiaires du système éducatif qui semblent avoir le plus pâti de l'expansion scolaire. Car, au plus bas des tableaux, les « sans-diplôme », qui arrêtaient leurs études avant même le « certifié » jusqu'aux années 60, mais échouant à présent dans les classes préprofessionnelles de niveau ou les autres classes de réorientation, ont relativement amélioré leurs résultats.

Les tests de l'armée ne révèlent d'ailleurs aucune aggravation de l'analphabétisme. Au contraire : alors qu'en 1980 près de 17 % des conscrits étaient incapables d'écrire leur nom, ils étaient encore plus de 4 % en 1912, soit presque trente ans après les lois de Jules Ferry sur la scolarité obligatoire, mais ne représentaient plus que 0,76 % des appelés en 1984. Entre-temps, cependant, les « illettrés » ont remplacé les « analphabètes ». Eux ont appris à lire et à écrire à l'école, mais ont perdu progressivement cette capacité.

PHILIPPE BERNARD.

(1) « Le niveau intellectuel des jeunes conscrits au cours de l'histoire », par Christian Baudelot et Roger Establet, dans la revue de l'INSEE, Économie et statistique, n° 484, février 1988.

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

A U-DELA de la sévérité que requiert l'opinion contre les grévistes de la faim d'Action directe, au-delà du droit qui, sur des points limités et précis, est invoqué par quelques-uns, il y a aussi place pour le dégoût.

Il ne s'agit évidemment pas ici d'une pitie hors de propos, pas même de cette compassion pour les malheureux que recommandent les Évangiles, mais bien de dégoût, ce sentiment qui naît et s'impose devant un spectacle nouveau.

Les gens d'Action directe ont prétendu redonner au meurtre, au vol, à la teneur, une vertu et un mobile politiques qu'ils n'ont pas lieu d'avoir dans la société française contemporaine. Ils ont follement traduit des pensées en actes et des questions en réponses.

Quoi que l'on pense des ventes d'armes, de l'argent qu'elles rapportent, des budgets qu'elles financent, des emplois qu'elles créent, et, finalement, des guerres qu'elles permettent, il n'est pas d'oreille aujourd'hui pour accepter d'entendre ce qu'a pu vouloir dire le philosophe Henri Lefebvre dans un texte diffusé lundi 22 février (1) : « Nous jugeons moins abject d'avoir attenté à la vie de grands trafiquants d'armes comme le général Audran, ou de briseurs de grève comme Georges Besse, que d'infliger à des citoyens français la déshonorable torture blanche ».

Le signataire du Manifeste des 121 contre la guerre d'Algérie se trompe d'époque. Admettons que le droit à l'erreur soit l'un des éléments essentiels de la liberté de l'intellectuel.

M AIS, maintenant que la victoire paraît à peu près acquise contre Action directe, ses « têtes pensantes » et sa « petite monnaie » étant incarcérées, y avait-il une gloire quelconque à organiser contre vents et marées la compulsion de ces squelettes doués de parole ? Ou était l'urgence ? Ou était la nécessité ?

C'est si vrai que, contrairement à ce qui se passe pour les autres procès d'une semaine qui en regorgent (Nantes, Poitiers), la télévision n'a pas droit d'accès, au début de l'audience, à la salle de la cour d'assises spéciale, à Paris. Comme si, malgré tout, on avait craint que les images ne provoquent, y compris chez les plus sévères, une réaction de recul, c'est-à-dire de dégoût.

Que la justice doive passer, que le jour doive venir où ces accusés cessent d'être des innocents présumés pour être des coupables avérés, chacun en est d'accord, de la droite à la gauche.

Que la carotide soit absolue de voir prononcer nombre de peines perpétuelles et qu'il n'y ait pas lieu d'en perdre le sommeil, cela crève les yeux. Leur avenir se nomme prison. Mais n'est-ce pas déjà leur présent ? En quoi la cour d'assises peut-elle en accroître la rigueur ?

Si encore la peine de mort était toujours inscrite dans les codes, la hâte pourrait se concevoir, afin qu'elle fût bientôt ordonnée. Mais les codes en ont été expurgés, comme l'on fait les Italiens, les Allemands de l'Ouest, les Britanniques et les Espagnols qui, pas moins que la France, ont eu, ou ont encore, eux aussi, à ferrailler contre le terrorisme. Et souvent plus durement, faut-il le redire ?

Qu'y aura-t-il de changé pour Nathalie Ménigon, pour Jean-Marc Rouillon, pour les autres, lorsque la cour d'assises spéciale aura fait d'eux des condamnés définitifs ? Rien. Ils sont en prison et ils y resteront, tant qu'ils seront vivants.

La justice ne pouvait-elle attendre, qu'elle au prix d'un calcul sinistre, que les grévistes de la faim se lassent de leur grève, ou qu'elle les emporte ? On a connu à la justice un pas plus mesuré. Qu'est-ce donc qui la fait soudain si impatiente ?

Pourquoi ces sinistres audiences procédant d'heure en heure sous la conduite des médecins jugeant que l'accusé a encore sa conscience ? Pourquoi cette justice sous contrôle médical ? Est-ce que cela n'évoque rien à personne ? Ces précautions créent le malaise plus qu'elles ne le dissipent.

Evasion

Où, c'est précisément dans les circonstances où de tels soucis paraissent superflus, voire déplacés, qu'il convient de rappeler au bon goût, à la décence, au droit ; qu'il faut reconnaître, absolument, à ceux qui ont violé la loi la faculté d'en réclamer le bénéfice aussi nettement que ceux qui s'y soumettent. C'est cela un État de droit, le respect d'un paradoxe.

Que serait un État, que serait une civilisation où, par exemple, les privilèges de la défense diminueraient à mesure de la gravité du crime reproché ; où les procédures pourraient être simplifiées, ou accélérées, certaines courtoises, d'autres méconnaissables, parce que la gravité du crime irrite l'opinion ?

Personne ne soutient si la cruauté d'un criminel devrait déterminer les conditions de son jugement, les garanties dont celui-ci doit être entouré, ou même les conditions d'exécution de la peine.

Même la sévérité doit être égale pour tous. Ce n'est pas un souhait. C'est un principe légal. S'il devait subir des accommodements, jusqu'où, de proche en proche, par le jeu fatal des ressemblances et des connexités, ne seraient-on pas tenté de se laisser aller ?

Mais les principes qui nous gouvernent — et avec quel talent ! — savent bien que cette vieille conquête des droits de l'homme ne recueille pas, c'est le moins que l'on puisse dire, l'assentiment de tous les habitants de l'Hexagone, Français et étrangers mêlés.

Quelques-uns qui ont souffert dans leur chair, ou dans leurs affections, ont à cela de grandes excuses ; d'autres expriment leurs peurs ; la plupart s'abandonnent à un réflexe répressif qui est, apparemment plus que l'inverse, dans la nature de l'homme. Pas de loi pour les ennemis de la loi.

Aussi est-ce à coup sûr que M. Pandraud, avec un tact à nul autre pareil, a pu se gausser des « cures d'amaigrissement » des membres d'Action directe, et le garde des sceaux surrager cette grève n'en était pas plus.

Ces deux ministres peuvent dire ce qu'ils veulent (au risque pour le second d'être

démenti par les médecins), ils savent parfaitement qu'ils jouent sur du velours. A ce degré, le mot « démagogie » fait figure d'euphémisme.

QUE se passerait-il si l'un de ces grévistes de la faim devait succomber ? Rien. Les plus indulgents diraient « c'est moche », les plus terre-à-terre « il l'ont bien cherché », et le reste « c'est bien fait ». Quelques voix, à gauche probablement, feraient connaître leur émoi, et puis c'est tout. Cela ne durerait pas huit jours. Il n'y aurait même sans doute personne pour relever que ce serait là un échec de la justice, mais aussi un échec de la société, ainsi désemparée de son droit de punir.

Il est donc bien clair, contrairement à ce qu'a affirmé, comme d'habitude trop vite, le ministre de la justice, que les prisonniers d'Action directe ne se livrent pas à un chantage.

Sachant que leurs méfaits n'ont bénéficié d'aucun soutien dans l'opinion, d'aucun début d'ombre de compréhension, que nul appel à la clémence n'a été lancé lorsqu'ils sont devenus des accusés, qu'il a fallu que leur état de santé soit ce qu'il est pour qu'un petit mouvement se produise à propos de leurs conditions d'incarcération, quel soutien rechercheraient ces soldats perdus d'une armée qui n'existe pas en exerçant leur chantage ?

Non, ces corps qui se fondent peu à peu dans le paysage de la prison ne témoignent pas d'un chantage, pas même d'une tentative de suicide, mais d'une tentative d'évasion d'une vie perdue vers une mort inconnue. Comme pour marquer une ultime fois combien ils n'ont vécu que de solitude.

PS. — Merveilleux pays que celui où fleurissent les querelles littéraires ! Ainsi pour ce grand homme heureusement pourvu d'un valet de chambre qui n'a malheureusement pas de considération pour lui. Qui avait dénoncé l'apriorisme ? « L'ami » de la semaine dernière croyait l'énigme résolue. Point.

M. Gaud Davy, de Paris, écrit que c'est Tolstol, dans Guerre et Paix : « Il n'y a pas de grand homme pour son valet de chambre, parce que le valet de chambre a sa conception à lui du grand homme ».

Pour M. François Lamar, de Paris, le mérite revient à M. Cornu, une causeuse du dix-septième siècle, mais aussi à Montaigne (Essais, III, 2), qui aurait inspiré Ciceron et Plutarque.

M. Jutta Aubrey, de Neuilly-sur-Seine, et M. Jean-Louis Farrugia, de Lons-le-Saunier, tombent d'accord que Hegel, en 1806, dans Phénoménologie de l'esprit (ainsi qu'en 1822), puis Goethe, en 1809, dans les Affinités électives, sont les auteurs du propos.

Mais M. Lucien Kieffer, du Mans, vole au secours de de Gaulle (à l'origine de la controverse...) en indiquant : « Il a bel et bien écrit dans le FI de l'épée (chap. 4 Du prestige », II) : « Tous les cultes ont leurs barbares, et il n'y a pas de grand homme pour ses domestiques ».

La boucle est-elle bouclée ?

(1) Publié sous forme d'extraits dans Libération du lendemain.

SIDA

Une prostituée condamnée à l'isolement perpétuel

Un tribunal saoudien a condamné à l'isolement à perpétuité une prostituée atteinte du SIDA pour l'empêcher de propager le virus. La personne, une héroïne nommée dont on ignore l'identité, compte faire appel, elle affirme avoir abandonné son métier et ne pas constituer une « menace ».

La loi saoudienne habilite les autorités à restreindre la liberté de mouvement des personnes atteintes de maladies contagieuses si elles ne tiennent pas compte des conseils médicaux en matière de prévention.

La prostituée pourrait devenir une des premières prisonnières d'une institution, située sur une île, servant à enfermer les porteurs du virus « récalcitrants ». — (A.P.)

Superphénix

Un mauvais acier à l'origine de la fuite

Le phénomène qui est à l'origine des défauts constatés dans le barillet du réacteur surgénérateur Superphénix paraît bien dû, comme on le supposait depuis quelques semaines, au choix d'un mauvais acier.

L'expertise du disque de métal d'environ 10 centimètres prélevé sur le barillet a en effet montré, selon EDF, que les défauts étaient dus à l'action conjuguée de contraintes ordes par le soudage [de certains supports] et la pénétration d'hydrogène dans le métal.

Ces premiers résultats devraient être prochainement confirmés par une nouvelle étude menée cette fois sur un échantillon rectangulaire de 50 centimètres sur 65. De ces travaux dépendent les décisions que prendront les services de sûreté sur le remplacement purement et simplement ou le faire fonctionner, sans sodium liquide, avec une simple atmosphère de gaz neutre.

Satellites

TV-SAT 1 définitivement perdu

Lancé par la fusée Ariane dans la nuit du 20 au 21 novembre dernier, le satellite de télévision directe ouest-allemand TV-SAT 1 a été

REPÈRES

déclaré « définitivement hors d'usage » par la Bundespost, après une dernière tentative le mercredi 24 février. Le parvenu saoudien bloqué depuis le début et qui aurait dû permettre d'orienter l'antenne de réception du satellite n'a pas pu être déployé.

L'échec de TV-SAT 1, prévu depuis quelques jours (le Monde du 20 février), ne devrait pas empêcher, cependant, le lancement futur — pas avant le début de 1990 — de TV-SAT 2. Mais la Bundespost négocie depuis plusieurs semaines avec l'Édification de France (EDF) afin de trouver un remplaçant à son satellite perdu, dont l'investissement aura coûté 1 milliard de francs. EDF compte pour sa part lancer son satellite TDF 1 à l'automne prochain.

Religions

Le pape se rendra à Metz et à Nancy

Le voyage que le pape doit faire les 8, 9 et 10 octobre prochain à Strasbourg, répondant à l'invitation du Conseil de l'Europe, du Parlement européen et du diocèse alsacien, sera prolongé, le mardi 11 octobre, par une visite à Metz et à Nancy, à raison d'une demi-journée dans chacune des deux villes. La nouvelle n'est pas encore officielle, mais elle est « moralement sûre », a déclaré Mgr Jean Bernard, évêque de Nancy.

Une aiguille mal placée

Une habitante de Belfort souffrant de douleurs dorsales, après avoir subi à Draguignan (Var) en 1985 une anesthésie péridurale lors d'un accouchement, accuse les anesthésistes de l'hôpital de cette ville d'avoir cassé l'aiguille utilisée pour cette anesthésie.

Les radiographies montrent, en effet, entre la quatrième et la cinquième vertèbres lombaires la présence d'un corps étranger de tonalité métallique. La patiente, M^{me} de Saint-Paul, a déposé une requête auprès du tribunal administratif de Nice pour obtenir réparation du préjudice subi.

L'accoucheur, le docteur Jean-Marc Cicoulet, et le directeur de l'hôpital de Draguignan, M. Guy Vallat, ne croient pas pour l'instant à cette version des faits et déclarent attendre « sereinement » les conclusions d'expertises médicales qu'ils souhaitent voir ordonner dans le cadre de la procédure.

مكتبة القرآن

كتاب الامل

Le Monde DES LIVRES

Fruttero et Lucentini à Venise

L'Amant sans domicile fixe, le dernier roman des deux compères italiens, épaissit le mystère de leur complicité.



Fruttero et Lucentini : amoureux de la littérature classique.

EN 1972, la *Femme du dimanche* (1), un superbe roman policier dont les rebondissements se succédaient sans défaillance tout au long de quatre cents pages, rendait célèbre du jour au lendemain le nom de ses auteurs, le Turinois Carlo Fruttero, spécialiste de la littérature anglaise du dix-huitième siècle, et le Romain Franco Lucentini, qui avait publié jusqu'alors un seul ouvrage, *Ruines avec figures* (2).

Après avoir fait paraître ensemble une mince plaquette réunissant quatre poèmes de Fruttero et les premières stances d'un poème métaphysique de Lucentini dont le thème était le temps, non pas celui qu'il fait, mais l'autre, celui qui passe sous nos pas : « *not weather but time* », comme observe le mélancolique, le fascinant protagoniste de *L'Amant sans domicile fixe*.

Dans le genre — peu pratiqué — de la littérature à quatre mains, Fruttero et Lucentini constituent un cas très particulier si l'on pense qu'ils n'aiment que la littérature classique, et que Lucentini — qui lit toutes les langues indo-européennes, plus l'hébreu et le kava, le chinois ancien (il ignore le moderne) — préfère avant tout les textes anonymes que propose l'épigraphie funéraire, les inscriptions que l'on trouve sur les tombeaux de la Rome antique (« *qui vult du fauconnement cultivé à l'immobilité pure* »), et les graffiti (« *qui nous restituent une époque bien mieux que ne le fait*

le langage des grands écrivains»). Au demeurant, n'appartenant à cette catégorie, selon lui, que des auteurs qui réunissent, comme Céline, à restituer le langage tel qu'il est parlé.

A une époque (serait-elle vraiment révolue ?), où, sous l'influence des *Histoires* de la littérature, de nombreux romanciers se vouaient encore aux délices de l'expérimentation narrative, dans l'espoir que les manuels préserveraient, par quelque biais, leur nom, Fruttero et Lucentini se

laquelle la seule différence existant entre le journalisme et la littérature, c'est que l'un est illisible, et que l'autre n'est pas lue. On n'est pas près d'oublier l'article attribuant au pieux colonel Kadhaï un goût immodéré pour les ceillots rouges, Mozart et les garçons, ce qui avait failli provoquer la fermeture du marché libyen à l'industrie de l'automobile italienne, autrement dit à la Fiat, la *Stampa* appartenant à M. Gianni Agnelli.

Trois autres romans allaient suivre qui, élégamment distrayants, n'atteignaient pas la qualité de la *Femme du dimanche*. A vrai dire, *L'Amant sans domicile fixe*, lui, est également inférieur, mais, ici, le cas Fruttero/Lucentini, l'énigme de leur collaboration, devient, à lui seul, au moins virtuellement, un roman.

L'action se déroule à Venise, et l'ouvrage a d'abord, pour l'habitué de cette « *ville totalement narcissique* » où tout discours finit immanquablement par revenir à elle, tous les attraits d'un guide hors du commun. De sorte que, refaisant en imagination les parcours les plus attachants, on apprend à connaître l'existence de grands artistes méconnus, et bien d'autres choses. Savait-on que le ghetto de Venise a été le premier à être désigné par ce mot, une fondrie (*ghetto*) se trouvant dans les parages ?

On s'avoue une étymologie, on pénètre dans le cercle des trafiquants de tableaux, des faussaires, d'aristocrates se disputant la suprématie mondaine de la ville, que l'on croit milanaise, les auteurs prodigant des mystères assez transparents pour donner au lecteur le moins avisé le plaisir de les dévoiler bien des pages avant qu'ils ne le fassent eux-mêmes. Tout cela en compagnie d'une princesse romaine et d'un juif hollandais répondant au nom de David Ashver Silvera, qui parle toutes les langues — et souvent, par énigmes, — cite les sonnets de Shakespeare, et en particulier l'illustre métaphore des « *pyramides du temps* », ce temps qui l'obsède, qui, dit-il, est son seul problème, car il voudrait tant rester à Venise, s'y arrêter quelques jours encore, au lieu d'être obligé de partir, sans cesse partir...

HECTOR BIANCOTTI

- (1) Le Seuil, 1972.
- (2) Le Seuil, 1975.

AUSTRALIE une littérature aux antipodes

IMMENSE par la taille, petite par la population, l'Australie est soumise à une ambiance quasi générale à une fédération, des capitales d'Etat : Adélaïde, Brisbane ou Perth, sans oublier Hobart, interviennent dans la vie culturelle, davantage sans doute que Canberra, pour équilibrer le rôle prépondérant de Melbourne ou Sydney. S'y ajoute, juste retour des choses, l'impact des réactions aborigènes, que relaient les médias.

Si variés qu'ils puissent être, ces éléments se fondent, en gros, dans une australité fondamentale qui n'est pas du tout aux antipodes, n'en déplaçant ni des préoccupations des lecteurs français. Bien au contraire, vivant bon gré mal gré dans la sphère d'influence américaine, ne serait-ce que par le biais des télévisions, nous sommes à la

Aux grandes qualités nationales — individualisme, dynamisme, créativité, ténacité, générosité — se mêlent parfois une sorte de fatalisme, une modestie réchibitoire. Voyageurs impénitents, les Australiens connaissent bien l'attrait qu'exerce leur patrie auprès des candidats à l'émigration. Mais la renommée croissante de leur cinéma, de leur littérature ou de

De Marcus Clarke à Robert Hughes, de Christina Stead à Helen Garner, les écrivains du bout du monde méritent d'être mieux connus

leur musique, auprès des jeunes en particulier, semble leur inspirer parfois un scepticisme courtis.

Persuadés, à juste titre, que l'on vit fort bien (et mieux qu'ailleurs) en Australie, ils n'ont pas — c'est ce qui fait leur charme — le point de sentiment de supériorité fréquente chez les Américains sur le plan matériel ; ni celui qui est encore répandu chez les Anglais (ou les Français) sur le plan culturel. Et voilà comment leurs œuvres littéraires les plus remarquables, me foi, la ont tendance à les garder pour eux.

Pendant longtemps, tout brevet de qualité, pour un écrivain, ne put venir que de Londres. Puis ce fut New-York. Aujourd'hui, grâce au ciel et à une évolution qualitative, ce peut être aussi bien Sydney ou Perth. La langue anglaise constitue de toute évidence la plus grande force de la littérature australienne (1). Diverses minorités linguistiques, dont au premier chef les aborigènes, s'expriment de plus en plus, mais leur apport ou leurs revendications demeurent sans un tel véhicule. Son efficacité actuelle se combine avec le privilège d'un héritage hors du commun.

Cette force énorme et centrifuge de la langue anglaise a pour contrepartie une diversité tout aussi enrichissante : relations plus étroites avec les autres pays du Pacifique et ceux d'Asie, en particulier la Chine et le Japon ; influences de groupes d'origines diverses (Grecs, Italiens, Maltais, Européens de

fois préparés à une « découverte » de la fiction comme des réalités émanant de *Down Under* (les antipodes), et plus ou moins consciemment, soulagés de ne subir aucune agression, aucune menace d'invasion culturelle, de dictature spirituelle, en provenance de ce bon vieux lascar de pays.

Tout cela ne compterait guère si une multiplicité de talents ne s'étaient manifestés au fil des années et surtout depuis le dernier tiers du XIX^e siècle, avec un renouveau particulièrement frappant depuis vingt ou trente ans. Sans infliger au lecteur une avalanche de noms, comment ne pas citer au moins Marcus Clarke, le grand Henry Lawson (1867-1922), poète et conteur, dont les yeux songeurs et les épaules moustaches figurent aujourd'hui sur les billets de dix dollars qui lui ont fait si cruellement défaut durant son existence, Henry Handel Richardson (1870-1946), pseudonyme d'une femme admirable qui écrit entre autres *The Getting of Wisdom* (« le prix de la sagesse »), Miles Franklin (1879-1958), auteur, toute jeune fille, à dix-sept ans, d'un pur chef-d'œuvre : *My Brilliant Career*. Le *Bulletin*, hebdomadaire de qualité, qui fit tant pour susciter des collaborations de ce niveau, se porta bien et réserve toujours une place appréciable à la littérature.

JEAN-PAUL DELAMOTTE.

(Lire la suite page 26.)

(1) Aussie veut dire d'Australie.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Stella Corfou, de Beatrix Beck

Une petite merveille !

C'E n'est pas mon genre de délirer, d'essayer : « à lire d'urgence, moi qui vous le dis », etc. Au critique d'informer, point ; flamber, les gens sont assez grands pour faire ça tout seuls ! Une fois n'est pas coutume : *Stella Corfou* me donne envie de hausser le ton. Oh ! le siècle aurait pu mourir sans, il s'y apprête, ce n'est pas *Guerre et Paix*, non ; mais en nos temps de débâcle, de jeunes vieillards écrivant sous aux leur moi chéri, dos à la fenêtre, quelle pétulance drôle et émue, quel goût de vivre, quel nerf ! Du Queneau, du Marcel Aymé, nous dicte l'éditeur, en couverture, car le compliment, désormais, se suggère, et veut une référence à la boutonnière. On pense à ceux-là, en effet, et à d'autres : Audiberti, Faldal ; Mordillet, Echenoz, Braudeau, Toussaint, chez les plus jeunes.

Beatrix Beck n'est pas née de la dernière pluie, vu qu'elle a connu Gide, qu'elle a été secrétaire chez le vieux bonze, je crois. Elle a eu le Goncourt, s'il vous plaît. En 1952, aurait dire avant 14. Léon Morin, prêtre, cela s'appelle. Une histoire de détroqué à la Bernanos. Par la suite, Belmondo a prêté sa personnalité son nez cassé ; qui s'en souvient ? On reverra d'ailleurs un curé à blouson rôder autour de Stella. Mais finissons avec la bibliographie dont on fait les nécrologies : après *Morin*, des titres oubliés, *Devancer la nuit*, *Josée dite Nancy*, *L'enfant chat*, *Noli*, *Le Décharge*. Des livres coupés courts, comme on le dit des cheveux. Un petit public de fans, seulement de fans.

La raison ? On ne connaît de l'auteur ni son visage ni le son de sa voix : de nos jours, terrible handicap. Peut-être cet « x » qui durcit le mot *Béatrice*, renforcé par le « k » de Beck ? De la dureté dans l'air ? Il est vrai que l'auteur de *Le Décharge* n'écrit pas la langue léchée du châteaubleu, comme son ancien patron, ni celle des salons Henri II. C'est même un de ses mérites, exceptionnel dans un pays où

l'écrivain doit naître bourgeois ou faire semblant : elle sait faire parler les écolopés bâillonnés du paradis libéral. Il n'y a pas que Céline, à la fin, pour s'asseoir cordialement et sans chiqué sur le beau langage des beaux quartiers !

P REMIER pied de nez à l'ordre, première langue tirée : *Stella Corfou* ne s'appelle pas comme ça, mais Gilberte Senpert. Gilberte a choisi ce pseudo parce que ça faisait mieux dans son commerce : brocante aux Pucies. Joli prénom, cette étoile, ajusté ! Il rappelle la bêtise de cette féministe américaine starisée débarquant pour la première fois en Europe, vous connaissez l'anecdote ? Au tombé de l'avion, ses escorteuses lui demandent : « *Qui cela vous ferait plaisir de rencontrer ?* », et elle, prise de court, anobé comme le sont les stars intellectuelles, se souvenant d'avoir beaucoup lu un certain nom aux aventures, entre Roissy et le bar du Pont-Royal, de répondre : « *Stella Artois, ce serait possible ?* ». Quant au patronyme, dans Corfou, il y a corps-foi, en plus de l'île chère aux dieux et à Albert Cohen !

Faut-il raconter l'histoire, vous êtes sûr ? Stella est d'une beauté excessive. Elle a des yeux immenses de bête préhistorique, des cheveux noirs jusqu'aux reins. Elle s'engageait avec sa mère, histoire de se réconcilier devant des crépinites aux brocolis. Sa couturière, Némonie, lui taille des robes à tomber. Il faut dire que Stella a un corps, mes sieux !

Folle d'icelui ? Le mot est faible ; mais, cela dit sans vouloir décourager les vicieux du tout-permissif ou les amateurs de longues fiançailles, elle est plutôt bâtie pour la fidélité sans problème. Elle se trouve un vendeur de supermarché, Antoine : elle le gardera toute la vie. Ainsi se conduisent, qui sait ?, les vrais affamés.

(Lire la suite page 22.)

MATTHIEU GALEY

Journal 1953-1973

"Matthieu Galey nous parle de lui et des autres avec une lucidité incomparable, et restitue, pour notre émerveillement, un morceau de temps retrouvé."

Jean-Louis Curtis de l'Académie française

LEXPRESS

"Matthieu Galey révèle un talent remarquable dans l'art du portrait romanesque et incisif."

Bernard Pivot / LIRE

GRASSET

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ROMANS

Anne Loesch

et la vie de Constance

Constance Muller, le personnage principal du dernier roman d'Anne Loesch, est une romancière qui a longtemps vécu en Afrique du Nord et qui ne s'est jamais adaptée au rythme de vie d'une femme de lettres à Paris. Alors elle se retranche chez elle et se consacre à la vie de famille. Anne Loesch, double de Constance, en tient la chronique et trace des portraits d'Antoine, le mari, et des enfants.

Antoine est cadre supérieur et aussi « chasseur de fesses », comme le souligne délicatement Anne Loesch. Il est vrai que Constance a choisi de faire sa vie avec un homme dont la devise est : « Une femme, c'est comme un plat de nouilles. J'adore les nouilles, mais pas à tous les repas ! »

Dès lors, on s'attend au pire. Anne Loesch ne nous déçoit pas. Tout y passe, à commencer par le lieu commun : le fils de ces bourgeois vivant à Passy fugue, se drogue mais cette épreuve va ressouder le couple parental. L'auteur s'essaie aussi, sans plus de succès, à l'aphorisme (« L'important est moins de se choisir que de se trouver, non ? ») et au lyrisme (« la grâce d'être survenant à l'improvisiste et me laissant exsangue pour longtemps »). Qu'un auteur estime, même sans raison, être touché par la grâce, c'est son droit. Mais lorsqu'un éditeur est, lui aussi, touché par cette grâce...

★ **TOUT POUR ÊTRE HEUREUX**, d'Anne Loesch, Mazarine, 283 p., 69 F.

Curieux paradis

pour huis clos

Planète de renommée internationale, Olivier Sanché, à la suite d'une rupture, désire « voir autre chose ». Son ami Michel le présente à Clara, une principessa qui l'invite à la Rueda. C'est « un domaine sans autre voie d'accès que ces chemins d'avant le déluge », situé près de Barcelone. Avec Clara y vivent Karl et sa fille Elisabeth, que Clara a faite sienne. Termina la servante et Menno, vieux serviteur. Peu à peu Olivier découvre les secrets de cet univers hors du temps et des normes, sorte de paradis écaroté de soleil où les vies, apparemment larvaires, sont des réceptacles où bon-

heur et drame se conjuguent jusqu'à se confondre.

Ce qu'il adviendra du pianiste célèbre dont le silence et la disparition suscitent bientôt l'intérêt des gazettes n'est pas indifférent — pour lui, ni pour le lecteur. On est toutefois tenté de dire que c'est secondaire, surtout si l'on se réfère aux qualités d'écriture de Folch-Ribas. Catalan et écrivain de langue française, son *Silence*, à l'instar du *Valet de plume* (Acropole) est de ces romans où la manière de dire — et de ne pas dire — l'emporte sur l'anecdote. Peut-être parce que la forme impose le fond, que l'étrangeté de l'histoire ne saurait aller sans un dépeuplement qui n'est pas sécheresse.

De toute façon, c'est là un récit qui ne supporterait pas le mot de trop, nulle digression. En cela, la réussite est complète. L'approche des caractères, aussi bien que l'art de mettre le lecteur-témoin dans l'ambiance, tout est conduit avec simplicité, au mot pesé. Et cependant, cette fois, sonprousement. Et l'on ne s'étonne plus, pris par ce musicien de la phrase, qu'il parle si bien de la musique, un art fait de sons et de soupins.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.
★ **LE SILENCE OU LE PARFAIT BONHEUR**, de Jacques Folch-Ribas, Robert Laffont, 75 F.

Christine Avenir

une romancière

de seize ans

A quinze ans, Alexandra, vététaire et déléguée, oscille curieusement entre son univers d'adolescente, lycée, flirt et moto, et celui de la prostitution, où évolue sa mère, Véronique. Celle-ci est, un jour, mortellement « corrigée » par son souteneur, pour avoir prétendu à la liberté. « Alex » se retrouve placée en Bretagne, entre un grand-père alcoolique et une tante exaspant à domicile des activités analogues à celles de sa mère. Lors d'une fugue à Paris, Alexandra retrouve son petit ami, Julien, et vit sa première expérience amoureuse. Réfugiée chez Laurence, une compagne d'infortune de Véronique, elle retrouve bientôt la trace de son père, un Polonais qui finit de purger une peine de quinze ans à Fleury-Mérogis pour « combines minables et folies ».

Ce récit n'aurait sans doute pas de quoi attirer particulièrement l'attention s'il n'était écrit par une jeune fille de seize ans, élève studieuse en seconde littéraire dans un

André Frossard face à tous les Barbie

ENCORE le procès Barbie ? Encore, oui. Dans le flot des livres qu'il a suscités, celui-ci est le plus court. Tout y est pourtant. Le crime contre l'humanité, c'est, l'auteur le définit en épigraphe, « lorsqu'on tue quelqu'un parce qu'il est né ». André Frossard, témoin à Lyon, ancien prisonnier de la « baraque aux juifs » du fort Montluc qu'il a décrite naguère dans *La Maison des otages*, « cavalier seul » au Figaro, a reçu après le procès beaucoup de lettres. Tranchant de quelques revers de lame l'injure et la bêtise irrémissibles, il répond et, par-dessus la tête de ses correspondants, s'adresse aux juifs.

Il dit ce qu'est un crime contre l'humanité, pourquoi l'extermination des juifs était, en ce domaine, une nouveauté absolue, pourquoi ce procès était nécessaire en ce siècle où « jamais l'être humain n'a été mieux étudié, ni mieux guéri, ni mieux tué ».

« Le juif ne pouvait cesser d'être juif »

Un arrêt de la Cour de cassation avait autorisé les résistants à être parés civils. Dangeuse dérive ; la Résistance était un combat, de même que la guerre d'Algérie évoquée par M. Vergès. « Il n'y a pas d'anciens combattants d'Israël », tzuu, ce refuge



Klaus Barbie jugé : un procès nécessaire

d'enfants juifs que Barbie a expédiés à Auschwitz...

Pardonnez ? « Querants ans après, faut-il congédier ces ombres douloureuses qui, faute de sépulture, cherchent un abri dans notre mémoire ? Je crains que cette étrange douceur qui pardonne si aisément le mal fait aux autres ne soit une forme médicamenteuse de l'indifférence ».

La prescription pour les crimes de guerre, oui. Il faut bien s'arrêter un jour, et toutes les guerres

suscitent des crimes. Faudrait-il rappeler dans un prétoire l'ombre de Turenne pour le massacre et le pillage du Palatinat ? Pour le crime contre l'humanité, pas question de la passer au compte de l'histoire.

Un chrétien pouvait apostasier pour sauver sa vie, un résistant sous la torture passer du côté des tortionnaires. « Le juif ne pouvait cesser d'être juif » il n'avait pas la permission de se renier. « La seule pièce de son dossier était son acte de naissance ». Et le crime c'était aussi la tentative

d'assassinat qui précède le meurtre.

Chrétien, Frossard déclare fièrement l'antisémitisme catholique. « Ce qu'il reprochait aux juifs [était-il] de lui avoir repris Jésus-Christ ou de le lui avoir donné ? » Le but de l'holocauste, c'était, à travers « ce peuple indissoluble dans l'histoire », d'abolir l'idée même de Dieu : « Ce génocide a été, en vérité, une tentative de déicide. Il a montré, en croyant prouver le contraire, que tout être humain a une valeur infinie ».

Barbie, on le devine quand « on met sa conscience en dépôt au siège du parti ». On peut le redresser, sous une autre forme. Le mépris de l'homme, on le retrouve dans les manipulations psychologiques et biologiques, dans le goulag.

André Frossard n'est, lui ne l'ignore, ni bavard, ni balbutiant, ni brumeux. Quatre-vingt-dix pages suffisent à une démonstration claire, tranchante, efficace. Vichy, Le Pen, les révisionnistes, se retrouvent en quelques lignes à leur vraie place. Et l'évocation de la « baraque des juifs » trappe, mais après mot.

Lorsqu'il conclut : « Enfants, soyez vigilants, enfants, méfiez-vous ! », le cri vole bien au-dessus de la rhétorique.

JEAN PLANCHAIS.

★ **LE CRIME CONTRE L'HUMANITÉ**, d'André Frossard, Ed. Robert Laffont, 90 p., 52 F.

tifient sans doute pas les propos diatribiques qui accueillent ce livre. Du reste, lorsqu'on évoque

Françoise Segal devant elle, Christine, qui n'aime pas les rapprochements hâtifs et garde la tête froide, préfère parler de son prochain roman, et confie : « J'aimerais parvenir un jour à écrire une histoire au masculin ».

★ **LE CŒUR EN POCHES**, de Christine Avenir, Mazarine de France, 244 p., 69 F.

PRATIQUE

Se bien conduire

à l'étranger

Comment saluer en Grèce, lancer une invitation à dîner en Belgique, se placer à table en Grande-Bretagne, converser en Allemagne, téléphoner aux États-Unis ?

Toutes les réponses à ces questions, et bien d'autres, se trouvent dans l'ouvrage de Dominique Perrin et Brigitte du Tanney. Savoir-vivre international, agrémenté de quelques recettes de plats nationaux.

★ **SAVOIR-VIVRE INTERNATIONAL**, de Dominique Perrin et Brigitte du Tanney, Hérès, 207 p., 89 F.

EN BREF

● Le prix Hassan-II des « quatre juries », doté, par le roi du Maroc, d'un montant d'environ 30 000 F, a été décerné à RENÉ SWENNEN pour son roman *Les Trois Frères* (Grasset).

● L'Académie Littéraire a décerné son prix annuel au docteur DOMINIQUE GROS pour son livre *Le Selo dévoilé* (Ed. Stock/Laurence Perseus).

● Le prix Témoignage chrétien-Résistance de la bande dessinée 1988 est allé à ART SPIEGELMAN pour *Moss* paru chez Flammarion. (*Le Monde des livres* du 27 novembre 1987.)

● Le prix de la culture, décerné par la présidence du conseil des ministres italiens, a été attribué, cette année, à BERNARD SIMEONE pour l'ensemble de ses traductions de poésie italienne.

● Le 7^e SALON NATIONAL DES ÉDITEURS RÉGIONAUX et la Fête du livre de la couture (Pas-de-Calais) se dérouleront cette année les 12 et 13 mars à l'Espace Bernasque de Feyer des congrès des professionnels du marché du livre régional, ainsi que des écrivains édifiés à compte d'auteur assisteront divers colloques dont un « Hommage à Marguerite Yourcenar ».

LETTRES ÉTRANGÈRES

Le retour en Italie

de Primo Levi

Le 19 octobre 1945, Primo Levi retrouve à Turin, selon sa propre formule, « sa famille vivante, la vitalité de ses amis, le chaleur d'un repas assuré, et un lit large et propre ». Frère de deux amis se sont écoulés depuis qu'il les a quittés, et quelques années l'un à Auschwitz, dont il a dressé le mémorial dans son admirable *Si c'est un homme* — récemment réédité, puis, semble-t-il, oublié par les éditions Julliard qui, malgré la demande pressante du public, omettent depuis quelques mois de le réimprimer.

Un an, durant lequel il tenta de retrouver le chemin de l'Italie à travers l'Europe ravagée, à travers ce pauvre continent déchiré, battu, secoué, où toutes les populations se mêlent, dans une sorte d'incertitude hagarde et cependant confiante, dans le mélange des langues, des besoins, des désirs, des appétits, des rêves. Un an d'efforts absurdes et souvent vains : des trains qui ne partent pas, une route qui va obstinément vers l'Est. Pourtant, malgré les incertitudes et les dangers, une gaieté grave et communicative domine le récit, un mou-

vement, un élan de force et d'espoir. Car il s'agit maintenant de vie, et non plus de mort : de la vie, de la reconquête de la force du corps et de la santé de l'âme.

Tel est le sujet de la Trêve, récit émouvant, burlesque, que traversent des moments de chaleur et de poésie. Au terme de l'odyssée, la vie peut recommencer. La vraie vie, la vie ordinaire — qui pour Primo Levi ne se sera jamais plus.

Plus jamais, malgré les apparences, sa vie ne sera unifiée, plus jamais elle ne sera pacifiée et tout en menant une carrière normale d'ingénieur chimiste, Primo Levi ne connaît jamais que le partage entre « la joie libératrice de raconter » et le retour terrifiant d'un rêve où « rien d'autre n'est vrai que le camp ».

A cette vie déchirée entre l'horreur et la joie, on sait qu'il décide de mettre fin en avril dernier : le respect, la pudeur interdisent de se demander pourquoi. On se demanderait seulement comment il a pu si longtemps y faire face, si l'on ne songeait qu'il en avait fait la matière même de ses livres, le cœur intègre, doux, d'une grande œuvre, toute brillante d'une confiance calme, déterminée, inaltérable, dans les pouvoirs de la raison.

DANIELE SALLENAVE.
★ **LA TRÊVE**, de Primo Levi, Grasset, « Les Cahiers rouges », traduit de l'italien par Emmanuel Joly, 246 p., 42 F.

● Dans le cadre de ses Rencontres pour lire, le Théâtre et la bibliothèque municipale de Caen organisent une série de manifestations autour d'ANDRÉ HARDELLET, les 3, 4 et 5 mars. (Renseignements : Théâtre de Caen, 64 : 31-86-12-79.)

● Franco-guyanaise converti à l'islam, saint-simonien en Égypte, journaliste, écrivain, théoricien très en avance sur son temps, ISMAIL URBAIN (1813-1854) fut l'inspirateur de la politique libérale du « royaume arabe » que pratiqua Napoléon III en Algérie. Cette figure oubliée mais importante du siècle dernier, des univer-

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, on par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

DERNIÈRES LIVRAISONS

CIVILISATION

● **SARKIS BOGHOSSIAN** : *Iconographie arménienne*. — Pas moins de sept cent vingt objets d'art, photos, peintures, gravures en noir et blanc ou en couleurs, en majorité inédits, reproduits et classés par origine géographique font de cet ouvrage d'arménologie, quelque chose de similaire existe cependant, unique en son genre (en Angleterre pour les juifs), le monument iconographique et historique de la civilisation arménienne du quinzième au vingtième siècle que l'on n'aurait plus, après plusieurs projets abandonnés. (Librairie Samuelian, 51 rue Monsieur Le Prince, 75006 Paris, 525 p., grand format, reliure pleine toile, index, 1 300 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● **GARDNER DAVIES** : *Mallarmé et la coupe suffisante d'intelligibilité*. — Une série d'études critiques dont certaines ont paru sous forme d'articles, sur les poèmes les plus difficiles de Mallarmé. (José Corti, 386 p., 150 F.)

HISTOIRE

● **JOËL LE GALL ET MARCEL LE GLAY** : *L'Empire romain (tome II) — La Haut-Empire de la bataille d'Actum à la mort de Sévère Alexandre* (31 av.-235 apr. J.-C.). — Ce premier volume uniquement consacré au Haut-Empire, se démarque des ouvrages classiques en réservant dans le cadre chronologique usuel, une place particulière à la vie des provinces et aux relations entretenues avec « les pays d'au-delà des frontières de l'Empire ». (PUF, 673 p., 280 F.)

HUMOUR

● **JOËL MARTIN** : *Sur l'album de la Comtesse*. — Un recueil de quelque 2 800 contrepèseries parues ou non dans les colonnes du *Canard enchaîné*. Dessins inédits de Cabu, Cardon, Pancha, entre autres. Préface d'Yvan Audouard. (Albin Michel, 380 p., 120 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

● **JOHN UDDIKE** : *Ce que pensait Roger*. — À travers le personnage de Roger Lambert, un professeur de théologie évoluant dans un environnement technologique de pointe, le deuxième roman de John Uddike agit un certain nombre de préoccupations philosophiques propres à l'auteur. Traduit de l'anglais par Maurice Rembaud. (Gallimard, 394 p., 100 F.) Par ailleurs, Gal-

limard publie le cinquième recueil de poésies, de Uddike, traduit de l'anglais par Alain Sured, *La Condition naturelle*. (128 p., 78 F.)

MÉMOIRES ET SOUVENIRS

● **PIERRE PRÉVOST** : *Rencontre avec Georges Bataille*. Pierre Prévost a rencontré Bataille en 1937, à l'époque de la revue *Acéphale* et du Collège de philosophie. Il rapporte les propos et réflexions de l'auteur de *La Part maudite*, éclairant ainsi la pensée politique, religieuse et communautaire de Georges Bataille. (Jean-Michel Place, 168 p., 85 F.)

POÉSIE

● **GUILLAUME DE SALLUSTE DU BARTAS** : *Le Semeur ou la Création du monde*. — « Monsieur du Bartas a plus fait en une semaine que je n'en ai fait en toute ma vie. » Ainsi Ronsard rendait-il hommage au diplomate huguenot mort en 1590. Ce poème en sept chants célébrant les étapes de la Création, connu plus de trente éditions au cours des quarante années qui suivirent sa publication, en 1579, et suscita l'admiration la plus vive de La Tasse, Milton et Goethe. Texte préparé par Victor Bot. (Actes Sud, 248 p., 139 F.)

● **NATHAN KATZ** : *Sundgau*. Traduits par Jean-Paul de Dadelsen et Gullévic, les vingt-six poèmes de Nathan Katz présentés dans cette édition bilingue, sont le premier ensemble accessible en langue française de ce poète alsacien, né au sud de l'Alsace et mort en 1981 à Mulhouse. Dadelsen parlait à propos de Katz d'une « poésie profonde, mûrie et comme justesse, qui fait penser à un fruit plutôt qu'à une couleur ou à une mélodie ». (Artuyon, 2, rue du Débarcadere, 75017 Paris, 64 p., 60 F.) Chez le même éditeur, un poème de Margherita Guidacci, *Le Retour d'Isenheim*, traduit de l'italien par Gérard Pfister et présenté avec le texte original. Cet ensemble de poèmes a été inspiré à Margherita Guidacci par le célèbre polyptyque de Grünewald exposé à Colmar. (48 p., 50 F.)

SOCIÉTÉ

● **PASCAL ACOT** : *Histoire de l'écologie*. — Cet ouvrage explore les sources et retrace l'itinéraire d'une discipline née au dix-neuvième siècle, et issue de la biologie. L'auteur prolonge son exposé par une réflexion sur les rapports que l'homme devrait entretenir avec la nature pour se préserver lui-même. (PUF, 286 p., 150 F.)

الكتاب

ice à tous les Barbiè

[illegible][illegible]

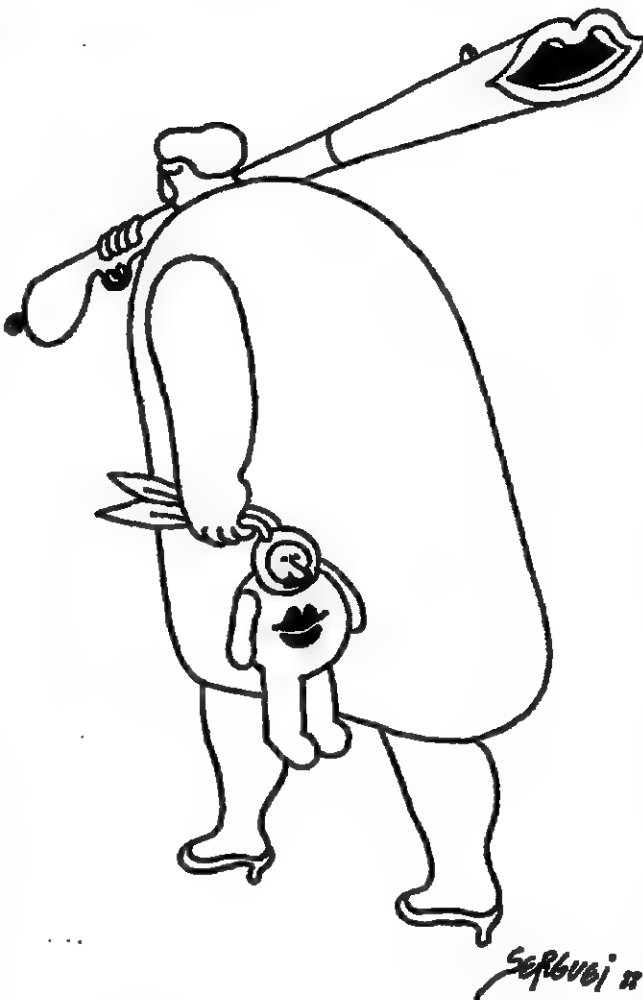
1. L'indication du mode d'usage
 de l'appareil est indiquée à
 l'intérieur de l'appareil sur une
 étiquette adhésive.
 2. Le mode d'usage est indiqué
 à l'intérieur de l'appareil sur une
 étiquette adhésive.
 3. Le mode d'usage est indiqué
 à l'intérieur de l'appareil sur une
 étiquette adhésive.
 4. Le mode d'usage est indiqué
 à l'intérieur de l'appareil sur une
 étiquette adhésive.
 5. Le mode d'usage est indiqué
 à l'intérieur de l'appareil sur une
 étiquette adhésive.
 6. Le mode d'usage est indiqué
 à l'intérieur de l'appareil sur une
 étiquette adhésive.
 7. Le mode d'usage est indiqué
 à l'intérieur de l'appareil sur une
 étiquette adhésive.
 8. Le mode d'usage est indiqué
 à l'intérieur de l'appareil sur une
 étiquette adhésive.
 9. Le mode d'usage est indiqué
 à l'intérieur de l'appareil sur une
 étiquette adhésive.
 10. Le mode d'usage est indiqué
 à l'intérieur de l'appareil sur une
 étiquette adhésive.

LE TOUR DU MONDE

« Si Jean Lorrain remonte des Enfers, ce ne sera pas au Vicaire d'Amiens, le Monseigneur de Plouffe, qu'il le devra, mais à ce grand pasteur, à ces masques », note Marcel Schneider dans sa *Littérature fantastique* en France, accordant, à cet auteur le place qui lui revient en ce domaine. Aussi se réjouit-on de la réédition, par les soins de Michel Desbrières, de *Contes d'un masque*, qui réunit plusieurs autres récits importants, de la même veine : *Contes d'un buveur d'éther*.

★ MADAME LOUIS XV, de Jacques Levron, Librairie académique Perrin, 264 p., 130 F.

La fascination pour les petits animaux entraîne alors l'admiration pour les balbutiements des petits hommes, et pour les redoublements de leurs premières syllabes : bobobobos, nounounou ; zontan, loi, les dictionnaires



Tout imprévu : sans référen-
dum, la « faveur populaire »
s'empare de tonton pour formule
encouragements, prières et
caresses. Afin de parer à ce
désastre hypocritique, la classe
politique s'empresse de faire
retour au grec : manie et mania-
que serviront de suffixes pour
désigner la nouvelle maladie : tontonnie-
(ou manie) comme mégalomanie ; et tonton-
manieque comme monomanie, etc.

SELON Robert, manie vive « les troubles de l'humeur : exaltation euphorique, versatilité, expansivité » ; ou, synonyme d'obsession, le mot désigne « une idée fixe ».

Reste qu'il n'est pas sans intérêt d'évaluer ce que balbutie cet appellatif populaire et entendant : une demande de protection, liée à un désir de transgression. Voici, entre autres, une formule protocolaire que transgressent allègrement des banderoles comme « *Tien bon, Tonton !* » : « *Colloque. Sous le haut patronage de M. François Mitterrand, président de la République française* » (le Monde du 3 février).

Ce que les banderoles caressantes disent. Tomon, président de la République est clair : « Tu es des nôtres ! » Nous verrons bien.

- (1) Charles Bally, *le Langage et la Vie*, 1925, Droz, Genève, et *Traité de stylistique française*, 1951, Klincksieck, Paris.
- (2) « Points », le Seuil.
- (3) Jean Paulhan, *le Repas et l'Amour chez les Mèrinas*, 1970, Fata Morgana, récemment réédité.
- (4) Raymond Queneau, *Zeus dans le métro*.

Sir Isaiah a été choisi comme premier lauréat de ce prix (donné 200 000 dollars et décerné tous deux ans) pour son érudition inépuisable, en un siècle d'écrits *idiotiques et de visions listées*, du concept de liberté. C'est parce qu'il est « un des éminents penseurs libéraux du siècle » qu'Isaiah Berlin a été désigné. Non sans ambiguïté. Car Isaiah n'est pas un libéral au sens où l'entendent les économistes. Certains du laissez-faire ont la conviction que la philosophie britannique se veut, lui, « tenant d'un social ». Tout l'incarnement est dans le New Deal rooseveltien. L'avenir, sans doute, le keynésisme, dont on sait la rétorsion force théorique, y compris les Etats-Unis après l'échec un peu tout de l'hyper-libéralisme d'inton triadennienne.

JEAN-PIERRE CLEFF

(1) D'Imanah Berlin, ont été, notamment, traduits en français *Karl* chez Gallimard, et *les Penseurs* chez Albin Michel.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 43

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

• Dans le cadre de la Revue parlée, le centre Georges-Pompidou propose, le 26 février à 21 heures (petite salle), une **REPRÉSENTATION de Narration d'équilibre II**, de Jean Daire (texte publié aux éditions POL), dont une mise en scène d'Anne

ACTES 300, PARIS 2. 1982.
AUTREMENT DIT, Paris 5^e. 1982.
LE CHANT DU MONDE, Enghien.
LIVRE STERLING, Paris 8^e. L.
MEDITERRANÉEN, Avignon. L.
BLANCHE, Montpellier. LA RE
LA TERRASSE DE GUTENBERG
Grenoble. VENT D'OUEST, N.

Qui,
répondent
les libraires
du groupe, ont
L'œil
de la librairie

Le monde change et nous le changeons
sans nous en rendre compte. Le spectre du roman du
disseminé et du démultiplicé, des livres
libres et des livres

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 1974, 10 (1)

IGNOIRE, Paul, L'ARBRE A LETTRES, Paris 5*, Paris 7*, Paris 14*,
LURES, Paris 6*, LIBRAIRIE BLEUE, Paris 11*, CALLIGRAPHIE, Cahors,
es-Beins, COMPAGNIE, Paris 9*, GERONIMO, Metz, GRAFFITI, Castres,
MACHINE A LIRE, Bordeaux, MILLEPAGES, Vincennes, DU MONDE
S NOUVEAUTES, Lyon, OMBRES BLANCHES, Toulouse, LA PAGE
SERVE, Mantes-la-Jolie, LES SANDALES D'EMPÊCHEUR, Besançon,
3, Paris 12*, TROPISMES, Bruxelles, LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE,
se, VERTUS DU SUD, Aix-en-Provence.

taire et essayiste américain

● ESSAIS

Enfants de la science, question de conscience

Insémination artificielle, « bébés éprouvette », embryons congelés, mères porteuses, etc. : l'enfant de l'esclave, un livre de François Terré, confronte avec vigueur le droit et la science et fait réagir, ici, Jean-Denis Bredin et le père Bernard Matray.

COMMENT le droit ne s'interrogerait-il pas sur les « enfants de la science » ? L'enfant de l'insémination artificielle, l'enfant de la fécondation *in vitro*, le bébé éprouvette, l'enfant venu d'un embryon congelé, né un an, dix ans, pourquoi pas un siècle après la mort de ses parents ; un jour peut-être l'enfant de la femme sans homme ou celui de l'homme « encéint »... ; au-delà l'enfant « corrigé », l'enfant « programmé » par les manipulations génétiques... que de questions posées au droit qui garde pour fonction de fixer des normes, de séparer le licite de l'illicite...

Qui est le père légal, la mère aux yeux du droit ? Le contrat passé avec la mère porteuse est-il valable ? Peut-on légitimement rémunérer le sperme vendu, l'ovule cédé ou l'utérus mercenaire ? Quelles sont les conditions posées à la naissance de l'enfant posthume ? Et nos descendants seront-ils autorisés « à fabriquer un bel enfant comme on achète un chien de race », à mettre dans le berceau l'enfant idéalement programmé « sur le modèle croisé de Marilyn Monroe et d'Albert Einstein » ?

Les livres sont nombreux où la science, la religion, la morale, l'éthique — science de la morale tentée de devenir la morale de la science — le droit surtout fléchit, ou proposent des normes (1). François Terré est juriste. Mais sa culture autorise un projet ambitieux. Il prend ensemble les disciplines de l'esprit, il les confronte, il les nourrit les unes des autres. Il y ajoute une part miraculeuse : l'humour. De cette réflexion sans frontières, que sert une écriture limpide, naît un livre étonnant.



Problèmes nouveaux ? Ou plutôt nouveaux épisodes d'une histoire très ancienne ? Les dieux se sont toujours dispensés de la simplicité génétique : les enfants non conçus, les vierges fertiles sont nombreux dans leurs aventures privilégiées. Mais il n'y a pas que les religions ni les légendes à poser, depuis toujours, les énigmes de procréations compliquées. Le droit lui-même n'a pas cessé de s'interroger sur la vie, la filiation, la personne, de la

conception de l'homme jusqu'à sa mort.

A Rome, l'enfant de l'esclave était considéré comme un objet, un instrument. Si la femme esclave était prénée, louée, cédée en usufruit, à qui donc appartenait son enfant ? Était-il un fruit ou un produit ? Un produit, assurément, avec l'école dominante, et non un fruit comme l'enfant de l'animal. Derrière cette solution, observe Terré, il y avait déjà l'idée que la femme qui enfante « n'est pas semblable à un terrain

ensemencé ni à un animal fécondé, l'idée, même inconsciente, que la reproduction de l'homme est autre chose qu'une simple fabrication... ». Regardons ailleurs : les questions que pose la « location » d'un ventre, gratuite ou rémunérée, ne sont pas nouvelles pour le droit. Depuis la nuit des temps, les nourrices ont vendu leur lait — ce qui désespérait Rousseau : « Les femmes mercenaires, s'indignait-il, sont aussi devenues les mères d'enfants étrangers pour qui la Nature ne leur disait rien. »

La vie, la mort, le droit

Peut-on céder son lait, louer ses seins ? Peut-on vendre son corps ? Le louer en entier ou par morceaux ? A quel moment la personne humaine naît-elle aux yeux du droit ? Dès la fécondation ? A la naissance biologique ? Entre les deux, en ce temps imprécis où l'embryon devient fœtus ? Et si l'embryon n'est pas une personne, peut-on alors en disposer librement, peut-on s'en servir, peut-on le détruire sans commettre ni délit ni crime ? La mort, comme la naissance, n'a cessé de poser problème au droit. Peut-on disposer de sa vie ? Peut-on aider celui qui veut mourir ? A quel moment l'homme meurt-il ? Que fait le droit si le mort revient ? Bon gré mal gré, le juriste, parfois bousculé par les découvertes, éclairé ou retenu par la morale, par la religion, n'a jamais cessé de prendre en compte les progrès de la science.

Il a dû admettre des atteintes à l'intégrité du corps, que commandaient la vie sociale ou la protection de la personne : ainsi la vaccination, l'examen prénatal, l'analyse comparative des sangs, l'allocoest... Il a placé des présomptions commodes sur les piliers de la nature et de la morale : que l'enfant dont est accouchée la femme est « né d'elle », que le mari est le père de l'enfant venu du ventre de sa femme.

Mais il a dû nuancer, écarter les présomptions pour faire quel- que place à la vérité contre la fiction raisonnable : ainsi le désaveu de paternité. L'évolution récente de notre droit a déjà cherché une frontière entre la conception et la vie, elle a ouvert la voie à la distinction de l'embryon, dépourvu de personnalité juridique, et du fœtus doté de celle-ci. Au fond, le droit n'a jamais cessé de résoudre d'insolubles questions : la part de la vérité biologique et de la volonté humaine dans la filiation ; la place de la morale collective et de l'exigence individuelle ; le rôle de l'argent...

Ainsi la confrontation du droit et de la science — observée sur un très long parcours — permet à François Terré une conclusion réconfortante pour le juriste qu'il est : le droit français peut, sans doute, à l'aide des instruments dont il dispose, et sans bouleversement législatif, faire face aux nouveautés actuelles de la biologie. Rien qui mérite un trop-plein d'agitation éthique, le zèle et les batailles des faiseurs de loi. Le droit français des dernières années du vingtième siècle peut accueillir toutes les formes d'insémination artificielle, consacrer la maternité « pour autrui » — pourvu qu'elle soit gratuite, — admettre même pendant un délai raisonnable l'insémination post mortem, sans avoir à se contraindre ou se bouleverser. « Il manifeste de la sorte sa singulière puissance d'adaptation. »

François Terré va loin — certains trouveront qu'il va trop loin — dans les perspectives juridiques qu'il croit ainsi ouvertes aux progrès des connaissances de la biologie. Mais, en même temps, il veut marquer les limites que la génétique ne devra pas dépasser. Au cœur de son livre, au cœur du débat, il y a l'enfant, le désir

d'enfant. Volonté de transmettre la vie ? Fidélité à des normes sociales ou à un modèle familial ? Repliement sur la famille nucléaire, seule forme vivante de sociabilité ? Peur de la solitude ? Soit de postérité, sinon d'éternité, dans un monde qui n'en promet pas d'autre ? N'importe. Le désir d'enfant veut d'être pris en compte par le droit. Chacun s'efforce de persévérer, et persévérer c'est notamment se reproduire.

Mais le désir d'enfant ne peut créer le « droit à l'enfant ». François Terré n'est pas le premier à dénoncer cette conception perverse du droit, des droits, qui tend à en diluer le sens, dans les catalogues et le fractionnement des revendications : droit à l'enfant, droit à la vie, droit à la santé, et pourquoi pas à la jeunesse, à la beauté : « Il n'y a ni droit à l'enfant ni droit d'en faire un

la personne humaine et l'identité de la personne humaine : Car c'est toujours de la personne humaine qu'il s'agit. »

On objectera qu'il est plus facile de poser les principes de civilisation que d'en mesurer à chaque progrès de la science l'exacte application, et François Terré, appuyé sur les principes, passe sans doute trop vite sur les manipulations génétiques, qui tôt ou tard posent problème au droit. On dira aussi que le rempart d'une civilisation — bien incertain — incite à définir une civilisation vertueuse, « supérieure » : et certains trouveront sans doute quelque parenté entre la « pensée » de Finkelkraut, menacée de défaits, et le « droit » de Terré, tout au contraire permanent et vainqueur : morale judéo-chrétienne, pensée européenne, culture des Lumières, civilisation méditerranéenne...

Monologue ?

Il est rassurant de penser que, en matière de droit des personnes, nous droit positif n'est vraiment remis en cause ni par les découvertes actuelles sur les processus biologiques de la procréation ni par les comportements sociaux absolument inédits que ces découvertes rendent et rendront possibles. C'est le premier enseignement que l'on retirera de la lecture de l'enfant de l'esclave. Dépourvue de tout fondement réel est l'inquiétude qui pourrait s'emparer de quelques-uns à la pensée que des situations humaines créées de toutes pièces par la biologie (les embryons congelés, par exemple) ne rencontreraient qu'un « vide juridique » et resteraient dès lors sous le menace de tous les arbitraires.

L'histoire du droit plaide en faveur de sa solidité et invite à plus de confiance. Il suffit de bien utiliser les catégories juridiques traditionnelles pour faire face à toutes les innovations. L'appareil juridique fonctionnera ainsi, et là est l'essentiel.

Tel est le projet. Sa mise en œuvre est moins évidente. Exemple : la situation des mères porteuses, qui s'engagent par contrat à abandonner leur enfant à la naissance en échange d'une contrepartie financière, peut être reconnue. Un bon fonctionnement du droit devient possible si l'on s'inspire du statut juridique des fiançailles. Il fallait y penser. Il s'agit, en fait, du statut juridique de la promesse avec les conséquences de son éventuelle non-réalisation. La mère porteuse sera respectée dans sa maternité et l'enfant dans sa

fiatation, si un délai de huit jours après la naissance permet de toute insécurité de ne pas procéder à l'abandon. Cela posé, le droit restera muet sur cette fabrication d'enfants et la main sur le marché que ne manquera pas de survenir. Mais le fonctionnement est saut.

Cette logique du fonctionnement n'est pas sans risque, surtout si, pour finir, le droit devait se retrouver purement et simplement à la remorque de la science. Dans la collectivité nécessairement limitée et pluraliste qu'elle régit, il est hors de question que la loi positive impose un projet de normalisation des comportements à leur totalitarisme et refuse, par exemple, toutes les avancées de la science. Mais il existe une relation dialectique entre le droit et l'éthique qui fait que tout juriste devrait être aussi, par un côté de lui-même, un moraliste.

Sans réflexion plus approfondie sur les valeurs structurantes pour la société qui sont incluses dans la paternité, la maternité, la filiation, le rapport entre les personnes pourrait être livré aux seuls désirs qui traversent les individus. Le droit sauverait-il alors sa normativité ou sera-t-il le simple reflet d'un équilibre provisoire entre des forces qui tirent en tous sens ?

La justice et le moraliste doivent entrer en dialogue — au cœur de la même personne ou, mieux encore, dans une concertation à plusieurs. Ce serait la fin du monologue et personne ne serait perdant.

BERNARD MATRAY
prêtre, département
d'éthique biomédicale
du centre Sévres

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Une petite merveille !

(Suite de la page 19.)

LES parents d'Antoine ont péri carbonisés dans leur R 5, un 15-8 ; ainsi parlent les constats. Ce n'est pas que Stella ait le culte des morts, mais tant qu'à en avoir un, de culte, elle qui ne respecte rien, pas même la grammaire, celui des cimetières lui va. Elle y chaperde. Elle fait pousser de tout, autour de leur pavillon de banlieue. Elle tâte de la cartomancie. Toutes les audaces : elle écrit. Un petit éditeur publie. Merde à celui qui le lira, dit le titre. C'est sa façon d'être pudique. En fait, elle y parle des plantes, des animaux. Buffon revu par Saint-Exupéry, en moins gnangnan. Il restait à dire des choses neuves sur les moutons et les pissenlits, le savez-vous ? Cette sorcière dévorée par ses abysses à des candeurs de bergère : c'est sa façon d'être originale.

Un deuxième livre, *Cissée X*, et nos amoureux du siècle troquent le pavillon pour un caravane en forme de gourte, aux lisières d'un village bien franchouillard. L'instinct apporte de la lecture à Stella et rêve de sa crinière. La librairie, aussi. Un curé moderne, je l'ai dit, faire en elle un terreau où semer le bon grain. Une petite demeure prend goût à la roulotte.

Stella devrait enfanter, se dit-on, heureuse comme elle est, et proche de la nature. Mais elle a répondu à tout : elle n'a pas besoin d'être « prolongée », elle « n'est pas une ligne de métro » ! Tromper la mort ? Celle-là, cinq minutes après, t'y penses plus ! Stella se joue des contradictions. Elle peut être végétarienne et manger du foie gras. Frichi, baise et métaphysique à jet continu ! Papasse, « l'emploi la botterait ». Stella est d'une autre planète parce que de la Terre, fanatiquement.

ENCORE du résumé ? La caravane fait l'Espagne, ce pays bizarre où on appelle les filles « pilier » (Pilar), allez savoir pourquoi ! Stella parle la langue sans l'avoir apprise, c'est sa façon d'être illettrée. Au retour, le temps a passé, à sa manière habituelle, sans crier gare. Nos tourtereaux ont chopé la soixante-dizaine comme on attrape un rhume des foies. Ils s'en aperçoivent en voyant les contemporains disparaître, bande de lâcheurs. Ils ne sont pas le genre à

s'incruster. Se tuer ensemble ? Ils se ratent : c'est leur façon de rendre hommage à la vie.

Faut-il se réjouir de les voir survivre ? Les révélations salissantes menacent. Il se pourrait bien qu'Antoine, qu'on croyait grisé de sa Stella, ait pris du bon temps, naguère, avec une petite vendeuse. Par chance, la dénonciation adressée par une jalouse n'arrive pas à destination et se perd dans une poche de robe de chambre, futur linéol d'un chiton mort-né.

Un cancer emporte Antoine, Stella ne le supporte pas. On le retrouve rasé, asséché, tranquillisé de force, étiquetée folle. Une bonne occasion de proclamer ce qu'elle a toujours pensé : qu'elle n'est personne en particulier, qu'elle est tout le monde, aussi vrai que les petites filles se croient princesses ou marchandes. Plus rien ne s'oppose à ce qu'elle prenne pour une chatte sa voisine, laquelle se prend pour la reine d'Angleterre. Dans la vie dite sensée, on voit pis ! Stella réinvente l'alphabet, le calendrier, ces instruments à domestiquer l'improbable. Pour elle, Antoine vit toujours. Si elle accroche sa pauvre tresse blanchie, en se peignant, elle pense : « Tu me fais mal, mon biquet ! » La mort n'aura plus qu'à passer par là. Une formalité !

J'ai mal résumé, mais tant pis. C'est l'ennui avec les livres brefs et réussis : tout y compte. On ne peut que renvoyer au texte même.

La paraphrase aimante ne suffit pas. Mais le jugement littéraire circonstancié, on s'y résout mal. Sechez que, oui, *Zazie*, le *Jument verte*, le *Hobereau* d'Audubert, on y pense, mais Béatrix Beck a bien gagné d'être citée en elle-même, pour elle seule. L'ont mérité sa gouaille inspirée, sa cocasserie constante, ses fulgurances jaillissantes. D'un terrain vague, d'une chevelure ample, d'une flamée de désir, le miracle de l'écriture tire des feux d'artifice, vengeant tous les rêves, réconciliant corps et âmes.

J'y pense : *Stella Corfeu* est un livre charnel sur l'âme. Enfin je crois.

★ STELLA CORFEU, de Béatrix Beck, Grasset, 138 p., 63 F.

Un

PAT CON

LA PRISE

J'ai, in lito

[illegible]

Jean-François Ley

LIBRAIRIE DU BOIS
22, RUE DURET - 75116 PARIS
tél. 58099107 00010

Jean-François Lévesque

RAIKIL
22, RUE DURET - 75116 PARIS
58099107 00010

C. C. P. : PARIS 3619-552

TELEPHONE : 45 00 17 60

C.C.P. : PARIS

les Peres de la Renaissance

37, rue du Four

75006 Paris

le 15.2.

Mosier

2.
Monsieur,
Une fois n'est pas coutume car je n'ai jamais,
jusqu'à ce jour, félicité un éditeur pour la publication
d'un ouvrage mais la lecture du "Prince des montes"
m'aient bouleversé, je tiens à vous exprimer toute ma
gratitude et mon admiration pour la distinction de ce
livre; il représente à lui seul la quintessence de la
littérature américaine dans ce qu'elle a de meilleur,
alliant l'imagination désespérée du Sud au cynisme
new-yorkais. D'ores et déjà, il figure à la première place
de mes vœux et soyez certain, Monsieur, qu'il est d'entrée le
"livre de l'année". Avec de tels livres et dire soit si nous
en manquons(!), l'avenir de la librairie est assuré
Bien cordialement,
[caparepistia]

quons (!),
bien cordialement,

leapfrogging

PAT CONROY
LE
PRINCE
DES
MAREES

PAT CONROY

Le Prince des Marées

roman

Presses de la Renaissance

● HISTOIRE

Moi, Auguste empereur du monde

La Rome impériale ou la genèse d'un Etat moderne : avec Claude Nicolet, un guide stimulant.

LES inventaires se font après décès. Celui qui dressa le Romain Octave, devenu l'empereur Auguste, n'échappa pas à la règle : il suit la mort de la Rome républicaine. Mais surtout, il accompagne la remodelage d'une ville (qui reçut d'Auguste son visage « éternel ») et d'une forme de pouvoir fondamentale pour notre civilisation. Les empereurs romains sont aujourd'hui des favoris du roman historique, grâce notamment aux anecdotes piquantes de leur biographie. Surtout, ils méritent aussi que l'on réfléchisse sur ce qu'ils ont bâti, et Claude Nicolet est pour cela un guide stimulant.

Son livre part d'une célébration : en l'an 2 avant J.-C., à l'occasion de son sixième anniversaire, Auguste voulut donner à ses concitoyens le spectacle permanent de leur Empire. Il avait déjà fait élever des monuments chargés de symboles : son mausolée, inspiré par celui d'Alexandre à Alexandrie ; l'autel de la Paix, associé à un gigantesque cadran solaire dont il marquait la ligne équinoxiale, coïncidant avec la naissance du prince (23 septembre). Cette année-là, il

inaugura un nouveau forum, orné d'allégories des provinces de l'Empire, et un temple de Mars vengeur. « La géographie allégorique rejoignait les mythes cosmogoniques de la souveraineté pour marquer l'accomplissement des temps ».

Dans ces ensembles triomphaux, une série de documents se distinguent par leur contenu réel. Devant le mausolée, des tables de bronze recouvraient un compte rendu écrit des actions du prince, les *Res gestae divi Augusti*. Elles contiennent un exposé du monde que les militaires et les savants de Rome avaient conquis ou exploré. Remanié en 13 après J.-C., un an avant la mort du prince, ce texte avait été conçu quinze ans auparavant. Sous un portique, fut affichée une carte du monde, préparée par Agrippa et achevée par Auguste entre 7 et 2 avant J.-C. C'était l'aboutissement d'un formidable travail de relevé et de toute une tradition romaine, l'exposition dans les temples de cartes des victoires. Enfin, Auguste rédigea son testament et l'accompagna d'un *Etat de l'Empire* où il classait, par

régions, les forces militaires et les finances. Trois documents analogues, rationnels et humains, exaltaient la paix conquérante de Rome.

Claude Nicolet les illumine par des analyses et des discussions vives et denses, reconstituant la représentation augustéenne du monde, et sa cartographie. Ecartant la « lecture anthropologique » des textes anciens, il s'appuie sur d'abondantes citations, souligne les rapports entre savants grecs et latins.

Contempler la carte du monde

Le monde, plus grand, plus précis, reste très incertain, mais pour la première fois, les Anciens en dressent un inventaire complet, à des fins politiques. L'Empire réalisé, la science permet aux maîtres d'admirer le domaine que les dieux leur ont confié. Comme dira, en 298, Eumène d'Autun à propos de la carte exposée sous des portiques de sa ville : « Maintenant, nous avons plaisir à contempler la carte du monde, maintenant enfin que nous n'y voyons plus une terre étrangère ».

Dans le domaine administratif, les perfectionnements portent sur deux manières de contrôler les hommes et d'afficher les ressources, le recensement des citoyens, vieille institution romaine, et le cadastre, technique maîtrisée dès la fin de l'époque républicaine. Auguste a-t-il dénombré l'ensemble des habitants de l'Empire ? Non sans doute : le fameux recensement au cours duquel naquit Jésus était un simple inventaire après prise de possession, limité à la Judée. Mais il suppose la transmission, l'exploitation et l'archivage de résultats détaillés. L'Etat républicain dominait des communautés humaines plutôt que des ensembles territoriaux. Avec Auguste, l'administration « commence à se modeler sur l'espace plus que sur les hommes ». C'est la genèse d'un Etat moderne, enraciné politiquement et spirituellement à Rome. L'urbanisme, la ville, domine l'orbis terrarum, le monde habité, directement et sans rival ; et jusqu'à aujourd'hui, la bénédiction pontificale s'adresse « ubi et orbis ».

PIERRE CHUVIN

★ L'INVENTAIRE DU MONDE GÉOGRAPHIQUE ET POLITIQUE AUX ORIGINES DE L'EMPIRE ROMAIN, de Claude Nicolet, Fayard, 350 p., 160 F.

★ LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et sont, influence de la France dans le monde : culture, langage, sciences, littérature et arts. De nombreux documents : les armées, les colonies et les colonies. Editions : le domaine universel mondial (sans publicité). DGM-TOM, l'Asie et les 40 pays d'Europe. Editions. 356 pages, 90 F. France chez l'étranger : FRANÇOIS DE PREUIL, CHATEAU DE PREUIL, 49560 NUBEL-SUR-LAYON

Desiderius Erasmus, philosophe à cheval

Une biographie du grammairien de Rotterdam qui fut le premier maître à penser à l'échelle de l'Europe.

LÉON HALKIN, professeur d'histoire à l'université de Liège, sait probablement de Desiderius Erasmus de Rotterdam tout ce qu'on peut en connaître aujourd'hui, et la biographie qu'il lui consacre est ce qu'il est convenu d'appeler « l'œuvre d'une vie ». Tous les épisodes rapportés ont été soigneusement recoupés, les faits sont avérés, les livres du maître et sa correspondance ont été passés au tamis le plus fin de la critique historique, et ils sont cités et commentés avec abondance, parfois avec surabondance : on aimerait que la biographie soit assez modeste pour prendre quelque recul avec son personnage et qu'il se risque à le replacer dans l'ensemble du décor intellectuel et historique de l'époque.

Mais Léon Halkin ne se permet pas ce genre d'audace ; il n'avance que ce qu'il sait de manière certaine, et son propos concerne Erasmus et lui seul. En fait, le propos d'Halkin vise un but bien précis : montrer, contre certaines interprétations agnostiques ou antireligieuses de l'œuvre d'Erasmus, que le théologien de Rotterdam a été, tout au long de sa vie et de ses écrits, un parfait humaniste et un parfait chrétien, et que tout son enseignement n'a jamais tendu, au contraire de la révolte de Luther, qu'à maintenir la cohésion du monde catholique autour des valeurs redécouvertes par la connaissance des textes de l'Ancien et du Nouveau Testament. L'humanisme au service de la foi.

Le véhicule de la gloire

Les textes cités par Léon Halkin à l'appui de sa thèse sont trop nombreux et trop explicites pour qu'on puisse la réfuter facilement. Au reste, il y a longtemps que Lucien Febvre a montré, à propos de Rabelais et de ses contemporains, que l'on ne pouvait pas, sans grave anachronisme, poser à leur sujet le problème de l'incroyance dans les termes que nous employons aujourd'hui — ni même dans la problématique des hommes des Lumières : Erasmus croyait en Dieu de tout son esprit, et s'il aimait étudier et écrire avec un plaisir proche de la volupté, cet appétit de savoir et de dire, de comprendre et d'enseigner, était inséparable du service de la foi.

Mais si la démonstration d'Halkin n'est pas bouleversante de nouveauté et ne pourra surprendre que les derniers tenants de l'association anticléricalisme-incroyance, il y a dans cet essai biographique, sous-jacents au propos central et malheureusement juste esquissés, quelques profils de réflexion autrement passionnants. Sur la diffusion des idées d'abord. L'auteur montre parfaitement les difficultés que rencontre son modèle — fils illégitime, famille pauvre, moine sans vocation, étudiant fanatique de la Sorbonne — pour survivre et acquiescer de quoi s'acheter les livres latins et grecs, coûteux et indispensables. Recherche de mécènes, emplois subalternes, rédactions de circonstance, préceptat de fils de familles influentes. Mais ce qu'on distin-

gue également en filigrane chez ce jeune homme pauvre, c'est sa volonté de faire connaître et d'imposer sa suprématie intellectuelle — et, au bout du compte, d'en tirer des bénéfices de confort : Erasmus est sans doute le premier savant à avoir mis autant de soin et d'énergie à sa « publicité ». Et c'est aussi, du même coup, le premier maître à penser à l'échelle européenne.

Le premier véhicule de sa gloire, c'est son cheval. Il va partout, des Pays-Bas en France et d'Angleterre en Italie. C'est sur le dos de sa monture, pour tuer l'ennui et le désenchantement des journées de voyage, qu'il compose l'*Eloge de la folie*. Et s'il parle mal le français — qu'il écrit parfaitement — s'il ignore l'italien et l'anglais, le latin suffit à le faire comprendre de ceux qui lui importent : les membres influents de cette Europe des idées dont il a pressenti l'émergence et la force.

hauts dignitaires religieux venant chercher auprès de lui conseils, méditations, interventions et déclarations. Erasmus va s'entourer d'un secrétariat important, créer un réseau de correspondants qui va quadriller le territoire de son magistère. En ces débats du seizième siècle, dans une Europe quasiment illettrée, le petit moine à demi défrôqué, spécialiste de philologie latine et grecque, devient, dans les querelles d'un temps troublé, une figure politique de première grandeur.

Il est évidemment tentant de tracer un parallèle entre cette aventure intellectuelle et celle des marchands qui, dans le même temps, créent les fondements de l'Europe capitaliste. Il y a chez le grammairien de Rotterdam et chez les négociants de la Hanse la même perception d'un espace nouveau ouvert à la circulation des idées et des biens, une même ambition, à la fois audacieuse et



Un petit moine à demi défrôqué qui devient une figure politique de première grandeur.

Erasmus ne se contente pas de publier ses livres, ses traductions, ses commentaires de la Bible ou de l'Evangile : il fait également éditer des extraits de sa correspondance avec le pape ou avec les princes ; et s'il s'installe à Bâle, c'est en premier lieu parce que cette ville abrite la plus belle chambre d'écho qui se puisse offrir à ses écrits, le meilleur imprimeur de l'époque, Jean Froben.

Par la suite, sa réputation étale, les rois, les princes et les

prudent, un même esprit d'entreprise, et, au bout du compte, une même manière de conjuguer la liberté, notamment dans les rapports avec le pouvoir politique. Liberté de l'esprit, liberté du commerce : les ambitions et les revendications des humanistes et des marchands étaient sans doute beaucoup plus proches qu'ils ne l'imaginaient eux-mêmes.

PIERRE LEPEAPE

★ ERASME, de Léon E. Halkin, Fayard, 500 p., 140 F.

Athènes ou l'Etat de grâce

Le point de départ de ce petit livre dense est une conférence prononcée à Berlin en 1984 au congrès des historiens allemands. Abordant l'histoire sous l'angle de l'anthropologie, Christian Meier avait choisi d'explorer les rapports unissant, dans la société grecque antique, la politique et la grâce. L'essai, publié aujourd'hui en France par Paul Vernière, qui l'a traduit, prolonge la réflexion d'ailleurs. L'ouvrage a gardé le ton vivant de l'exposé oral qui est à son origine.

Le sujet ne va pas sans paradoxes. La politique et la grâce, notion que nous réduisons à une valeur esthétique, n'ont pour nous rien de commun. Mais elles sont étroitement imbriquées dans la cité grecque. Ce lien concret même une de ses originalités essentielles. Deux textes associant grâce et cité, *charis* et *polis*, éclairant ce problème d'anthropologie historique : l'*Oresteia* d'Eschyle et l'*Oraison funèbre* que Thucydide met dans la bouche de Périclès après les premiers combats de la guerre du Péloponnèse.

La « charis », c'est plaire et complaire

La prose d'Oreste traduit le conflit entre deux types de droit, mais surtout la manifestation éclatante de la *charis* dans la *polis*. Cette idée guidait en 1980 la mise en scène berlinoise de la trilogie par Peter Stein. Si Athènes emporte la décision, obtient l'acquiescement de l'accusé et apaise les Erinyes, c'est avec le secours de la Persuasion, compagne de *Charis*. De même, Périclès pare le courage des citoyens athé-

niens morts pour leur patrie du prestige de la grâce. Elle participe de la vertu politique.

Le second chapitre esquisse une « définition de la grâce ». Une série d'approches foule le champ d'extension du concept : ses liens avec le beauté, le charme et l'élégance ; son enracinement dans le monde archaïque ; son rôle moteur dans une structure sociale où prévaut l'échange des dons. En une formule, la *charis*, c'est plaire et complaire.

Selon un parcours chronologique, l'auteur décrit alors le « style de la noblesse » et le rapport nécessaire entre la conception de cet idéal politique et les valeurs aristocratiques. La cité démocratique assumera cet héritage en le renouvelant. Pour Périclès, le corps civique vit des regards mutuels de chacun de ses membres. Il réussit avec une gracieuse nonchalance ce qu'il entreprend. Il sait enfin donner à son cadre de vie toutes les magies de l'art. Dans la *charis* se confondent désormais puissance et splendeur.

Pourquoi l'Athènes classique s'est-elle conservée ce moule aristocratique ? Pourquoi l'Empire romain et nos Etats modernes l'ont-ils ignoré ? La réponse passe par une analyse des limites de la grâce dans les cités démocratiques grecques : retournement de la laideur, chute de l'autorité, étroitesse du corps civique. On voit combien cet essai suggère la voie à d'autres études.

HERVÉ DUCHÊNE

★ LA POLITIQUE ET LA GRACE. ANTHROPOLOGIE POLITIQUE DE LA BEAUTÉ GRECQUE, de Christian Meier, Le Seuil, 128 p., 79 F.

Michel Maffreil

LE TEMPS DES TRIBUS

La tribu de l'anthropologie dans la tribu de la culture

MERIDIENS KLINCKSIECK

Tél. : 42.61.64.60

Pour comprendre l'émergence des réseaux, des petits groupes, des rassemblements éphémères et effervescents...

M

— LA VIE DU LIVRE —

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

8, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-67-12

livres d'histoire neufs et épuisés

LIBRAIRIE PAGES D'HISTOIRE

8, rue Bréa, 75006 Paris (1) 43-54-43-61

CATALOGUES MENSUELS sur demande

La Bible de la France

VOICI, mise à la disposition de tous, des extraits significatifs d'un des textes les plus fameux de la fin du Moyen Âge, qui retracera l'histoire de la France telle qu'on se la représentait alors ; depuis ses origines troyennes jusqu'à l'avènement de Charles VI (1380). D'un *Roman des rois* commandé par Saint Louis au moine de Saint-Denis, plusieurs continuistes ont fait ces *Grandes Chroniques de France* qui ont façonné la sensibilité et les convictions des Français à travers les siècles.

A la fois épopée, recueil d'exemples et dossier de preuves pour permettre aux Français épurés de retrouver la fierté de leurs origines et de leur histoire, ce texte devait donner lieu à de somptueux manuscrits dont le plus beau, commandé par Charles VII, fut illustré par le plus grand peintre du Moyen Âge français : Jean Fouquet. Pour la première fois les cinquante et une très riches enluminures de ce manuscrit sont ici reproduites avec une rare perfection technique. En ouvrant ce livre, on partage un peu de

l'émotion de celui qui de celle qui se voit au manuscrit original. Mais le lecteur est aussi savamment guidé par trois études d'ensemble consacrées aux meilleurs maîtres, un commentaire attentif de chaque planche et un grand nombre d'autres illustrations qui viennent éclairer l'œuvre de Jean Fouquet.

Si bien qu'on ne sait pas ce qu'il faut admirer le plus dans cette œuvre intégrale de l'édition : les *Grandes Chroniques* elles-mêmes, qui rassemblent les premières strates de notre mémoire collective ? Le charme des miniatures de Jean Fouquet ? Ou l'intelligence des études de Bernard Guenée, François Avril et Marie-Thérèse Gousset ? Ce livre est une fête pour les sens et pour l'esprit, un « livre témoin » dit l'éditeur, qui nous place au cœur de ce que nous avons été pour mieux comprendre ce que nous sommes.

MICHEL EUT

★ LES GRANDES CHRONIQUES DE FRANCE, commentées par Bernard Guenée, François Avril et Marie-Thérèse Gousset, éditions X, 300 p., 51 miniatures et couleurs, 94 ill. en noir, 470 F.

ETIENNE

L'Europe du

De l'Empire romain

Bibliothèque

CALLIMACHOS

كتاب الاول

IES

erius Erasmus.
sophe à cheval

phie du grammairien de
vénitien maître à penser

Le philosophe de Rotterdam, Erasmus d'Utrecht, est un personnage complexe, à cheval entre le monde des lettres et celui de la politique. Sa pensée, marquée par une humanisme critique, a influencé toute la culture européenne de la Renaissance. Ses œuvres, écrites dans une langue simple et accessible, ont permis de diffuser ses idées à travers toute l'Europe. Sa vision du monde, basée sur la raison et la morale, a été une véritable révolution à son époque.

Erasmus d'Utrecht, né en 1466, est un des plus grands penseurs de la Renaissance. Sa œuvre majeure, *Le Manuel de l'homme*, est une synthèse de sa pensée, qui vise à améliorer l'homme par la culture et la morale. Sa critique de l'Église a été une véritable révolution, ouvrant la voie à la Réforme. Sa vision du monde, basée sur la raison et la morale, a été une véritable révolution à son époque.

Erasmus d'Utrecht, né en 1466, est un des plus grands penseurs de la Renaissance. Sa œuvre majeure, *Le Manuel de l'homme*, est une synthèse de sa pensée, qui vise à améliorer l'homme par la culture et la morale. Sa critique de l'Église a été une véritable révolution, ouvrant la voie à la Réforme. Sa vision du monde, basée sur la raison et la morale, a été une véritable révolution à son époque.

LE MONDE DES LIVRES

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

La ville du Mur et ses fantômes

★ LE RÉCITAL, suivi de LA SONATE WALDSTEIN, de Hartmut Lange, traduit de l'allemand par Bernard Kreles, Fayard, 186 p., 89 F.
★ LA CAUTION, de Thorsten Becker, traduit de l'allemand par Elisabeth Landes, Flammarion, coll. « Rac Racine », 176 p., 69 F.



Hartmut Lange (en haut) et Thorsten Becker.

LES deux Allemands — qui même séparés font une belle paire de médailles dans les compétitions sportives — s'observent de plus en plus tout en se tournant le dos. Elles ont, quoi qu'elles fassent, un passé commun, qui a longtemps été soigneusement occulté, surtout par les anciens nazis que par la majorité silencieuse, avant que les fils de ceux-ci et de ceux-là ne se penchent sur l'histoire de leurs propres familles, — ce qu'on a appelé la « littérature des pères », — une « nouvelle subjectivité » qui commence à explorer l'étrange survie des nazis. Fantômes qui continuent à errer dans les mémoires et à hanter les lieux de leur vie terrestre... Angèle Riké, comme chez Wim Wenders, vaillant sur « le ciel de Berlin » (*Der Himmel über Berlin*), titre original du film les Ailes du désir...)

C'est une surprenante familiarité avec les fantômes, une oppressante solidarité avec les morts traitée avec un art et un réalisme tout à fait remarquables, l'extraordinaire faculté de recréer la vie dans la mort, qu'on découvre dans le premier livre traduit en français de Hartmut Lange, un Berlinois considéré par la critique allemande comme un des premiers stylistes de sa génération.

Né en 1937 à Berlin-Spandau, aujourd'hui à l'Est, Hartmut Lange a quitté en 1985 la RDA pour Berlin-Ouest, faisant un crochet par la Yougoslavie pour revenir vivre à quelques kilomètres de chez lui, « de l'autre côté de la frontière ». Toujours Berlinois, « Pour moi, dit-il, c'est la sens que lui donne l'Est » : un écrivain doit rester près de ses racines, « un écrivain ne peut pas être cosmopolite. C'est le problème de la plupart des écrivains émigrés qui ne peuvent plus écrire parce qu'ils n'ont plus de point d'ancrage. »

Cinq courtes nouvelles peuplées de morts, grées autour de la Sonate Waldstein, et une autre longue nouvelle d'une centaine de pages, le Récital, « Quelconque avait rang et nom parmi les morts de Berlin, quoique était las de se mêler aux vivants, quoique chérissait particulièrement le souvenir de ses années de séjour dans le temps, s'efforçait tôt ou tard d'être convié à fréquenter le salon de M^{me} Albenachul... »

prennent une voiture pour se promener dans une ville en apparence indienne, où le mur n'existe pas, mais où émerge encore, tête arrachée, insignes de travers, les boureaux négatifs, en sens de l'enfer comme du paradis. Parfois, un signe, une butte qu'ils ne connaissent pas... « C'est donc là, songe-t-il, qu'est enterré le roi des Goths qui nous cause encore tant de tracas. Et dire qu'il a bouleversé notre paysage au point que nous nous mettons encore martel en tête à son sujet, quarante ans après sa chute. »

Les nouvelles qui, dans l'édition allemande, constituaient un volume séparé, suivent une progression, partant des premières de la folie de Nietzsche (1) en 1980, entre Turin et Bâle (« Il se calma. C'était le début de ce calme dans lequel les pensées se meurent »), jusqu'à la Sonate Waldstein, dans laquelle le romancier imagine que dans le bunker de la chancellerie du Reich, le 1^{er} mai 1945, Magda Goebbels convie Franz Liszt — mort en 1986 — pour que par son art, si apprécié des nazis, il empêche que ses six enfants ne soient tués. « Je voudrais vous demander de vous occuper de mes enfants, dit-elle. Je m'inquiète de ce qu'ils deviendront quand ils seront morts. Ils sont encore si jeunes... »

La photo des enfants morts hante l'auteur. Mais on ne peut s'empêcher de penser à ce qu'aurait été leur sort s'ils avaient été pris

vivants par les libérateurs. De toute façon, victimes innocentes que ni la mère ni le musicien ne pourront sauver. Et on aboutit à ce que Lange nomme « la sévérité de la mort », qu'il confond avec la liberté de l'imagination quand, par exemple, la victime embrasse son bourreau (« Si je ne l'avais pas tué, jamais je n'aurais fait sa connaissance, explique le meurtrier. Elle est la seule à m'avoir pardonné »). L'étrange confession, aux limites de la raison, de Hartmut Lange, fils d'un gendarme nazi basé en Pologne et que les Polonais ont tué ! Mais de cela, son fils ne dit rien.

Dans son premier livre, interdit en RDA, *Die Selbstverbrennung* (« le suicide par le feu »), Lange traitait de pasteurs ayant perdu la foi condamnés à l'enfer et pour qui il ne reste plus, pour sortir de cet enfer, que le suicide.

Entre le pardon et le suicide, les morts gardent leur secret. Et leur liberté d'imaginer l'inconnu.

AVEC la Caution, Thorsten Becker nous met au pied du mur (2). Agé de vingt-huit ans, il est — comme Lange, mais d'une autre génération — mortel en scène dans des théâtres de RFA. Tandis que Lange considère le mur de Berlin comme une blessure, Thorsten Becker, lui, a appris à vivre avec. Son roman est l'histoire de l'approvisionnement d'un espace interdit : le narrateur est un écrivain ouest-allemand qui a vécu longtemps à Berlin-Ouest et qui publie un dessin scandaleux — puisque érotique — d'un de ses amis peintres de RDA. Sans l'accord de ce dernier, qui se voit menacé de ne pouvoir obtenir son premier visa de sortie pour un travail en Autriche... Afin de réparer, il va accepter de servir de « caution », « hôte » de Berlin-Est jusqu'au retour de son ami dans un séjour « sans retour programmé » (« Qu'advient-il de moi si Schützler, que je cautionne, s'avise de ne pas revenir ? »). Tout est prévu : dans ce cas, il deviendrait citoyen ouest-allemand à la place de l'autre...

Sur cette anecdote piquante pour l'esprit — issue, paraît-il, d'une ballade de Schiller — éditée en Allemagne sur la « caution » d'un condamné à mort parti régler ses affaires de famille, — l'auteur se montre un peu pesant et didactique. Il nous décrit avec minutie un Berlin-Est sinistre, trop sinistre, plein de détails vrais et précis, mais qui demande une certaine habitude de la ville pour percevoir l'humour.

L'histoire aurait gagné à être plus ramassée, nous n'ignorons plus rien du paysage de Check Point Charlie, des Knedels et des inter-shops, il disserte de la vie à l'Est, dans ses détails : des taxis au noir (« des véhicules privés dont les propriétaires exploitent, le soir pour leur poche à eux, la force de travail ménagée le jour, à leur poste de travail »), des metteurs en scène de l'Est travaillant à l'Ouest, du 1789 par le Théâtre du Soleil, de Muzi, Proust ou Brecht, du film de Fritz Lang *Les bourgeois meurent aussi...* « Nous ne savons qu'après coup nous, romanciers, ce qui se passe, privant-il dans les premières pages de la Caution. Il faut donc continuer à raconter des histoires — pour que l'humanité puisse survivre. » Sans savoir de qui elle sera la caution.

(1) Toujours interdit en RDA, bien que les archéologues nazis soient à Weimar...
(2) Voir dans « Le Monde des livres », de 25 avril 1986, l'article sur « Thorsten Becker, l'ami occidental », lors de la publication de livre chez Amman Verlag, Zurich.



LES AVENTURES DE BORO, REPORTER PHOTOGRAPHE

FRANCK & VAUTRIN

Un vrai roman-feuilleton écrit par de vrais écrivains... avec des héros superbes, des amoureux séparés, des malveillants pervers et puissants, des aventures multiples et palpitantes dans un monde dangereux dont nous traversons toutes les strates sociales, de la lumière des sunlights à la nuit des bouges, avec des moments d'exaltation et des plongées dans la détresse, avec des fraîcheurs d'idylle et des puanteurs d'égout... Franck et Vautrin, rendant hommage au roman-feuilleton, paraissent l'avoir inventé.

Pierre Lepape, Le Monde



FAYARD & BALLAND

MAISON DE LA POÉSIE
Association subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, 1^{er} - M^o Halles - Tél. : 42-36-27-53
JEUDI 3 MARS à 20 h 30
QUELLE POÉSIE POUR LES ENFANTS ?
avec Véronique KHOURY-GHATA et Jacques CHARPENTREAU

Fruttero et Lucentini à Venise

(Suite de la page 19.)
Nous, en revanche, nous nous arrêtons là, l'usage voulant que l'on ne désamorce pas l'intérêt de lecteur par des indiscrétions. Une petite indication cependant : on peut trouver une sorte de préfiguration du personnage de Silvera dans les dernières pages de l'Evangile selon saint Jean...
David Asher Silvera, ce Hamlet égaré dans une pièce de boulevard, est en fait très supérieur au roman où il se promène. Il aurait mérité d'être le protagoniste d'une de ces histoires que Lucentini écrivait naguère, ce Silvera qui lui ressemble sans que, lui, il l'ait voulu — mais Fruttero ?

Une recherche de lettré
Les deux complices s'étaient connus à Paris, en 1953, où, chacun de son côté, en s'ignorant, ils menaient une identique recherche de lettrés consistant à identifier les cafés-tabacs de Simenon, les passages de Céline, les impasses de Hugo, les crépuscules de Baudelaire, les promenades nocturnes de Monsieur Teste... S'ils allaient se mettre un jour à écrire ensemble, ce serait, assurait alors Fruttero, une fois le prurit de l'autobiographie calmé.

C'est ainsi que la chose allait se faire près de vingt ans plus tard, leur but commun étant la confection d'histoires bien tressées. Mais, aujourd'hui, il n'est pas interdit de penser que, peu à peu, Lucentini a tout cédé à Fruttero, ses obsessions métaphysiques, épiques et autres. Que Fruttero n'a pas seulement tiré de lui le personnage de Silvera, mais qu'il pourrait s'approprier à devenir Lucentini lui-même : à reprendre l'œuvre de celui-ci là où elle fut abandonnée, avec le dernier récit de *Ruines avec figures*, un texte sublime d'une cinquantaine de pages, écrit avec à peine une trentaine de mots, déjà tout près du silence.

S'il en était ainsi, le destin de Fruttero et de Lucentini ne serait pas moins surprenant que celui de leur créature, le surréel Silvera, dernier avatar d'une légende qui a nourri bien des ouvrages dans diverses littératures. Serait-il indispensable d'évoquer, par politesse, comme le suggère mon rédacteur en chef, l'ombre affaiblie d'Eugène Sue ?

HECTOR BIANCIOTTI

★ L'AMANT SANS DOMICILE FIXE, de Carlo Fruttero et Franco Lucentini, traduit de l'italien par François Rosso, Le Seuil, 297 p., 89 F.

ETIEMBLE
L'Europe chinoise
Tome I
De l'Empire romain à Leibniz
Bibliothèque des Idées
GALLIMARD

AUSTRALIE

(Suite de la page 19.)

Le rôle de la presse demeure positif sur ce point. En fin de semaine, les quotidiens tels que le *Sydney Morning Herald*, l'*Age* (qui paraît à Melbourne) et l'*Australian* consacrent plusieurs pages aux livres et publient même des nouvelles et des poèmes. De plus, l'*Age* a un supplément littéraire mensuel et celui de l'*Australian* est trimestriel; Geoffrey Dutton, auteur lui-même d'une œuvre importante et fin lettré s'il en est, dirige ce dernier. Le *Times on Sunday*, avec ses reportages, extraits d'ouvrages, critiques, nouvelles et poèmes, propose, lui aussi à ses lecteurs de la lecture, tout simplement.

Par leur enseignement, dans les départements d'anglais, leurs bibliothèques et leurs programmes d'écritures en résidence, les universités — en dépit des difficultés qui ne les épargnent pas — exercent une influence bénéfique. Directement ou indirectement, de nombreuses activités dans le domaine de l'édition leur sont rattachées.

Des couleurs plutôt brillantes

Equivalent approximatif du Centre national des lettres, le *Literary Arts Board*, dont le directeur est Thomas Shapcott (lui-même romancier et poète), a été créé en 1973. Environ les deux tiers des fonds dont il a disposé ont été consacrés à une aide individuelle aux écrivains, par le biais de bourses et contributions diverses. Les manifestations du genre Salon, foire ou rencontre (dont la plus connue est la Semaine des écrivains à Adélaïde), la traduction en langue étrangère d'œuvres d'auteurs australiens vivants, bénéficient, entre autres, de son action.

Avec de gros moyens et parfois de gros sabots, le Bicentenaire, que l'on célèbre cette année, a certainement d'heureuses conséquences à cet égard. Il a aidé, par exemple, à la réalisation d'ouvrages d'histoire tels que la grande série des *Australians*, en dix volumes, fruit d'un impressionnant travail d'équipe (chez Fairfax, Syme & Weldon) ou l'*History of Australia*, du professeur Molony, qui sort chez Penguin.

Du côté du secteur privé, un certain mécénat d'entreprise progresse: UTA et la Société générale (Australie) ont contribué à rendre possible une exposition consacrée aux « Gens de la Hunter Valley » par le photographe Allan Chavner et le poète Paul Kavanagh (2). Perrier patronne en ce moment, à Sydney, une Semaine des écrivains mise sur pied par Tom Thompson: la question de savoir ce qui se serait passé si les Français étaient venus s'installer en Australie doit même y faire l'objet d'un débat, non dénué d'humour. Total: a cofinancé pour un montant considérable les frais très élevés entraînés par la publication du monumental *Voyage de découverte autour du monde et à la recherche de La Pérouse* de Dumont d'Urville, enfin traduit en anglais (par Helen Rosenmann — Melbourne University Press).

Globalement, des couleurs plutôt riantes, séduisantes en tout cas, entrent donc dans cette esquisse de la littérature australienne, dans cette mise à jour. Mais tout n'y est pas rose, loin de là. D'abord les aborigènes posent bien entendu (avec une énergie nouvelle) le problème de leur propre mode d'expression, qui se trouve à présent confronté à l'écriture ainsi qu'à une langue étrangère mais prodigieusement portuse. L'Institut australien d'études aborigènes, entre autres, fait un effort considérable pour

communiquer aux tiers les éléments miraculeusement préservés de cette richesse spirituelle. Les musées ménagent tous une place de choix aux œuvres qu'elle inspire. Le message protestataire est amplement répercuté par les journaux, les radios et les télévisions.

Il va sans dire que la grande majorité de la population, là-bas comme ici, a d'autres préoccupations que celles des minorités ethniques, culturelles ou artistiques. Vus sous cet angle, les écrivains, les cinéastes et les peintres sont aussi des aborigènes. Ils vivent au bord d'un océan ou à la lisière du bush — mais en vase clos. Le « ghetto de Balmain » (selon la formule qu'un article de Francis Kelly dans le *Monde* lança vers 1975 et que Frank Moorhouse reprit pour sa chronique du *Bulletin*) a un charme indéfectible, mais ce coin de Sydney, ce lieu de délices intellectuelles et son équivalent, Carlton, à Melbourne, demeurent « à part ».

Parmi les valeurs que l'enseignement primaire ou secondaire transmette, il y a une place encore fragile. S'il est un pays pourtant où elle ne saurait passer pour mineure, n'est-ce pas le sien? Or les grands écrivains du cru sont très souvent traités en parents pauvres. Le puissant appareil de l'édition scolaire dépend sans doute de sociétés étrangères (du moins à ce genre de préoccupations); il n'a pas fonctionné à plein rendement. La formation des maîtres a longtemps négligé cet aspect des choses.

La curiosité, la sympathie que la culture australienne inspire à travers le monde se heurtent à quantité d'obstacles matériels: pénurie dramatique de services culturels en un sens, restrictions à l'octroi de visas dans l'autre. Prenons l'exemple le plus simple: à Paris, ville de dimension internationale dit-on, où des milliers de personnes lisent l'anglais, il est quasiment impossible de trouver des livres australiens dans leur langue à un prix abordable (3). Paradoxalement, il n'en va guère mieux en Angleterre.

Un retard surprenant

La carence des « décideurs » et les problèmes d'intendance se partagent la responsabilité d'un retard surprenant, tant d'une diffusion raisonnable de l'édition *Aussie* en anglais que de traductions en français. Ces dernières surgissent au coup par coup, sans esprit de suite — de véritables étoiles filantes (sauf Patrick White chez Gallimard). Il est néfaste que le *Literary Arts Board* exclue toute aide à la traduction pour des auteurs morts: on voit vraiment qu'ils ne votent plus! Des chefs-d'œuvre tels que *My Brilliant Career* de Miles Franklin ou *Coonardoo* de Katharine Susannah Prichard — sans parler des nouvelles de Henry Lawson — restent lettre morte sur les tables des éditeurs parisiens.

Là-bas, sous ses aspects traditionnels ou même novateurs, la littérature française est encore présente, grâce à d'intrépides universitaires. Ici, la littérature australienne demeure méconnue: en souffrance.

(2) La Hunter Valley est une région très active au nord de Sydney (minerais; aluminium avec Tomago, lié à Pechiney; port et université de Newcastle, etc.). Elle est aussi très belle, avec ses forêts et ses vignobles. On peut voir cette exposition à l'ambassade d'Australie, 4, rue Jean-Roy, 75015 Paris, jusqu'au 2 mars.

(3) Une sympathique librairie-galerie australienne a été créée depuis peu à Saint-Denis, 7, rue Samson (93200). Tél.: (1) 48-09-94-59.

(4) Cf. le *Monde* du 1^{er} septembre 1978, *Signaux des antipodes*, par J.-P. Delamotte.

Depuis dix ans (4), il y a eu progrès, c'est vrai, de manière sporadique et ponctuelle. Il n'en demeure pas moins que des relations culturelles de conception moderne, directes, placées sous le signe de la réciprocité, entre l'Australie et la France s'attardent au stade pré-natal. Pareille durée de gestation dépasse de beaucoup celle des éléphants, qui malheureusement poussent parfois la mauvaise volonté jusqu'à accoucher d'une souris.

JEAN-PAUL DELAMOTTE.

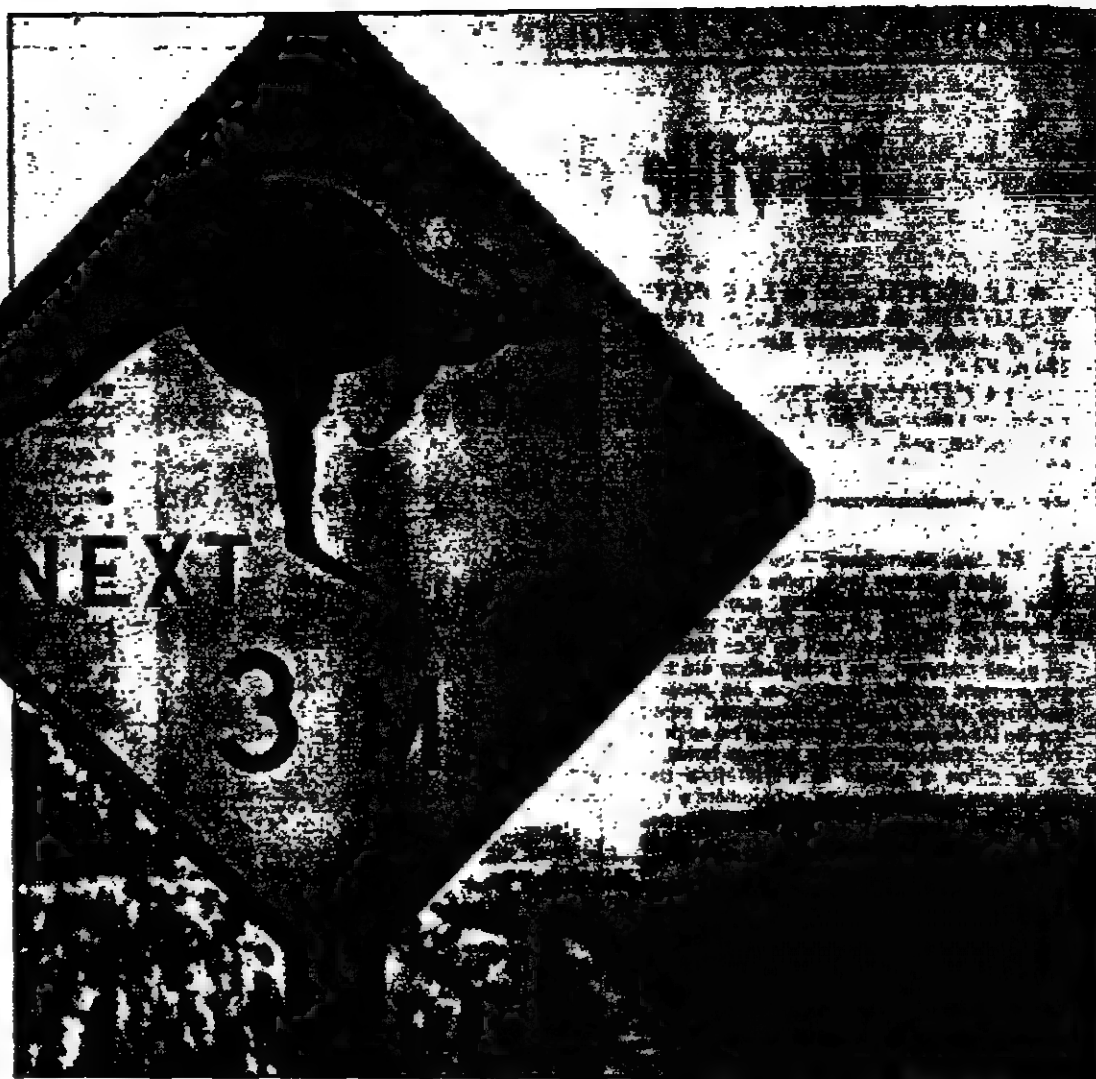
La naissance violente d'une nation

Avec la Rive maudite, Robert Hughes, australien et historien d'art, remonte aux sources de son pays, terre de bagnards.

LE 13 mai 1787, une flotte de onze vaisseaux quitte les côtes anglaises. Destination: l'Australie. Parmi les passagers, sept cent trente-six convicts, hommes ou femmes condamnés par la justice royale à la déportation. De dangereux malfaiteurs? Plus de la moitié n'ont commis que des larcins. Le doyen du voyage, Elizabeth Beckford, septuagénaire, a été condamnée à sept ans de déportation pour avoir volé 12 livres de fromage de Gloucester.

Dans la *Rive maudite*, Robert Hughes, australien et historien d'art, retrace l'incroyable destin de ces réprochés, bâtisseurs malgré eux de la future Australie blanche. Entre 1788 et 1853, les juges anglais déportèrent plus de trois cent cinquante mille condamnés sur cette terre du bout du monde. Il s'agissait, comme le prévoyait un projet présenté au cabinet Pitt, de « se débarrasser efficacement des convicts ». A défaut de créer une structure pénitentiaire sur leur propre sol, les tenants de la justice, confrontés par ailleurs à la fin du dix-huitième siècle à un accroissement considérable et alarmant du nombre de criminels, considèrent la solution de l'Australie comme la meilleure. On se débarrasse ainsi des « criminels » à bon compte, dans une gigantesque déportation à ciel ouvert.

Les premiers convois, organisés par la marine royale (des entre-prises privées prendront ensuite le relais), seront de véritables carcasses flottantes: les détenus, enchaînés à fond de cale, meurent comme des mouches. Au terme du voyage, les survivants, note Robert Hughes, découvrent « une terre sauteuse, marécageuse, rocailleuse; quelques poches de verdure ici et là, mêlées de broussailles impenétrables. Ni fleuves ni lacs, pas même d'étangs, et la pluie qui se contente de glisser sur la surface en bourbières innombrables ». Pour couronner le tout, il n'a été prévu ni matériel ni équipements. Les forçats, et avec eux leurs gardiens, se débrouilleront. Les premières années seront terribles: « La faim n'épargna personne. Elle fit de la plupart des colons australiens des zombies ». Une erreur qui aurait pu être fatale. Car après tout, si la couronne anglaise a choisi de déporter ses criminels, ce n'est pas seulement pour faire disparaître, au sens propre, la criminalité. C'est aussi pour occuper une terre dont le potentiel commercial et stratégique serait susceptible d'intéresser d'autres nations (au rang desquelles, pensent les Anglais, la France). En somme, il s'agit de coloniser un territoire sans se soucier du prix à payer.



THOMAS HOPKINS/MAGNUM

Le tribut sera lourd. Les femmes, les Irlandais, les aborigènes seront en première ligne. Les femmes d'abord: elles furent vingt quatre mille à être déportées entre 1788 et 1852. On les appelait les « chèvres-souris », les « fées », les « vaches », les « tas ». Contrairement à leurs homologues masculins, elles n'avaient aucun droit, et la barbarie qui s'exerçait à leur égard était devenue, vers la fin des années 1830, « pour ainsi dire, un réflexe social ».

La contagion jacobine

Les Irlandais ne seront pas mieux lotis: « Ils composèrent, écrit Hughes, la première minorité blanche australienne ». Leur crime? Avoir osé défier l'autorité du gouvernement anglais (notamment lors du soulèvement de 1798).

Ces rebelles, qui avaient pour nom les United Irish, les Defen-

ders ou les White Boys, « avaient droit à un traitement spécial à leur arrivée en Australie. En tant que porteurs de la contagion jacobine, en tant que traîtres, aussi dangereux idéologiquement que physiquement, ils firent l'objet d'une vigilance particulière, oppressante, et de châtiements d'une sévérité inaccoutumée ». (Les temps ont bien changé: aujourd'hui, à quelques mois d'une élection importante, il n'est pas rare de voir le premier ministre australien en exercice faire, comme ce fut récemment le cas, la tournée des pubs de Dublin! Une Guinness pour une voix?)

Mais le groupe qui eut le plus à souffrir de cette colonisation fut indubitablement celui des aborigènes. C'est un reproche que l'on peut adresser à Robert Hughes: il traite ce fait d'une manière un peu trop succincte, pour ne pas dire rapide. Certes, il évoque les massacres de Tasmanie (plus de vingt mille aborigènes descendus comme des lapins) ou de Nouvelle-Galles-du-Sud, mais,

sons sa plume, ils paraissent simplement des anecdotes, des incidents de parcours. Une manière d'illustrer la « mémoire courte » des Australiens en matière d'histoire. Robert Hughes le reconnaît lui-même quand il écrit quelque part: les ruines, nous avons l'habitude de les raser, ou bien d'y construire des restaurants.

Reste que la *Rive maudite* est à bien des égards un ouvrage éblouissant, le meilleur sans doute (en français, en tout cas) sur l'histoire de l'Australie. Hughes nous la raconte un peu à la manière d'un feuilleton, brossant parfois avec un luxe de détails le portrait des protagonistes (fussent-ils des gouverneurs ou des détenus rendus célèbres par leurs « exploits ») de cette « naissance d'une nation ». Une naissance sanglante, violente. Désespérée.

BERNARD GENÈS.

* LA RIVE MAUDITE, de Robert Hughes, traduit de l'anglais par Sabine Boulogne, Flammarion, 588 p., 159 F.

L'injustice des hommes

Le grand classique de la littérature d'Australie, la Justice des hommes, de Marcus Clarke, enfin traduit en français.

IL fallait sans doute un Anglais pour obtenir des Australiens du siècle dernier qu'ils regardent en face un passé dont ils avaient honte — autrement dit l'époque où l'Australie n'était qu'un immense bagne. Ce n'est pas le moindre mérite de Marcus Clarke d'avoir brossé, avec son roman *La Justice des hommes* un tableau saisissant des pratiques cruelles, voire perverses, qui sévissaient dans l'univers pénitentiaire du début du dix-neuvième siècle. Ce chef-d'œuvre est enfin accessible en langue française.

Rien ne semblait pourtant prédisposer Clarke à se plonger dans les ténèbres d'une époque brutale mais révolue. Né à Londres en 1846 dans une famille aisée — son père était avocat — il fit ses études secondaires dans une école de bonne tenue où il eut pour condisciple le poète Gerard Manly Hopkins. En 1863, à la mort de son père, il fut envoyé en Australie où son oncle était magistrat. Après avoir tâté de divers métiers, il se tourna vers le journalisme et mena à Melbourne une existence quelque peu bohème qui s'acheva prématurément dans la pauvreté en 1881.

Il laissait derrière lui une œuvre abondante et diverse: arti-

cles journalistiques, nouvelles, romans. Mais c'est indiscutablement à *La Justice des hommes* qu'il doit le plus clair de sa gloire littéraire. Ce gros roman, paru en feuilleton dans l'*Australian Journal* en 1870-1872 et plusieurs fois réédité par la suite est un des livres fondateurs de la littérature australienne.

L'enter du bagne

A l'époque où Clarke l'écrivait, le pays commençait à s'interroger sur son activité, et certains colons avaient le sentiment de former une nation nouvelle, distincte de la Grande-Bretagne; par-delà la communauté de langue, s'affirmaient des pratiques et des valeurs différentes, et en particulier un vif désir de justice sociale. Sur cette terre neuve qu'était l'Australie, il ne fallait pas reproduire les inégalités et les iniquités qui caractérisaient la société européenne. Ces préoccupations se retrouvent dans le roman, qui, ainsi que le titre le suggère par antiphrase, est l'histoire d'une injustice.

Le héros, Richard Devine, se laisse accuser d'un crime qu'il n'a pas commis afin de sauver l'honneur de sa mère. Il est condamné

à la déportation et envoyé en Tasmanie, où, sous le nom de Rufus Dawes, il mène une existence épouvantable, en butte à la haine de Maurice Frere, un officier qui s'acharne à détruire son corps comme son âme. Clarke ne nous épargne ni les scènes de flagellation — position habituelle des mauvais sujets — ni celles de viol, de sodomie ou même de cannibalisme.

Il y a visiblement chez lui un goût pour le sensationnel, et pourtant, même les pages les plus noires de son livre sont corroborées par les faits. Clarke avait en effet pris la précaution d'étudier les archives de Tasmanie afin que son œuvre ne s'écarterait pas de la vérité historique. Même si par sa forme elle se rattache au versant mélodramatique de la fiction victorienne, c'est une fresque puissante, qui n'est pas sans rappeler les *Misérables*. Et, en dépit de certaines invraisemblances, ce roman fameux trace un tableau tout à la fois répugnant et fascinant de l'injustice des hommes.

XAVIER PONS.

* LA JUSTICE DES HOMMES, de Marcus Clarke, traduit de l'anglais par Jean-Paul Delamotte, Presses de la Renaissance, 480 p., 110 F.

Vous écrivez? Écrivez-nous!

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresses manuscrits et CV à: La Pensée Universelle Service L.M., 4, rue Charleagne 75004 Paris. Tél.: 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



كلمة اليوم

كلمة الأولى

une littérature aux antipodes

Actualité d'un continent

Les Français connaissent mal les Australiens; peut-être même encore plus mal que les Australiens ne connaissent les Français. D'où une incompréhension, voire une ignorance, séculaire qui a conduit aux différends politiques de ces dernières années. Le conflit sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie n'est que le dernier avatar; mais Paris et Canberra s'opposent aussi à propos des essais nucléaires de Mururoa, de la politique agricole commune de la CEE. Français et Australiens ont, depuis longtemps, deux conceptions divergentes de la situation dans le Pacifique sud. Mais cela ne les empêche pas de partager un passé commun, les navigateurs français ayant joué un grand rôle dans la découverte des côtes australiennes aux XVIII^e et XIX^e siècles, et les soldats australiens étant morts nombreux sur le front de la Somme en 1914-1918.

Dans ce contexte propice à tous les clichés, vrais et moins vrais, et alors que la bibliographie en français sur le continent austral qui fête son bicentenaire demeure bien pauvre, l'Institut du Pacifique et le Comité français pour le bicentenaire de l'Australie ont pris l'initiative, bienvenue, de publier conjointement un ouvrage couvrant les différents aspects de ce pays. Quelles sont ses institutions politiques, si particulières, dans quel cadre culturel — dont l'évolution est riche et constante — vivent les Australiens, comment appréhendent son économie, mieux connue que ses ressources et ses besoins, en quoi cette enclave européenne aux antipodes ressemble-t-elle et se différencie-t-elle de son monde d'origine? Voilà des questions que l'on se pose, et auxquelles il n'existait guère de réponse synthétique.

Une pléiade d'auteurs des deux pays, universitaires, hommes politiques, fonctionnaires ou simplement experts et amis de l'Australie, ont participé à la rédaction de cet ouvrage, doublé d'une importante bibliographie. Une exploration à deux voix de la société, de l'économie et de l'environnement international dans lequel se meut l'Australie, sans oublier l'épineuse question des rapports franco-australien.

Une pléiade d'auteurs des deux pays, universitaires, hommes politiques, fonctionnaires ou simplement experts et amis de l'Australie, ont participé à la rédaction de cet ouvrage, doublé d'une importante bibliographie. Une exploration à deux voix de la société, de l'économie et de l'environnement international dans lequel se meut l'Australie, sans oublier l'épineuse question des rapports franco-australien.

Une pléiade d'auteurs des deux pays, universitaires, hommes politiques, fonctionnaires ou simplement experts et amis de l'Australie, ont participé à la rédaction de cet ouvrage, doublé d'une importante bibliographie. Une exploration à deux voix de la société, de l'économie et de l'environnement international dans lequel se meut l'Australie, sans oublier l'épineuse question des rapports franco-australien.

Une pléiade d'auteurs des deux pays, universitaires, hommes politiques, fonctionnaires ou simplement experts et amis de l'Australie, ont participé à la rédaction de cet ouvrage, doublé d'une importante bibliographie. Une exploration à deux voix de la société, de l'économie et de l'environnement international dans lequel se meut l'Australie, sans oublier l'épineuse question des rapports franco-australien.

tion a eu l'excellente idée de publier trois de ses récits. Il ne sont pas très récents (ils ont été écrits à la fin des années 60, début des années 70) mais cela n'a aucune espèce d'importance. Moorhouse demeure impayable!

Dans *Tournage d'un Australien* de l'époque, il met en scène une bande de croquignols, cinéastes amateurs, qui tentent de réaliser un sujet sur un spécimen type d'Australien, c'est-à-dire le type le plus Glenda qui soit, 100 % refoulé et ignare. Le tournage, on plutôt la tentative de tournage, s'avère un spectacle saignant (genre : *vas-y pépé*, crache-nous la vie, on te donnera vingt cinq dollars). Un humour noir, noir, que l'on retrouve dans *La Fibre paternelle* (histoire d'un personnage qui ne veut pas avoir d'enfant mais collectionne leurs mères) ou les *Lettres à Twiggy*, missives déliantes dues à la plume d'un admirateur du célèbre mannequin anglais des années 60. Un seul regret concernant ce recueil : il est trop court, vraiment trop court. On en redemande. Au secours, Frankie, reviens vite!

★ UN AUSTRALIEN GARANT D'ÉPOQUE, de Frank Moorhouse, récits traduits de l'anglais par J.-P. Delamotte, éditions La Petite Maison, (11, avenue de Latrène-de-Tassigny, 92100 Boulogne). Tél. : 46-03-01-92; 95 p., 90 F.

Une famille en déroute

Six enfants, un père qui les adore, une mère issue d'une famille aisée, une grande propriété un peu délabrée à Washington... de quoi faire une saga comme l'Amérique les aime, n'est-ce pas? Mais ce n'est pas vraiment le propos de Christina Stead, dans son gros roman *L'homme qui aimait les enfants*, paru aux États-Unis en 1940 et jugé, à l'époque, plus que dérangeant.

D'origine australienne, Christina Stead (1902-1983) s'installe en Europe dès 1928. Enseignante, psychologue, elle écrit des scénarios pour Hollywood ainsi qu'une quinzaine de romans, dont plusieurs furent distingués par de grands prix américains. C'est tout particulièrement le cas de *L'homme qui aimait les enfants*, quarante-huit ans après sa publication.

On comprend aisément que l'histoire de cette famille qui se « dégingue » — le père ne parle plus à la mère depuis des années et continue de lui faire des enfants... — ait perturbé la vision que l'Amérique voulait avoir d'elle-même à la fin de ces années 30, qui sont le cadre du roman de Christina Stead. Mais c'est justement le récit minutieux de cette « chute », avec des sur-sauts de vie, des tentatives pour retrouver un équilibre devenu impossible, qui rend si captivant ce roman-fléuve, où Christina Stead explore, avec une rigueur scientifique, un milieu dans ses moindres détails. Tout, pour elle, est important, y compris des personnages censés être secondaires et dont elle se sert avec une rare habileté.

Quant au dénouement, c'est une mort inattendue — ou au

contraire très attendue, si l'on a bien repéré les indices jalonnant le texte. Toutefois, y a-t-il vraiment une fin? Cet étonnant roman aurait pu se prolonger encore, révélant le destin des enfants de ce couple finalement banal, où le désamour est la loi. Mais qui a envie de devoir se regarder au fond du miroir? Pas les Américains de 1940 en tout cas.

Jo. S.
★ L'HOMME QUI AIMAIT LES ENFANTS, de Christina Stead, traduit de l'anglais par Françoise Brodsky, Fayard, 460 p., 130 F.

Le Chandler de Sydney

Peter Corris est le Chandler australien. Son premier personnage de privé, Cliff Hardy, a remporté un succès bien mérité. Non seulement on croit à tout ce qui lui arrive, mais il évolue dans une atmosphère australienne si évocatrice qu'on se sent au sortir de l'avion en pleine lumière estivale devant les terrasses-houses et les échappées sur la baie de Sydney. Historien de formation, Peter Corris aurait pu faire une belle carrière universitaire.

Son goût du détail vrai et son humour l'ont servi pour évoquer les différents milieux où il situe ses thrillers. Avec une dizaine de titres, il s'est imposé en douceur comme un maître du genre. Ce fut donc une joie de lui faire rencontrer François Guérif, l'été dernier à Paris, et d'apprendre que Rivages se chargerait de l'édition française. *The Empty Beach* (la Plage vide) sera le premier volume à paraître (avril, collection Rivages noir). Et vivement *Make me Rich*, *The Big Drop*, *Heroin Annie* et les autres, qu'on s'amuse un peu!

J.-P. D.

L'amoureuse du « bush »

Voici un drôle de livre. Un premier ouvrage écrit dans une sorte de transe, à même le pont du bateau qui ramenait son auteur vers la France, puis dans un petit appartement parisien. Un livre à double entrée, pénétré à la fois de notes de voyages et de reportages, et tissé de la description d'une passion amoureuse. Michèle Decoust, jeune intellectuelle élevée dans la serre de la bourgeoisie de province, poussée au sein d'un cabinet ministériel (celui de François Giroud), puis germée au cœur de la revue *Autrement*, a, un beau jour, largué les amarres pour embarquer sur un continent neuf, l'Australie. Une « terre trop grande, trop nue, à prendre ou à occuper », balafre par le tropique du Capricorne.

Amoureuse du bush, l'auteur y croise des aborigènes « brûlés au rhum fort », des couples bavarois devenus chercheurs d'opales, des cow boys « aux doigts dégoûtants de ketchup », des petites filles qui, lors de l'abattage de

bêtes, sont comme hallucinées par la tiédeur du sang, ou encore un magnat de l'amiante « aux airs de vieux crapaud ». Mais, ces notes de voyage, sans cesse traversées par les souvenirs et les réflexions de l'auteur, qui ne parvient pas toujours, d'ailleurs, à éviter les poncifs stylistiques, se doublent d'une autre aventure. Une « passion australienne », humaine, trop humaine, pour un grand gailard de marin, Craig. Celui-ci, en d'autres temps, fut surfeur de vagues et prisonnier dans une geôle d'Afrique du Sud.

Michèle Decoust l'épousera dix jours après leur première rencontre. Et l'intellectuelle deviendra matelot : elle écorchera ses doigts au pont du bateau et aux lignes de pêche, et ses sentiments aux rouleaux envahissants de la mer, le véritable amour de Craig. Écrite avec passion et pudeur, cette seconde partie de *L'inversion des saisons* est la plus réussie, parce que plus frémissante, plus personnelle. L'aventure laissera l'auteur pantelante et ravivée. Car cette lutte avec une infatigable rivale a, finalement, appris à Michèle Decoust ce qu'elle veut vivre : la passion, comme la mer, toujours recommencée.

YVES-MARIE LABÉ.
★ L'INVERSION DES SAISONS, une passion australienne, de Michèle Decoust, Laffont, 304 p., 90 F.

Paul Wenz un Franco-Australien

Il fut l'ami de André Gide, celui de Jack London aussi (il traduisit notamment *Amour de la vie*). Il s'appelait Paul Wenz. La plupart de ses romans sont aujourd'hui introuvables (à l'exception de *L'échard*, réédité en 1986 aux éditions La Petite Maison). Né à Reims en 1869, Wenz fut un grand voyageur. Sa terre d'élection : l'Australie, pays qu'il évoquera dans des récits comme *L'homme du soleil couchant* ou ses *Contes australiens*. Une terre où il choisira de vivre dès le début du siècle et qui sera son tombeau en 1939.

Dans sa série « A la recherche d'un écrivain perdu », les éditions du Lérot Réveur nous proposent de découvrir quelques textes de ce pionnier hors du commun. Wenz a le goût des légendes, des récits extraordinaires (ainsi l'histoire de *Joe le solitaire*, chercheur d'or qui meurt emporté par les flots tandis que son cheval reste planté dans la vase : on découvrira son squelette plusieurs mois après). C'est l'Australie sauvage, celle des grands espaces et des coins perdus que nous donne à découvrir Wenz, un peu à la manière d'un London. De très beaux récits.

B. G.
★ PAUL WENZ, FRANÇAIS ET AUSTRALIEN, textes choisis et présentés par J.-P. Delamotte, le Lérot Réveur n° 46, 45 F., éditions du Lérot (Tassin, 16140 Aigue).



De haut en bas : Helen Garner et Christina Stead, Robert Hughes et Marcus Clarke

Helen Garner ou le temps des illusions

ON comprend que Jean-Jacques Portail n'ait pas traduit le titre original de ce roman. Il évoque à la fois l'accoutumance du couple et l'émprise de la drogue; les efforts que l'on fait pour se libérer comme l'enlèvement progressif, en soi-même ou en autrui. Dans le vocabulaire de la lutte, c'est le nom d'une prise; où les deux adversaires se tiennent au poignet et s'accrochent de plus en plus l'un à l'autre en voulant se libérer.

Ainsi, Nora, cette jeune femme qui vit avec sa petite fille, entourée d'amis plus ou moins proches, et Javo, le bon à rien trop doué, les deux géant qui se détruit et dont elle est de plus en plus amoureuse, se placent, se perdent, se retrouvent, s'abandonnent et se rejoignent avant une ultime séparation. Ce qui compte, ce qui fait de ce livre à lui seul un grand moment de la littérature australienne, c'est la justesse des sentiments évoqués mais aussi celle du cadre, Carlton, et de l'époque, aux alentours de 1975.

Carlton, c'est un coin de Melbourne, tout près de l'université, de ses pelouses et de ses grands arbres. Quantités de maisons individuelles, parfois minuscules, parfois mal entretenues, mais le plus souvent charmantes, avec leurs balustrades de fonte peintes en blanc dans l'envahissement des feuillages, abritées (sans doute est-ce encore vrai) un mélange unique en son genre d'intellectuels, de chômeurs, de marginaux, d'esprits indépendants.

1975 a été le temps des illusions (est-ce encore vrai?), celui où on se librait, dans cette société victorienne et cet État du Victoria, de maintes

contraintes — pour en recréer d'autres; celui où il suffisait de très peu d'argent pour vivre en comptant pas mal sur les copains. La marijuana se cachait à peine derrière les azalées ou les rhododendrons, dans les collines de l'arrière-pays.

Cette atmosphère, Helen Garner l'évoque, la ressuscite avec beaucoup de justesse. Mais sa grande réussite est tout autant d'avoir rendu sensible, sans avoir l'air d'y toucher, à sa manière, la rencontre de deux impulsions incompatibles : celle qui porte à aimer, celle qui mène à détruire, à se détruire.

Monkey Grip est certainement l'une des œuvres les plus marquantes et les plus attachantes de la littérature non seulement australienne, mais de langue anglaise, publiées depuis dix ans. Sa perle en langue française aurait dû, logiquement, être considérée comme un événement. Sans tapage, le talent n'a que plus de prix.

J.-P. D.

★ MONKEY GRIP, de Helen Garner, traduit de l'anglais par Jean-Jacques Portail, Des Femmes, 362 p., 110 F.

— Signalons aussi *Bec et Oufes*, le deuxième roman de Gabrielle Lord (née à Sydney en 1946), qui vient d'être publié chez Gallimard (traduit par Mireille Akar). Un singulier destin de femme, qui, avec l'homme qu'elle aime, se retire dans une propriété isolée, aux portes du désert. Après la mort de son mari, elle reste seule. Se sentant épiée la nuit, elle découvre qu'elle est menacée et décide de résister. Une figure de femme étonnante pour une sorte de western australien, rocambolesque mais et bien écrit (240 p., 94 F.).

Moorhouse le kangourou

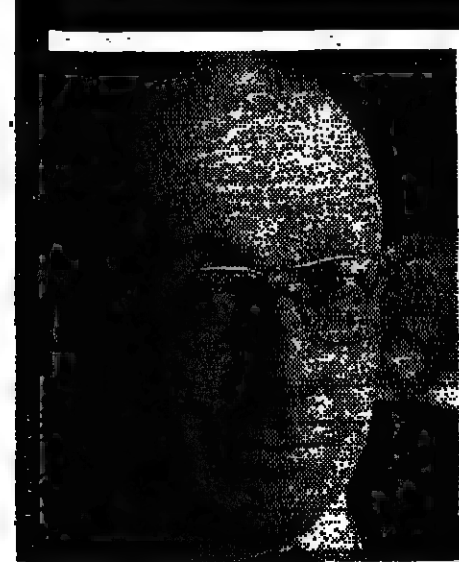
Frank Moorhouse est le plus kangourou des romanciers australiens. Comprennez : le plus tapageur, le plus insolent, le plus cynique. Il y a trois ans, les presses de la Renaissance avaient publié en français *Coca Cola Kid*, roman « discontinu » où toute la verve et le mordant de l'écrivain éclataient. Depuis, plus rien. Il nous manquait, ce cher Frankie (lisez *Coca Cola Kid*, vous comprendrez). Une petite maison d'édi-

★ AUSTRALIE 88, BICENTENAIRE OU NAISSANCE, présenté par Georges Ordonnaud et Alain Sérilly, avec des préfaces de Gough Whitlam, ancien premier ministre australien, et d'André Girard, ministre français de la défense, Ed. France-Empire, 464 p., 180 F.

Le début d'un bel été

Vous avez été emporté par un conteur, qui côtoie l'indolence, le si limpide merveilleux enfantin. Pierre-Jean Rémy/Le Point

Brendoline, petit personnage savoureux, nerveux, cocasse... François Nourissier/Le Figaro Magazine



JACQUES DUQUESNE

Au début d'un bel été

Vous avez été emporté par un conteur, qui côtoie l'indolence, le si limpide merveilleux enfantin. Pierre-Jean Rémy/Le Point

Brendoline, petit personnage savoureux, nerveux, cocasse... François Nourissier/Le Figaro Magazine

ROMAN

WICKER ROUAC
PIC
"Un portrait saisissant du milieu noir" américain des années quarante.
ROMAN
COLLECTION MIROIR DE LA TERRE
ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE

e d'une nation

australien et historien d'art, le baryton.

Il faut se rappeler que l'histoire de l'art australien est une histoire de découvertes. C'est une histoire de chercheurs qui ont exploré les territoires inconnus de l'art aborigène, de l'art des immigrants, de l'art des artistes australiens. C'est une histoire de passionnés qui ont voulu comprendre l'art comme une expression de la culture, de la société, de l'histoire. C'est une histoire de chercheurs qui ont exploré les territoires inconnus de l'art aborigène, de l'art des immigrants, de l'art des artistes australiens. C'est une histoire de passionnés qui ont voulu comprendre l'art comme une expression de la culture, de la société, de l'histoire.

des hommes

de la littérature d'Australie, de Marcus Clarke, enfin traduit en français.

Il faut se rappeler que l'histoire de l'art australien est une histoire de découvertes. C'est une histoire de chercheurs qui ont exploré les territoires inconnus de l'art aborigène, de l'art des immigrants, de l'art des artistes australiens. C'est une histoire de passionnés qui ont voulu comprendre l'art comme une expression de la culture, de la société, de l'histoire. C'est une histoire de chercheurs qui ont exploré les territoires inconnus de l'art aborigène, de l'art des immigrants, de l'art des artistes australiens. C'est une histoire de passionnés qui ont voulu comprendre l'art comme une expression de la culture, de la société, de l'histoire.

Le début d'un bel été

Il faut se rappeler que l'histoire de l'art australien est une histoire de découvertes. C'est une histoire de chercheurs qui ont exploré les territoires inconnus de l'art aborigène, de l'art des immigrants, de l'art des artistes australiens. C'est une histoire de passionnés qui ont voulu comprendre l'art comme une expression de la culture, de la société, de l'histoire. C'est une histoire de chercheurs qui ont exploré les territoires inconnus de l'art aborigène, de l'art des immigrants, de l'art des artistes australiens. C'est une histoire de passionnés qui ont voulu comprendre l'art comme une expression de la culture, de la société, de l'histoire.

LA PENSÉE UNIVERSELLE

poètes du temps présent

- José VINEL
« ARBRE »
178 pages, 64,20 F.T.T.C.
- Jean-Christophe MALVOISIN
« L'AMOUR POÈTE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- André CHABROL
« BOUQUET DU PASSÉ »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Don Grimaldo FILIPPI
« LE COURS DE LA VIE »
112 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Bas COURBOULE
« 50 ÉTATS ET MOI »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Gianni SARDONE
« LES CINQ AUTOMNES »
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- RICHARD RAMBIE
« CONTRE-JOURS »
112 pages, 53,50 F.T.T.C.
- José GARCIA-MANCERA
« CHANSONS D'ALAMÉDA »
96 pages, 50,30 F.T.T.C.
- CHRISTALS
« DES JOURS ENTIERS, AYANT SOUFFERT, ICI ÉCRITS, POURQUOI LE TAIRE ? »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Rachid ZIZI
« DÉSIRS »
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Patricia ROUSSEAU
« FRAGMENT DE VIE »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Gabriel GUIONNET
« FENÊTRE ENTROUVERTE SUR LE PASSÉ »
56 pages, 40,70 F.T.T.C.
- WENDY
« IDYLLE »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Marie-Josée MARCHISSET
« JOURNAL D'UNE FEMME »
56 pages, 40,70 F.T.T.C.
- ANSELME
« MIRAGES »
144 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Michel RIGOLT
« LES MESSALGIES »
112 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Nicole CLAUDE
« LE MARET SAUVAGE »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Alfred MAYOLLE
« MOMENTS PERDUS »
208 pages, 74,50 F.T.T.C.
- Stéphane BRET
« MORALES EN FAMINE »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Véronique FERNANDEZ
« LES MURS DE LA VIE »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Stéphanie BERTACHE
« MA PASSION »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Stéphane GARRIGUE LECA
« NUANCES CÉLESTES »
144 pages, 61 F.T.T.C.
- Maria-Laura MOREAUX
« OMBRE ET LUMIÈRE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Philippe COLMANT
« ŒILLETS DE POÈTE »
128 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Frédérique GIANOLLA
« POÉSIE, LIBERTÉ »
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Roger BERMOND
« POÉSIE FRACASSANTE »
128 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Jean-Pascal BARATI
« PRISON DE VERS »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Fatima OURAGHI
« LA SYMPHONIE INACHEVÉE »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Patrice ROBARDET
« TOUTES CES MINUTES, TOUTES CES HEURES »
160 pages, 64,20 F.T.T.C.
- Georges PUSSON
« TARDIVES AMOURS »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Marianne NOBILI
« UNE ÎLE ET DES RÊVES »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Gilles GUÉRIN
« UN JOUR PEUT-ÊTRE »
96 pages, 47,10 F.T.T.C.

romans, contes
et nouvelles

- Hadjira HAMLET
« LES ANNÉES ET MOI »
Pour un être avec un monde de douleur et de tristesse.
48 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Josée HAUGENRE
« A L'AUBE D'UNE AUTRE VIE »
Raconter depuis son enfance, ses déceptions.
64 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Arnick LELU
« BONHOMME DE NEIGE EN AFRIQUE »
On peut dire de glace et rechercher le chaleur.
64 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Elian ROSAMIEF
« C'EST L'ARC-EN-CIEL DE TON CŒUR »
Une histoire d'homme qui cherche à trouver la joie des adultes.
272 pages, 150,90 F.T.T.C.
- M. M'Hammed OUAZFI
« COUPABLE ET INNOCENT »
Prison ou hôpital psychiatrique ?
96 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Pierre-Laurent ELLENBERGER
« 50 PETITS ÉCRITS SUR L'EXISTENCE DE GARGAMUCHE ET CORDAMOINE »
Un roman-décalogue en cinquante chapitres.
64 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Claudio GUINET-KLOPFENSTEIN
« CONTES POUR PASSER LE TEMPS »
... et pour réfléchir sur notre temps.
80 pages, 46 F.T.T.C.
- Clo MONTISA
« LE CONTE OU LE GUIDE DES MILLE ET UNE FEMME »
... une multitude de nouvelles nouvelles contradictoires.
80 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Jean DELSIC
« CROISIÈRE POUR GRAND-MÈRE... »
Le difficile passage de l'été de mère à celui de grand-mère.
160 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Nik SOUVÉRAIN
« LES CHEVEUX ROUGES »
Une bourgeoisie flamande en racine.
240 pages, 85,60 F.T.T.C.
- Miroille BEMONT
« LA DOUCE TORPEUR DES AMES »
Un accident de jeunesse dévot.
160 pages, 71,70 F.T.T.C.
- Tante MICHELLE
« DES GOUTS ET DES COULEURS »
A la campagne, toute une école en plein-né.
64 pages, 39,60 F.T.T.C.
- René-Louis POUVREAU
« LE DESTIN DE MARLENE ET ROBERT »
Jeunes, beaux, riches, érudits, ils se sont transformés en vieillards.
256 pages, 96,70 F.T.T.C.
- Michèle BORSIA
« DESTINS TRAGIQUES » SUIVI DE
« POUR L'AMOUR DE CATHY »
Deux histoires d'amour, pour rêver.
96 pages, 47,10 F.T.T.C.
- D. VILLARNESE
« EN SUIVANT L'ÉTOILE DE GWLADYS »
Une grande déception matrimoniale.
416 pages, 185,20 F.T.T.C.
- Danièle DEPOSSE
« ÉTRANGES CRÉATURES »
Un univers fantastique peuplé d'humanoïdes bleus.
48 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Jean-Paul BLANC
« FOCUS »
Comment résumer passé et futur dans un présent universel, logique et ordonné.
256 pages, 99,50 F.T.T.C.
- René SAINT-MICHEL
« FRONTIÈRES DE BRUMES »
Au-delà, on se rencontre pour peur et haine.
192 pages, 70,60 F.T.T.C.
- Sylviane GUILLOT
« LE FRÈRE VENU DU PASSÉ »
Un être fait de la même chair et du même sang, mais issu d'un autre monde.
224 pages, 96,30 F.T.T.C.
- Juliette LE SAUZE
« LA FORCE DE VIVRE »
Les joies et les peines des hommes qui construisent la guerre.
288 pages, 107 F.T.T.C.
- Lucie FAYRE
« LA GUERRE DES PROFS »
L'absence totale des enseignants, jugé par leurs élèves.
128 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Alexandra BARIOL
« HYPATIE, LA LIONNE DE L'APOCALYPSE »
Les dernières heures du paganisme face au christianisme.
256 pages, 95,60 F.T.T.C.
- Nelly VORUZ
« L'INCENDIAIRE »
Dans un village de montagne, seule sa pyromanie.
176 pages, 66,50 F.T.T.C.
- Philippe BONNARD
« LA PLUME D'ARLEQUIN »
L'amour et l'oubli se mêlent dans un monde où l'on ne peut pas être soi-même.
128 pages, 53,50 F.T.T.C.

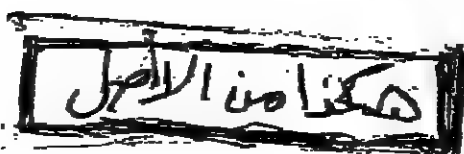
- Raymond MAROCCO
« MON SOUVENIR A LA FRANGINE »
A Marseille : un souvenir, cinq romans.
176 pages, 65,60 F.T.T.C.
- Frédéric MERMET
« LE MAL D'ÊTRE »
Préface d'un passé trop lourd, souvenir malgré lui.
160 pages, 59,90 F.T.T.C.
- Aleix ALBERT
« NI DAMIEN, NI JOSHUA »
Si la découverte de la religion du platonisme.
160 pages, 62,10 F.T.T.C.
- Jean DE BIZE
« NE TOUCHEZ PAS A L'HORLOGE »
Intégrité de l'homme dans la plus pure tradition de « détachement ».
224 pages, 91,00 F.T.T.C.
- Jean-Paul BLANC
« L'ŒIL DU CHEVALIER NOIR »
S'inspire du cœur vibrant de l'histoire.
256 pages, 96,30 F.T.T.C.
- Tierry BASSLER
« PETIT ANNUAIRE DES OUBLIÉS »
Une histoire d'homme et de ses multiples facettes.
288 pages, 98,50 F.T.T.C.
- Georges DIORIO
« LE PIÈGE »
Traité de la mort.
128 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Marie-Josée TERRIOLI
« RÉCIDIVISTE »
Pour récrire tous les livres et retrouver la nôtre.
320 pages, 133,80 F.T.T.C.
- Lionel BAUMANN
« SOUFFLE VITAL »
Un roman où prédominent l'amour de la vie et la vie elle-même.
96 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Jean SIMON
« LE TAPIN »
De l'histoire à la légende, l'histoire d'une prophète.
224 pages, 79,20 F.T.T.C.
- Christiane DEMARTIN
« TOUCHE PAS A MA MOTO »
Épique de plaisir. Une aventure à cœur d'honneur.
64 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Chantal et Antonin RAINOUARD
« UN MEURTRE INUTILE »
Une folle aventure aux Antilles.
240 pages, 96,30 F.T.T.C.
- André-Jean BONELLI
« UN PONT D'ÉTABLE »
Voyage humoristique et poétique à travers la fantaisie.
272 pages, 96,70 F.T.T.C.
- Didier CHAUVET
« ZINA MA PERLE NOIRE »
... en un amour fou dans le port de Hambourg.
80 pages, 45,00 F.T.T.C.

— récits - souvenirs —

- Marie-Luce THERANT
« APRÈS L'ORAGE »
... la nuit et le bonheur pour l'homme.
212 pages, 79,20 F.T.T.C.
- Victor GENSON
« CE MERVEILLEUX QUI NE DOIT PAS MOURIR »
Après la nuit et le bonheur pour l'homme.
256 pages, 96,70 F.T.T.C.
- Jean DELBOS
« LES DENTS DE LA CHANCE »
... une histoire, qu'on ne peut pas la voir ?
128 pages, 54,60 F.T.T.C.
- Abel Gabry FABI
« GUERRE OU PAIX, UN OUVRIER VOUS PARLE »
Pour révéler toutes les conditions.
188 pages, 71,70 F.T.T.C.
- Antonio BARJA
« POURQUOI TOUT ÇA, MAMAN ? »
L'histoire d'un homme par ses enfants.
224 pages, 96,30 F.T.T.C.
- René DENAT
« LE PILOTE DU DIABLE »
... ou un aventurier des temps modernes.
208 pages, 78,10 F.T.T.C.
- Pierre PAULIN
« SUR LE NIGER »
De 1893 à 1906 : nos souvenirs nos compagnons.
64 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Nicole BRUYAT
« TOI, MA VIE »
Nigama à l'opéra et à l'amour.
80 pages, 40,00 F.T.T.C.
- Daniel MOREAU
« VOLONTAIRE BESSIF »
Tome I : Le Journal d'un Méformateur.
320 pages, 109,10 F.T.T.C.

essais

- Pierre TROUSSEL
« L'OPUSCULE DU PÉCULE MONDIAL »
Des solutions pour tenter de sortir de la crise mondiale.
32 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Maxime PENA-ROCHE
« LE RÉEL ET LE POSSIBLE »
A la recherche d'une éthique de la vie.
272 pages, 236,50 F.T.T.C.
- Marie-Louise BARCS-MASSON
« LE VÉRITABLE INFINI »
Un regard poétique pour une réflexion ardue.
96 pages, 47,10 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4^e. TÉL. : 48-87-08-21Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 48-87-08-21

LE MINITEL A DROIT DE CITÉ

16 MAIRES A L'ECRAN



Jacques Auxiette
Maire de La Roche-sur-Yon
36.14 TELRY



Dominique Baudis
Maire de Toulouse
36.14 CAPITOU



Jean Bousquet
Maire de Nîmes
36.15 NIMES



Michel Chauty
Maire de Nantes
36.14 TELEM



Edith Cresson
Maire de Châtelleraut
36.14 ACTI



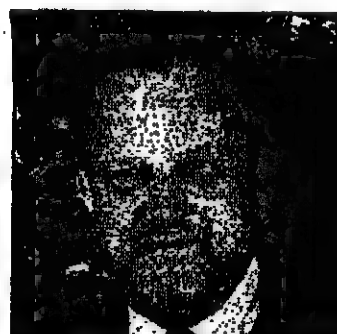
François Dubanchet
Maire de Saint-Etienne
36.15 LOIRE



Georges Gorse
Maire de Boulogne-Billancourt
36.14 B.B.



Henri Grenet
Maire de Bayonne
36.14 BAYONNE



Charles Hernu
Maire de Villeurbanne
36.15 VIVA 3



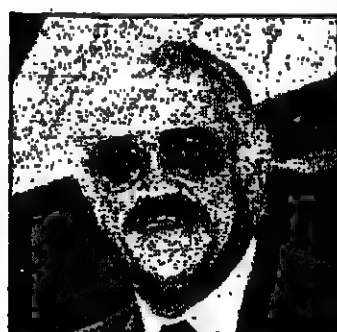
Edmond Hervé
Maire de Rennes
36.15 TOM



Lucien Mayadoux
Maire de Torcy
36.14 ASPA



Jean Monnier
Maire d'Angers
36.15 ANGERS



Jacques Médecin
Maire de Nice
36.14 NICE



Claude Pernes
Maire de Rosny-sous-Bois
36.15 RSB



Jean-Marie Rauach
Maire de Metz
36.15 METZ 2000



Robert Schwint
Maire de Besançon
36.15 BISONTEL

JOURNÉES D'ÉTUDE SUR LA TÉLÉMATIQUE MUNICIPALE - BESANÇON 2/3 MARS 1988



LD

B
Besançon, une Ville Capitale

ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE - TÉL.: (1) 45.48.14.16.

POUR EN SAVOIR PLUS: TAPEZ 36.15 BISONTEL

FRANCE
TELECOM



Culture

CINÉMA

Le 38^e Festival international du film à Berlin

Le bonheur vient de Varda

Un nombre incalculable de films ont été présentés à Berlin. La plus haute récompense, l'Ours d'or, a été attribuée à Sorgho rouge du réalisateur chinois Zhang Yimou. Mais l'esprit télé semble hanter les cinéastes. Heureusement, il y a eu Varda-Birkin.

Le 38^e Festival international du film à Berlin s'est achevé dans la grisaille résignée du ciel d'hiver (le Monde du jeudi 25 février). Le dais de lampions scintille pauvrement au fronton du Zoo Palast, vaste cinéma multisalles - dont une grande à écran courbe, où ont lieu les séances de la compétition, et qui, plus chanceux que le Palais de la Croisette, a été classé.

L'ambiance est calme et la compétition se souleve guère de passions, en tout cas pendant les derniers jours, bien que - choix ou hasard - le terrorisme - à l'écran - soit omniprésent. Mais un terrorisme en quelque sorte sans ambiguïté ni contradictions. Juste de la thèse et des états d'âme.

On ne se sent pas vraiment impliqués dans les abstractions de Wajda à propos de Dostoevski et des Poussins ni dans les malheurs de Maman Krol et ses fils, de Janusz Zaorski, tout aussi perdus dans les symboles que son compatriote. Il s'agit d'une veuve pauvre avec quatre fils - en référence et en opposition à Elisabeth de Habsbourg qui était polonoise et dont les fils sont devenus rois. Le destin de Maman Krol se confond avec celui de la Pologne et du communisme : misère, clandestinité, délations ; un fils devient plus ou moins bouillonnant, l'autre meurt en prison à cause de sa fidélité à l'esprit du parti. Le film, en noir et blanc, juxtapose terrains vagues, paysages désolés, portraits sordides. Magda Teresa Wojcik, Maman Krol, joue sans complexe le mélo, et dans les moments de détente arbore le sourire près des larmes avec lequel Maria Schell en son temps a fait pleurer la terre entière.

Idées simples

Les deux Polonais ont reçu un accueil relativement poli. Les *Félons*, du Yougoslave Franci Slik, a carrément vidé la salle. Il faut dire que dans cette histoire d'un didactisme pesant qui se passe en 1948 à Trieste, où les communistes se font rééduquer sous Tito, on ne voit pas très bien où l'on va. Quand même, à la fin, le héros, un Slovéne qui copine avec des communistes italiens et dévalise des banques en compagnie d'un jeune dandy décadent et de sa maîtresse, s'évade de prison dans le champs de maïs. Il ira vers la liberté grâce à un garçonnet qui lui donne le costume et le revolver de son frère, tué à la guerre.

Mais, avant, on aura assisté aux brimades sadiques qu'il subit de la part des rééducateurs, de méche avec les matons. Il s'en sortira donc puisqu'il s'agit d'une fable, alors que Steve Biko, leader noir de la lutte contre l'apartheid, meurt à la suite de brutalités policières, comme le raconte Richard Attenborough dans *Cry Freedom*. Le film est exactement tel que l'on peut s'y attendre : du grand spectacle froid sur des idées généreuses et simples. Les Noirs ont de beaux visages farouches, ils sont dignes, courageux avec humour. Les Blancs sont bêtes, marqués par l'égotisme et la stupidité. Ils viennent soigneusement avant de tirer dans



Jane Birkin

le dos d'un gamin noir qui s'enfuit. Bref, des monstres, à l'exception de Donald Woods (Kevin Kline), journaliste calme et obstiné, qui prend la défense de Steve Biko (Denzel Washington). A la suite de quoi il doit s'enfuir à Londres avec sa femme, ses enfants, grâce à un diplomate noir qui affirme que « les amis de Biko sont ses amis ».

Ici, tout le monde est contre l'apartheid, et les spectateurs - jeunes - s'expriment sans retenue. L'accueil du film a été vibrant. A chaque victoire des bons, à chaque ruse, à chaque mot d'esprit de Biko, les rires et les applaudissements fusent - sans doute le seul appel de Denzel Washington n'y est pas pour rien. Au fond, ce n'est pas différent de *Rambo*, mais ça donne bonne conscience. Et aussi quelque amertume, car si dans la réalité diplomatique et politique les problèmes étaient aussi nets, ils seraient résolus, et de tels films n'existeraient pas.

A quelques exceptions près, la compétition semble avoir été choisie pour servir de prologue aux « Dossiers de l'écran », y compris *Nous* (« cinglés »), théâtre filmé officieusement par Marina Rita, Barbara Streisand, prostituée mal embouchée, et qui par inadvertance a tué un client, refuse l'excuse de la folie et lutte pour faire reconnaître sa responsabilité. Elle séduit son avocat Richard Dreyfus, se réconcilie en pleurant avec sa mère Maureen Stapleton, et cabotine à décourager Morry Stroop dans la course aux Oscars.

Cher lui fait concurrence dans *Eclair de la lune - Moonstruck*, de Norman Jewison, le *Songe d'une nuit d'été* chez les Italiens de Brooklyn, une gentille comédie féérique qui détonne - ce n'est pas un reproche - au milieu de cette compétition. Si seulement le héros masculin, Nicolas Cage, était moins emporté !

De toute façon, la palme des plus mauvais acteurs, et c'est rare chez les Anglais, revient à la distribution tout entière de *Little Dorrit*, de Christine Edzards, d'après Dickens, le genre de film qui réduit le taux de chômage chez les acteurs. Il dure six heures (pour ceux qui résistent). La figuration est abondante, figée devant des caméras paresseuses, dans des décors style Buttes-Chaumont de luxe. Pas une veuille ne manque aux coupures des gentilemens, pas un reflet sur les théâtres en argent, pas une tache sur les redingotes des pauvres. Tout au moins dans la première partie, montrée à travers le regard d'un quadragénaire lassé. La seconde, par là, l'est par les yeux innocents de la petite Dorrit.

Il y a eu également *Jarrapellejos*, farce tragique d'Antonio

Jannuzzi Riccio, sur fond de corruption, de viol, de meurtre. Alors, ce fut le bonheur quand sont arrivés les deux films d'Agnès Varda : *Jane B.* portrait de Jane Birkin, et surtout *Kung Fu Master*, d'après une idée de la même Jane, sortie de *Diabolo au corps*, la passion d'une femme pour un adolescent, un enfant de quatorze ans, Mathieu Demy, le fils d'Agnès Varda.

En conférence de presse, il est apparu que Jane aurait aimé tourner des scènes torrides, mais qu'Agnes Varda voulait au gain. Pas important. Tout se passe sur le visage volontairement vieillissant de Jane, dans ses rapports avec Charlotte Gainsbourg et avec la petite Lea Dolan, tout passe dans ses gestes, et dans le regard voyou du gamin. Enfin, un vrai adolescent, simulé, adulte et peñil, à l'intelligence étonnante, et sauf pourtant, et déjà macho cynique, et qui se sait pas encore souffrir. On repartira de ces films. Ils ont vu parmi tant d'autres fait ressortir une qualité essentielle : ils ont des arrière-plans et ils font rêver.

On a parfois l'impression que les cinéastes, même s'ils ne sont pas produits par une chaîne, ont pris l'habitude de penser télévision. Ils portent tout en surface. Tout est dit, montré dans des images soignées au point d'en devenir une imagerie qui s'attarde sur elle-même et ne laisse pas de souvenirs.

COLETTE GODARD.

« Le Testament d'un poète juif assassiné » de Frank Cassenti

Le poète et la tyrannie



Michel Jonasz

Frank Cassenti vient d'adapter pour l'écran le Testament d'un poète juif assassiné, d'Elie Wiesel, un livre difficile que le metteur en scène a simplifié, mais l'essentiel demeure.

Une nuit lourde, argotissante, plaise sur la ville. Des hommes en imperméable - des policiers - descendent d'une voiture, se précipitent dans l'escalier d'un immeuble. Un homme, réveillé, se lève dans son appartement, surpris de sa femme terrorisée au bord du lit défilé, et de son petit garçon. L'homme est étonné, après quelques mots d'adieu. Cela pourrait être arrivé en Allemagne nazie. Mais cette arrestation d'un poète juif, Paltiel Kossow (le rôle est tenu par Michel Jonasz), a lieu en 1951, dans une ville d'URSS : Staline a décidé des « purges » dans les milieux intellectuels. Toutes les images de l'oppression en régime totalitaire se rassemblent. Le début du film est fondoyant.

Le Testament d'un poète juif assassiné, d'Elie Wiesel, est un livre fort difficile à adapter. Le scénario de Frank Cassenti et Annie Mercier l'a, forcément, simplifié. L'essentiel demeure : le témoignage que Paltiel Kossow transmet à Grisha, son fils, pour qu'il sache quel homme il était, ce qui lui est arrivé. Pour que rien ne

soit oublié. Grisha a grandi. C'est presque un adolescent (Vincent David). Il est muet. On saura qu'il s'est coupé la langue pour ne pas avoir à répondre aux questions sur son père. Un vieil homme, Zupanov (Erlend Josephson), le prend par la main et le conduit sur les lieux, maintenant vides, abandonnés, où Paltiel fut emprisonné et interrogé par le juge chargé d'instruire son procès (Wojtek Psoniak). Zupanov était le greffier du juge. Tous deux savent que le procès était truqué. Le juge posait des questions de routine. Et il encourageait Paltiel Kossow à se raconter par écrit.

En évoquant les scènes auxquelles il a assisté, Zupanov sort du silence que lui imposait la terreur stalinienne. En même temps, il fait surgir la mémoire du poète. Car il avait recueilli les feuillets de ce qui est devenu son testament.

Le film est construit sur deux retours en arrière (le point de vue de Zupanov, le récit de Paltiel Kossow) imbriqués l'un dans l'autre, ce qui correspond à la narration éclatée de l'œuvre. Du côté du bureau où se joue la comédie des interrogatoires décollent les moments d'une vie placée sous le signe de la haine antisémite, de l'exil, de l'espoir révolutionnaire, de la lutte politique, de la création poétique, de la guerre, et de la répression au pays natal même : Paltiel, qui, enfant de cinq ans, avait connu les pogroms, avec sa famille, dans le quartier juif de sa ville russe, y revient, adulte, mûri par les épreuves, pour trouver les traces horribles de l'occupation allemande pour être victime ensuite du stalinisme.

De cet itinéraire, la mise en scène rend compte par des séquences qui ont, toutes, une forte charge émotionnelle et sont relayées, de temps à autre, par les interventions de Zupanov. C'est très « classique » au fond et, surtout, très efficace. Frank Cassenti a renoncé à la distanciation brechtienne et à la pratique marxiste du cinéma, à elles avaient assez bien réussi à *L'Affiche rouge* (1976), film sur la résistance du groupe Maoïste en France occupée, avait mené à la catastrophe la version de la *Chanson de Roland* (1977). La reconstruction des milieux traversés (dont Berlin, ville fiévreuse à l'aube du nazisme, avec ses intellectuels tourmentés, impuissants), est vraisemblable dans sa stylisation.

Mais la véritable dimension spirituelle - celle d'un destin individuel lié à une communauté qu'on s'efforçait de détruire - vient de l'interprétation de Michel Jonasz. On l'a déjà vu au cinéma. Il tient, ici, son premier grand rôle. Un rôle vraiment ? Une incarnation plutôt. Michel Jonasz est habité par Paltiel Kossow, et cela se voit dès la première scène où il est arrêté sous le regard d'Anne Wiazemski, l'épouse terrassée par l'étonnement, la peur. Il est le poète juif et son âme, le témoin des tyrannies et des luttes pour la survie et la dignité de son peuple. Il est humain, vivant, tragique parfois. Il est une conscience faite homme, qu'une balle tirée au hasard au fond d'une geôle stalinienne n'a pas vraiment abattu.

En même temps que le jeune Vincent David aux yeux grands ouverts, à l'oreille tendue vers le passé, nous découvrons en Michel Jonasz la vérité de Paltiel Kossow : une vérité dont le choc retentit sur le personnage de Wojtek Psoniak et surtout sur celui - très étonnant - d'Erlend Josephson.

Mémoire, vérité : le flambeau qui aurait pu être éteint ne s'éteindra pas. Grisha gardera, communiquera les preuves écrites, les preuves morales. L'URSS est en pleine déstalinisation lorsque Zupanov se confie à lui. On est en train de démolir la prison pour faire table rase. Mais de ce décor de la tyrannie, abattu pour qu'on oublie, jaillit la lumière.

JACQUES SICLER.

« Suspect » de Peter Yates

En ces temps où le cinéma américain assiste, à tout propos, des leçons morales, on accueille avec plaisir ce film de pur suspense, au scénario remarquablement construit, où la mise en scène crée une tension dramatique et psychologique, qui ne se relâche pas une minute. Une grande partie de l'action se passe dans le palais de justice et la salle du procès, mais Peter Yates nous montre aussi les aspects soigneusement cachés de Washington : les clochards et les indigents repoussés dans des sortes de ghettos, quelques magouilles politiques, les dessous de la justice.

L'assistante d'un juge de la Cour suprême de Washington est assassinée dans un parking au bord du Potomac. La police arrête un vagabond, Carl Wayne Anderson (Liam Neeson), sur lequel on a trouvé les papiers de la morte et un couteau ensanglanté. L'homme, un ancien du Vietnam, devenu sourd et muet, une épave, est défendu par Kathleen Riley (Cher), avocate désignée d'office. D'abord persuadée qu'il s'agit d'un travail de routine, Kathleen, qui a réussi à communiquer avec son client, croit à son innocence, et cherche à le prouver. Eddie Sanger (Dennis Quaid), conseiller politique intrigant dans les couloirs du Sénat, est nommé juré au procès. Intéressé par l'avocate - car c'est aussi un séducteur - il va l'aider en employant, d'ailleurs, des moyens illégaux.

Cher compose avec un réalisme de bon aloi et beaucoup de subtilité son personnage d'avocate ingénue, mais en danger par sa quête de la vérité. Dennis Quaid joue avec un plaisir cynisme et un sourire enjoué l'homme des compromissions, lancé dans une aventure pour la bonne cause. Liam Neeson est étonnant en être perdu, sale, hirsute, remontant peu à peu de l'abîme, retrouvant sa dignité. Tous les rôles sont bien tenus. Et le spectateur participe...

J. S.

« La Passerelle » de Jean-Claude Sussfeld

A la suite d'un incident stupide, Jean Nevers (Pierre Arditi), propriétaire d'un immeuble bourgeois, se retrouve nu sur son palier. Pour rentrer par la fenêtre de sa salle de bains, il emprunte une passerelle de côté. Antoine (Guillaume Souche), le petit garçon de la jolte voisine, y joue. Il ne reconnaît pas Jean, prend peur, tombe dans la cour, marque de sa sueur, est transporté à l'hôpital dans le coma. Accablé, Jean se tait, mais propose avec insistance son aide à la mère éplorée, Cora (Méthilde May), qui conçoit des soupçons.

Voyeurisme de la fenêtre sur cour d'où l'homme épie la femme qu'il désire, drame du doute qui conduit à tordre un piège, suspens en attendant le réveil de l'enfant : le film longue souvent du côté d'*Hitchcock*. Il est très « français » par son goût appliqué de la psychologie, du conflit amoureux, de la définition sociale. Entre un bon point de départ et un bon point d'arrivée, le scénario est un peu mince. Alors, la réalisation s'efforce de meubler les temps morts et s'appuie sur les interprètes. Arditi retrouve enfin un rôle qui lui convient, fait oublier quelques mauvais souvenirs. Méthilde May est une vraie comédienne au charisme farouche, l'enfant a beaucoup de naturel. Coup de cœur pour Jany Holt en vieille dame singulièrement vivace.

J. S.

COULISSES

Films nordiques à Rouen

Un nouveau festival vient de naître : celui du cinéma nordique qui se tiendra à Rouen du 2 au 8 mars. Festival compétitif, exclusivement consacré aux cinémas danois, finlandais, islandais, norvégien et suédois. Il est organisé avec l'aide du conseil régional de Haute-Normandie, du conseil général de Seine-Maritime, de la ville de Rouen, de la direction générale des affaires culturelles, du CNC, du conseil nordique et de partenaires privés comme l'hebdomadaire *Télérama*.

La sélection officielle comprend dix films en compétition, dont le *Festin de Babette*, de Gabriel Axel, qui sortira à Paris le 23 mars, les *Balades blanches*, de Fridrik Thor Fridriksson, le *Chemin du serpent*, de Bo Widerberg. Prix décernés : grand prix du jury, soit 100 000 F pour l'aide à la diffusion en France, prix du meilleur acteur et de la meilleure actrice, prix de la presse, prix du public. On verra également un

panorama du nouveau cinéma nordique (1982-1987), une rétrospective danoise des vingt-cinq dernières années, et cinq expositions des cinq pays représentés. Jean-Michel Mougier, cinéaste rouennais, est le directeur de ce festival qui, pour ses débuts, mise haut.

Truffaut à Poitiers

L'intégrale des courts métrages de François Truffaut et douze de ses longs métrages seront projetés à Poitiers au cinéma Le Diderot, du 2 au 18 mars. Jean-Pierre Léaud et Serge Toubiana, des *Cahiers du cinéma*, interviendront au cours de la semaine.

Hommage à Riccardo Freda

Le réalisateur italien Riccardo Freda fut célébré, au début des années 60, par la revue *Présence du cinéma*, qui avait sa propre politique des auteurs. Les « fans » admiraient le style baroque d'adaptations littéraires (Pouchkine et Victor Hugo), de mélodrames, de films à péplum et de films fantastiques qui avaient d'ailleurs les faveurs du public. L'Institut Lumière de Lyon (président, Bertrand Tavernier ; directeur, Bernard Chardère) a pris l'initiative d'un hommage à Riccardo Freda et à *Présence du cinéma*, avec projections de quatorze films les 26, 27 et 28 février. Le cinéaste sera l'entouré de Jacques Lourcelles (animateur de la revue), Bertrand Tavernier, Fred Janok (Cinémathèque de Luxembourg), Bernard Martini (Cinémathèque française), Freddy Bouché (Cinémathèque de Lausanne) et Simon Mizrahi (attaché de presse et cinéphile acharné). On annonce, entre autres œuvres, le *Château des amants maudits*, la *Leggenda del Piave* (inédit), *Théodora, impératrice de Byzance*, la flamboyante version des *Misérables*, les *Vampires*, *Roger la Honte*, *Murder Obsession*.

PIERRE HENRY
10^e SYMPHONIE
DE BEETHOVEN
CRÉATION MONDIALE
LE 1 MARS 1988
SALLE PLEYEL
PHILIPS

20
ATHÉNÉE
REPRÉSENTATIONS
GERTRUD
mise en scène BRUNO BOGUIN
Une histoire classique racontée avec pas mal de malice, beaucoup de beauté, un charme envoiement.
C'est GORDON de HENRIE.
« une image de l'homme déconstruit et bête... »
Avec d'autres films de Carl Dreyer, Carl est un film de Søren Kierkegaard.
Une chef-d'œuvre.
Maurice SCAL
mardi 19 h, jeudi, samedi, dimanche 20 h 30
47426727 AGENCES FIAC CROUS
3015 BILLET

مكتبة جامعة القاهرة

Culture

THÉÂTRE

Inauguration du Centre dramatique de Bordeaux

Ouvert sur l'Europe

M. Jacques Chaban-Delmas, député et maire de Bordeaux, devait inaugurer, le vendredi 26 février, le nouveau Centre dramatique national Bordeaux-Aquitaine dirigé par Jean-Louis Thamin.

Son objectif : installer un Centre européen de création.

La ville de Bordeaux a décidé de reconstruire l'un de ses plus anciens quartiers, situé dans une boucle de la Gironde, ce Port de la Lune qui donne son nom au tout nouveau Centre dramatique national d'Aquitaine. Dirigé depuis le début de 1986 par le metteur en scène Jean-Louis Thamin, celui-ci disposera enfin d'un lieu fixe après deux années d'errance dans différents salons de la ville.

Ces deux années de « préfiguration » ont permis de créer dans la métropole un mouvement d'intérêt pour les arts de la scène. Le Centre dramatique rassemble déjà une petite armée de fidèles, huit cents abonnés qu'ont convaincus les cinq spectacles présentés lors de la première saison. Selon le directeur administratif du nouveau centre, M. Christian Gay-Bellile, « les huit spectacles de la saison 87-88 devraient réunir vingt six mille spectateurs et permettre de doubler le nombre des abonnés ».

L'expérience prouve que l'existence d'une salle fixe permet de créer une meilleure image et donc de doubler presque immédiatement le nombre des spectateurs. Cette salle, la première d'un ensemble de deux salles et d'espaces de création, compte quatre cent quatre-vingt places et est aujourd'hui achevée. En octobre prochain, les lieux d'accueil et d'exposition, les bureaux et la cafétéria le seront également. Cette première phase aura coûté 13,8 millions de francs, venus pour une moitié de l'Etat et pour l'autre de la ville et des conseils général et régional. La mairie de

Bordeaux poursuit actuellement les acquisitions foncières des bâtiments voisins (pour une somme de 10 millions de francs). Au début de 1990, les travaux de construction d'une grande salle de mille places devraient commencer pour être terminés à la fin de 1991. Le coût de cette deuxième phase est évalué à 40 millions de francs, qui seraient assumés par l'Etat, les collectivités locales mais aussi par la Communauté européenne dans le cadre des plans d'intégration méditerranéens.

« Nous sommes bien décidés à ouvrir le Centre dramatique sur l'Europe », explique M. Gay-Bellile, et nous réfléchissons actuellement aux accords que nous pourrions signer avec une ville portugaise, Porto ou Lisbonne, et une ville espagnole, Valence ou Bilbao. Ces accords nous permettraient d'engager ensemble des coproductions ou bien des échanges de spectacles dans le cadre du grand marché européen de 1992.

Si ce nouveau théâtre ne dispose pour la saison en cours que d'un budget réduit de 2,9 millions de francs, il peut compter dès l'an prochain sur une subvention comparable à celle des autres centres dramatiques nationaux (de 5 à 25 millions de francs). L'actuel ministre de la Culture, mettant ses pas dans les pas de son prédécesseur, s'y est fermement engagé. Bordeaux disposera ainsi d'un centre de création comparable à ceux de villes de même importance.

O. S.

LETTRES

Le catalogue de la Bibliothèque nationale informatisé

Les lecteurs de la Bibliothèque nationale pourront enfin consulter le catalogue des ouvrages entrés à la Bibliothèque nationale depuis treize ans grâce à un fichier informatisé. Celui-ci met à la disposition des usagers 550 000 notices. Cette réalisation, qui a demandé six ans de travail entre les bibliothécaires et les techniciens du GEAC, la société canadienne dont le système a été choisi, a subi de très nombreux retards, et Francis Beck parait, dans son rapport sur l'Etat de la Bibliothèque, « le drame de l'informatique ». Ce drame semble donc aujourd'hui conjuré.

Le fichier pourra s'enrichir au rythme de 70 000 notices par an. Il prend en compte tous les ouvrages ou nouveaux périodiques français entrés par dépôt légal depuis 1975, et les ouvrages étrangers depuis 1984. Les responsables du système envisagent de remonter jusqu'à 1970. Pour les 12 millions de volumes entrés avant cette date, les lecteurs devront se contenter du catalogue imprimé.

THEATRE
la tempête
CARTOUCHERIE

ORGUE
PAGANI

traduction
Danièle Sallenave
mise en scène
Marc Liebens
LOC: 43 28 36 36

RTL **BERCY - 11 ET 12 MARS - 20 H 30**
SOIREE WAGNER

Johanna MEIER
Reiner GOLDBERG
Günter VON KANNEN

Suzanna VARI
Peter MEYER
Jean Philippe LAFFONT

Chœur de l'Orchestre de Paris
Chef de Chœur : Arthur OLDHAM
Direction musicale : Daniel BARENBOÏM

LOCATIONS à BERCY - FNAC - TOUTES AGENCES
et par Tél. : **43 46 12 21** de 11 h à 18 h
sauf dimanche

RENSEIGNEMENTS
43 42 06 06

CO-PRODUCTION : ALAP - SPECTACLES ELIMBROSIO - SPPS

Communication

Le retour en force de MM. Seydoux et Berlusconi

Les anciens propriétaires de la 5 demandent 3,7 milliards à l'Etat

MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi, anciens propriétaires de la cinquième chaîne, ont déposé auprès des ministères des finances et de la culture et de la communication un recours gracieux pour obtenir quelque 3,7 milliards de francs d'indemnités (nos dernières éditions du 25 février).

Titulaires de contrats « en béton » signés par le gouvernement socialiste, la 5 et TV 6 avaient d'ailleurs assuré leur intention de demander une indemnisation après l'annulation de leurs concessions par le gouvernement de M. Jacques Chirac en août 1986. Le droit administratif est formel : toute rupture unilatérale d'une concession de service public ouvre le

droit à de sérieuses compensations financières.

Début 1987, les actionnaires de TV 6 (Publicis, Gaumont), écartés du paysage audiovisuel français avaient entamé de longues négociations avec le ministère de la culture et de la communication pour évaluer le préjudice.

Les responsables de France 5 estiment que l'Etat doit compenser non seulement les sommes investies dans la cinquième chaîne, mais aussi les profits qu'auraient pu tirer les actionnaires de dix-huit années d'exploitation, durée prévue par le contrat de concession. Or, en dix-huit ans, dans un paysage où la 5 et TV 6 étaient les seules télévisions commerciales, la 5 aurait pu, selon ses anciens propriétaires, devenir aussi rentable que l'est TF 1, évaluée à 4,5 milliards de francs.

An ministre de la culture et de la communication, on se partage pas du tout la même analyse. On dénonce les clauses du contrat « vision » signés à l'époque par le gouvernement de gauche. On souligne surtout que, à l'inverse des actionnaires de TV 6, MM. Seydoux et Berlusconi ont retrouvé une place sur la 5 et qu'il y a eu « continuité d'exploitation ». Bref, le gouvernement n'est pas prêt à payer et l'affaire devra sans doute être tranchée par les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat.

Mais derrière la polémique juridique se profile, sans doute, une manœuvre plus politique. Demander 3,7 milliards de francs à la veille d'une importante échéance électorale, c'est, volontairement ou non, remettre en accusation la politique audiovisuelle du gouvernement.

C'est ainsi se mettre en position de force pour d'éventuelles modifications du paysage télévisuel. MM. Seydoux et Berlusconi n'ont sans doute pas renoncé à reprendre à M. Hérault le contrôle de la 5. Ils pourraient en cas de retour de la gauche aux affaires, provoquer un dépôt de bilan de la chaîne qui subit de lourdes pertes et seraient alors bien placés pour remporter une nouvelle compétition.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Réorganisation à Europe 1

M. Jean-Pierre Joulain devient directeur de la rédaction

A la demande du PDG de Hachette (propriétaire d'Europe 1), la direction de la station vient d'entamer une réorganisation de sa hiérarchie et de son antenne. Jean-Pierre Joulain, actuel correspondant d'Europe 1 à Washington, est nommé directeur de la rédaction et remplace donc Gérard Carreyrou et Charles Villeneuve, qui restent cependant à la station. Jean-Pierre Joulain, qui prendra ses fonctions dès lundi 29 février, « aura autorité sur l'ensemble des services et activités liés à l'information et à l'actualité » et sera placé sous l'autorité de Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'antenne, qui abandonnera l'animation du journal de 8 heures pour une interview quotidienne de dix minutes (à 8 h 20).

S'il peut comprendre un accident, tolérer une défaillance, admettre une secousse, Jean-Luc Lagardère n'est pas homme à accepter les crises : surtout lorsqu'elles s'installent, perdurent et se transforment en maladie. PDG de Matra et d'Hachette, il n'est pas non plus homme à accepter passivement l'échec et à considérer comme une triste fatalité la chute de la maison Europe, cette société qu'il a rachetée en 1986, après l'avoir quittée en 1981.

Ainsi, après avoir attendu vainement les fruits du travail de l'équipe mise en place par ses soins, après avoir guetté en vain la remontée d'une courbe d'audience en chute libre, après avoir enfin rencontré les journalistes anciens de leur avant, Jean-Luc Lagardère a « secoué le cocotier » et exigé des mesures. Rapides et dynamiques. A vous, messieurs les patrons de la station de prendre vos responsabilités, a-t-il notamment déclaré.

Les patrons ont compris le message : moins de dix jours après son arrivée au siège de la station, une réforme est en marche, et Europe, à nouveau, se dit prête pour la bataille. Une bataille pour rétablir

son image de dynamisme et de modernité, largement détériorée depuis quelques années : une bataille pour l'audience également, tous les indicateurs affichant obstinément depuis des mois une tendance à la baisse. 16,2 % de part d'audience en janvier 1986 ; 13,4 % en septembre ; 12,7 % en janvier 1987 ; 10,3 % en septembre ; 9,3 % en décembre.

Côté direction, on affiche l'optimisme, et on fait confiance à Jean-Pierre Joulain pour remobiliser une rédaction essoufflée et désorientée par les querelles et rivalités, entre le directeur de l'antenne et les deux anciens responsables de la rédaction. Le premier disposera de plus de temps pour se consacrer à sa tâche et étudier les raisons de la baisse d'audience ; les seconds qui ont, semble-t-il, bien failli quitter, dès mercredi, la station, sont bel et bien écartés et devraient se consacrer, eux, à l'antenne : Gérard Carreyrou dans le secteur politique, Charles Villeneuve (auquel certains reprochaient une trop grande dispersion d'activités hors de la station) aux enquêtes d'investigation.

Côté rédaction, en revanche, le scepticisme semble plus à propos. Sans doute la question du « patron » n'est-elle pas réglée. Mais pas celle du projet rédactionnel sur lequel les journalistes ont de nombreuses idées : moins de personnalisation de l'antenne, moins de bavardage, beaucoup de reportages, d'enquêtes, de coups.

Alors, l'accalmie ? La société des journalistes entend se réunir pour débattre de la solution proposée. Mais d'ores et déjà les questions abondent, qui donnent à penser que la réforme proposée risque de n'être qu'un replâtrage fragile et bien précaire. Des questions sur le choix de Jean-Pierre Joulain, à qui personne ne souhaite faire de procès d'intention mais qui n'appartient pas à tous ceux qu'on appelle de la situation.

Ancien chef de service étranger, « écarté » en 1981 dans des circonstances désagréables, l'homme n'a jamais fait figure de fédérateur ni d'animateur, et son éloignement pendant sept années de Paris ne le place pas dans la meilleure position pour prendre la tête d'une rédaction en pleine période électorale. Aux divers noms qui avaient ces derniers jours circulé pour le poste - Guillaume Durand, Bernard Rapp, voire Christine Ockrent - MM. Joulain, Elkabbach et Lagardère ont à l'évidence préféré une solution interne. L'affaire a en tout cas donné au patron d'Hachette l'occasion de répéter son attachement à son intérêt pour Europe 1 et de démentir les rumeurs régulières sur ses tentatives de vendre. « C'est une partie de moi-même », déclarait-il encore mercredi 26 février. Et, curieusement, c'est encore à lui que le personnel de la maison fait le plus confiance pour redresser la barre.

ANNICK COJEAN.

Accord entre Centre-France et le groupe Hérault

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Le Progrès de Lyon (groupe de M. Robert Hersant) supprime le 1^{er} mars, son édition de l'après-midi, la Tribune du Progrès. Le quotidien la Montagne restera donc le seul journal régional diffusé dans ce département.

En retour, le groupe Centre-France, qui édite la Montagne (à Clermont-Ferrand), le Populaire (à Limoges), le Journal du Centre (à Nevers) et le Berry républicain (à Bourges), achète au groupe Hérault son supplément hebdomadaire télévision TV Magasin. Ce dernier sera vendu, à partir du 6 mars, avec les éditions dominicales des différents journaux du groupe. C'est la première fois que ce supplément est vendu à un journal n'appartenant pas au groupe de Robert Hersant.

J.-P. R.

● Michel Polac condamné à une amende de 50 000 F pour ses propos concernant Radio-Courtoisie. Le tribunal de grande instance de Paris a condamné Michel Polac à verser 50 000 F au profit de la défense des auditeurs de Radio-Courtoisie (qui demandait 10 millions de francs) et 1 F de dommages et intérêts aux responsables de la radio, MM. Jean Fardet et Serge de Bekarich. Dans l'arrêt du 26 février, le tribunal a notamment estimé que les personnes mises en cause n'ayant pas été invitées à participer à l'émission, et le débat ne pouvant être loyal.

Le sort du satellite de télévision directe

Canal Plus souhaite lancer une chaîne cryptée en langue allemande

Le satellite allemand de télévision directe TV Sat 1 est mort, après une ultime tentative pour déployer un de ses nombreux satellites récalcitrant, le mercredi 24 février.

Le Bundestag et le ministère allemand de la recherche et de la technologie encaissent donc une perte proche d'un milliard de francs (300 millions de marks, sur les 390 du coût total du satellite). Pour pallier cette défaillance, des négociations se poursuivent entre Français et Allemands de sa éventuelle utilisation commune du satellite jumelé français TDF 1, dont le lancement est prévu pour la fin 1988.

Le schéma possible d'un tel partage (deux canaux allemands, deux canaux français sur TDF1, en attendant le lancement de TV Sat 2 et celui de TDF 2, les trois satellites offrant alors huit canaux de secours en cas de panne) limiterait à deux le choix des opérateurs français. La chaîne culturelle SEPT, en discussion de leur couverture hertzienne, se verrait perdre la possibilité de payer un loyer important pour toucher un public restreint au début. Restent

TF 1 et Canal Plus, candidats à des programmes cryptés.

Fort de son spectaculaire développement à l'étranger (Suisse, Espagne et bientôt Belgique), Canal Plus vient de proposer à la CNCL d'utiliser TDF 1 pour lancer une chaîne cryptée en langue allemande, en s'associant avec un groupe d'outre-Rhin. Cette télévision payante formerait avec les deux chaînes privées allemandes un ensemble homogène susceptible d'attirer les téléspectateurs de RFA à s'équiper en antenne. Elle s'appuierait, en outre, sur le câblage rapide de notre voisin (dès 2,7 millions d'abonnés, 4 millions d'ici à un an outre-Rhin).

Pour faire valoir ses arguments, Canal Plus dispose de son expérience : de sa richesse aussi : avec 400 millions de francs, elle dégage vingt fois plus de bénéfices que TF 1, seule autre chaîne à gagner de l'argent. En mettant en avant son rôle d'ambassadeur de l'audiovisuel français, en Europe ou en Afrique (le Monde du 28 janvier), la chaîne vient aussi ses positions en France. Notamment les recettes publicitaires de ses plages en clair, que beaucoup souhaiteraient lui rogner.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

TF 1, la SOFIRAD et Vidéotron partenaires de l'ONA

Une chaîne privée marocaine arrosera l'Afrique et les réseaux câblés français

Le gouvernement marocain vient d'accorder la concession d'un réseau hertzien privé couvrant le royaume à la Société d'études et de réalisations audiovisuelles (SOREAD). Autour de l'Omnia nord-africain, principal groupe privé marocain, et d'autres actionnaires marocains, cette SOREAD regroupe aussi des intérêts minoritaires français et canadiens, TF 1 (19 % avec sa régie et le groupe Bouygues), la SOFIRAD (15 %) et Vidéotron (15 %).

Cette chaîne privée compte diffuser dès le début 1989 des programmes en arabe et en français : une partie en clair, surtout le matin, des émissions pratiques et en arabe ; une partie cryptée de films, de variétés, de sport, plutôt francophone. C'est cette partie cryptée qui servira de base à l'extension de cette

chaîne. Car, outre son réseau hertzien, la télévision privée marocaine sera relayée sur le satellite Intelsat-V-307. Elle compte ainsi couvrir l'Afrique francophone de l'Ouest, l'Afrique arabo-berbère et les communautés maghrébines d'Europe, via les réseaux câblés.

Financée essentiellement par abonnements, cette chaîne recueillera aussi de la publicité, par une régie à laquelle TF 1 Publicité sera associée. Selon M. Fouad Filali, président délégué de l'ONA, la chaîne doit investir 210 millions de francs en équipements. Il lui faut en effet rénover et étendre le deuxième réseau hertzien marocain, pour l'installer inutilisé (le Maroc n'a qu'un réseau public national).

M. C.

مركز الدراسات والبحوث

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi soir dimanche-matin. Signification des symboles : * Signifié dans le Monde radio-télévision. □ Film à vision. □ Ou peut voir. □ Ne pas manquer. □ □ □ Chef-d'œuvre au cinéma.

Vendredi 26 février

TF 1

20.40 Variétés : L'heure d'humour. Émission présentée par Jean-Luc Leluc. La haine d'humour à la rocheuse sur le cancer : coups de cœur au Parc Du Plessis et à Harom Tazoff. Avec Yves Duteil, Diane Dufréne, Enrico Macias, Patrick Sébastien, Jean Baez. 22.40 Magazine : Bonsoir. De Liliane Borden et Frédéric Mitterrand. En direct de Bordeaux. Invités : Jacques Chaban-Delmas, Roger Vivier, Marie Laforêt, Philippine de Rothschild, Claude Mauriac. 6.10 Journal et Bonsoir. 6.25 Série : Les envahisseurs. 1.10 Jeux olympiques de Calgary.

A 2

20.30 Feuilleton : Un château au soleil. De Robert Mazoyer, avec Jean-Pierre Marielle, Anny Duperey, Edwige Fenech, Julien Rochefort (1^{er} épisode). Une gentille comédie sans prétention. 21.25 Apogée. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Portrait d'un écrivain : Etienne, à l'occasion de la sortie de *Lignes de vie*, naissance à la littérature ou le meurtre du père. 22.45 Journal. 22.55 Chât-clab : Numbi. Film mexicain de Luis Bunnell (1958). Avec Francisco Rabal, Marga Lopez, Rita Macedo, Jean Fernandez (v.o.). Un pauvre professeur moustachu, qui vit d'amour et a été suspendu de ses fonctions pour avoir porté secours à une femme hystérique et à son prostitué, part, suivi de sa femme, pour vivre l'évangile. Il se rencontre que des déceptions. Sous la forme d'un roman picaresque, le récit d'une aventure spirituelle qui tourne court. 6.10 Journal et Bonsoir. 6.25 Série : Les envahisseurs. 1.10 Jeux olympiques de Calgary.

FR 3

20.30 Série : Marlène, détective privée. Les amis, c'est mon métier, d'après

Raymond Chandler. Avec Powers Boothe. 21.30 Magazine : Théâtre. De Georges Pernod. Plongée dans l'histoire, au reportage d'Eric Mailler. 22.15 Journal. Avec un résumé des Jeux olympiques de Calgary. 22.45 Documentaire : La conquête de l'espace. 4. Voyage sans retour. 22.40 Magazine : Portrait de Martin. 6.35 Modes d'emploi 3 (rediff.). 1.05 Jeux olympiques de Calgary. 5.10 Siam dame (1^{re} et 2^e manche). Hockey.

CANAL PLUS

20.30 Football. Championnat de France : Laval-A.S. Monaco. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Chât-clab : Charlotte fer over. Film français de Serge Gainsbourg (1986). Avec Serge Gainsbourg, Charlotte Gainsbourg, Roland Bertin, Roland Dubillard. Un scénariste alcoolique en mal d'inspiration aime passionnément sa fille adolescente. Elle le rend responsable d'un accident qui a coûté la vie à sa mère. Des rapports psychologiques glissés par une mise en scène racoleuse et provocante, des détails peu réjouissants. On en est mal à l'aise. 6.15 Chât-clab : House. Film américain de Stephen C. Minor (1985). Avec William Katz, George Wendt, Richard Moll. 1.45 Chât-clab : Sale temps pour un film. Film américain de Andy Davis (1984). Avec Chuck Norris, Henri Silva, Ben Rensen (v.o.). 3.20 Chât-clab : Vendredi 13, chapitre final. Film américain de Joseph Zito (1984). Avec Crispin Glover, Kimberly Beck, Barbara Howard. 4.45 Téléfilm : Le vengeance venger. 6.15 Série : Mr. G.

LA 5

20.30 Téléfilm : Le crime de la loi. De Michael Miller. Avec Andy Griffith, Ralph Waite, Diane Ladd. Il suffit d'un juge mégalomane et à moitié fou pour que une jeune innocente se retrouve en

prison. 22.15 Série : Mises à l'épreuve (rediff.). 23.05 Magazine : Salut de minuit. De Thierry Ardisson. 6.35 Dances. Song : Transparences. Découvertes. Les ballets Trockadero de Monte-Carlo. 2.40 Aria de réve. Concert de musique classique.

M 6

20.30 Série : Le Saint. Chénobry. 21.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. Le voyage en Angleterre. 22.15 Série : Adhama family. 22.40 Six minutes d'informations. 22.50 Météo. 22.55 Série : Les lianes imaginaires. 6.15 Les effrénés. 1.05 Magazine : Bonsoir des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-Archives. Jean-Willifred Garrett : la fidélité. 21.30 Musique : Black and blue. Le jazz en URSS. 22.40 Naïfs magiciens. Les éloges de Dieu (4^e partie). 6.05 De l'été au lendemain. 6.50 Musique : Chât-clab. Edits de rock.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Stuttgart) : Requiem pour solistes, chœur et orchestre de Verdi, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, le chœur de la radio de Stuttgart, le chœur de la radio de Stuttgart, le chœur de la radio de Stuttgart. 21.30 Série : Le secret. Film français de Robert Enrico (1974). Avec Marlène, Marlène, Marlène, Marlène. 22.40 Naïfs magiciens. Les éloges de Dieu (4^e partie). 6.05 De l'été au lendemain. 6.50 Musique : Chât-clab. Edits de rock.

Samedi 27 février

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paris. Fous aliés. 13.45 Le Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm à la carte. 13.50 Série : Matt Houston. A la recherche d'un enfant perdu. 15.45 Tiroc à Saint-Claude. 16.00 La Une est à vous (suite). 18.05 Trente millions d'amis. Émission de Jean-Pierre Hottin. Sommaire : Contre-enquête. Gros plan : L'appaloosa. 18.35 Série : Marnix. 19.25 Série : Marc et Sophie. 20.00 Journal et Bonsoir. 20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou. Émission de Patrick Sébastien. Avec Karen Cheryl, Dick Rivers, Elia, Philippe Laval, Pierre Pécin, Pierre Dugast. 22.15 Téléfilm : V. a-t-il un œge dans l'homme? Pico d'Alain Reynaud-Fourton; mise en scène de Maurice Risch. Avec Darry Cow, Christina Allen, Liliane Gaudet. 6.00 Journal. 6.10 Jeux olympiques de Calgary. 6.50 Série : Les envahisseurs.

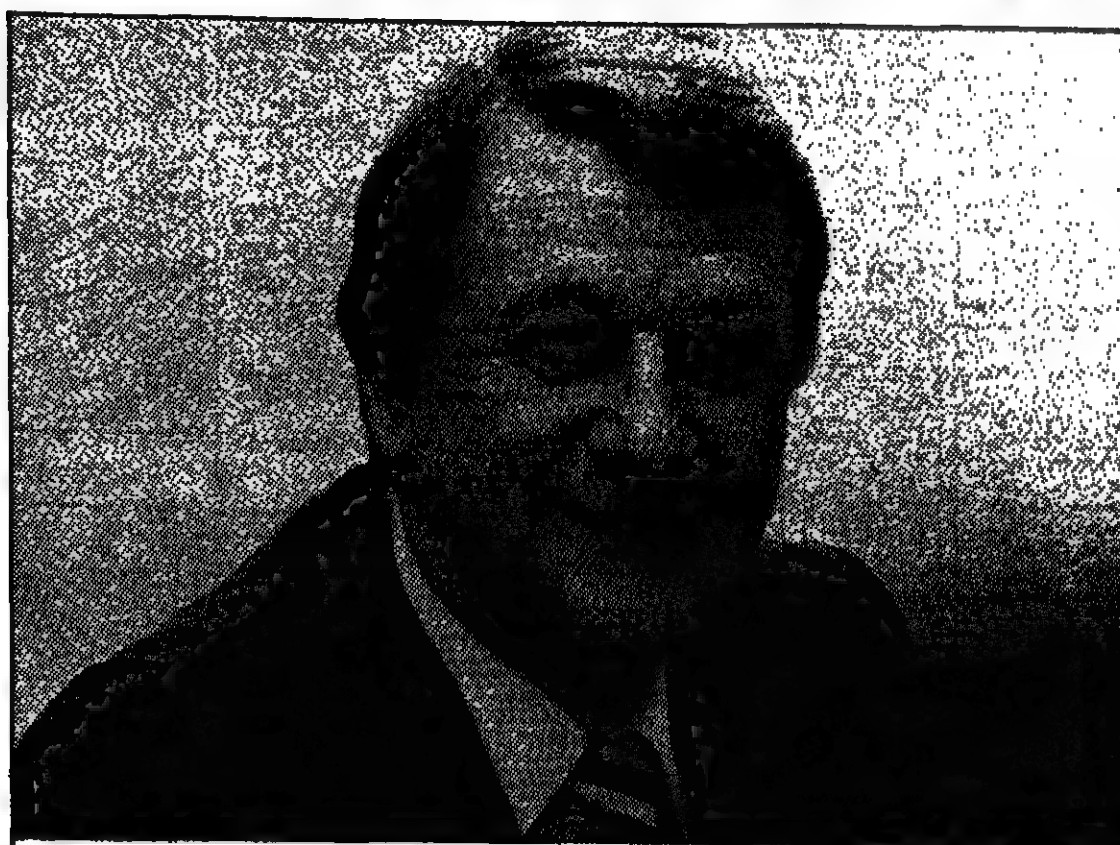
A 2

13.20 Magazine : L'actualité anglaise. De Bernard Rapp. 14.00 Série : Célébrités. Meilleures variétés de la semaine. 14.50 Samedi-passion. Tennis : Tournoi de Metz (1/2 finale). Jeu : Téléball. Jeux olympiques de Calgary, avec Jean-Claude Killy. 17.00 Série : Abi Gueles. 18.25 Magazine : Entre chiens et loups. D'Allain Bougrain-Dubourg. Au sommaire : L'animal star : Sophie, chihuahua. Sur le terrain : le faucon alcazar. Actualité : William. Cordy. Caméra cachée : Du coq à l'âne. Bestiaire sans frontière : Le retour des bébés phoques. Le toutou de la semaine. 19.05 INC. 19.10 Actualité régionale. 19.25 Jeu : Bêtes à maillon. Présenté par Fabrice. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Champs-Élysées. Émission de Michel Drucker. Hommage à Claude François. Avec Charles Aznavour, Marc et Coco, les enfants de Claude François, et Isabelle, leur mère. M. François, la mère du chanteur; Violette, la fille; Claude François, le père. 20.40 Journal. 20.50 Série : Les envahisseurs. 21.00 Série : Les envahisseurs. 21.10 Série : Les envahisseurs. 21.20 Série : Les envahisseurs. 21.30 Série : Les envahisseurs. 21.40 Série : Les envahisseurs. 21.50 Série : Les envahisseurs. 22.00 Série : Les envahisseurs. 22.10 Série : Les envahisseurs. 22.20 Série : Les envahisseurs. 22.30 Série : Les envahisseurs. 22.40 Série : Les envahisseurs. 22.50 Série : Les envahisseurs. 23.00 Série : Les envahisseurs. 23.10 Série : Les envahisseurs. 23.20 Série : Les envahisseurs. 23.30 Série : Les envahisseurs. 23.40 Série : Les envahisseurs. 23.50 Série : Les envahisseurs. 24.00 Série : Les envahisseurs. 24.10 Série : Les envahisseurs. 24.20 Série : Les envahisseurs. 24.30 Série : Les envahisseurs. 24.40 Série : Les envahisseurs. 24.50 Série : Les envahisseurs. 25.00 Série : Les envahisseurs. 25.10 Série : Les envahisseurs. 25.20 Série : Les envahisseurs. 25.30 Série : Les envahisseurs. 25.40 Série : Les envahisseurs. 25.50 Série : Les envahisseurs. 26.00 Série : Les envahisseurs. 26.10 Série : Les envahisseurs. 26.20 Série : Les envahisseurs. 26.30 Série : Les envahisseurs. 26.40 Série : Les envahisseurs. 26.50 Série : Les envahisseurs. 27.00 Série : Les envahisseurs. 27.10 Série : Les envahisseurs. 27.20 Série : Les envahisseurs. 27.30 Série : Les envahisseurs. 27.40 Série : Les envahisseurs. 27.50 Série : Les envahisseurs. 28.00 Série : Les envahisseurs. 28.10 Série : Les envahisseurs. 28.20 Série : Les envahisseurs. 28.30 Série : Les envahisseurs. 28.40 Série : Les envahisseurs. 28.50 Série : Les envahisseurs. 29.00 Série : Les envahisseurs. 29.10 Série : Les envahisseurs. 29.20 Série : Les envahisseurs. 29.30 Série : Les envahisseurs. 29.40 Série : Les envahisseurs. 29.50 Série : Les envahisseurs. 30.00 Série : Les envahisseurs. 30.10 Série : Les envahisseurs. 30.20 Série : Les envahisseurs. 30.30 Série : Les envahisseurs. 30.40 Série : Les envahisseurs. 30.50 Série : Les envahisseurs. 31.00 Série : Les envahisseurs. 31.10 Série : Les envahisseurs. 31.20 Série : Les envahisseurs. 31.30 Série : Les envahisseurs. 31.40 Série : Les envahisseurs. 31.50 Série : Les envahisseurs. 32.00 Série : Les envahisseurs. 32.10 Série : Les envahisseurs. 32.20 Série : Les envahisseurs. 32.30 Série : Les envahisseurs. 32.40 Série : Les envahisseurs. 32.50 Série : Les envahisseurs. 33.00 Série : Les envahisseurs. 33.10 Série : Les envahisseurs. 33.20 Série : Les envahisseurs. 33.30 Série : Les envahisseurs. 33.40 Série : Les envahisseurs. 33.50 Série : Les envahisseurs. 34.00 Série : Les envahisseurs. 34.10 Série : Les envahisseurs. 34.20 Série : Les envahisseurs. 34.30 Série : Les envahisseurs. 34.40 Série : Les envahisseurs. 34.50 Série : Les envahisseurs. 35.00 Série : Les envahisseurs. 35.10 Série : Les envahisseurs. 35.20 Série : Les envahisseurs. 35.30 Série : Les envahisseurs. 35.40 Série : Les envahisseurs. 35.50 Série : Les envahisseurs. 36.00 Série : Les envahisseurs. 36.10 Série : Les envahisseurs. 36.20 Série : Les envahisseurs. 36.30 Série : Les envahisseurs. 36.40 Série : Les envahisseurs. 36.50 Série : Les envahisseurs. 37.00 Série : Les envahisseurs. 37.10 Série : Les envahisseurs. 37.20 Série : Les envahisseurs. 37.30 Série : Les envahisseurs. 37.40 Série : Les envahisseurs. 37.50 Série : Les envahisseurs. 38.00 Série : Les envahisseurs. 38.10 Série : Les envahisseurs. 38.20 Série : Les envahisseurs. 38.30 Série : Les envahisseurs. 38.40 Série : Les envahisseurs. 38.50 Série : Les envahisseurs. 39.00 Série : Les envahisseurs. 39.10 Série : Les envahisseurs. 39.20 Série : Les envahisseurs. 39.30 Série : Les envahisseurs. 39.40 Série : Les envahisseurs. 39.50 Série : Les envahisseurs. 40.00 Série : Les envahisseurs. 40.10 Série : Les envahisseurs. 40.20 Série : Les envahisseurs. 40.30 Série : Les envahisseurs. 40.40 Série : Les envahisseurs. 40.50 Série : Les envahisseurs. 41.00 Série : Les envahisseurs. 41.10 Série : Les envahisseurs. 41.20 Série : Les envahisseurs. 41.30 Série : Les envahisseurs. 41.40 Série : Les envahisseurs. 41.50 Série : Les envahisseurs. 42.00 Série : Les envahisseurs. 42.10 Série : Les envahisseurs. 42.20 Série : Les envahisseurs. 42.30 Série : Les envahisseurs. 42.40 Série : Les envahisseurs. 42.50 Série : Les envahisseurs. 43.00 Série : Les envahisseurs. 43.10 Série : Les envahisseurs. 43.20 Série : Les envahisseurs. 43.30 Série : Les envahisseurs. 43.40 Série : Les envahisseurs. 43.50 Série : Les envahisseurs. 44.00 Série : Les envahisseurs. 44.10 Série : Les envahisseurs. 44.20 Série : Les envahisseurs. 44.30 Série : Les envahisseurs. 44.40 Série : Les envahisseurs. 44.50 Série : Les envahisseurs. 45.00 Série : Les envahisseurs. 45.10 Série : Les envahisseurs. 45.20 Série : Les envahisseurs. 45.30 Série : Les envahisseurs. 45.40 Série : Les envahisseurs. 45.50 Série : Les envahisseurs. 46.00 Série : Les envahisseurs. 46.10 Série : Les envahisseurs. 46.20 Série : Les envahisseurs. 46.30 Série : Les envahisseurs. 46.40 Série : Les envahisseurs. 46.50 Série : Les envahisseurs. 47.00 Série : Les envahisseurs. 47.10 Série : Les envahisseurs. 47.20 Série : Les envahisseurs. 47.30 Série : Les envahisseurs. 47.40 Série : Les envahisseurs. 47.50 Série : Les envahisseurs. 48.00 Série : Les envahisseurs. 48.10 Série : Les envahisseurs. 48.20 Série : Les envahisseurs. 48.30 Série : Les envahisseurs. 48.40 Série : Les envahisseurs. 48.50 Série : Les envahisseurs. 49.00 Série : Les envahisseurs. 49.10 Série : Les envahisseurs. 49.20 Série : Les envahisseurs. 49.30 Série : Les envahisseurs. 49.40 Série : Les envahisseurs. 49.50 Série : Les envahisseurs. 50.00 Série : Les envahisseurs. 50.10 Série : Les envahisseurs. 50.20 Série : Les envahisseurs. 50.30 Série : Les envahisseurs. 50.40 Série : Les envahisseurs. 50.50 Série : Les envahisseurs. 51.00 Série : Les envahisseurs. 51.10 Série : Les envahisseurs. 51.20 Série : Les envahisseurs. 51.30 Série : Les envahisseurs. 51.40 Série : Les envahisseurs. 51.50 Série : Les envahisseurs. 52.00 Série : Les envahisseurs. 52.10 Série : Les envahisseurs. 52.20 Série : Les envahisseurs. 52.30 Série : Les envahisseurs. 52.40 Série : Les envahisseurs. 52.50 Série : Les envahisseurs. 53.00 Série : Les envahisseurs. 53.10 Série : Les envahisseurs. 53.20 Série : Les envahisseurs. 53.30 Série : Les envahisseurs. 53.40 Série : Les envahisseurs. 53.50 Série : Les envahisseurs. 54.00 Série : Les envahisseurs. 54.10 Série : Les envahisseurs. 54.20 Série : Les envahisseurs. 54.30 Série : Les envahisseurs. 54.40 Série : Les envahisseurs. 54.50 Série : Les envahisseurs. 55.00 Série : Les envahisseurs. 55.10 Série : Les envahisseurs. 55.20 Série : Les envahisseurs. 55.30 Série : Les envahisseurs. 55.40 Série : Les envahisseurs. 55.50 Série : Les envahisseurs. 56.00 Série : Les envahisseurs. 56.10 Série : Les envahisseurs. 56.20 Série : Les envahisseurs. 56.30 Série : Les envahisseurs. 56.40 Série : Les envahisseurs. 56.50 Série : Les envahisseurs. 57.00 Série : Les envahisseurs. 57.10 Série : Les envahisseurs. 57.20 Série : Les envahisseurs. 57.30 Série : Les envahisseurs. 57.40 Série : Les envahisseurs. 57.50 Série : Les envahisseurs. 58.00 Série : Les envahisseurs. 58.10 Série : Les envahisseurs. 58.20 Série : Les envahisseurs. 58.30 Série : Les envahisseurs. 58.40 Série : Les envahisseurs. 58.50 Série : Les envahisseurs. 59.00 Série : Les envahisseurs. 59.10 Série : Les envahisseurs. 59.20 Série : Les envahisseurs. 59.30 Série : Les envahisseurs. 59.40 Série : Les envahisseurs. 59.50 Série : Les envahisseurs. 60.00 Série : Les envahisseurs. 60.10 Série : Les envahisseurs. 60.20 Série : Les envahisseurs. 60.30 Série : Les envahisseurs. 60.40 Série : Les envahisseurs. 60.50 Série : Les envahisseurs. 61.00 Série : Les envahisseurs. 61.10 Série : Les envahisseurs. 61.20 Série : Les envahisseurs. 61.30 Série : Les envahisseurs. 61.40 Série : Les envahisseurs. 61.50 Série : Les envahisseurs. 62.00 Série : Les envahisseurs. 62.10 Série : Les envahisseurs. 62.20 Série : Les envahisseurs. 62.30 Série : Les envahisseurs. 62.40 Série : Les envahisseurs. 62.50 Série : Les envahisseurs. 63.00 Série : Les envahisseurs. 63.10 Série : Les envahisseurs. 63.20 Série : Les envahisseurs. 63.30 Série : Les envahisseurs. 63.40 Série : Les envahisseurs. 63.50 Série : Les envahisseurs. 64.00 Série : Les envahisseurs. 64.10 Série : Les envahisseurs. 64.20 Série : Les envahisseurs. 64.30 Série : Les envahisseurs. 64.40 Série : Les envahisseurs. 64.50 Série : Les envahisseurs. 65.00 Série : Les envahisseurs. 65.10 Série : Les envahisseurs. 65.20 Série : Les envahisseurs. 65.30 Série : Les envahisseurs. 65.40 Série : Les envahisseurs. 65.50 Série : Les envahisseurs. 66.00 Série : Les envahisseurs. 66.10 Série : Les envahisseurs. 66.20 Série : Les envahisseurs. 66.30 Série : Les envahisseurs. 66.40 Série : Les envahisseurs. 66.50 Série : Les envahisseurs. 67.00 Série : Les envahisseurs. 67.10 Série : Les envahisseurs. 67.20 Série : Les envahisseurs. 67.30 Série : Les envahisseurs. 67.40 Série : Les envahisseurs. 67.50 Série : Les envahisseurs. 68.00 Série : Les envahisseurs. 68.10 Série : Les envahisseurs. 68.20 Série : Les envahisseurs. 68.30 Série : Les envahisseurs. 68.40 Série : Les envahisseurs. 68.50 Série : Les envahisseurs. 69.00 Série : Les envahisseurs. 69.10 Série : Les envahisseurs. 69.20 Série : Les envahisseurs. 69.30 Série : Les envahisseurs. 69.40 Série : Les envahisseurs. 69.50 Série : Les envahisseurs. 70.00 Série : Les envahisseurs. 70.10 Série : Les envahisseurs. 70.20 Série : Les envahisseurs. 70.30 Série : Les envahisseurs. 70.40 Série : Les envahisseurs. 70.50 Série : Les envahisseurs. 71.00 Série : Les envahisseurs. 71.10 Série : Les envahisseurs. 71.20 Série : Les envahisseurs. 71.30 Série : Les envahisseurs. 71.40 Série : Les envahisseurs. 71.50 Série : Les envahisseurs. 72.00 Série : Les envahisseurs. 72.10 Série : Les envahisseurs. 72.20 Série : Les envahisseurs. 72.30 Série : Les envahisseurs. 72.40 Série : Les envahisseurs. 72.50 Série : Les envahisseurs. 73.00 Série : Les envahisseurs. 73.10 Série : Les envahisseurs. 73.20 Série : Les envahisseurs. 73.30 Série : Les envahisseurs. 73.40 Série : Les envahisseurs. 73.50 Série : Les envahisseurs. 74.00 Série : Les envahisseurs. 74.10 Série : Les envahisseurs. 74.20 Série : Les envahisseurs. 74.30 Série : Les envahisseurs. 74.40 Série : Les envahisseurs. 74.50 Série : Les envahisseurs. 75.00 Série : Les envahisseurs. 75.10 Série : Les envahisseurs. 75.20 Série : Les envahisseurs. 75.30 Série : Les envahisseurs. 75.40 Série : Les envahisseurs. 75.50 Série : Les envahisseurs. 76.00 Série : Les envahisseurs. 76.10 Série : Les envahisseurs. 76.20 Série : Les envahisseurs. 76.30 Série : Les envahisseurs. 76.40 Série : Les envahisseurs. 76.50 Série : Les envahisseurs. 77.00 Série : Les envahisseurs. 77.10 Série : Les envahisseurs. 77.20 Série : Les envahisseurs. 77.30 Série : Les envahisseurs. 77.40 Série : Les envahisseurs. 77.50 Série : Les envahisseurs. 78.00 Série : Les envahisseurs. 78.10 Série : Les envahisseurs. 78.20 Série : Les envahisseurs. 78.30 Série : Les envahisseurs. 78.40 Série : Les envahisseurs. 78.50 Série : Les envahisseurs. 79.00 Série : Les envahisseurs. 79.10 Série : Les envahisseurs. 79.20 Série : Les envahisseurs. 79.30 Série : Les envahisseurs. 79.40 Série : Les envahisseurs. 79.50 Série : Les envahisseurs. 80.00 Série : Les envahisseurs. 80.10 Série : Les envahisseurs. 80.20 Série : Les envahisseurs. 80.30 Série : Les envahisseurs. 80.40 Série : Les envahisseurs. 80.50 Série : Les envahisseurs. 81.00 Série : Les envahisseurs. 81.10 Série : Les envahisseurs. 81.20 Série : Les envahisseurs. 81.30 Série : Les envahisseurs. 81.40 Série : Les envahisseurs. 81.50 Série : Les envahisseurs. 82.00 Série : Les envahisseurs. 82.10 Série : Les envahisseurs. 82.20 Série : Les envahisseurs. 82.30 Série : Les envahisseurs. 82.40 Série : Les envahisseurs. 82.50 Série : Les envahisseurs. 83.00 Série : Les envahisseurs. 83.10 Série : Les envahisseurs. 83.20 Série : Les envahisseurs. 83.30 Série : Les envahisseurs. 83.40 Série : Les envahisseurs. 83.50 Série : Les envahisseurs. 84.00 Série : Les envahisseurs. 84.10 Série : Les envahisseurs. 84.20 Série : Les envahisseurs. 84.30 Série : Les envahisseurs. 84.40 Série : Les envahisseurs. 84.50 Série : Les envahisseurs. 85.00 Série : Les envahisseurs. 85.10 Série : Les envahisseurs. 85.20 Série : Les envahisseurs. 85.30 Série : Les envahisseurs. 85.40 Série : Les envahisseurs. 85.50 Série : Les envahisseurs. 86.00 Série : Les envahisseurs. 86.10 Série : Les envahisseurs. 86.20 Série : Les envahisseurs. 86.30 Série : Les envahisseurs. 86.40 Série : Les envahisseurs. 86.50 Série : Les envahisseurs. 87.00 Série : Les envahisseurs. 87.10 Série : Les envahisseurs. 87.20 Série : Les envahisseurs. 87.30 Série : Les envahisseurs. 87.40 Série : Les envahisseurs. 87.50 Série : Les envahisseurs. 88.00 Série : Les envahisseurs. 88.10 Série : Les envahisseurs. 88.20 Série : Les envahisseurs. 88.30 Série : Les envahisseurs. 88.40 Série : Les envahisseurs. 88.50 Série : Les envahisseurs. 89.00 Série : Les envahisseurs. 89.10 Série : Les envahisseurs. 89.20 Série : Les envahisseurs. 89.30 Série : Les envahisseurs. 89.40 Série : Les envahisseurs. 89.50 Série : Les envahisseurs. 90.00 Série : Les envahisseurs. 90.10 Série : Les envahisseurs. 90.20 Série : Les envahisseurs. 90.30 Série : Les envahisseurs. 90.40 Série : Les envahisseurs. 90.50 Série : Les envahisseurs. 91.00 Série : Les envahisseurs. 91.10 Série : Les envahisseurs. 91.20 Série : Les envahisseurs. 91.30 Série : Les envahisseurs. 91.40 Série : Les envahisseurs. 91.50 Série : Les envahisseurs. 92.00 Série : Les envahisseurs. 92.10 Série : Les envahisseurs. 92.20 Série : Les envahisseurs. 92.30 Série : Les envahisseurs. 92.40 Série : Les envahisseurs. 92.50 Série : Les envahisseurs. 93.00 Série : Les envahisseurs. 93.10 Série : Les envahisseurs. 93.20 Série : Les envahisseurs. 93.30 Série : Les envahisseurs. 93.40 Série : Les envahisseurs. 93.50 Série : Les envahisseurs. 94.00 Série : Les envahisseurs. 94.10 Série : Les envahisseurs. 94.20 Série : Les envahisseurs. 94.30 Série : Les envahisseurs. 94.40 Série : Les envahisseurs. 94.50 Série : Les envahisseurs. 95.00 Série : Les envahisseurs. 95.10 Série : Les envahisseurs. 95.20 Série : Les envahisseurs. 95.30 Série : Les envahisseurs. 95.40 Série : Les envahisseurs. 95.50 Série : Les envahisseurs. 96.00 Série : Les envahisseurs. 96.10 Série : Les envahisseurs. 96.20 Série : Les envahisseurs. 96.30 Série : Les envahisseurs. 96.40 Série : Les envahisseurs. 96.50 Série : Les envahisseurs. 97.00 Série : Les envahisseurs. 97.10 Série : Les envahisseurs. 97.20 Série : Les envahisseurs. 97.30 Série : Les envahisseurs. 97.40 Série : Les envahisseurs. 97.50 Série : Les envahisseurs. 98.00 Série : Les envahisseurs. 98.10 Série : Les envahisseurs. 98.20 Série : Les envahisseurs. 98.30 Série : Les envahisseurs. 98.40 Série : Les envahisseurs. 98.50 Série : Les envahisseurs. 99.00 Série : Les envahisseurs. 99.10 Série : Les envahisseurs. 99.20 Série : Les envahisseurs. 99.30 Série : Les envahisseurs. 99.40 Série : Les envahisseurs. 99.50 Série : Les envahisseurs. 100.00 Série : Les envahisseurs. 100.10 Série : Les envahisseurs. 100.20 Série : Les envahisseurs. 100.30 Série : Les envahisseurs. 100.40 Série : Les envahisseurs. 100.50 Série : Les envahisseurs. 101.00 Série : Les envahisseurs. 101.10 Série : Les envahisseurs. 101.20 Série : Les envahisseurs. 101.30 Série : Les envahisseurs. 101.40 Série : Les envahisseurs. 101.50 Série : Les envahisseurs. 102.00 Série : Les envahisseurs. 102.10 Série : Les envahisseurs. 102.20 Série : Les envahisseurs. 102.30 Série : Les envahisseurs. 102.40 Série : Les envahisseurs. 102.50 Série : Les envahisseurs. 103.00 Série : Les envahisseurs. 103.10 Série : Les envahisseurs. 103.20 Série : Les envahisseurs. 103.30 Série : Les envahisseurs. 103.40 Série : Les envahisseurs. 103.50 Série : Les envahisseurs. 104.00 Série : Les envahisseurs. 104.10 Série : Les envahisseurs. 104.20 Série : Les envahisseurs. 104.30 Série : Les envahisseurs. 104.40 Série : Les envahisseurs. 104.50 Série : Les envahisseurs. 105.00 Série : Les envahisseurs. 105.10 Série : Les envahisseurs. 105.20 Série : Les envahisseurs. 105.30 Série : Les envahisseurs. 105.40 Série : Les envahisseurs. 105.50 Série : Les envahisseurs. 106.00 Série : Les envahisseurs. 106.10 Série : Les envahisseurs. 106.20 Série : Les envahisseurs. 106.30 Série : Les envahisseurs. 106.40 Série : Les envahisseurs. 106.50 Série : Les envahisseurs. 107.00 Série : Les envahisseurs. 107.10 Série : Les envahisseurs. 107.20 Série : Les envahisseurs. 107.30 Série : Les envahisseurs. 107.40 Série : Les envahisseurs. 107.50 Série : Les envahisseurs. 108.00 Série : Les envahisseurs. 108.10 Série : Les envahisseurs. 108.20 Série : Les envahisseurs. 108.30 Série : Les envahisseurs. 108.40 Série : Les envahisseurs. 108.50 Série : Les envahisseurs. 109.00 Série : Les envahisseurs. 109.10 Série : Les envahisseurs. 109.20 Série : Les envahisseurs. 109.30 Série : Les envahisseurs. 109.40 Série : Les envahisseurs. 109.50 Série : Les envahisseurs. 110.00 Série : Les envahisseurs. 110.10 Série : Les envahisseurs. 110.20 Série : Les envahisseurs. 110.30 Série : Les envahisseurs. 110.40 Série : Les envahisseurs. 110.50 Série : Les envahisseurs. 111.00 Série : Les envahisseurs. 111.10 Série : Les envahisseurs. 111.20 Série : Les envahisseurs. 111.30 Série : Les envahisseurs. 111.40 Série : Les envahisseurs. 111.50 Série : Les envahisseurs. 112.00 Série : Les envahisseurs. 112.10 Série : Les envahisseurs. 112.20 Série : Les envahisseurs. 112.30 Série : Les envahisseurs. 112.40 Série : Les envahisseurs. 112.50 Série : Les envahisseurs. 113.00 Série : Les envahisseurs. 113.10 Série : Les envahisseurs. 113.20 Série : Les envahisseurs. 113.30 Série : Les envahisseurs. 113.40 Série : Les envahisseurs. 113.50 Série : Les envahisseurs. 114.00 Série : Les envahisseurs. 114.10 Série : Les envahisseurs. 114.20 Série : Les envahisseurs. 114.30 Série : Les envahisseurs. 114.40 Série : Les envahisseurs. 114.50 Série : Les envahisseurs. 115.00 Série : Les envahisseurs. 115.10 Série : Les envahisseurs. 115.20 Série : Les envahisseurs. 115.30 Série : Les envahisseurs. 115.40 Série : Les envahisseurs. 115.50 Série : Les envahisseurs. 116.00 Série : Les envahisseurs. 116.10 Série : Les envahisseurs. 116.20 Série : Les envahisseurs. 116.30 Série : Les envahisseurs. 116.40 Série : Les envahisseurs. 116.50 Série : Les envahisseurs. 117.00 Série : Les envahisseurs. 117.10 Série : Les envahisseurs. 117.20 Série : Les envahisseurs. 117.30 Série : Les envahisseurs. 117.40 Série : Les envahisseurs. 117.50 Série : Les envahisseurs. 118.00 Série : Les envahisseurs. 118.10 Série : Les envahisseurs. 118.20 Série : Les envahisseurs. 118.30 Série : Les envahisseurs. 118.40 Série : Les envahisseurs. 118.50 Série : Les envahisseurs. 119.00 Série : Les envahisseurs. 119.10 Série : Les envahisseurs. 119.20 Série : Les envahisseurs. 119.30 Série : Les envahisseurs. 119.40 Série : Les envahisseurs. 119.50 Série : Les envahisseurs. 120.00 Série : Les envahisseurs. 120.10 Série : Les envahisseurs. 120.20 Série : Les envahisseurs. 120.30 Série : Les envahisseurs. 120.40 Série : Les envahisseurs. 120.50 Série : Les envahisseurs. 121.00 Série : Les envahisseurs. 121.10 Série : Les envahisseurs. 121.20 Série : Les envahisseurs. 121.30 Série : Les envahisseurs. 121.40 Série : Les envahisseurs. 121.50 Série : Les envahisseurs. 122.00 Série : Les envahisseurs. 122.10 Série : Les envahisseurs. 122.20 Série : Les envahisseurs. 122.30 Série : Les envahisseurs. 122.40 Série : Les envahisseurs. 122.50 Série : Les envahisseurs. 123.00 Série : Les envahisseurs. 123.10 Série : Les envahisseurs. 123.20 Série : Les envahisseurs. 123.30 Série : Les envahisseurs. 123.40 Série : Les envahisseurs. 123.50 Série : Les envahisseurs. 124.00 Série : Les envahisseurs. 124.10 Série : Les envahisseurs. 124.20 Série : Les envahisseurs. 124.30 Série : Les envahisseurs. 124.40 Série : Les envahisseurs. 124.50 Série : Les envahisseurs. 125.00 Série : Les envahisseurs. 125.10 Série : Les envahisseurs. 125.20 Série : Les envahisseurs. 125.30 Série : Les envahisseurs. 125.40 Série : Les envahisseurs. 125.50 Série : Les envahisseurs. 126.00 Série : Les envahisseurs. 126.10 Série : Les envahisseurs. 126.20 Série : Les envahisseurs. 126.30 Série : Les envahisseurs. 126.40 Série : Les envahisseurs. 126.50 Série : Les envahisseurs. 127.00 Série : Les envahisseurs. 127.10 Série : Les envahisseurs. 127.20 Série : Les envahisseurs. 127.30 Série : Les envahisseurs. 127.40 Série : Les envahisseurs. 127.50 Série : Les envahisseurs. 128.00 Série : Les envahisseurs. 128.10 Série : Les envahisseurs. 128.20 Série : Les envahisseurs. 128.30 Série : Les envahisseurs. 128.40 Série : Les envahisseurs. 128.50 Série : Les envahisseurs. 129.00 Série : Les envahisseurs. 129.10 Série : Les envahisseurs. 129.20 Série : Les envahisseurs. 129.30 Série : Les envahisseurs. 129.40 Série : Les envahisseurs. 129.50 Série : Les envahisseurs. 130.00 Série : Les envahisseurs. 130.10 Série : Les envahisseurs. 130.20 Série : Les envahisseurs. 130.30 Série : Les envahisseurs. 130.40 Série : Les envahisseurs. 130.50 Série : Les envahisseurs. 131.00 Série : Les envahisseurs. 131.10 Série : Les envahisseurs. 131.20 Série : Les envahisseurs. 131.30 Série : Les envahisseurs. 131.40 Série : Les envahisseurs. 131.50 Série : Les envahisseurs. 132.00 Série : Les envahisseurs. 132.10 Série : Les envahisseurs. 132.20 Série : Les envahisseurs. 132.30 Série : Les envahisseurs. 132.40 Série : Les envahisseurs. 132.50 Série : Les envahisseurs. 133.00 Série : Les envahisseurs. 133.10 Série : Les envahisseurs. 133.20 Série : Les envahisseurs. 133.30 Série : Les envahisseurs. 133.40 Série : Les envahisseurs. 133.50 Série : Les envahisseurs. 134.00 Série : Les envahisseurs. 134.10 Série : Les envahisseurs. 134.20 Série : Les envahisseurs. 134.30 Série : Les envahisseurs. 134.40 Série : Les envahisseurs. 134.50 Série : Les envahisseurs. 135.00 Série : Les envahisseurs. 135.10 Série : Les envahisseurs. 135.20 Série : Les envahisseurs. 135.30 Série : Les envahisseurs. 135.40 Série : Les envahisseurs. 135.50 Série : Les envahisseurs. 136.00 Série : Les envahisseurs. 136.10 Série : Les envahisseurs. 136.20 Série : Les envahisseurs. 136.30 Série : Les envahisseurs. 136.40 Série : Les envahisseurs. 136.50 Série

Dimanche 28 février

LE MINITEL A DROIT DE CITÉ

BESANÇON A L'ÉCRAN



Robert Schwint Maire de Besançon

36.15 - BISONTEL

Intégré dans la stratégie globale de communication de la ville de Besançon, le projet télématique "BISONTEL" associe différents partenaires autour de projets ambitieux et ça marche !

Ça marche parce que BISONTEL c'est d'abord l'addition d'énergies professionnelles complémentaires, telles deux sociétés de conseil et prestations informatiques : SGIP et SEAGULL.

Ça marche parce que l'outil "BISONTEL" est proposé à l'imagination des forces vives locales et nationales pour développer des produits nouveaux aussi diversifiés qu'un service de disponibilité hôtelière, d'informations sur les bébés avec 36-15 PÉDIATEL, ou encore d'apprentissage de l'anglais réalisé par le Centre de Linguistique Appliquée de Besançon.

Ça marche parce que la Direction Régionale des Télécommunications joue le jeu. Et puis le vidéotexte à Besançon c'est aussi grâce à la Compagnie des Transports Urbains et le groupe VIA-Générale de Transport et d'Industrie, des écrans dans tous les bus de la ville au service de la communication locale avec Canal Bus.



sgip



Ma ville, mon bus.



CANAL BUS



FRANCE TELECOM



ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE - TÉL : (0) 45.48.14.16.

JOURNÉES D'ÉTUDE SUR LA TÉLÉMATIQUE MUNICIPALE - BESANÇON 2/3 MARS 1988

FR 1
10h30 : Les Simpson
11h30 : Les Simpson
12h30 : Les Simpson
13h30 : Les Simpson
14h30 : Les Simpson
15h30 : Les Simpson
16h30 : Les Simpson
17h30 : Les Simpson
18h30 : Les Simpson
19h30 : Les Simpson
20h30 : Les Simpson
21h30 : Les Simpson
22h30 : Les Simpson
23h30 : Les Simpson
24h30 : Les Simpson

CANAL PLUS
10h30 : Les Simpson
11h30 : Les Simpson
12h30 : Les Simpson
13h30 : Les Simpson
14h30 : Les Simpson
15h30 : Les Simpson
16h30 : Les Simpson
17h30 : Les Simpson
18h30 : Les Simpson
19h30 : Les Simpson
20h30 : Les Simpson
21h30 : Les Simpson
22h30 : Les Simpson
23h30 : Les Simpson
24h30 : Les Simpson

AL 29 FEVRIER 88
ANES MINIMUM
JEAN ANGUER
AL 29 FEVRIER 88
ANES MINIMUM
JEAN ANGUER

Informations « services »

PHILATÉLIE

La « Liberté » fait de la promotion

Le timbre, au format horizontal 36 x 23 mm, est dessiné et gravé par Pierre Gaudon et Michel Durand-Megret. Il est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.



La vente anticipée de ce timbre se déroulera les 4, 5 et 6 mars à Metz (Moselle), à la Foire de Metz, à l'occasion du neuvième Salon philatélique, baptisé Lorraine 88, organisé par la Chambre syndicale française des négociants et experts en philatélie (CNEP).

Au programme de ce salon, une exposition, la présence d'une cinquantaine de négociants et la vente d'un bloc commémoratif, sans valeur d'affranchissement, tiré à 70 000 exemplaires, dessiné par Eugène Lacque.

Rappelons que Philéfrance 89 se déroulera à Paris, du 7 au 17 juillet 1989, au Parc des expositions de la porte de Versailles sur 30 000 mètres carrés et fera la part belle à la commémoration de la Révolution. Ce nouveau timbre fait partie d'un vaste programme de promotion philatélique. Ainsi, la première partie des émissions prévues pour 1989 parue au Journal officiel du 13 février annonce un carnet consacré aux héros de la Révolution et un bloc pour la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

★ Vente anticipée à Metz, les 4, 5 et 6 mars, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert dans le hall n° 4 au Parc des expositions à la Foire de Metz; le 4, de 8 heures à 19 heures, et le 5, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Metz RP.

★ Vente anticipée à Paris les 4 et 5 mars, de 9 heures à 18 heures, au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, Paris 15^e; le 4, de 8 heures à 19 heures, et le 5, de 8 heures à 12 heures, à Paris RP, Paris 1^{er}, et au bureau de Paris-Séjour, 5, avenue de Saxe, Paris 7^e.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 24, rue Chateaub, 75009 Paris Tél. : (1) 47-99-08.

En filigrane

● Dédicaces de Pierre Béquet. — Le samedi 27 février, une oblitération temporaire illustrée sera mise en service au Musée de la poste de Paris (34, boulevard de Vaugirard, Paris 15^e). Cette oblitération ponctue l'exposition qui se tient au musée en hommage à Bougainville et à Dumont d'Urville. Pierre Béquet, le graveur des timbres « Merins et explorateurs » (le Monde du 13 février) sera sur place à partir de 14 heures et dédicacera ses œuvres.



● Expositions. — L'Institut universitaire de technologie de Saint-Denis (93) fête son vingtième anniversaire, le jeudi 3 mars, avec un bureau de poste temporaire (renseignements : Marc Claux, 9, rue de Normandie, 95460 Ezanville).

L'Amicale philatélique Itteville organise, les 5 et 6 mars, à la salle polyvalente Marcel-Cordani à Itteville (Eure) sa troisième exposition multi-collections (renseignements : APL, 20 bis, rue de la Croix-Boisée, 91760 Itteville).

● La France à l'étranger. — La Congo a mis en vente une série de timbres consacrée à Pierre de Coubertin. L'une des valeurs reproduit le timbre français émis en 1924 à l'occasion des Jeux olympiques de Paris.

L'île Maurice rend hommage, dans une série intitulée « Art et architecture », à Paul et Virginie de Bernardin de Saint-Pierre, qui séjourna à l'île de France de 1768 à 1770. La Cambodge a émis sept timbres et un bloc-feuillet sur les hélicoptères modernes, dont le Puma.

● Philatélie à la télévision. — L'émission de télévision de Jean Orredu sur TF1 « Bonjour la France-Bonjour l'Europe » accueille une rubrique philatélique tous les dimanches vers 7 h 40, présentée par Pierre Julien de la rédaction du Monde des philatélistes. Au programme de dimanche : le carnet « Merins et explorateurs ».

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 27 février
Dreux, 14 heures : papeterie, tableaux, vins, fourneaux.

ILE-DE-FRANCE

Dimanche 28 février
Versailles, Palais des congrès, 10 h 30 : tableaux anciens; 11 heures : photos; 14 heures : art contemporain, objets d'art, mobilier dix-huitième; Fontainebleau, 14 heures : tableaux modernes, mobilier, objets d'art; Provins, 14 heures : archéologie; Rambouillet, 14 h 30 : tableaux, mobilier, objets d'art; L'Isle-Adam, 14 h 30 : atelier d'artiste; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : atelier d'artiste.

PLUS LOIN

Samedi 27 février
Bordeaux (Saint-Christoly), 15 heures : affiches de cinéma; Bergerac, 14 heures : livres, mobilier; Commenailles, 14 heures : timbres; Nîmes, 10 heures et 14 heures : livres.

Dimanche 28 février

Sens, 14 h 30 : poupées, jouets; Troyes, 14 heures : tableaux, mobilier, objets d'art; Cahors, 14 h 30 : tableaux modernes; Grasse, 14 h 30 : objets d'art, mobilier, tableaux; Alençon, 14 h 30 : arts d'Asie; Bourg-en-Bresse, 14 h 30 : tableaux, objets d'art, mobilier; Lons-le-Saunier, 14 heures : livres, mobilier, objets d'art; Rouen, 14 heures : art populaire, mobilier, objets d'art; Nancy, 14 heures : tableaux, objets d'art, mobilier; Paris, 14 h 30 : objets d'art et d'ameublement.

FOIRES ET SALONS

Antony, Dax (71), Lille, Salon du livre ancien, Rouen II, samedi seulement.

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 26 février à 0 h TU et le dimanche 28 février à 24 h TU.

Les hautes pressions (1045 hPa) centrées sur l'océan atlantique dirigent sur la France un courant froid et sec de secteur nord. Un temps froid et très nuageux prédominera ainsi sur une grande partie du pays.

Samedi 27 février : beaucoup de nuages, quelques chutes de neige. Un temps gris prédominera du Nord au Centre, aux Pyrénées, au Massif Central, à Rhod-Alpes et au Nord-Est. Les nuages, abondants, s'accompagneront de petites chutes de neige. Sous l'Alpines, la Lorraine, la Champagne et le Centre seront se développer des éclaircies dans l'après-midi.

Sur la Bretagne, la Normandie et les Pays de Loire, images et éclaircies se partageront le ciel, mais le vent de nord-est soufflera assez fort. Quelques averses minimales se produiront près des côtes.

De Languedoc-Roussillon aux Alpes du Sud, à la Côte d'Azur et à la Corse, le soleil du matin se verra dans l'après-midi avec l'arrivée de passages nuageux. Mistral et tramontane resteront forts. Le vent de nord-est sera assez soutenu sur la plupart des régions.

Les températures minimales seront généralement comprises entre -5 et -10 degrés, parfois inférieures dans le Massif Central. Les températures maximales se situeront entre 0 et 2 degrés du Nord-Est au Massif Central et à Rhod-Alpes, entre 1 et 5 degrés du Nord à l'Île-de-France, au Nord-Ouest et à l'Aquitaine, entre 6 et 12 degrés près de la Méditerranée.

Dimanche 28 février : froid et grêle en perspective. Un temps gris et froid régnera dimanche sur la quasi-totalité de la France. De petites chutes de neige pourront encore se produire par endroits des Pyrénées au Massif Central, aux Alpes et au Jura, ainsi que dans la Nord-Pas-de-Calais et en Corse.

Les régions méditerranéennes connaîtront elles aussi un temps de plus en plus nuageux après avoir bénéficié de quelques éclaircies matinales.

Un vent modéré de secteur nord soufflera en toutes régions.

Côté températures, pas de grand changement. Les gelées nocturnes persisteront. En cours de journée, les températures atteindront un maximum de 0 à 3 degrés dans l'intérieur, 4 à 5 degrés près de la Manche et de l'Atlantique, 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

Les températures minimales seront généralement comprises entre -5 et -10 degrés, parfois inférieures dans le Massif Central. Les températures maximales se situeront entre 0 et 2 degrés du Nord-Est au Massif Central et à Rhod-Alpes, entre 1 et 5 degrés du Nord à l'Île-de-France, au Nord-Ouest et à l'Aquitaine, entre 6 et 12 degrés près de la Méditerranée.

Dimanche 28 février : froid et grêle en perspective. Un temps gris et froid régnera dimanche sur la quasi-totalité de la France. De petites chutes de neige pourront encore se produire par endroits des Pyrénées au Massif Central, aux Alpes et au Jura, ainsi que dans la Nord-Pas-de-Calais et en Corse.

Les régions méditerranéennes connaîtront elles aussi un temps de plus en plus nuageux après avoir bénéficié de quelques éclaircies matinales.

Un vent modéré de secteur nord soufflera en toutes régions.

Côté températures, pas de grand changement. Les gelées nocturnes persisteront. En cours de journée, les températures atteindront un maximum de 0 à 3 degrés dans l'intérieur, 4 à 5 degrés près de la Manche et de l'Atlantique, 8 à 10 degrés près de la Méditerranée.

Les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 111, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris, tél. : 45-08-50-28; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 1144, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-35; Autriche : 11

JEUX

échecs

N° 1269

SACRIFICE DE DÉVIATION

(Tournoi international de Hastings, janvier 1988)

Blancs : SHORR
Noirs : BENJAMIN
Défense sicilienne.

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Fc7 4. Cc3 Cb6 5. Fd3 Fd7 6. Cb3 Cc6 7. Fc4 Fc7 8. Cc3 Cb6 9. Fd3 Fd7 10. Cb3 Cc6 11. Fc4 Fc7 12. Cc3 Cb6 13. Fd3 Fd7 14. Cb3 Cc6 15. Fc4 Fc7 16. Cc3 Cb6 17. Fd3 Fd7 18. Cb3 Cc6 19. Fc4 Fc7 20. Cc3 Cb6 21. Fd3 Fd7 22. Cb3 Cc6 23. Fc4 Fc7 24. Cc3 Cb6 25. Fd3 Fd7 26. Cb3 Cc6 27. Fc4 Fc7 28. Cc3 Cb6 29. Fd3 Fd7 30. Cb3 Cc6 31. Fc4 Fc7 32. Cc3 Cb6 33. Fd3 Fd7 34. Cb3 Cc6 35. Fc4 Fc7 36. Cc3 Cb6 37. Fd3 Fd7 38. Cb3 Cc6 39. Fc4 Fc7 40. Cc3 Cb6 41. Fd3 Fd7 42. Cb3 Cc6 43. Fc4 Fc7 44. Cc3 Cb6 45. Fd3 Fd7 46. Cb3 Cc6 47. Fc4 Fc7 48. Cc3 Cb6 49. Fd3 Fd7 50. Cb3 Cc6 51. Fc4 Fc7 52. Cc3 Cb6 53. Fd3 Fd7 54. Cb3 Cc6 55. Fc4 Fc7 56. Cc3 Cb6 57. Fd3 Fd7 58. Cb3 Cc6 59. Fc4 Fc7 60. Cc3 Cb6 61. Fd3 Fd7 62. Cb3 Cc6 63. Fc4 Fc7 64. Cc3 Cb6 65. Fd3 Fd7 66. Cb3 Cc6 67. Fc4 Fc7 68. Cc3 Cb6 69. Fd3 Fd7 70. Cb3 Cc6 71. Fc4 Fc7 72. Cc3 Cb6 73. Fd3 Fd7 74. Cb3 Cc6 75. Fc4 Fc7 76. Cc3 Cb6 77. Fd3 Fd7 78. Cb3 Cc6 79. Fc4 Fc7 80. Cc3 Cb6 81. Fd3 Fd7 82. Cb3 Cc6 83. Fc4 Fc7 84. Cc3 Cb6 85. Fd3 Fd7 86. Cb3 Cc6 87. Fc4 Fc7 88. Cc3 Cb6 89. Fd3 Fd7 90. Cb3 Cc6 91. Fc4 Fc7 92. Cc3 Cb6 93. Fd3 Fd7 94. Cb3 Cc6 95. Fc4 Fc7 96. Cc3 Cb6 97. Fd3 Fd7 98. Cb3 Cc6 99. Fc4 Fc7 100. Cc3 Cb6

NOTES
a) 9... Cg4 est à déconseiller : 10. Cxg5, bxc5 ; 11. Fc5, Fb7 (ou 11... Dg5) ; 12. Dxc5, hxc5 ; 13. Fd2, e5 ; 14. Dxc5, hxc5 ; 15. hxc5, Txh8 ; 16. Txh8, Txh8 ; 17. Txh8, Txh8 ; 18. Txh8, Txh8 ; 19. Txh8, Txh8 ; 20. Txh8, Txh8 ; 21. Txh8, Txh8 ; 22. Txh8, Txh8 ; 23. Txh8, Txh8 ; 24. Txh8, Txh8 ; 25. Txh8, Txh8 ; 26. Txh8, Txh8 ; 27. Txh8, Txh8 ; 28. Txh8, Txh8 ; 29. Txh8, Txh8 ; 30. Txh8, Txh8 ; 31. Txh8, Txh8 ; 32. Txh8, Txh8 ; 33. Txh8, Txh8 ; 34. Txh8, Txh8 ; 35. Txh8, Txh8 ; 36. Txh8, Txh8 ; 37. Txh8, Txh8 ; 38. Txh8, Txh8 ; 39. Txh8, Txh8 ; 40. Txh8, Txh8 ; 41. Txh8, Txh8 ; 42. Txh8, Txh8 ; 43. Txh8, Txh8 ; 44. Txh8, Txh8 ; 45. Txh8, Txh8 ; 46. Txh8, Txh8 ; 47. Txh8, Txh8 ; 48. Txh8, Txh8 ; 49. Txh8, Txh8 ; 50. Txh8, Txh8 ; 51. Txh8, Txh8 ; 52. Txh8, Txh8 ; 53. Txh8, Txh8 ; 54. Txh8, Txh8 ; 55. Txh8, Txh8 ; 56. Txh8, Txh8 ; 57. Txh8, Txh8 ; 58. Txh8, Txh8 ; 59. Txh8, Txh8 ; 60. Txh8, Txh8 ; 61. Txh8, Txh8 ; 62. Txh8, Txh8 ; 63. Txh8, Txh8 ; 64. Txh8, Txh8 ; 65. Txh8, Txh8 ; 66. Txh8, Txh8 ; 67. Txh8, Txh8 ; 68. Txh8, Txh8 ; 69. Txh8, Txh8 ; 70. Txh8, Txh8 ; 71. Txh8, Txh8 ; 72. Txh8, Txh8 ; 73. Txh8, Txh8 ; 74. Txh8, Txh8 ; 75. Txh8, Txh8 ; 76. Txh8, Txh8 ; 77. Txh8, Txh8 ; 78. Txh8, Txh8 ; 79. Txh8, Txh8 ; 80. Txh8, Txh8 ; 81. Txh8, Txh8 ; 82. Txh8, Txh8 ; 83. Txh8, Txh8 ; 84. Txh8, Txh8 ; 85. Txh8, Txh8 ; 86. Txh8, Txh8 ; 87. Txh8, Txh8 ; 88. Txh8, Txh8 ; 89. Txh8, Txh8 ; 90. Txh8, Txh8 ; 91. Txh8, Txh8 ; 92. Txh8, Txh8 ; 93. Txh8, Txh8 ; 94. Txh8, Txh8 ; 95. Txh8, Txh8 ; 96. Txh8, Txh8 ; 97. Txh8, Txh8 ; 98. Txh8, Txh8 ; 99. Txh8, Txh8 ; 100. Txh8, Txh8

12. Fd2, b4 ; 13. Ca4, Cx64 ; 14. Dd3, Cb6 ; 15. Ff3, d5 ; 16. Rb1, 0-0 ; 17. Cb6, Tb8 ; 18. g4, Fd6 ; 19. g5, hxc5 ; 20. fxc5, Cd7 ; 21. Cxg8, Txg8 ; 22. g6, les Blancs s'emparent de l'initiative et la conservent jusqu'à la fin : 22... Dd7 ; 23. Fg4, Tf7 ; 24. gxc7+, Dxc7 ; 25. Tf1, Dg6 ; 26. Tb1, Ff8 ; 27. Ff5, exf5 ; 28. Txg6, Txg6 ; 29. Fxg6, Cc5 ; 30. Txg6, g6 ; 31. Txg6, abandon (Short-A. Rodriguez, Subotica, 1987).
d) On retrouve, après intervention de coups, la partie Oll-Chasin (URSS, 1985) dans laquelle les Blancs poursuivent par 13. g4 (au lieu de 13. Rb1). Après 13... Cxd4, hxc5 ; 17. fxc5, Cg4 ; 18. Cc5, Dd4 ; 19. Dxc4, Txg4 ; 20. h4, Fd6 ; 21. Fb6 la partie est équilibrée mais les Blancs commencent la fausse 21... Tg6 au lieu de 21... Txh8 et perdent au quarante-sixième coup.
e) Visiblement, les Noirs n'ont pas envie de roquer.
f) Les Noirs ont obtenu quelques perspectives d'attaque sur le grand roque, mais ce sont les Blancs, mieux développés, qui tirent les premiers.

g) Après 19... Cxg3 ; 20. Dxc3, 65 ; le Cd4 doit quitter la défense du pion c2 : 21. Cf5, Fxf5 ; 22. exf5, Dxc2+ ; 23. Ra1, Dxf5 et les Noirs ont gagné deux pions mais connaissent de grandes difficultés : 24. Fd5 suivi de Th1.
h) Dans cette position, le R noir est probablement plus exposé que son collègue.
i) Menace 24... Cxb2.
j) Naturellement, la prise du Cg4 est hors de question : si 25. bxc4, Fxc4 ; 26. Fb2, Fxa2+ ; 27. Rg1, Th3 ; 28. Td2, Fb3 ; 29. Fd1, Fxc2 suivi de b3.
k) Ou 25... Ca3+ ; 26. Fxa3, Dxa3 ; 27. Fg4 comme dans la partie ; si 27... Ta5 ; 28. c4, bxc3 ; 29. Fxc6, fxc6 ; 30. Dxf7+ (les Blancs sont arrivés les premiers) ; 31. Tf1, Tf2 ; 32. Dxc6, Txh2 ; 33. Txh6+, Dxc6 ; 34. Dxc6+, Rg8 ; 35. a4 et la Ta5 est perdue ! une folle variante du vainqueur.
l) Le sacrifice de déviation du F, thème majeur des Blancs qui visent le point vulnérable f7, exigeait un minuscule calcul.
m) Si 26... Fxg4 ; 27. Dxf7+, Rg8 ; 28. Dxc7, Fd7 ; 29. bxc4, Txg4 ; 30. Dg8+.

n) Une défense simple et efficace.
o) Ou 29... Dxa3 ; 30. Fxg6, fxc6 ; 31. h5, Tg8 ; 32. hxc6, Txg6 ; 33. Df2, Tg7 ; 33. g6 ou 33... Cxg5 ; 34. Df8+, Rd7 ; 35. Tf7+ !
p) Gagnant deux pions et la finale.
q) La fin de partie est sans espoir pour les Noirs : si 38... Txh4 ; 39. Td5= et 40. Tx65.
Solution de l'étude n° 1268
A. KUZNETSOV
et B. SACHAROV, 1957
(Blancs : Rd1, Tc4, Pb6, c2. Noirs : Rf3, Tb2, Cg3, Fa4, b4 et d5. Nulle.)
Les Blancs ne peuvent jouer ni 1. b77 à cause de 1... Tbl+ ; 2. Rd2, Cf1+ ; 3. Rd3, Td1 mat, ni 1. Tf47, 6x4 ; 2. b7, Tbl+ ; 3. Rd2, Cc4+ ; 4. Rd3, Cc5+.
1. Rf1, a3 ! 2. b7, Rb3 ! (menaçant mat : si 3. b6=D, Cc2+ ; 4. Rd1, Tbl mat) ; 3. T74+0, Cx44 (si 3... Rxc6 ; 4. b8=D, Cc2+ ; 5. Rd2, Cc4 ; 6. Dd7+ avec échec perpétuel) ; 4. b8=D, Ta2 ! 5. Dxc5 (et non 5. Dd6+7, Rf3) si 5. Dd7+7, Rf2 ; 6. Da6+7, Rf1) ; Ta1+ ! (si 5...

ÉTUDE N° 1268
V. KOROLKOV
(1954)

BLANCS (4) : Rf3, Td3, Pa2 et 66.
NOIRS (3) : Rg4, Td2, Pc2.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1267

L'IMPASSE MORTELLE

Dans cette donne jouée à Tel-Aviv au tournoi des Maccabiah Games, le champion américain Edwin Kantar est arrivé, grâce à une technique parfaite, à éviter une impasse qui aurait été mortelle. Essayez de jouer aussi bien que lui.

♠ RD753
♥ 94
♦ V43
♣ D105

♠ AV92
♥ R5
♦ RD75
♣ A82

An. : S. dom. E.-O. vuln.

	Sud	Ouest	Nord	Est
Kantar	X	X	X	X
1 SA	passé	2 ♥	passé	
2 ♥	passé	2 SA	passé	
4 ♥	passé	passé	passé	

Ouest ayant entamé le Valet de Trèfle pour la Dame et le Roi d'Est, le déclarant mit l'As, puis il tira le Valet de Pique (Est fournissant le 8 sec) et Roi Dame de Pique. Ensuite il joua le 3 de Carreau pour le 6 sec d'Est couvert par le Roi de Carreau. Ouest prit avec l'As et il rejoignit le 10 de Carreau. Comment Kantar, en Sud, a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Réponse : Une fois que les Carreaux adverses n'étaient pas parties 3-3 et que le quatrième Carreau de Sud ne pouvait s'affranchir (pour défoncer un Cœur du mort), il semblait que la réussite du contrat dépendait de la place de l'As de Cœur puisqu'il y avait un Trèfle à perdre.

Kantar, cependant, comprit qu'un jeu d'élimination et un placement de main pourraient lui éviter l'impasse

À Cœur, d'autant plus que Ouest ne pouvait avoir que le Valet de Trèfle sec ou second et qu'il suffisait de tirer le 10 de Trèfle pour que Ouest ait joué de Trèfle. Ensuite il joua Carreau et, grâce à son quatrième Carreau, il donna le main à Ouest, tandis qu'il défaisait le dernier Trèfle du mort.

Ouest, en main avec le 9 de Carreau, dut jouer l'As de Cœur en espérant que Sud n'aurait pas le Roi de Cœur, mais le Valet de Cœur, Sud fit ainsi le Roi de Cœur, la diable levée.

À l'autre table, Sud, qui jouait le Sans Atout faible, dut ouvrir de 1 Carreau au lieu de 1 SA. Bismberg, en Ouest, déclara à Cœur et les enchères s'arrêtèrent à 5 Cœurs n'ayant pu faire que ses deux As noirs. Un exemple rare où la manche a été réussie dans les deux lignes.

Recherche d'une communication

On a coutume de dire que le bridge est un jeu d'impasse, mais c'est aussi un jeu de communications, et il est inutile d'avoir de belles richesses dans une main si l'on n'est pas en mesure de les atteindre.

♠ RD753
♥ 94
♦ V43
♣ D105

♠ AV92
♥ R5
♦ RD75
♣ A82

An. : S. dom. E.-O. vuln.

	Sud	Ouest	Nord	Est
Kantar	X	X	X	X
1 SA	passé	2 ♥	passé	
2 ♥	passé	2 SA	passé	
4 ♥	passé	passé	passé	

SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères : Nord avait ouvert de « 1 Trèfle » conventionnel et forcing et, après quatre tours d'enchères artificielles, Weichsel et Sontag en Nord-Sud étaient arrivés à « 6 SA ».

Avec l'ouverture de « 2 Trèfles Albarra », on aurait eu :

	Nord	Sud
2 ♥	2 ♥ (l'As)	
3 ♥	3 ♥ (cœur)	
4 ♥	4 SA (naturel)	
6 SA	passé	

L'enchère de « 4 SA » n'est évidemment pas un Blackwood, mais l'indication d'une distribution régulière. Par contre, si Nord au lieu de déclarer « 4 Trèfles » avait dit « 4 SA », cette enchère aurait été un Blackwood pour connaître le nombre de rois.

PHILIPPE BRUGNON.

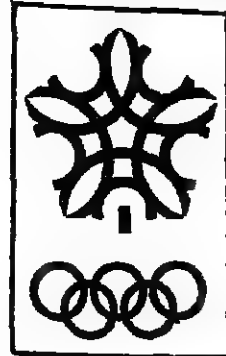
dames

N° 322

STRANGULATION

Yamoussoukro, octobre 1986

1. 28-29 16-23 26-44-46 2-7
2. 29-30 17-24 27-35 18-16
3. 30-31 18-21 28-32 17-17
4. 31-32 19-22 29-33 18-17
5. 32-33 20-23 30-34 19-18
6. 33-34 21-24 31-35 20-19
7. 34-35 22-25 32-36 21-20
8. 35-36 23-26 33-37 22-21
9. 36-37 24-27 34-38 23-22
10. 37-38 25-28 35-39 24-23
11. 38-39 26-29 36-40 25-24
12. 39-40 27-30 37-41 26-25
13. 40-41 28-31 38-42 27-26
14. 41-42 29-32 39-43 28-27
15. 42-43 30-33 40-44 29-28
16. 43-44 31-34 41-45 30-29
17. 44-45 32-35 42-46 31-30
18. 45-46 33-36 43-47 32-31
19. 46-47 34-37 44-48 33-32
20. 47-48 35-38 45-49 34-33
21. 48-49 36-39 46-50 35-34
22. 49-50 37-40 47-51 36-35
23. 50-51 38-41 48-52 37-36
24. 51-52 39-42 49-53 38-37
25. 52-53 40-43 50-54 39-38
26. 53-54 41-44 51-55 40-39
27. 54-55 42-45 52-56 41-40
28. 55-56 43-46 53-57 42-41
29. 56-57 44-47 54-58 43-42
30. 57-58 45-48 55-59 44-43
31. 58-59 46-49 56-60 45-44
32. 59-60 47-50 57-61 46-45
33. 60-61 48-51 58-62 47-46
34. 61-62 49-52 59-63 48-47
35. 62-63 50-53 60-64 49-48
36. 63-64 51-54 61-65 50-49
37. 64-65 52-55 62-66 51-50
38. 65-66 53-56 63-67 52-51
39. 66-67 54-57 64-68 53-52
40. 67-68 55-58 65-69 54-53
41. 68-69 56-59 66-70 55-54
42. 69-70 57-60 67-71 56-55
43. 70-71 58-61 68-72 57-56
44. 71-72 59-62 69-73 58-57
45. 72-73 60-63 70-74 59-58
46. 73-74 61-64 71-75 60-59
47. 74-75 62-65 72-76 61-60
48. 75-76 63-66 73-77 62-61
49. 76-77 64-67 74-78 63-62
50. 77-78 65-68 75-79 64-63
51. 78-79 66-69 76-80 65-64
52. 79-80 67-70 77-81 66-65
53. 80-81 68-71 78-82 67-66
54. 81-82 69-72 79-83 68-67
55. 82-83 70-73 80-84 69-68
56. 83-84 71-74 81-85 70-69
57. 84-85 72-75 82-86 71-70
58. 85-86 73-76 83-87 72-71
59. 86-87 74-77 84-88 73-72
60. 87-88 75-78 85-89 74-73
61. 88-89 76-79 86-90 75-74
62. 89-90 77-80 87-91 76-75
63. 90-91 78-81 88-92 77-76
64. 91-92 79-82 89-93 78-77
65. 92-93 80-83 90-94 79-78
66. 93-94 81-84 91-95 80-79
67. 94-95 82-85 92-96 81-80
68. 95-96 83-86 93-97 82-81
69. 96-97 84-87 94-98 83-82
70. 97-98 85-88 95-99 84-83
71. 98-99 86-89 96-100 85-84
72. 99-100 87-90 97-101 86-85
73. 100-101 88-91 98-102 87-86
74. 101-102 89-92 99-103 88-87
75. 102-103 90-93 100-104 89-88
76. 103-104 91-94 101-105 90-89
77. 104-105 92-95 102-106 91-88
78. 105-106 93-96 103-107 92-89
79. 106-107 94-97 104-108 93-90
80. 107-108 95-98 105-109 94-91
81. 108-109 96-99 106-110 95-92
82. 109-110 97-100 107-111 96-93
83. 110-111 98-101 108-112 97-94
84. 111-112 99-102 109-113 98-95
85. 112-113 100-103 110-114 99-96
86. 113-114 101-104 111-115 100-97
87. 114-115 102-105 112-116 101-98
88. 115-116 103-106 113-117 102-99
89. 116-117 104-107 114-118 103-100
90. 117-118 105-108 115-119 104-101
91. 118-119 106-109 116-120 105-102
92. 119-120 107-110 117-121 106-103
93. 120-121 108-111 118-122 107-104
94. 121-122 109-112 119-123 108-105
95. 122-123 110-113 120-124 109-106
96. 123-124 111-114 121-125 110-107
97. 124-125 112-115 122-126 111-108
98. 125-126 113-116 123-127 112-109
99. 126-127 114-117 124-128 113-110
100. 127-128 115-118 125-129 114-111
101. 128-129 116-119 126-130 115-112
102. 129-130 117-120 127-131 116-113
103. 130-131 118-121 128-132 117-114
104. 131-132 119-122 129-133 118-115
105. 132-133 120-123 130-134 119-116
106. 133-134 121-124 131-135 120-117
107. 134-135 122-125 132-136 121-118
108. 135-136 123-126 133-137 122-119
109. 136-137 124-127 134-138 123-120
110. 137-138 125-128 135-139 124-121
111. 138-139 126-129 136-140 125-122
112. 139-140 127-130 137-141 126-123
113. 140-141 128-131 138-142 127-124
114. 141-142 129-132 139-143 128-125
115. 142-143 130-133 140-144 129-126
116. 143-144 131-134 141-145 130-127
117. 144-145 132-135 142-146 131-128
118. 145-146 133-136 143-147 132-129
119. 146-147 134-137 144-148 133-130
120. 147-148 135-138 145-149 134-131
121. 148-149 136-139 146-150 135-132
122. 149-150 137-140 147-151 136-133
123. 150-151 138-141 148-152 137-134
124. 151-152 139-142 149-153 138-135
125. 152-153 140-143 150-154 139-136
126. 153-154 141-144 151-155 140-137
127. 154-155 142-145 152-156 141-138
128. 155-156 143-146 153-157 142-139
129. 156-157 144-147 154-158 143-140
130. 157-158 145-148 155-159 144-141
131. 158-159 146-149 156-160 145-142
132. 159-160 147-150 157-161 146-143
133. 160-161 148-151 158-162 147-144
134. 161-162 149-152 159-163 148-145
135. 162-163 150-153 160-164 149-146
136. 163-164 151-154 161-165 150-147
137. 164-165 152-155 162-166 151-148
138. 165-166 153-156 163-167 152-149
139. 166-167 154-157 164-168 153-150
140. 167-168 155-158 165-169 154-151
141. 168-169 156-159 166-170 155-152
142. 169-170 157-160 167-171 156-153
143. 170-171 158-161 168-172 157-154
144. 171-172 159-162 169-173 158-155
145. 172-173 160-163 170-174 159-156
146. 173-174 161-164 171-175 160-157
147. 174-175 162-165 172-176 161-158
148. 175-176 163-166 173-177 162-159
149. 176-177 164-167 174-178 163-160
150. 177-178 165-168 175-179 164-161
151. 178-179 166-169 176-180 165-162
152. 179-180 167-170 177-181 166-163
153. 180-181 168-171 178-182 167-164
154. 181-182 169-172 179-183 168-165
155. 182-183 170-173 180-184 169-166
156. 183-184 171-174 181-185 170-167
157. 184-185 172-175 182-186 171-168
158. 185-186 173-176 183-187 172-169
159. 186-187 174-177 184-188 173-170
160. 187-188 175-178 185-189 174-171
161. 188-189 176-179 186-190 175-172
162. 189-190 177-180 187-191 176-173
163. 190-191 178-181 188-192 177-174
164. 191-192 179-182 189-193 178-175
165. 192-193 180-183 190-194 179-176
166. 193-194 181-184 191-195 180-177
167. 194-195 182-185 192-196 181-178
168. 195-196 183-186 193-197 182-179
169. 196-197 184-187 194-198 183-180
170. 197-198 185-188 195-199 184-181
171. 198-199 186-189 196-200 185-182
172. 199-200 187-190 197-201 186-183
173. 200-201 188-191 198-202 187-184
174. 201-202 189-192 199-203 188-185
175. 202-203 190-193 200-204 189-186
176. 203-204 191-194 201-205 190-187
177. 204-205 192-195 202-206 191-188
178. 205-206 193-196 203-207 192-189
179. 206-207 194-197 204-208 193-190
180. 207-208 195-198 205-209 194-191
181. 208-209 196-199 206-210 195-192
182. 209-210 197-200 207-211 196-193
183. 210-211 198-201 208-212 197-194
184. 211-212 199-202 209-213 198-195
185. 212-213 200-203 2



Sports

Les XV^es Jeux olympiques d'hiver

Du fond de l'Est

En ski de fond, les pays scandinaves subissent une véritable déroute face à l'Union soviétique. Jamais, dans l'histoire des Jeux olympiques, une équipe n'avait autant dominé cette discipline.

Avant la dernière épreuve (le 50 kilomètres hommes), prévue samedi 27 février, elle totalise déjà treize médailles (cinq d'or, cinq d'argent, trois de bronze). Le pays le plus éprouvé par ce raz de marée est la Suède. Lors des derniers championnats du monde, en 1987, à Oberstdorf (RFA), Thomas Wassberg et ses compatriotes

avaient remporté huit médailles et, par voie de conséquence, le titre de meilleure nation.

C'est le 20 kilomètres dames, disputé jeudi 25 février, qui symbolise avec le plus d'éclat la suprématie de l'Union soviétique. Trois de ses représentantes occupent à elles seules le podium : Tamara Tikhonova a devancé Anfisa Reztsova et Raisa Smetanina. Cette dernière, âgée de trente-six ans, obtient ainsi sa septième médaille olympique. Sa première participation remonte aux Jeux olympiques de 1976 à Innsbruck.

La forte distaffisation des pays scandinaves se traduit tout particulièrement dans cette épreuve par la présence à la huitième place seulement de la meilleure de leurs représentantes. Il s'agit de la Norvégienne Marianne Dahlmo, précédée par la Suédoise Christina Gyllenberger, les Allemandes de l'Est Simone Opitz et Kerstin Moring et l'Italienne Manuela Di Centa. Les Scandinaves sont cernées de toutes parts.

La grande leçon des Jeux est que les Soviétiques sont désormais autant à l'aise dans les

épreuves en technique classique que dans courses en technique libre. Cela n'était pas le cas auparavant. Ils manifestaient de réelles faiblesses dans la deuxième spécialité, introduite officiellement pour la première fois aux Jeux olympiques à Calgary. On ironisait ces deux derniers hi sur leurs difficultés à s'adapter à l'évolution du ski de fond. La réponse fournie aujourd'hui sans appel.

SKI ALPIN : le slalom géant masculin

Tomba, sur les traces de Stenmark

Alberto Tomba, l'homme qui a accumulé les victoires depuis le début de la saison de la Coupe du monde, a remporté, le jeudi 25 février, le slalom géant disputé sur les pentes du mont Allan. La jeune vedette du ski italien a dominé tous ses adversaires lors de la première manche, distançant le médaillé d'argent, l'Autrichien Hubert Strolz, de plus de 1 seconde. Pirmin Zurbriggen, le champion du monde en titre, n'a pu que s'incliner devant la puissance du carabinier de Bologne. Le skieur suisse a dû se contenter de la médaille de bronze.

CALGARY
de notre envoyé spécial

Dans un mois, il fêtera ses trente-trois ans. Un âge respectable pour abandonner la compétition après une carrière marquée par quatre-vingt-cinq victoires en Coupe du monde. Mais Ingemar Stenmark n'est pas homme à déposer si vite ses skis au râtelier. Le slalom géant suédois, qui a toujours eu tendance à vouloir le monde des courses sans éclat.

Les Jeux olympiques de Calgary pouvaient être le lieu de l'exploit, car l'enfant de Tämnaby a une revanche à prendre avec cette compétition. Médaille d'or du slalom spécial et du géant à Lake Placid en 1980, il n'avait pu défendre ses titres à Sarajevo quatre ans plus tard. Les problèmes liés à la licence B et aux contrats publicitaires l'avaient écarté des Jeux. Mais depuis, la Fédération internationale de ski a supprimé la licence B et a accepté le mécénat des équipes. Stenmark est redevenu un prétendant au titre comme les autres. Simplement un peu plus âgé que ces bizzis qui tentent de le détrôner depuis quelques années.

Les résultats

Hockey sur glace

Poule finale
Suède bat Tchécoslovaquie 6-2
Finlande bat RFA 3-0
URSS bat Canada 5-0
Classement : 1. URSS, 6 pts ; 2. Finlande, 5 ; 3. Suède, 4 ; 4. RFA, 2 ; 5. Canada, 1 ; 6. Tchécoslovaquie, 0.
Match pour la septième place
RFA bat Suisse 3-4

Saut à skis

Epreuve par équipes
1. Finlande, 634,4 pts ; 2. Yougoslavie, 625,5 ; 3. Norvège, 596,1.

Ski alpin

Slalom géant féminin
1. V. Schneider (Sui.), 2 min 6 s 49 ; 2. C. Kinscher-Gutlein (RFA), 2 min 7 s 42 ; 3. M. Walliser (Sui.), 2 min 7 s 72 ; 4. C. Quittet (Fr.), 2 min 8 s 84 ; 5. C. Marie (Fr.), 2 min 9 s 36 ; 6. C. Guignard (Fr.), 2 min 9 s 46 ; 7. 19. Tilkka-Mogers (Fr.), 2 min 14 s 39.

Slalom géant masculin
1. Tomba (It.), 2 min 6 s 37 ; 2. Strolz (Aut.), 2 min 7 s 41 ; 3. Zurbriggen (Sui.), 2 min 8 s 39 ; 4. Gaidet (Fr.), 2 min 11 s 67 ; 5. 24. Tavernier (Fr.), 2 min 12 s 21 ; Fautrier (Fr.), abandon première manche ; Picard (Fr.), non partant.

Ski nordique

Combiné par équipes
1. RFA, 1 h 20 min 46 s ; 2. Suisse, 1 h 20 min 49 s ; 3. Autriche, 1 h 21 min 16 s ; 4. France, 1 h 21 min 54 s.

20 kilomètres dames
1. Tikhonova (URSS), 55 min 53 s 6 ; 2. Reztsova (URSS), 56 min 12 s 8 ; 3. Smetanina (URSS), 57 min 22 s 1.

« Alberto 1 » s'est rangé

Quelle indolence se permettait l'enfant de Bologne en s'attaquant ainsi à un mythe vivant !

Mais ce jour-là, la roue avait bel et bien tourné. Le grand Suédois, toujours aussi réservé après quatorze ans de compétition, passait la main. L'homme de la relève effectuait une entrée fracassante.

Tomba est aussi éloigné de Stenmark qu'un typhon en défilé d'un

Bleu pâle

« Je ne suis décidément pas la femme des grands rendez-vous », reconnaissait Catherine Quittet, mercredi 24 février, à l'arrivée du slalom géant dames. Une façon d'expliquer sa performance moyenne, lors des deux manches. Une façon aussi de signifier que les Jeux olympiques ne lui avaient pas porté bonheur. « Le tir groupé des Françaises », pour reprendre l'expression de la Savoyarde, n'a pas été brillant. Catherine Quittet, Carole Marie et Christelle Guignard, occupent les huitième, neuvième et dixième places d'une course remportée par la Suédoise Vreni Schneider.

Jeudi, les responsables français ne pouvaient pas plus faire aux 18^e et 24^e places de Christian Gaidet et Yves Tavernier. La chute de Franck Picard lors du parcours de reconnaissance et celle de Alain Fautrier dans la première manche avaient réduit les rêves tricolores.

policien médiéval. Avec son physique puissant et athlétique, le jeune Italien aurait pu devenir champion de boxe ou troisième ligne d'une équipe de rugby. Mais c'est vers le ski que l'orienta son père, un skieur frustré, reconstruit dans le commerce du tissu. « Je dois remercier mon père, explique Alberto, c'est lui qui m'a accompagné à Corinne ou dans d'autres stations où nous pouvions chasser pour donner libre cours à notre passion. »

L'enfant de la ville rivalise très vite, grâce à son agilité, avec les petits montagnards. L'été, il entretient sa souplesse en effectuant des slaloms en chaussures de football autour de piquets plantés sur une colline. L'hiver, il écoute les conseils de Alberto Marchi, un technicien de la glisse, qui a rapidement détecté les possibilités du jeune garçon.

A dix-huit ans, il remporte ses premiers succès dans des épreuves FIS avant de collectionner en 1986, date de son entrée dans la Coupe du monde, des places de sixième ou de huitième en slalom géant.

Mais c'est l'année suivante que la « bombe » Tomba a véritablement explosé. Une troisième place aux championnats du monde de Crans-Montana laisse le skieur de Bologne parmi les grands, juste derrière Zurbriggen et Marc Girardelli. A vingt et un ans, il est techniquement prêt même si sa trop grande décontraction le prive encore de ces quelques centimètres qui font toujours la différence. « J'ai compris à la fin de la saison dernière que sans faire de sacrifices, je ne serais jamais un vrai champion », avoue celui qui a renoncé à « certains plaisirs ».

Adieu les soirées chaudes dans les boîtes de nuit et les repas pantagruéliques ! Grâce aux conseils du célèbre docteur Francesco Conconi, il découvre les bienfaits de la diététique et de l'entraînement physique. La neige de Sestrières accueille les premiers résultats de cette métamorphose. L'Italie en délire a enfin trouvé l'idole qu'elle attendait depuis la retraite de Gustavo Thoeni.

« Alberto 1 » devient le prodige de la Péninsule. Sa gonflée, son plaisir à faire sauter les bouchons de champagne à chacune de ses victoires enchantent l'Italie. A Calgary, Tomba n'a pas de ses admirateurs. De main de maître, il a enlevé une épreuve qu'il convoitait. Il a retenu dans l'ombre l'ancien qu'il admirait.

SERGE BOLLOCH.

La nouvelle technique des slalomeurs

Des piquets-boxeurs

En décidant de remplacer les piquets en bois par des piquets en plastique articulés il y a cinq ans, la Fédération internationale de ski (FIS) a transformé une discipline d'adresse en sport de combat. Maurice Adrait, entraîneur des slalomeurs français depuis 1981, fait le point.

CALGARY
de notre envoyé spécial

« Est-ce uniquement pour être moderne que la FIS a remplacé les traditionnels piquets de slalom en bois par des piquets articulés en plastique ?

« C'est avant tout pour des raisons de sécurité. Quand un skieur enfourchait un piquet en bois sa chaussure était automatiquement bloquée par l'obstacle. La chute était inévitable, et l'accident au genou fréquent. Avec les piquets en plastique, ces blessures ont quasiment disparu en slalom. Mais, en les rendant obligatoires, la FIS n'a pas pris une décision économique : un piquet articulé vaut 150 F, il en faut deux cents pour une course...

« Chers, ces nouveaux piquets ont aussi bouleversé la technique du slalom.

« Effectivement ! Le « slalom en bois » se pratiquait en gardant le haut du corps à l'extérieur du piquet. Quand il était rasé, il y avait un effacement de l'épaule intérieure, mais les pieds restaient écartés du centre de la rotation. La trace était sinusoidale. Désormais, elle est beaucoup plus directe, puisqu'il est possible de taper dans les piquets sans être arrêté. Donc le haut du corps reste dans l'axe de la pente, face au piquet. Tout se passe au niveau des pieds. Le piquet peut être couché par les skis. C'est la technique du Suédois Nilses champion du monde 1986. D'autres le basculent, en fonction de leur anticipation, avec l'avant-bras intérieur ou extérieur. Il n'y a pas de méthode très précise. Tout dépend des réflexes du skieur. Il est sûr qu'ils vont beaucoup plus vite qu'auparavant. On a fait un essai avec Mougel et Bouvet sur quinze portes : la différence sur une aussi courte distance était de plus d'une seconde.



Carrière protectrice pour slalomeurs de combat.

« Mais pour cela les slalomeurs doivent passer de véritables armures.

« Les chocs à plus de 80 kilomètres/heure même sur du plastique sont sévères. Il a fallu multiplier les protections. Cela s'est fait de façon empirique. Chacun bricole plus ou moins à sa convenance. Souvent n'a pas besoin de casque. Mais désormais plus de 80 % des coureurs en ont un. Et, depuis cette saison, 10 % ont ajouté une protection du menton. En fait, toutes les parties du corps qui risquent d'être cinglées par le piquet sont recouvertes de coques très rigides. La dernière évolution concerne la protection de la poitrine avec du matériel de motocross, en particulier chez les filles.

« Les skis eux-mêmes n'ont-ils pas été bricolés ?

« En 1984, quand les coureurs eurent bien assimilé la nouvelle technique de passage des portes, on s'est rendu compte que le bout des skis explosaient. Cela était provoqué par le coup de fouet que donnait le piquet à la spatule au moment où le ski n'était qu'en appui sur le carter intérieur. Pour y remédier, il a fallu renforcer le bord intérieur des skis avec des bandes de matériaux composites. Mais la modification la plus importante a été apportée aux spatules elles-mêmes. La franchissement du piquet s'effectue

en appui sur le ski extérieur, le ski intérieur est soulevé et vient quasiment croiser l'autre à la hauteur de la spatule. Si celle-ci tape dans le piquet, il y a un choc ne se produisant pas dans l'axe. Pour atténuer ce risque, la plupart des compétiteurs font scier les spatules de leurs skis pour y adapter des sortes de bords métalliques qui permettent de gagner environ 1,5 centimètre par rapport à l'axe. Mais autant dire qu'avec cette technique de franchissement les juges ont beaucoup de mal à savoir si la porte a été passée correctement. Le contrôle vidéo est devenu indispensable dans les courses internationales.

« Quels sont les inconvénients de ces piquets à rotule ?

« Ils ont rendu la course beaucoup plus spectaculaire, plus dynamique. Ils favorisent également les coureurs puissants, dont le prototype est l'italien Tomba. C'est une évolution naturelle du ski. L'inconvénient majeur de ces piquets apparaît quand ils ne restent pas plantés dans la neige à la suite d'un choc, ils filent alors dans la pente et rouleraient sous les pieds du coureur dont la chute est inévitable. Mais la plus grave inconvénient a été pour les coureurs, comme le Suédois Stenmark, qui n'ont jamais réellement pu s'adapter à la forme de combat qu'est devenu le slalom.

Propos recueillis par ALAIN GIRAUDO.



Jeux Olympiques Calgary

Vous avez rendez-vous avec la précision Longines

LONGINES®



Chronomètreur officiel des Jeux Olympiques 1988
Calgary et Séoul

Conquest VHP
Conquest VHP (pour Very High Precision), la montre la plus avancée du monde. Titane massif et plaqué or. Etanche à 30 mètres. Changement automatique de fusées horaires. Indicateur de fin de vie de pile. Glace saphir.

سكيا من الجبال

Sports

à Calgary

PATINAGE ARTISTIQUE : le programme court féminin

Toujours plus Witt

Deux interprétations très différentes de *Carmen*, l'opéra de Bizet, devraient permettre de départager samedi 27 février, l'Américaine Debi Thomas et l'Allemande de l'Est Katarina Witt, à la lutte pour la médaille d'or de patinage artistique. Jeudi 25 février, l'Américaine était en tête du classement provisoire grâce à sa prestation en figures imposées. L'Allemande de l'Est a, pour sa part, remporté le programme court avec huit fois 5,9 en notes artistiques.

figures imposées n'ont pas eu pour leur argent : Katarina a fait ses ronds sur la glace commutée dans un épais collant de laine qui la faisait ressembler à une peluche. La bombe sexuelle a fait long feu. Imprudemment, Katarina a allumé la robe politique. Une petite phrase dans une longue conférence de presse : « En RDA, tous les enfants ont la possibilité de devenir des champions. Le sport n'est pas une affaire de classe. Dans un autre système, je ne serais pas arrivée où je suis. »

Dérèglement politiques

CALGARY de notre envoyé spécial

La guerre froide aurait-elle été déclarée au quatorzième jour des Jeux olympiques d'hiver, où le thermomètre est monté à 17 degrés ? Une salve d'anticommunisme primaire a été tirée en direction des positions politiques défendues par Katarina Witt au sommet du concours de patinage artistique, c'est-à-dire sur le pic de l'art.

Il y aurait eu bien d'autres raisons pour ouvrir le feu sur le sport de l'Est, qui a complètement envahi les podiums de Calgary. Pourquoi prendre particulièrement pour cible l'étoile de Jutta Mueller ?

C'est une photographie publiée dans la presse locale qui a mis le feu aux poudres avant les figures imposées. Le cliché a été pris à Prague pendant le programme court des derniers championnats d'Europe. Katarina y apparaît mouillée dans un body (justaucorps) qui dévoile le haut de ses cuisses généreuses. La légende comparait cette tenue au string (maillot filaire) qui ne cache aucun charme sur les plages brésiliennes. Le sous-entendu était transparent : Katarina ne se livrerait-elle pas à une forme de raccourci des juges ?

Sulfureuse Witt, championne olympique 1984, championne du monde 1984, 1985 et 1987, elle a revendiqué depuis longtemps le droit de patiner sexy. Les voyeurs qui avaient acheté mercredi leur billet au marché noir pour assister aux

Le sang des journalistes nord-américains n'a fait qu'un tour. Pour profiter cela la bouche en cœur, Witt ne pouvait qu'être un agent provocateur de l'Est. Ses propos ont été jugés d'autant plus inacceptables que la Noire américaine Debi Thomas, sa principale rivale, a grandi dans une famille modeste en Californie. Et cela ne l'empêchait pas de préparer des études de médecine, de rouler dans une belle voiture et surtout de vivre comme elle l'entendait. Un par prototype du capitalisme réaganien en quelques sorts.

En substance il était dit à Franziska Katarina : n'oubliez donc pas que vous êtes - la mariette d'un Etat policier - et où vous êtes - le pays de la liberté. Bref, un pionnage en règle avec les bons vieux obus du maccarthisme.

Heureusement, les juges sont blindés contre ces polémiques. Katarina a pu dériver dans la politique. Tant qu'elle ne dérapera pas sur la glace, elle restera la meilleure à leurs yeux. L'interprétation de la comédie musicale *Cherry Girls* les a d'ailleurs confortés dans leur opinion jeudi soir : huit juges sur neuf ont donné 5,9 à Witt pour son programme court. Et samedi son *Carmen* devrait lui permettre de se succéder à elle-même sur la plus haute marche du podium olympique. Sans gilet par-dessus ni casque lourd. En beauté !

RUGBY

Trois joueurs de La Cran (Var) radiés à vie

A la suite de graves incidents survenus le dimanche 21 février pendant et après un match de rugby opposant à Sanary (Var) les équipes de division d'honneur d'Ollioules et de La Cran, trois joueurs de La Cran ont été radiés à vie par le comité de l'équipe de la Fédération française de rugby. Tous leurs équipiers présents sur le terrain et les dirigeants du club varois ont été suspendus pour cinq ans. Enfin, les deux équipes ont été exclues du championnat.

Aggravé à coups de poings et de pied par des joueurs de La Cran après un essai accordé à Ollioules, l'arbitre avait dû interrompre le match à la 70^e minute. Bousculé et poursuivi par des supporters cruasais mécontents à la sortie du stade, il avait ensuite reçu des menaces de mort par téléphone pendant la nuit, et au matin la voiture de son voisin, identique à la sienne, avait été retrouvée criblée de pierres de chaux.

loterie nationale					
LES NUMÉROS À PAYER					
Le numéro 7 7 7 1 2 0 gagne 4 000 000,00 F					
Les numéros approchant					
0 7 7 1 2 0	5 7 7 1 2 0	gagnent			
1 7 7 1 2 0	6 7 7 1 2 0	gagnent			
2 7 7 1 2 0	7 7 7 1 2 0	40 000,00 F			
3 7 7 1 2 0	8 7 7 1 2 0	gagnent			
4 7 7 1 2 0	9 7 7 1 2 0	gagnent			
Les numéros approchant aux					
Chiffres de mille	de cent	de dix	de unité	de zéro	gagnent
707120	770120	777020	777100	777121	10 000,00 F
717120	771120	777220	777110	777122	
727120	772120	777320	777130	777123	
737120	773120	777420	777140	777124	
747120	774120	777520	777150	777125	
757120	775120	777620	777160	777126	10 000,00 F
767120	776120	777720	777170	777127	
777120	777120	777820	777180	777128	
787120	778120	777920	777190	777129	
797120	779120	777020	777200	777130	
Tous les billets	7 1 2 0	gagnent			4 000,00 F
de zéro	1 2 0	gagnent			400,00 F
de zéro	2 0	gagnent			200,00 F
de zéro	0	gagnent			100,00 F

Naissances

— Bruno DETHOMAS, Isabelle, née DAVIGNON, et Laurent, ont la joie d'annoncer la naissance de

Romain

le 24 février 1988.

— M. et M^{me} Guy Mouton, M^{me} André Eder, ont la joie de faire part de la naissance, le 19 février 1988, de leur petit-fils

Nicolas

ils de Pascale et Philippe ETORE.

Tour Evasion 2000, 22, rue Emery, 75015 Paris, 37, avenue Thadéophile-Gautier, 75016 Paris.

Décès

— M. Philippe Sompaix, M^{me} Antoine-Louis Bardon, M^{me} et M^{me} Didier Bloch, Alice et Emmanuelle, M^{me} et M^{me} Louis-Antoine Prat, M^{me} et M^{me} Jacques Hennessy, Thomas et Charles-Louis, M^{me} et M^{me} Stéphane Leboucq, Julien et Simon, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Louis BARDON,

née Nicole, Marie-Cécile Sogno, leur fille, belle-fille, mère et grand-mère.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 27 février 1988, à 11 heures, en l'église de Rhuin (Oise).

— M. et M^{me} Pierre Bouleau, M^{me} et M^{me} Françoise Koca, M^{me} et M^{me} Nicolas Bouleau, ont la douleur de faire part du décès de

Wanda BOULEAU-RAAUD,

conservateur honoraire de la bibliothèque de l'école des beaux-arts de Paris, fille du musicien compositeur Henri Rabaud.

Les obsèques auront lieu à l'église Saint-Jacques de Montrouge le vendredi 26 février 1988, à 9 heures.

42, place Jules-Ferry, 92120 Montrouge.

— Sa famille, ses amis, L'Amicale du collège et lycée Montaigne, Tous ceux qui l'ont connu et aimé, ont la tristesse de vous apprendre que

Paulette CHARRIER-SCOTT,

ancienne élève de l'ENS de Sèvres, professeur honoraire au lycée Montaigne, nous a quittés le 21 février 1988, à Paris.

Nous nous réunirons le lundi 29 février, à 13 h 15 précises, au cimetière du Père-Lachaise, porte Gambetta, rue des Rondes.

Assolène Montaigne, 17, rue Auguste-Comte, 75006 Paris.

— On nous prie de faire part du décès de

M^{me} Vee CIEUTAT-PRADIER.

Les obsèques ont eu lieu en présence de la famille.

— L'Association française pour le Mouvement de la responsabilité sociale MURS France a le profond regret de faire part de la disparition de

professeur André COURNAND,

prix Nobel de médecine, membre associé de l'Institut de France, membre fondateur du MURS.

— M. et M^{me} Daniel Frachon et leurs enfants, M. Christian Etcheve et M^{me} Catherine Frachon et leurs enfants, Sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FRACHON,

leur père, beau-père, grand-père, survenu le 22 février 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses funérailles ont été célébrées le 24 février, en l'église de Vergèze-Colognes (Gard).

10, avenue Foch, 92420 Nanterre.

— M^{me} Jean-Louis Frémont, Pascale et Florence Frémont, Toute la famille, ont la grande tristesse de faire part du décès subit de

M. Jean-Louis FRÉMONT,

survécu à Puerto de La Cruz (Îles Canaries), le samedi 20 février 1988, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale.

25, rue Ernest-Renan, 92190 Mandres.

— Le président, le conseil d'administration et les membres de la Compagnie des eaux et de l'énergie ont la douleur de faire part du décès de leur administrateur et ancien directeur général,

M. Pierre LANREZAC,

officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1939-1945, commandeur de l'Ordre du Cameroun.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Pierre de Neuilly (place Winston Churchill) le samedi 27 février 1988, à 11 heures.

Selon les vœux du défunt, il n'y aura ni discours ni couronnes ; les dons pourront être adressés à la recherche sur le cancer.

MOTS CROISÉS

Solution du problème n° 4687

Horizontalement

I. Monnaie. — II. Epier. — III. Recordman. — IV. Aie ! — V. Urémie. — VI. Ré. — VII. Ice. — VIII. Alp. — IX. Lul. — X. Nue. — XI. Sec. — XII. Rins.

Verticalement

1. Mercures. — 2. Ope. — 3. Nioce. — 4. Nioce. — 5. Arraonner. — 6. Dite. — 7. Elme. — 8. Défiera. — 9. Rondes. — 10. Rins.

GUY BROUTY.

LOTTO

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE

24 FÉVRIER 1988

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

PROCHAINES TIRAGES, EN TANT QU'IL Y AURA DES BILLETTS EN VENTE :

SAISON 27 FÉVRIER 1988 À 20 H 30

VEULEZ-VOUS PLUS TARD ?

LES BILLETTS SONT EN VENTE EN TOUTES LES BOULANGERIES

— M^{me} Jacqueline Mathieu et ses enfants, M. et M^{me} André Doy et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert MATHIEU,

survécu le 10 février 1988, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques se sont déroulées dans l'intimité de la commune, de ses amis et de sa famille, au cimetière de Saint-Ovin (Mayenne), le 12 février.

Anniversaires

— Il y a cinq ans, le 27 février 1983, Germain CLEMENTE-PEREZ nous a quittés.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

JEANNE-BUCHER

35 rue de Seine Paris VI

WAKAKO

HOTEL DES VENTES

9, rue Drouot, 75009 PARIS

Téléphone : 42-46-17-11

Téléc : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris, Tél. 1-45-63-12-88

Les expositions auront lieu les jours de ventes, de 11 à 18 heures, sauf indication particulière, * expo le matin de la vente.

SAMEDI 27 FÉVRIER

S. 5-6. — Papiers peints. — M^{me} NERET-MINET, COUTAU-BEGARIE.

S. 8. — Lithographies, peintures naïves. — M^{me} ROGEON.

S. 9. — Vins. — M^{me} MILLON, JUTHAU.

LUNDI 29 FÉVRIER

S. 1. — 11 h. Vins : 14 h 30 et 21 h : Art musulman. — M^{me} BOISGIRARD.

S. 2. — O. Art. — M^{me} BONDU.

S. 3. — Timbres, bijoux et livres. — M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, experts MM. Baudou, Vidal Mégrét.

S. 4. — Objets d'art d'Extrême-Orient provenant de la collection Louis Gossé et d'autres collections. — M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, expert M. Portier.

S. 7. — Napoléon III, meubles et obj. d'art. — M^{me} RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY.

S. 10. — Paul ACKERMAN. — M^{me} ROBERT.

S. 12. — Timbres postaux. — M^{me} LENORMAND, DAYEN.

S. 15. — Livres, dentelles, meubles. — M^{me} CHEVAL.

MARDI 1^{er} MARS

S. 1. — Suite de la vente du 29 février, à 14 h et 21 h. — M^{me} BOISGIRARD.

S. 4. — Suite de la vente du 29 février. — M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

S. 8. — Beaux livres romantiques et mod. gravures, tableaux. — M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.

S. 9. — À 16 h (expo ex jour 11 à 15 h 30) : Ange Falchi, peintures, dessins, gouaches, pastel. — M^{me} TILORIER, BEAUSANT.

MERCREDI 2 MARS

S. 4. — Suite de la vente du 29 février et 1^{er} mars. — M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

S. 7. — Estampes, tableaux mod. — M^{me} RENAUD.

S. 10. — Timbres, monnaies, antiquités préhispaniques. — M^{me} OGER, DUMONT.

S. 11. — Tableaux, mobilier, autographes. — M^{me} LANGLADE.

S. 13. — Tissus, dentelles, meubles Vuiton. — M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 16. — Bijoux, argenterie, tableaux, objets d'art, bon mob. — M^{me} BOSCHER, STUDE.

JEUDI 3 MARS

S. 1. — Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e siècles. — M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dille, Levy-Lacaze.

S. 8. — Livres anciens et modernes (exposition chez les experts : Librairie Grand-Bailly, 22, rue Guynemer, 75006 PARIS. — Tél. : (1) 45-48-30-58. Jusqu'au 1^{er} mars de 9 à 13 h et de 14 à 18 h.) — M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier.

VENDREDI 4 MARS

S. 2. — Serres-verrières. — M^{me} BRIEST.

S. 3. — 11 h 30, montres, 14 h, bijoux, nombreuses bagues, argenterie 18^e et mod. — M^{me} LIBERT, CASTOR.

S. 5-6. — Dessins soc. de la collection Mathias Polakovsky vendus au profit de l'Institut Alain-de-Rothschild. — M^{me} COUTURIER, DE NICOLAY, M. de Bayser.

S. 7. — Table, meub. obj. d'art, tapis. — M^{me} MILLON, JUTHAU.

S. 8. — Suite de la vente du 3 mars. — M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

S. 11. — Beaux meubles. — M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 12. — Cartes postales, poupées, bibelots. — M^{me} OGER, DUMONT.

S. 13. — Bon mob. de style et 19^e, objets d'art. — M^{me} DELORME.

S. 14. — Tableaux, bibelots, meubles anciens et de style. — M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 15. — Tableaux, argenterie, objets d'art, meubles. — M^{me} LENORMAND, DAYEN.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Férat (75002), 42-61-80-07.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.

BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.

BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.

J. FEL et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.

BOSCHER, STUDE, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.

BRIEST, 24, avenue Maignan (75008), 42-68-11-30.

CHEVAL, 33, rue du Faubourg-Montmartre (75009), 47-70-56-26.

COUTURIER, de NICOLAY, 31, rue de Belles-Églises (75007), 45-55-45-44.

DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.

LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (ensemblement REYNARD-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.

LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.

LIBERT, CASTOR, 3, rue Rosini (75009), 48-24-51-20.

MILLON, JUTHAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.

NERET-MINET, COUTAU-BEGARIE, 8, rue Saint-Marc (75002), 40-13-07-79.

OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.

RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, 4, rue Rosini (75009), 47-70-34-91.

RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 47-27-95-34.

ROGEON, 16, rue Milton (75009), 46-78-81-06.

TILORIER, BEAUSANT, 32, avenue Paul-Doumer (75116), 45-03-38-24.

loterie nationale

LES NUMÉROS À PAYER

Le numéro 7 7 7 1 2 0 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant

0 7 7 1 2 0 5 7 7 1 2 0 gagnent

1 7 7 1 2 0 6 7 7 1 2 0 gagnent

2 7 7 1 2 0 7 7 7 1 2 0 40 000,00 F

3 7 7 1 2 0 8 7 7 1 2 0 gagnent

4 7 7 1 2 0 9 7 7 1 2 0 gagnent

Les numéros approchant aux

Chiffres de mille de cent de dix de unité de zéro gagnent

707120 770120 777020 777100 777121 10 000,00 F

717120 771120 777220 777110 777122 10 000,00 F

727120 772120 777320 777130 777123 10 000,00 F

737120 773120 777420 777140 777124 10 000,00 F

747120 774120 777520 777150 777125 10 000,00 F

757120 775120 777620 777160 777126 10 000,00 F

767120 776120 777720 777170 777127 10 000,00 F

777120 777120 777820 777180 777128 10 000,00 F

787120 778120 777920 777190 777129 10 000,00 F

797120 779120 777020 777200 777130 10 000,00 F

Le Monde

ASSOCIATIONS

Respecter les droits de l'enfant

L'AN 1989 verra-t-il l'adoption de la convention sur les droits de l'enfant par les Nations unies ? A Genève, où siège actuellement la Commission des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales (ONG) et l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) (1), qui participent aux côtés des États au groupe de travail s'y emploient activement. Voilà maintenant neuf ans que l'on étudie cette convention : il est temps, estiment-ils, d'en résumer les travaux.

1989 sera doublement symbolique puisque cette année marquera le dixième anniversaire du dépôt du premier projet par la Pologne, en 1979, et surtout le trentième anniversaire de la déclaration des droits de l'enfant. « Pour peu que les États le désirent vraiment, le pari peut être tenu », affirme M. Nigel Cantwell, responsable de l'association Défense des enfants-International (2), qui assure le secrétariat des ONG participant au projet. Jamais, en effet, on n'a été aussi près du but.

Majeur à dix-huit ans

Fin janvier-début février, le groupe de travail a mis les bouches doubles. Le préambule et l'essentiel des articles de fond, qui énumèrent les obligations des États, ont été adoptés dans leur première version. Les dispositions d'application aussi. Reste toutefois à peaufiner, à examiner les conditions de financement du comité spécial d'experts, qui veilleront et aideront au respect de la convention. C'est donc un texte presque complet qui sera lu à la Commission des droits de l'homme dans les jours prochains. Ce texte comporte trente articles rassemblant les droits qui paraissent essentiels et fondamentaux pour l'enfant dans les domaines civils (nom, protection contre les mauvais traitements...), écono-

miques (sécurité sociale, niveau de vie...), sociaux (santé, adoption...) et culturels.

En voici la substance : Est enfant « tout être humain jusqu'à l'âge de dix-huit ans, sauf si la législation nationale accorde la majorité avant cet âge ». C'est aux parents ou aux tuteurs qu'incombe en premier lieu la responsabilité de l'élever et de lui assurer « un niveau de vie adéquat », mais l'État se doit de les aider.

Le projet attache beaucoup d'importance à la cellule parentale et impose aux pays signataires de protéger celle-ci. Le droit pour un enfant à vivre avec ses deux parents est clairement affirmé (sauf quand son intérêt supérieur exige une autre solution). Les gouvernements devront donc faciliter les réunités familiales (dans le cas de l'immigration notamment), faire en sorte que l'enfant puisse garder des contacts avec son père et sa mère, quand même ceux-ci sont séparés, et empêcher que l'un, l'autre ou une tierce personne l'enlève ou le retienne pour le cacher du reste de sa famille. A ce sujet, le texte prévoit que « les États favorisent la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux ou l'adhésion à des accords existants... ».

Lorsqu'il arrive que les parents sont défaillants, le projet prévoit que l'État supplée à leur défaillance et assure protection et soins à l'enfant. Mais il doit aussi veiller à ce qu'il « bénéficie le plus rapidement possible d'une protection familiale de remplacement » (en facilitant notamment l'adoption) et le cas échéant « d'un placement dans un établissement approprié ».

Plus communément, les États signataires de la convention s'engageront à garantir aux enfants le droit à l'éducation (« primaire tout au moins »).

Des associations non gouvernementales se battent avec l'appui de l'UNICEF pour faire adopter une convention en 1989

« obligatoire et gratuite dès que possible », à leur faire bénéficier de la sécurité sociale et de soins de santé primaires. A noter que l'article 12 bis sur les services médicaux mentionne également « l'obligation de l'État de favoriser l'abolition des pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants ». Bien que celles-ci ne soient pas précisées, on pensera notamment à l'excision, à l'infibulation ou au gavage des jeunes filles.

Le droit des enfants handicapés à bénéficier de soins spéciaux et celui des groupes minoritaires à conserver leur culture (langue, religion, etc.) n'ont pas été oubliés. Les gouvernements devront donc respecter et les garantir. Tout comme il leur revient de veiller à ce que les enfants ne soient pas victimes de discrimination, de mauvais traitements ou d'exploitation, que ce soit à des fins économiques (travail) ou sexuelles (prostitution, photos pornographiques, etc.). Les États devront refuser la participation directe des enfants à des hostilités et même l'enrôlement dans leurs armées lorsqu'ils ont moins de quinze ans.

La recrudescence du nombre d'enfants emprisonnés, torturés et condamnés à mort a conduit le groupe de travail à rappeler aux pays leurs obligations : prohibition de la torture, de la peine capitale, de l'emprisonnement à vie, présomption d'innocence ainsi que respect du droit à une assistance juridique, à un procès équ-

itable et à maintenir des contacts avec la famille... Le texte de cette convention énonce le principe de la séparation d'enfants et d'adultes pendant leur détention et rappelle que la sentence « doit viser la réhabilitation et non la punition ».

Optimisme modéré

A moins que les États membres de la Commission des droits de l'homme refusent le calendrier suggéré par les ONG et l'UNICEF et continuent de déposer de nouveaux articles sur le bureau du groupe de travail, le texte ainsi élaboré devrait être soumis cette année à un sous-groupe pour une seconde lecture, afin de veiller notamment à la conformité avec les autres textes internationaux existants. Il pourrait ensuite être présenté à la réunion de la Commission des droits de l'homme en février et mars, puis en juin au Conseil économique et social des Nations unies et, fin 1989, à l'Assemblée générale de l'ONU.

L'expérience du passé oblige cependant les ONG et même l'UNICEF à montrer un optimisme modéré. M. Cantwell rappelle les nombreuses polémiques déclenchées par ce projet de convention et l'enthousiasme irrégulier dont les États ont parfois fait preuve. Ce qui a largement contribué à la lenteur des travaux.

Les discussions ont d'abord tourné sur l'utilité d'une telle convention, les uns doutant que les enfants puissent être sujets de droits spécifiques, les autres estimant qu'il existe déjà suffisamment de textes (on en compte, en effet, environ quatre-vingts qui parlent directement ou indirectement des droits de l'enfant.)

Aux premiers, les partisans ont montré que les enfants avaient des besoins particuliers comme l'adoption, l'éducation élémentaire, ou le contact avec les parents, et que parfois les normes fixées pour protéger l'adulte devaient être renforcées pour « ces humains en développement », ces « êtres vulnérables et dépendants » (conditions d'emprisonnement, soins préventifs...). Ils n'ont pas eu de mal à convaincre les seconds de la nécessité de regrouper les textes rédigés ces soixante dernières années afin de les actualiser, de les compléter et de leur donner plus de force car, ce qui n'est pas le cas d'une déclaration, une convention possède un caractère contraignant pour les pays signataires. Petit à petit, les plus réticents se sont laissés fléchir. Il a fallu ensuite

respecter les divergences d'appréciation entre les pays de l'Est, qui accordent une priorité aux droits sociaux, et les Occidentaux, pour qui les droits civils figurent au premier rang, surmonter les divergences politiques.

Inquiets de la lenteur des travaux, les représentants des ONG ont décidé en 1983 de mettre leur compétence à la disposition du groupe de travail et ont créé un groupe spécial, qui a élaboré un certain nombre de propositions. Soutenus par l'UNICEF, ils ont



significativement fait avancer le projet, et leur collaboration est aujourd'hui citée en exemple à Genève.

Réalisme et efficacité

Ce texte ne fait pas cependant l'unanimité. Certains regrettent des silences ou des termes trop édulcorés. « Il s'agit d'un minimum acceptable, reconnaît M. Cantwell. Mais nous, nous voulons qu'un grand nombre de pays le ratifient. Nous avons un besoin urgent de normes pour obliger les États à prendre en compte les enfants dans leurs projets et pour nous aider dans notre travail en faveur des enfants. » C'est avec ce souci de réalisme et d'efficacité que le texte a en effet été rédigé. On le sent, par exemple, dans l'article 18 consacré au travail des enfants. Les rédacteurs ont refusé d'avoir une attitude rigide. Ils ont préféré obliger chaque État à ouvrir les yeux sur le

problème, à fixer ses propres normes — en le forçant à prendre des mesures législatives et administratives, notamment sur l'âge minimal d'admission à l'emploi et les conditions de l'emploi.

Mais, même sous cette forme, la convention fait grincer des dents, à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud. Il n'est pas évident pour bon nombre d'États d'accepter le « droit de l'enfant à exprimer son opinion et voir cette opinion prise en considération », et de revoir leurs textes internes pour permettre le regroupement des familles (GB et RFA) ou donner une existence légale aux enfants hors mariage (Algérie). Une fois signataires, les États-Unis devront cesser de condamner à mort ou à la prison à vie des adolescents, l'Afrique du Sud d'emprisonner des enfants sans les inculper, la Thaïlande de fermer les yeux sur la prostitution enfantine...

La convention prévoit un système de surveillance. Un comité spécial sera créé. Il recevra les rapports que lui soumettront les pays eux-mêmes et les organisations des Nations unies dans le cadre de leurs compétences. Mais l'originalité du projet réside dans le mécanisme mis en place pour permettre aux États d'appliquer la convention quand les obstacles seront d'ordre technique. « On saxe toujours les ONG de négativisme », explique M. Cantwell, alors nous avons voulu explorer une autre voie, celle de l'aide, de la collaboration avec les organisations de l'ONU et les États. » Il est prévu que les pays qui en éprouveront le besoin (ou le comité spécial) pourront formuler des demandes d'aides précises à l'UNICEF, qui travaillera avec les associations et organismes compétents.

Mais, pour l'heure, les ONG pensent surtout à achever les travaux. Une autre tâche ardue les attend : faire que le plus grand nombre de pays ratifient la convention. C'est seulement à cette condition que cette dernière sera crédible.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) Palais des Nations, CH-1211 Genève 10 (Suisse).
(2) Case postale 84, CH-1211 Genève 20 (Suisse).

fonda

fondation pour la vie associative.

des réflexions, des débats, des propositions, pour la promotion de la vie associative.

pour y participer, vous-même ou votre association, adhérez à la fonda.

pour être informé, abonnez-vous à la lettre de la fonda.

fonda
18, rue de Varenne - 75007 Paris
tél. (1) 45.49.06.58

SOLUTIONS INFORMATIQUES POUR LE MONDE ASSOCIATIF

ORGANICO INFORMATIQUE
76 - 78 rue d'Haupoul 75019 Paris
Tél. 42.05.56.80.

Publication Assistée par Ordinateur
Composez votre revue à moindre coût et en un temps record

LIGA,
Gestion adhésifs, abonnements, mailing, convocations, statistiques, ...

DIXI
Dépouillement d'enquêtes
Étiquettes routées, Développement de logiciels spécifiques, Formation, Assistance
TOUS LES PRODIGES DU MARCHÉ

Revenez agréés : Bull VICTOR

ACTUALITÉS SOCIALES HEBDOMADAIRES LA PRESSE DU SECTEUR SOCIAL

Informations sociales - Documentation juridique - Petites annonces - Publicité

Abonnement 48 n° - 250 F/an

A.S.H. 14, bd Montmartre
75009 Paris. Tél. : (1) 47-70-84-59

CRÉEZ, INNOVEZ ET... GAGNEZ AVEC LE CRÉDIT COOPÉRATIF

A l'occasion de son cinquantième anniversaire le Crédit Coopératif institue le TROPHÉE DE L'INITIATIVE qui sera décerné aux entreprises innovantes dans le secteur de l'économie sociale.

600 000 F de prix dont le premier de 100 000 F

■ A qui s'adresse ce concours ?

A tous les organismes à vocation économique, sociale ou culturelle non agricoles : associations, mais aussi coopératives, mutuelles, comités d'entreprise, organismes de logement social.

■ Quel doit être votre projet ?

Le TROPHÉE récompensera aussi bien des

projets concrets de création d'entreprise que des initiatives créatives, exemplaires au sein d'entreprises existantes.

■ Comment participer ?

Les candidats devront retirer un dossier auprès des Directions régionales et Agences du Crédit Coopératif. Ils concourront d'abord au niveau régional où 340 000 F de prix seront déjà attribués. Les projets les plus novateurs seront

ensuite soumis au jury de la Fondation du Crédit Coopératif.

La remise des PRIX et du TROPHÉE aura lieu le 29 septembre 1988 à l'occasion de la Journée nationale des sociétaires du Crédit Coopératif. Depuis 5 ans, la Fondation a primé 88 entreprises de l'économie sociale. Bonne chance et que le plus créatif l'emporte.

Claire des inscriptions : 31 mars 1988



Crédit Coopératif

banque des associations

Département de la Vie Coopérative et de la Communication
siège social : 33 rue des Trois-Frères - BP 211 - 92002 Nanterre cedex

liste des Directions régionales et Agences sur demande

PUBLICITÉ

FRANCHISÉS PLEIN POT A CANDIDATS REPRENEURS LETTRE OUVERTE

100 magasins,
400 emplois,
300 000 clients,
c'est ce que les franchisés PLEIN POT veulent sauver.

Si le franchiseur PLEIN POT est à vendre, les franchisés, propriétaires de leurs centres, attachés à leur identité, ne sont pas prêts à abandonner la bataille sur un marché en expansion.

Mais la survie dépend du choix du repreneur. Seule une entreprise ayant prouvé son professionnalisme dans la pose de pièces détachées automobiles et en particulier de pots d'échappement peut être notre partenaire.

Les franchisés PLEIN POT veulent établir avec le repreneur un véritable partenariat qui assure à leurs entreprises les conditions du succès dans le respect des responsabilités de chacun.

Pour cela, il faut :

- que le repreneur ait fait ses preuves dans ce métier, par sa compétence et son savoir-faire,
- que le repreneur démontre son dynamisme par le choix d'une équipe de direction gagnante,
- que le repreneur ait la volonté de fédérer les forces des franchisés pour faire de PLEIN POT le leader de la profession.

Les chefs d'entreprise que nous sommes sont les premiers concernés par l'avenir de PLEIN POT.

Nous voulons établir un véritable dialogue avec les candidats repreneurs.

Nous voulons être associés au choix du repreneur.

Association des Franchisés Plein Pot
30, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris

INS

de l'enfant

laies
EF
1989

de l'enfant
de l'enfant
de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

de l'enfant

Economie

SOMMAIRE

■ 3 milliards de francs seront attribués aux agriculteurs en 1988. Sur cette somme, 2 milliards proviendront de la vente du Crédit agricole (lire ci-contre).

■ L'escroquerie sur le MATIF dont a été victime la COGEMA débouchera-t-elle sur un scandale politico-financier? Pour le moment, la loi du silence règne (lire page 43).

■ Le nombre des chômeurs a augmenté de 0,2 % en janvier 1988. Dans un entretien au Monde, M. Séguin conteste l'essoufflement du traitement social et souhaite donner un revenu et une activité aux chômeurs de longue durée (lire ci-dessous).

■ CERUS double le prix de son offre publique d'achat sur les actions de la Société générale de Belgique (lire page 44).

■ 3 milliards de francs seront attribués aux agriculteurs en 1988. Sur cette somme, 2 milliards proviendront de la vente du Crédit agricole (lire ci-contre).

■ L'escroquerie sur le MATIF dont a été victime la COGEMA débouchera-t-elle sur un scandale politico-financier? Pour le moment, la loi du silence règne (lire page 43).

■ Le nombre des chômeurs a augmenté de 0,2 % en janvier 1988. Dans un entretien au Monde, M. Séguin conteste l'essoufflement du traitement social et souhaite donner un revenu et une activité aux chômeurs de longue durée (lire ci-dessous).

■ CERUS double le prix de son offre publique d'achat sur les actions de la Société générale de Belgique (lire page 44).

■ 3 milliards de francs seront attribués aux agriculteurs en 1988. Sur cette somme, 2 milliards proviendront de la vente du Crédit agricole (lire ci-contre).

■ L'escroquerie sur le MATIF dont a été victime la COGEMA débouchera-t-elle sur un scandale politico-financier? Pour le moment, la loi du silence règne (lire page 43).

■ Le nombre des chômeurs a augmenté de 0,2 % en janvier 1988. Dans un entretien au Monde, M. Séguin conteste l'essoufflement du traitement social et souhaite donner un revenu et une activité aux chômeurs de longue durée (lire ci-dessous).

■ CERUS double le prix de son offre publique d'achat sur les actions de la Société générale de Belgique (lire page 44).

Alors que le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 0,2 % en janvier

« Le traitement social du chômage ne s'essouffle pas » nous déclare M. Philippe Séguin

En janvier, le nombre de chômeurs a augmenté de 0,2 % en données corrigées et de 0,5 % en données brutes. Cette légère dégradation porte à 257 800 le nombre de demandeurs d'emploi en données corrigées, soit 5 100 de plus qu'en janvier 1987, et à 268 300 en données brutes (+ 12 700). Le taux de chômage, par rapport à la population active, demeure de 10,4 %. Sur un an, les statistiques enregistrent une baisse de 1,4 % des inscrits à l'ANPE.

Entrées et sorties de chômeurs, en un mois, s'équilibrent pratiquement mais le nombre de radiations a diminué, passant de 66 042 en décembre à 50 529 en janvier. De leur côté, les placements dans les stages, malgré les dispositions prises, ont diminué de 2,2 %.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Philippe Séguin estime qu'il n'y a pas d'essoufflement du traitement social du

chômage et donne de celui-ci sa propre définition. Si certaines mesures n'ont pas connu tout le succès escompté, le ministre des affaires sociales et de l'emploi prône de nouveaux efforts en faveur des chômeurs de longue durée. Il préconise ainsi une formation qui assurerait un revenu et une activité. A propos du SMIC, d'ailleurs, il observe que le choix du maintien d'un salaire minimal impose, en contrepartie, de s'occuper de ceux qui sont à l'écart.

« Les chiffres du chômage de décembre ont semé le doute. Ils laissent craindre que le traitement social s'essouffle plus tôt que prévu ».

« C'est à tort qu'on considère toute mesure antichômage comme une mesure de traitement social. Le traitement social, c'est d'abord l'indemnisation du chômage, l'aide sociale, les préretraites et certaines dispositions d'aide à l'activité touchant des populations limitées. Les autres mesures, comme l'apprentissage, la formation en alternance, les congés de conversion, ce n'est pas du traitement social. Quant aux stages de chômeurs de longue durée, ils s'apparentent au moins autant à la formation qu'au traitement social ».

« Dire que le traitement social s'essouffle n'a guère de sens. Une politique antichômage concerne deux catégories de demandeurs d'emploi : ceux qui sont susceptibles de trouver un emploi immédiatement et ceux qui, n'ayant pu trouver une solution au bout d'un an, s'inscrivent dans le chômage de longue durée. Pour les premiers, l'objectif est de faire fonctionner le mieux possible le marché du travail, afin que le placement s'opère dans de bonnes conditions, que les obstacles à la mobilité soient levés, qu'il y ait une réponse en termes de formation. Je suis satisfait des performances accomplies par les agents de l'ANPE pour le placement ».

« Pour les chômeurs de longue durée, il s'agit de leur proposer des parcours de réinsertion. S'ils débouchent sur une impasse, il faut leur offrir des solutions alternatives. Il y a là un vrai problème. Pour les situations les plus difficiles, qui nécessitent deux ou trois stages, il faut un traitement social lourd. Les pouvoirs publics mènent une action permanente ».

« Le maintien durable des programmes à un niveau élevé permet d'entretenir de dépasser le débat entre le souci d'équité qui conduirait

à essayer d'offrir au moins une chance à chaque chômeur et le souci d'efficacité qui justifie les stages successifs. Mais cette notion de pérennité d'une politique spécifique de l'emploi n'est pas encore bien acceptée ».

« Votre lettre au directeur de l'Agence nationale pour l'emploi, pour demander que les jeunes refusant un stage de TUC soient radiés des listes, a été mal accueillie par l'opinion publique. Ce dérapage n'est-il pas le signe d'une certaine nervosité ? »

« Sincèrement, je crois que l'opinion publique comprend très bien que les services de l'ANPE soient réservés aux demandeurs recherchant effectivement un emploi et prêts à accepter des stages de formation et d'insertion. L'ANPE n'est qu'à titre subsidiaire un organisme de comptage des chômeurs. Elle est à titre principal un organisme d'aide aux demandeurs d'emploi. Qu'ils soient informés des possibilités de radiation provisoire posées par la loi pour les inciter à une démarche active de recherche d'emploi me paraît être dans la nature des choses ».

« Ma lettre vient simplement rappeler l'application de ce principe. Je n'ai jamais douté que son destinataire saurait l'appliquer avec discernement et sans nervosité. Au demeurant, la formule des TUC ne marque aucun essoufflement, atteignant au 31 janvier 1988 le chiffre sans précédent de 256 000 stagiaires ».

« Les moyens existent »

« Pouvez-vous que les mesures actuelles continueront à avoir de l'effet au cours du second semestre ? Les moyens budgétaires suffisent-ils pour poursuivre ce que vous avez entrepris ? »

« Pour les demandeurs qui sont directement employables, l'effet c'est au pis le maintien, en mieux la réduction des périodes moyennes de chômage. L'effet pour les chômeurs de longue durée, c'est la multiplication des réinsertions et la montée des solutions alternatives. On devrait les compter par centaines de milliers alors qu'actuellement on les compte par milliers. C'est vrai que nous n'avons pas eu que des réussites. Le contenu qualitatif d'une partie des TUC peut préoccuper. Mais nous avons développé l'apprentissage et amélioré l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes). L'efficacité sera davantage fonction du niveau de qualité qu'on pourra maintenir pour l'offre de formation que des problèmes budgétaires éventuels ».

« Les moyens existent. Pour les TUC, on a de quoi payer sans problèmes. Pour les conventions de conversion, il y a des marges de redéploiement. Nous avons dégagé des crédits qui, ajoutés à la réserve que nous avions constituée au budget, donnent 2,5 milliards de francs de marge de manœuvre supplémentaire. Le premier ministre a décidé, sur ma proposition, de les bloquer jusqu'au 1^{er} juillet. Or ils représentent exactement quatre vingt dix mille stages jeunes, quatre vingt dix mille stages adultes, c'est-à-dire que mon successeur aurait plus de moyens au second semestre que moi au premier (160 000 stages jeunes et adultes) ».

« Vous l'avez reconnu, le traitement social est indispensable. Mais il coûte de plus en plus cher et ne pourra être efficace indéfiniment ».

« Dire qu'il ne pourra être efficace indéfiniment signifie qu'on mesure l'efficacité de cette politique à l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi en fin de mois. Pour moi, le contenu du chiffre importe autant que le chiffre lui-même. Si de

bons chiffres donnent l'assurance d'un bon traitement du chômage, de mauvais chiffres ne sont pas forcément l'indice de l'inverse. C'est vrai : il faut maintenant ajuster le dispositif pour les chômeurs de longue durée à un mode de fonctionnement permanent. Ce n'est pas sur les stages qu'il faudra faire un effort mais sur les moyens de procurer des ressources minimales à ces populations menacées d'exclusion ».

« Les personnes qui sont en situation de pauvreté ou de précarité n'ont pas seulement besoin d'un revenu mais également de la dignité que donne une situation d'activité. Il faut leur offrir une activité non pas en contrepartie de ce revenu mais comme un service supplémentaire. Ce dispositif, sur lequel le premier ministre aura l'occasion de s'exprimer, nécessitera, à mon sens, un minimum de cinq ans pour se mettre en place. Cela passe par une prise de conscience de l'ensemble des partenaires (Etat, collectivités locales, UNEDIC, Sécurité sociale, secteur associatif). Un tel système nécessitera probablement la fusion d'un certain nombre de prestations diverses et éparpillées, ou une remise au pot de financements existants et, peut-être, d'une partie de l'indemnisation du chômage ».

« Après une période d'un an ou de dix-huit mois de recherche d'emploi, des chômeurs à faibles ressources se verraient offrir cette activité minimale de 2,5 à 3 millions de francs par an pendant cinq ans, ou pourrait faire fonctionner un tel système ».

« Un phénomène social et culturel »

« De chômage incompréhensible aux « petits bohémiens », en passant par le rapport Dailly, vous avez imaginé d'autres solutions pour l'emploi. On en étiez-vous satisfait et à quelles conditions pourriez-vous obtenir rapidement des résultats tangibles ? »

« Là, il y a eu un gros effort. Sur l'emploi à domicile, on a créé en six mois vingt mille emplois nets pour les personnes âgées de plus de soixante-dix ans. On se rend compte qu'on peut explorer une voie d'avenir et on a commencé à lever des obstacles. On essaie d'accroître l'efficacité du service par rapport à la recherche à tout prix de productivité dans des secteurs non exposés à la concurrence internationale. Souvent, il faut resusciter la demande de ce type de services car les gens ont oublié et ne sont pas demandeurs. On peut le faire en ayant recours à des formules d'insertion ».

« L'objectif est toujours de remonter à la fois l'homme et le « job » vers le secteur traditionnel. Cela prendra des années, mais les Américains ont montré qu'ils avaient le faire. En France, la condescendance pour ce qu'on appelle à tort le traitement social n'est pas un facteur favorable pour le développement de telles innovations. Il est vrai que certains continuent à se bercer d'illusions... en imaginant pouvoir retrouver une croissance de 5 % à 6 % pour venir à bout du chômage. Mais ce n'est pas qu'un problème économique. Le chômage est aussi un phénomène social et culturel. Les économistes ne peuvent pas le régler tout seuls ».

« La plate-forme RPR-UDF prévoyait un gel des effets de reculs sociaux tels que l'emploi ne serait pas amoindri. Cet engagement n'a pas été réalisé. Pouvez-vous qu'il faut encore réformer le droit social pour améliorer l'emploi ? »

« Il n'est pas discutable que la franchise de certains de certains seuls (1) puisse avoir un effet dissuasif sur l'embauche, encore que les PME, qui sont les plus touchées

a priori, créent plus d'emplois que les grandes entreprises. Mais il ne faut pas attendre d'une action sur les seuls une amélioration spectaculaire de l'emploi. Nous avons engagé un processus de lissage des salaires à temps partiel. Ces initiatives sont loin d'épuiser le problème et je déplore que l'appel à la négociation que j'avais lancé en décembre 1986 n'ait pas été suivi d'effets. Ce thème doit être traité. La dynamique de la négociation interprofessionnelle, qui doit s'engager d'ici quelques semaines, serait un bon cadre ».

« Depuis deux ans, le gouvernement a franchi des étapes difficiles en laissant une large place à la négociation et sans remettre en cause les garanties essentielles des salariés. Demain, c'est sur la base d'une telle méthodologie que d'autres évolutions pourraient se produire. On a raison, par exemple, de poser le problème du salaire minimum interprofessionnel de croissance. Ma réponse est claire. Il ne faut pas y toucher, mais avoir le courage de prendre en considération ses effets négatifs. On ne peut pas être à la fois pour le maintien du SMIC et s'opposer à ce qu'on cherche des solutions pour faire naître certaines activités qui émergeraient s'il n'existait pas. Je ne crois pas à l'opportunité d'une remise en cause. Mais je ne suis pas aveugle. Je sais que, sans le SMIC, nous pourrions peut-être avoir un taux de chômage de 6 %. Si on a fait le choix de maintenir un grand salaire, il faut être d'autant plus compréhensif lorsqu'il s'agit de s'occuper de ceux qui sont à l'écart ».

Propos recueillis par ALAIN LEBEAUCHE et MICHEL NOBLECOURT.

(1) NDLR. — Soula d'effectifs à partir desquels les charges sociales augmentent.

M. Chirac alloue 3 milliards de francs aux agriculteurs

La conférence agricole extraordinaire, réunie à l'initiative de M. Chirac le 25 février à Paris, aura été bénéfique pour les agriculteurs. Trois milliards de francs ont été débiqués en leur faveur par le premier ministre deux semaines après le sommet de Bruxelles et deux mois avant l'élection présidentielle.

Un milliard de francs concernera les exploitants les plus défavorisés, notamment ceux des zones de montagne. Ces aides spécifiques, financées par un redéploiement du budget voté pour 1988, étaient attendues (le Monde du 23 février). Il s'agit principalement pour la montagne d'une revalorisation des indemnités spéciales montagne (ISM) bovines et ovines de 12 % à 30 %, et d'un encouragement à la production porcine. Ensuite, pour les productions en difficulté, d'une augmentation de 200 millions de l'enveloppe des prêts pour les fruits et légumes, et, pour le secteur de la viti-viniculture, d'une prise en charge partielle des intérêts d'emprunts. S'y ajoute une série de mesures concernant certains producteurs de lait et de porc.

Mais, à côté de ce milliard, MM. Jacques Chirac et François

2 milliards à un « fonds d'allégement de la dette agricole ». Celle-ci atteint 200 milliards de francs, et les syndicats réclamaient un soutien, notamment pour les jeunes exploitants. En réalité, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) avaient jugé négativement les sacrifices acceptés à Bruxelles, mais le gouvernement, qui avait voté sa victoire (contre M^{me} Thatcher), ne voulait pas donner l'impression d'accorder des compensations. Alléger la dette agricole pouvait servir de biais, mais encore fallait-il vaincre le refus de M. Badier d'y consacrer de l'argent en une partie de la vente du Crédit agricole aux caisses régionales (7 milliards de francs).

Le ministre d'Etat avait, en effet, toujours affirmé que l'argent des privatisations devait aller au désendettement de l'Etat et à la dotation des entreprises publiques. M. Chirac s'en était tranché, et 2 milliards sur les 7 serviront, non à désendetter l'Etat, mais à une catégorie sociale particulière, les agriculteurs. Une réunion aura lieu le 3 mars entre les pouvoirs publics et les organisations agricoles pour en préciser les modalités.

E. L.-B.

Dérive budgétaire

La sollicitude du premier ministre-candidat met en lumière, d'abord, le déficit de M. Badier face à M. Guillaume. Le ministre d'Etat doit opposer à la mutation du Crédit agricole, il a dit l'accepter. Ses services avaient chiffré à au moins 8,1 milliards la valeur de la banque verte ; elle ne sera finalement vendue que 7 milliards de francs. Enfin, le principe de l'affectation au désendettement de l'Etat des sommes tirées des privatisations a été jeté aux orties.

Les générations consentantes en faveur des agriculteurs s'ajoutent à plusieurs promesses électorales récentes qui pèsent sur les finances sociales et sur le budget. La plus coûteuse d'entre elles est évidemment la proposition d'un salaire pour les mères de famille. A Reims, le 17 février, M. Chirac a annoncé qu'il donnerait « sans préjudice de date » un revenu maternel ou paternel [...] égal au SMIC, soit 4 700 F brut envi-

ron », pour le père ou la mère de trois enfants qui se consacrent à sa famille. Le coût de cette promesse a été évalué à 3,5 milliards de francs par an, mais, selon d'autres calculs, elle serait plutôt de 5 milliards de francs l'an.

D'autres mesures ont été annoncées le 18 février en faveur des personnes âgées. Le coût de ces mesures serait supporté par le budget et s'élèverait à environ 300 ou 400 millions de francs par an. Enfin, début décembre, aux Journées nationales de la famille, avait été évoquée la concentration du statut de la mère de famille (400 millions de francs par an).

Ces promesses vont élargir les dépenses d'une Sécurité sociale déjà en difficulté et d'un budget de l'Etat qui, après deux années de facilité (1986 et 1987) va connaître une période difficile.

AL. V.

La Cour de justice européenne autorise la commercialisation des produits d'imitation du lait

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Cour de justice européenne de Luxembourg vient de condamner comme contraire au traité de Rome la réglementation française qui interdit la commercialisation de produits d'imitation du lait. Cette barrière va donc devoir être levée, ce qui est préoccupant lorsqu'on sait que la consommation de succédanés, par le biais notamment de la restaura-

tion collective, croît très vite dans la Communauté.

La Commission européenne a joué dans cette affaire un jeu d'attente. Son rôle de traquer toute violation protectionniste, elle avait attaqué devant la Cour de justice européenne la réglementation française ainsi que celle de la RFA, qui applique la même interdiction. M. François Guillaume avait alors évoqué l'affaire devant le conseil des ministres de l'Agriculture. Semblable à ses arguments, les Douanes avaient autorisé la France et l'Allemagne à maintenir pendant deux ans leur réglementation. Mais la Commission, par ce qui ressemble fort à un abus de pouvoir, n'avait pas retenu sa plainte.

Cet incident pose le problème de la défense de la qualité des produits alimentaires. Comment l'assurer sans pour autant réveiller la protectionnisme ? Le gouvernement français vient d'adresser sur ce thème un mémorandum à la Commission. La nécessité d'une réglementation communautaire spécifique s'impose d'autant plus qu'il existe, au sein de la Commission, un puissant lobby de l'agriculture industrielle qui, sous prétexte de marché unique et de libre circulation, est prêt à autoriser, sans davantage de précautions que quelques contraintes d'étiquetage, le vinaigre de synthèse, les spaghetti au bœuf tendre ou le yogourt faux, y compris ne contenant pas d'organismes vivants... Trois exemples qui précèdent fort actuellement l'objet de polémiques au sein de la Commission.

PHILIPPE LEMAITRE.

« La directive sur l'interdiction des hormones. — La réglementation française spécifique mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 1988 qui interdit l'utilisation d'antibiotiques pour engraisser le bœuf n'est pas remise en cause par la décision de la Cour de justice des communautés européennes à déclarer, le 25 février à Paris, M. Jean Arthuis. Le secrétaire d'Etat chargé de la consommation a rappelé que l'annulation par la Cour de la directive interdisant l'usage d'hormones dans la viande bovine, avait pour cause un vice de procédure (le Monde du 24 février). M. Arthuis a ajouté que les règles applicables en France n'étaient pas modifiées, « tout manquement aux exigences qu'elles contiennent entraînerait des poursuites contre ses auteurs ».

Réductions massives d'emplois chez Philips en 1988

Philips va réduire en 1988 ses effectifs mondiaux (337 000 personnes) de 10 000 à 20 000 personnes en 1988 (après une baisse de 6 000 salariés en 1987) et ramener d'ici à cinq ans le nombre de ses usines fonctionnant en Europe de 170 à 110, voire 100, a annoncé le président du groupe, M. Cor van der Klugt.

Contrairement, devant les variations du dollar, à faire preuve de « flexibilité et de vitesse de réaction », le géant néerlandais de l'électronique a vu son chiffre d'affaires baisser de 4 % en 1987, à 52,7 milliards de florins (159,1 milliards de francs), et son bénéfice net chuter de 10 %, à 818 millions de florins. En volume, toutefois, les ventes ont dépassé de 7 % celles de 1986.

« Les perspectives économiques de 1988 sont très incertaines », a précisé M. Van der Klugt, qui prévoit, en volume, la même progression des ventes en 1988 qu'en 1987. Affirmant sa volonté de continuer à mener une politique de réduction des coûts de production, il a assuré qu'il « n'insisterait pas à déplacer le nécessaire des activités vers des régions de production à moindres frais ou à potentiel de marché supérieur. C'est dans ce contexte que s'explique notamment une réduction du nombre des usines en Europe d'ici cinq ans, une implantation plus importante que prévu dans le Sud-Est asiatique ainsi qu'un renforcement aux Etats-Unis ». Des mesures douloureuses qui confirment les orientations annoncées l'an passé.

مكتبة

Économie

Les retombées de l'affaire COGEMA

Le MATIF, les faisans et les pigeons

(Suite de la première page.)

Trois jours plus tard, M. Belladur, ministre des finances, prenait le contrepoint en assurant sur Antenne 2 que « dans les difficultés financières et boursières que nous pays à court terme, il y a eu un certain nombre d'entreprises, et notamment d'entreprises publiques, qui ont perdu de l'argent, beaucoup d'argent. Je cherche à en savoir davantage pour voir quels sont les mécanismes qui ont mal fonctionné, ou éventuellement les mécanismes qu'il faut changer... ». En attendant, je ne vois aucun motif de mesure et cause la situation personnelle de tel ou tel.

Le ministre d'Etat défutur en même temps l'intention prôné à M. Madelin d'exiger la démission du président de la COGEMA, M. François De Wisoos, en raison des pertes de 259 millions de francs subies par l'entreprise médiatrice sur les marchés obligataires, d'options et d'instruments financiers par le biais de la charge Buisson et de son remède Arbitrage.

Un procédé classique

La tentative d'effacement qui prévaut actuellement paraît de fait trop tardive pour être efficace. Déjà le MATIF, sur lequel régnait Arbitrage via la charge Buisson - avec en moyenne 8 % à 10 % des volumes traités et, certains jours, jusqu'à 60 % - a pâti durement du scandale. Le nombre des contrats traités quotidiennement, qui avait été réduit de moitié après le krach d'octobre, passant de cent cinquante mille contrats (75 milliards de francs) à soixante mille environ (30 milliards), a encore chuté depuis l'affaire : il ne se traite plus aujourd'hui qu'en moyenne trente mille à cinquante mille contrats par jour (de 15 milliards à 25 milliards de francs), soit trois à cinq fois moins qu'il y a six mois. « Quand un marché fait l'objet d'un tel scandale, cela fait fuir les gens », explique un opérateur. « Voyez le marché du sucre il y a quinze ans. Actuellement, de nombreux clients ont suspendu leurs comptes. Si les autorités du marché ne font pas une mise au clair et ne cherchent pas à défendre le Matif de façon plus nette, cette affaire risque de l'affecter très gravement. »

A ce sujet de clarification répond le pour de toutes les firmes clientes de la charge Buisson face aux conséquences médiatiques de l'affaire. Il est désormais clair, en effet, que la quasi-totalité des opérations sur les marchés obligataires confiées à la charge Buisson ont été effectuées par Arbitrage SA et son président, Jean-Marc Alelli, aujourd'hui en fuite. Ce dernier, pour entretenir la confusion, utilisait systématiquement du papier et même des cartes de visite à son nom, ce qui, d'après le président des locaux, au 92, rue de Richelieu, siège d'Arbitrage, ou répond toujours : « Allô ! Ici, Buisson-MATIF... »

« Officiellement nous n'avons jamais eu affaire qu'avec Buisson », assurent la COGEMA, la société Kio, Total et Rothschild, les seules firmes qui reconnaissent aujourd'hui avoir eu des contacts avec Jean-Marc Alelli ou son état-major.

De surcroît, les méthodes employées par Arbitrage sont, grâce à la COGEMA, suffisamment connues pour qu'on puisse affirmer qu'il n'y a pas eu qu'une seule et unique victime. « Ce n'est pas vraisemblable », confirme un expert du

MATIF. Au stade actuel, aucune liste exhaustive, aucun montant global ne peut toutefois être sérieusement avancé.

Le procédé était classique : Arbitrage gérait un certain nombre de comptes de clients, dont une partie - vraisemblablement 10 % - en toute liberté, grâce à des mandats de gestion écrite ou orale. Elle opérait aussi pour un compte « maison » et pour les comptes propres de ses dirigeants et de leurs amis, dont à l'occasion certains trésoriers d'entreprises clientes. En début de séance, elle prenait des positions à l'achat ou à la vente qu'elle débouchait en fin de journée avec plus ou moins de succès. Mais ce n'est qu'une fois les résultats connus qu'elle affectait les gains ou les pertes sur l'un ou l'autre compte.

« La chair est faible », soupire un des concurrents d'Arbitrage. De fait, la tentation était grande d'imputer les bonnes opérations sur les comptes maison ou amis - notamment dans certaines banques suisses comme Gutzwiller-Kurz-Bungerer - et les mauvaises sur ceux des clients, en priorité ceux ayant confié une carte blanche. Pour que le système fonctionne assez longtemps en toute impunité, il fallait bien répartir les pertes entre plusieurs « pigeons ». Trop systématiquement, la « maladresse » serait, sinon, vite apparue comme une escroquerie. Un travail d'artiste favorisé par la méconnaissance générale des nouveaux marchés financiers, et qu'il a fallu près d'un an à la COGEMA pour comprendre et décrire.

Autre condition impérative : des complicités internes. La COGEMA s'est aperçue qu'une double comptabilité existait dans la charge Buisson. Le plus gros du détournement dont elle a été victime a été réalisé au moins de trois mois, entre septembre et novembre 1986. Pourtant, les états remis par Arbitrage en fin d'année 1986 faisaient apparaître un léger gain global de 18 millions de francs. En réalité la perte potentielle s'élevait déjà à près de 200 millions de francs.

« Il connaissait tout le monde à Paris »

Autre preuve de la double comptabilité : l'escroquerie à ses dépens découverte par la charge Buisson, et qui fait l'objet d'une seconde plainte contre X. La charge a constaté que des sommes de 80 millions de francs sur le marché obligataire, 80 millions qu'elle réclame à COGEMA (pour 47 millions) et à la Kio (pour 33).

La COGEMA affirme n'avoir jamais eu trace de cette somme dans les comptes remis par Arbitrage. Quant à la Kio, il reconnaît avoir reçu les 33 millions, mais en rectification de deux erreurs commises à son encontre en juin 1987. On sont passés ces 80 millions ? Vraisemblablement eux aussi en Suisse. Une découverte douloureuse mais tardive pour Buisson, qui risque aujourd'hui très gros, ne serait-ce que pour le désordre qui régnait dans ses comptes.

Un désordre attesté par d'autres clients de la charge comme Bonygues, qui a engagé en 1986 une action auprès du tribunal de commerce pour un litige mineur (de 5 millions de francs) portant sur la mauvaise exécution d'un ordre. Comme Aéropostale, le géant du BTP dément toutefois avoir eu des contacts avec Arbitrage, bien qu'on assure au sein de l'état-major de cette dernière que l'entreprise Bony-

gues, avec notamment la Cogema, Kio et Total, faisait partie de la clientèle particulière de Jean-Marc Alelli.

La compagnie pétrolière Total adopte, elle, une ligne de défense plus subtile, en reconnaissant avoir possédé un fonds commun de placement avec Buisson. Mais il était si bien surveillé qu'aucune escroquerie n'a été possible et que le solde des opérations, après un décollage momentané, fait apparaître un léger bénéfice. On l'est difficile à la

des années 70, les « maladresses » étaient accumulées, les contrainquant à quitter précipitamment la plupart de leurs anciens employeurs, et parfois même la France. Paribas pour Alelli, Drexel-Burham-Lambert, pour Vignon ont, entre autres, assuré, sans jamais porter l'affaire devant la justice - faute de preuves ? - quelques belles ardoises.

Pas plus que les autres, ils ne se vantent aujourd'hui d'avoir été victimes. C'est vrai qu'il ne fait pas bon

inconséquence les invitations de Mme Alelli mère, Hellette Gautier De Rieux, qui utilisait ses entrées à l'Opéra et dans le « show biz » pour attirer dans des dîners mondains des mélomanes à qui elle présentait son fils. « C'était un corrompue », assure l'une des « prises », de M. Alelli, version confirmée par tous ceux qui ont eu à le connaître. M. Dominique de La Marinière, président de Gaz et Eaux, et oncle du président de la CCIFP, organisme de surveillance du MATIF, raconte pour sa part une anecdote significative : « Il y a deux ans, dit-il, mon fils est venu me voir. On lui proposait un « pont d'or » pour travailler sur les nouveaux marchés financiers. Je lui ai conseillé prudence de rester ingénieur agronome. Il m'a révélé il y a deux semaines que l'offre émanait de M. Alelli. Il n'avait pas fait le rapport avec le fait que son cousin germain était le gendarme du Matif! ».

La loi du silence

Relations d'affaires, mais aussi bien sûr, relations politiques. On retrouve parmi les connaissances d'Alelli ou de Vignon, à différentes étapes de leur carrière des hommes proches des trois principaux partis français, RPR, PS et PR. D'un côté Alain Brion et Jean-Luc Javal, respectivement directeur financier de Total et directeur du Crédit Chimique, tous deux anciens membres du cabinet de Georges Pompidou et proches du RPR ; de l'autre Jean-Charles Naouri (PS) ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, père du MATIF, et directeur chez Rothschild, et enfin Pierre Rochon, président de Drexel Burham Lambert, ancien employeur de Vignon et beau-frère de Gérard Longuet, ministre (PR) des Petites et Vincent Bolloré, ami de M. Madelin. Sans parler de la demi-sœur de Jean-Marc Alelli, Marie-Pierre De Rieux, ancienne attachée de presse du PS et, à ce titre, en relation directe avec M. François Mitterrand jusqu'en 1981.

Des relations plus ou moins effacées. En dépit de son entourage, M. Alelli n'a pas réussi en 1982 à se faire nommer, comme il le souhaitait, trésorier du Crédit Agricole. Informations prises auprès des renseigne-

ments généraux, l'Élysée n'avait pas cru bon de le recommander.

Reste une question : comment Jean-Marc Alelli a-t-il pu, compte tenu de son passé et de sa réputation, prospérer si longtemps impuni, gagner la confiance de partenaires importants, pour la plupart de bonne foi ?

La charme à l'évidence n'a pas suffi. Les relations non plus. Une explication : la loi du silence chère aux milieux financiers français et la complexité des marchés sur lequel il opérait avec dextérité. Les victimes passées ou présentes, quand bien même elles parvenaient à déceler la malhonnêteté de la simple malchance, se gardaient bien de porter plainte, préférant punir discrètement leur plaisir plutôt que d'apparaître flouées, donc ridicules.

Question subsidiaire : pourquoi la COGEMA, elle, a-t-elle rompu la loi du silence, malgré les avertissements d'un enquêteur de la Commission des opérations de Bourse ? Dès la mi-décembre, celui-ci confiait aux dirigeants de la société : « Vous ne savez pas à quoi vous vous attaquez ; on les soupçonne depuis des années mais nous ne sommes jamais parvenus à mettre en lumière leurs méthodes... ». Parce que la COGEMA, après une année d'enquête, a les moyens de prouver l'escroquerie. Parce que, contrairement aux groupes privés, elle n'a pas à craindre la sanction des cours de Bourse. Parce qu'elle doit rendre compte de sa gestion à ses titulaires, et, étroitement surveillée par la Cour des comptes, ne peut se permettre de laisser planer le flou. Enfin parce que c'est pour elle le seul moyen de découvrir d'éventuelles complications internes, graves dans un groupe chargé des secrets nucléaires les plus pointus de la France.

Le système Alelli est tombé sur un imprévu. Jusqu'à la dernière minute, le président d'Arbitrage restait pourtant sûr de ses moyens de pression : il ne quittera la France que le 20 janvier, le lendemain du jour où la direction du Trésor donne le feu vert à la direction de la COGEMA pour porter plainte contre X.

DOMINIQUE GALLOIS et VÉRONIQUE MAURUS.



PANLHO

vieille dame de la Muette de nier tout contact avec Jean-Marc Alelli puisque son directeur financier, M. Alain Brion, reconnaît des liens avec l'ex-président d'Arbitrage, société où son épouse a été quelque temps employée. Il est le seul aujourd'hui à en avoir le courage et le regrette avec quelque ironie. « De tous ceux qui connaissaient Alelli, je suis le seul qui le reconnaissais. Pourtant je n'ai jamais eu besoin de le présenter, il connaissait tout le monde à Paris ».

A-t-il jamais eu des doutes sur l'honorabilité dudit Alelli ? Non dit-il : « A un certain moment, des rumeurs ont couru sur ses problèmes avec Paribas. Mais quand j'ai vu que Paribas avait recours à Arbitrage pour ses opérations sur le MATIF, je n'ai plus eu de doutes... »

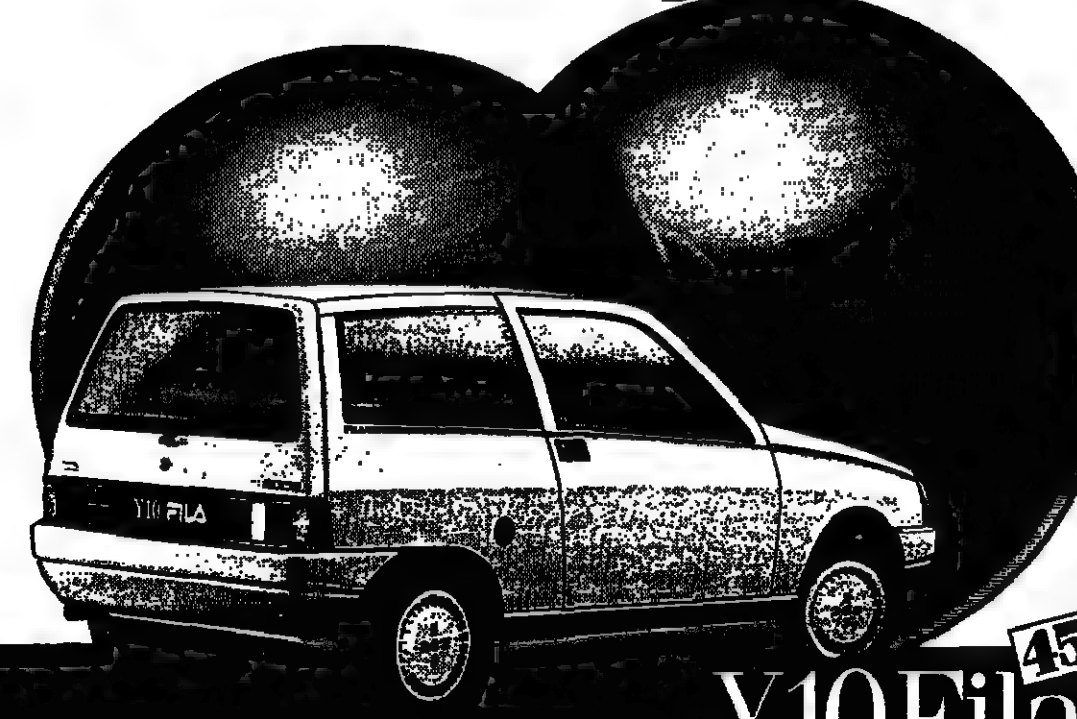
On le découvre aujourd'hui : Jean-Marc Alelli et son associé Michel Vignon n'en étaient pas à leur coup d'essai et depuis le début

actuellement avoir eu des relations quelconques avec Jean-Marc Alelli, Michel Vignon et leurs proches associés : Philippe Destalag et M^{me} Elisabeth Saconne. Ni parmi leurs clients employés, aujourd'hui sur le carreau et injustement atteints par le scandale. Ni parmi leurs proches partenaires : la Banque Rothschild et Associés et le Crédit chimique, qui avaient prévu de créer, l'été dernier, avec Arbitrage, une importante maison de titre, mais qui ont fait précipitamment machine arrière en octobre, informés discrètement par certaines victimes. Ni, enfin, parmi les inévitables relations et amis d'Alelli ou de sa famille, lesquels, séduits ou parfois fascinés par le train de vie grandiose - les week-ends à Saint-Tropez, les jets privés, les fêtes et les dîners avec le Tout-Paris de la politique et de la musique, se retrouvaient souvent atteints malgré eux par le scandale.

Beaucoup regrettent aujourd'hui d'avoir accepté quelque fois en toute

L'éclat du blanc ou l'élégance du noir ? Quand aller au vert, fera dans les villes une entrée très remarquée. Ses 4 CV, ses 3,39 m, son hayon, sa banquette AR rabattable et son exceptionnelle habitabilité en font plus que jamais une vraie perle qui a tout pour vous satisfaire.

Perle noire ou perle rare ? N'hésitez plus.



45.082F

Y10 Fila (Fire, LX, Fila, Touring et 4 WD) a tout pour vous plaire. Faites un essai chez votre concessionnaire Lancia-Autobianchi.

75 PARIS 11, Garage de LA ROCQUETTE, 43 79 88 16 75 PARIS 13, T.P.L.V., 45 84 15 39 75 PARIS 14, CHATELON BRUNEAU, 45 39 57 33 75 PARIS 15, Garage COTENBERG, 45 39 19 21 75 PARIS 16, EXELMANS AUTO, 45 24 50 30 75 PARIS 17, PONT CARDINET AUTO, 46 22 14 40 75 PARIS 18, RAY AUTO FRANCE, 46 07 37 88 77 AVON FONTAINEBLEAU, Garage de L'EUROPE, 64 22 38 71 77 DAMMANGE LES CLYS, NORCOM, 64 39 04 18 77 SERRON BURE COMTE ROBERT, 64 05 04 18 77 MAUREL LES MEAUX, Garage de LA RESIDENCE, 64 34 10 25 78 ORIGNY, PERFORMANCE PLUS, 37 75 55 64 78 TOULOUSE, Garage de VERSAILLES, 30 21 14 01 78 MANTES LA VILLE, MANTES PRESTIGE AUTO, 30 92 78 04 80 1 ATLAS MOINS, AUTO HALL 91, 50 48 35 65 91 HARSY, Garage de CENTRE, 69 20 08 05 91 DOUARD, Garage HUBERTY, 64 59 65 85 91 VIER CHATELON, Garage LE GALLON, 69 05 35 71 91 VICHY, SODIAM 91, 69 05 33 14 91 SAVIGNY SUR ORCE, SAVILLAC, 69 56 15 18 92 NANTERRE, AUTO SERVICE, 47 24 12 13 92 BOULOGNE, Garage PIGNON, 46 05 09 09 92 LEVALLOIS PERRET, Garage de LORRANE, 47 57 16 84 92 LEVALLOIS PERRET, FIAT AUTO FRANCE, 47 30 50 00 92 CLAMART, Garage MACONER LUYET, 46 45 95 00 92 NEUILLY SUR SEINE, NEUILLY ROULE, 47 45 33 11 92 BOULOGNE, FIAT AUTO FRANCE, 46 04 91 19 92 ANTOINY, Garage PHILIPPE, 46 66 05 09 92 LE BOUCHET, Garage ACTES BARONE, 48 57 91 30 92 ALLIAY SOUS BOIS, ALLIAY CENTRE AUTOS, 48 66 16 31 92 SAINT DENIS, Garage CARREL, PER, 42 43 44 18 92 LA COUDREUSE, Garage SSC, 48 36 41 20 92 VILLEMAIRE, Véronique AUTOS SPORT, 48 55 18 41 92 NEUILLY PLAISANCE, Garage de Centre Commercial, 43 03 65 73 92 VINCENNES, Garage DEMARIA, 43 20 16 33 92 VILLEJUIF, FRANCE AUTOMOBILES, 47 26 17 06 94 SAINT MAUR, Garage LECLUSE, 48 03 05 03 94 NOGENT SUR MARNE, STATION AUTO NOGENT, 48 75 49 38 94 CHAMPIGNY SUR MARNE, Garage de TREMBLAY, 47 05 07 70 94 NRY S/SEINE, AUTO DYNAMICSERVICE, 46 70 15 96 95 ENGHIEN LES BAINS, Garage ANDREOLI, 39 64 70 32 95 ERMONT, SEVRA, 34 15 97 05 95 SAINT QUIEN LAUMONE, VAL D'OSE MOTORS, 30 57 20 78 96 COMPIEGNE, ST LAZARE AUTOS, 44 40 10 10 96 CHANTILLY, Garage CHANTILLY, 44 57 13 83 96 BEAULAIN, Garage MAUPETIT, 44 48 29 96 60 CREIL, PICARDE AUTO, 44 24 23 75.

M. Chirac alloue 3 milliards de francs aux agriculteurs

Le président de la République, François Mitterrand, a annoncé hier, lors d'une audience à l'Élysée, que le Gouvernement allouait 3 milliards de francs aux agriculteurs pour leur permettre de faire face aux difficultés financières et boursières que nous pays à court terme.

Dérive budgétaire

Le ministre des finances, Jacques Delors, a annoncé hier, lors d'une conférence de presse, que le Gouvernement envisageait de recourir à un emprunt de 3 milliards de francs pour faire face aux difficultés financières et boursières que nous pays à court terme.

La Cour de justice européenne autorise la commercialisation des produits d'imitation du lait

La Cour de justice européenne a autorisé la commercialisation des produits d'imitation du lait, ce qui constitue une victoire pour les producteurs de lait artificiel.

La Cour de justice européenne a autorisé la commercialisation des produits d'imitation du lait, ce qui constitue une victoire pour les producteurs de lait artificiel.

La Cour de justice européenne a autorisé la commercialisation des produits d'imitation du lait, ce qui constitue une victoire pour les producteurs de lait artificiel.

La Cour de justice européenne a autorisé la commercialisation des produits d'imitation du lait, ce qui constitue une victoire pour les producteurs de lait artificiel.

La Cour de justice européenne a autorisé la commercialisation des produits d'imitation du lait, ce qui constitue une victoire pour les producteurs de lait artificiel.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Banque pour la Construction et l'Équipement

Le conseil d'administration, réuni le 18 février 1988, a arrêté les comptes de l'exercice 1987 qui seront présentés à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 21 avril 1988.

L'exercice 1987 a été favorable au financement à court terme des professionnels de la construction et de la rénovation, en hausse de 40%. En revanche, dans le secteur des crédits immobiliers à moyen et long terme aux particuliers, marqué par un très fort développement de la concurrence et une nette dégradation des marges, la production a régressé de 30%.

Au total, les nouveaux crédits consentis ont totalisé 2,5 milliards de francs contre 3,1 milliards de francs en 1986 et les encours à la fin de l'exercice ont atteint 7,7 milliards de francs contre 7,3 milliards de francs à la fin 1986, cette diminution étant imputable à la forte croissance des remboursements anticipés et à la disparition quasi totale de la production de prêts personnels.

Le résultat après provisions constantes est de 39,7 millions de francs, contre 20,7 millions de francs en 1986.

Pour tenir compte des conséquences sur les exercices à venir des remboursements anticipés et des remises de taux opérés en 1987, il a été décidé de créer une provision spéciale de 38,6 millions de francs de manière à répartir sur 1987 et les exercices futurs les indemnités de remboursement anticipé prévues des emprunteurs, et à enregistrer dès 1987 la charge qu'entraînera l'exercice par la société de ses droits à remboursement anticipé sur le marché hypothécaire. Le résultat est ainsi ramené à 1,1 million de francs.

Après le préfinancement opéré au titre du retour à meilleure fortune correspondant aux efforts consentis dans le passé par certains actionnaires, le bénéfice net ressort à 0,3 million de francs contre 5,2 millions de francs en 1986.

enedetti double le prix de son OPA sur la Générale de Belgique

Enedetti a doublé le prix de son OPA sur la Générale de Belgique. Le prix est passé de 100 à 200 francs par action. Enedetti a déclaré que ce prix était le minimum qu'il était prêt à payer pour acquérir la Générale de Belgique. La Générale de Belgique a refusé l'offre et a déclaré qu'elle n'était pas intéressée à être rachetée. Enedetti a déclaré qu'il était prêt à augmenter encore le prix de son OPA.

AUTOROUTES ET CONTROVERSE

Le projet d'autoroute de la Seine-Nord est au cœur d'une controverse. Les écologistes s'opposent au projet, estimant qu'il détruirait l'environnement. Les autorités locales soutiennent le projet, estimant qu'il est nécessaire pour le développement de la région. Le projet a été soumis à une enquête publique. Les citoyens peuvent exprimer leur avis sur le projet.

Les privatisations en Grande-Bretagne

M^{me} Thatcher démantèle le monopole public de l'électricité

LONDRES de notre correspondant

Après le gaz et le téléphone, et en attendant l'eau, l'électricité va être privatisée en Grande-Bretagne. Le gouvernement de M^{me} Thatcher a décidé de démanteler le monopole public de l'électricité. Les douze centres régionaux de production d'électricité seront vendus à des entreprises privées.

Le ministre de l'énergie, M. Cecil Parkinson, a rendu public, jeudi 25 février, son Livre blanc. Celui-ci expose la philosophie de cette dénationalisation pas comme les autres. Les responsables actuels de l'électricité sont furieux, car ils voulaient maintenir un ensemble unique et cohérent, mais l'accueil favorable de la quasi-totalité des députés conservateurs aux Communes a montré, jeudi, que le projet franchissait facilement l'étape législative prévue de cette année.

Les douze centres régionaux de distribution seront privatisés séparément. Ils seront dotés d'une très large autonomie, puisqu'ils pourront s'approvisionner théoriquement où bon leur semble, une structure légère dénommée « conseil de régulation » étant censée assurer un minimum de coordination. L'obligation d'acheter en priorité du charbon britannique, inscrite précédemment dans la loi, disparaît. Leur seule contrainte sera d'acquiescer une certaine proportion d'électricité d'origine nucléaire. Ils deviendront propriétaires des lignes à haute tension du réseau national traversant leur zone d'activité.

Deux compagnies privées, distinctes et concurrentes, se partageront la production. La première héritera d'environ 70 % des centrales existantes, et notamment de toutes les centrales nucléaires. La création d'une seconde société productrice, de taille plus petite, est clairement destinée à faire perdre à la première sa rente de situation et à l'obliger ainsi à surveiller ses prix.

Les douze centres régionaux pour- ront eux-mêmes produire de l'élec- tricité. Ils auront la responsabilité légale d'assurer la continuité de la fourniture du courant aux ménages et à l'industrie. Celle-ci incombait jusqu'ici au Conseil central de production électrique. Cette privatisa- tion s'accompagnera donc d'une décentralisation sans précédent. Lord Marshall, président de ce Conseil central et pourtant proche de M^{me} Thatcher, a manifesté publi- quement sa totale opposition. Il a critiqué, en particulier pour des rai- sons techniques, la remise aux cen- tres régionaux des lignes à haute tension traversant leur territoire.

Le Livre blanc de dix pages de M. Parkinson ne donne pas la moindre idée sur les prix auxquels seront vendues les installations existantes. Les estimations varient de 15 mil- liards à 27 milliards de livres (de 150 milliards à 270 milliards de francs). La loi portant privatisation de l'électricité devrait être présentée au Parlement avant la fin de cette année, vraisemblablement en novembre. Les douze centres régionaux de distribution devraient être privatisés les premiers, dès le début de 1990. L'introduction en Bourse des deux compagnies productrices doit avoir lieu, pour sa part, à la fin de 1990 ou au tout début de 1991.

La philosophie qui préside à ce chambardement est résolument mercantile, et pas du tout industrielle. L'accent est mis sur la consommation et la distribution et non sur la production. L'objectif est de dimi-

nuer grâce à la concurrence la fac- ture électrique des industriels et des particuliers. Aux entrepreneurs inté- ressés par l'avenir d'investir dans ce secteur s'ils le jugent rentable.

Cette décision pourrait sonner le glas de l'industrie charbon- nière, a déclaré, jeudi aux Com- munes, un député travailliste origi- naire d'une région minière. Le charbon britannique revient en effet beaucoup plus cher que la houille importée. La situation pourrait devenir encore plus difficile dans les années qui viennent pour les char- bonniers britanniques, eux-mêmes entièrement nationalisés. Que ferai- on alors des centrales thermiques construites souvent à l'entrée même des mines ?

L'événement pourrait avoir des conséquences favorables, en revan- che, pour EDF. Les centres régi- naux seront libres d'acquiescer de l'électricité d'origine nucléaire auprès d'autres sources que les deux futures compagnies productrices, y compris la France, « qui, au vu de ses performances passées, peut l'offrir au meilleur prix », écrit le Financial Times.

Il faut enfin signaler que les Eco- sais, qui ne font rien comme les autres, ne sont pas concernés par cette dénationalisation, laquelle s'applique seulement à l'Angle- terre et au pays de Galles. Il est vrai que la structure de la production d'électricité est différente en Ecosse de celle du reste du pays, puisque c'est la seule région où les capacités hydro-électriques sont importantes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

L'épreuve du feu pour le plan mexicain d'allègement de la dette

Le sort en est jeté. Après s'être donné une semaine supplémentaire pour expliquer et promouvoir leur plan d'échange de créances contre des obligations gagées sur des bons du Trésor américain, les Mexicains, assistés par la banque américaine Morgan, qui a élaboré cette solution originale d'allègement de la dette bancaire (75 milliards de dollars sur une dette extérieure totale de 105 milliards), devaient commencer, le vendredi 26 février, le dépeuplement des réponses des six cents banques créancières du pays.

Chacune devait apporter, dans le cadre de l'adjudication, une double réponse : le montant des créances appelées à être échangées en obli-

gations mexicaines et, surtout, à quelle décade. C'est en effet sur la base de créances évaluées au-dessous de leur valeur nominale que sera montée l'opération. Le Mexique aurait sou- haité une forte décade. La majorité des banques souhaitait la finier au maximum mais savent qu'en deçà de 22 % (100 F de créances étant comptabilisés à 78 centimes) l'opé- ration n'a aucun intérêt pour Mexico. Selon les réponses des ban- ques, le Mexique peut espérer un allègement de sa dette de 3 à 18 mil- liards de dollars en vingt ans. Le gouvernement mexicain donnera son verdict le 4 mars, au vu du résultat de l'adjudication.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SODEXHO

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires se sont tenues le 23 fé- vrier 1988 sous la présidence de Pierre Bégin, Président-Directeur Général de SODEXHO.

Le dividende par action a été fixé à 55 F.

Le dividende global de 52,50 F, le sera en paiement à compter du 1^{er} mars 1988.

En augmentant son dividende de 10 % par rapport à l'exercice précédent, SODEXHO a bénéficié de sa croissance et confirme sa confiance dans l'avenir.

Chiffre d'affaires (M.F.)

Part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger

5 727 000

4 355 000

5 090 000

5 727 000

54-85

55-86

56-87

Evolution du nombre d'employés

général par le groupe

3 046

2 711

2 778

54-85

55-86

56-87

Répartition du chiffre d'affaires

par zones géographiques

41 %

25 %

3 %

4 %

10 %

17 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

Message du Président

Le créancier. Depuis 1966 année de notre création, notre chiffre d'affaires n'a cessé de croître.

Pour l'exercice 1986/1987, avec 5 727 000 000 francs de chiffre d'affaires consolidé, le dé- veloppement a été de 13 %, et à taux de change constants de 23 %.

Nos résultats ont connu dix-huit ans de croissance successive, interrompue pendant deux ans à cause de la forte baisse des marges dans l'activité « gestion de bases », Avec cette année 56 157 000 francs de résultats nets, part du groupe, nous enregistrons une progression de 23 %, et à taux de change constants de 33 %, par rapport à l'exercice précédent.

Ces bonnes performances sont dues aux efforts de tous pour améliorer notre organisation.

Les plans de progrès. A tous les échelons, sur le terrain ou dans les bureaux, dans les 40 pays où nous sommes implantés, nos équipes renforcent leur professionnalisme.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

« plans de progrès pour l'amélioration de la productivité du personnel et des achats.

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de nouvelles références prestigieuses, dans des entreprises de pointe, des universités ou des hôpitaux. Nos investissements ont été très largement supérieurs à la moyenne des exercices précédents et se sont élevés à 500 millions de francs, dont 390 millions de francs de prises de participation, sans pour autant entamer nos réserves financières.

L'année, l'exercice passé a été bon et l'exercice en cours se présente sous un jour favorable.

Hors résultats exceptionnels et à taux de change constants, nous tablons sur une progression de 12,5 % du résultat net consolidé par le groupe.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

« plans de progrès pour l'amélioration de la productivité du personnel et des achats.

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de nouvelles références prestigieuses, dans des entreprises de pointe, des universités ou des hôpitaux. Nos investissements ont été très largement supérieurs à la moyenne des exercices précédents et se sont élevés à 500 millions de francs, dont 390 millions de francs de prises de participation, sans pour autant entamer nos réserves financières.

L'année, l'exercice passé a été bon et l'exercice en cours se présente sous un jour favorable.

Hors résultats exceptionnels et à taux de change constants, nous tablons sur une progression de 12,5 % du résultat net consolidé par le groupe.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

« plans de progrès pour l'amélioration de la productivité du personnel et des achats.

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de nouvelles références prestigieuses, dans des entreprises de pointe, des universités ou des hôpitaux. Nos investissements ont été très largement supérieurs à la moyenne des exercices précédents et se sont élevés à 500 millions de francs, dont 390 millions de francs de prises de participation, sans pour autant entamer nos réserves financières.

L'année, l'exercice passé a été bon et l'exercice en cours se présente sous un jour favorable.

Hors résultats exceptionnels et à taux de change constants, nous tablons sur une progression de 12,5 % du résultat net consolidé par le groupe.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

« plans de progrès pour l'amélioration de la productivité du personnel et des achats.

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de nouvelles références prestigieuses, dans des entreprises de pointe, des universités ou des hôpitaux. Nos investissements ont été très largement supérieurs à la moyenne des exercices précédents et se sont élevés à 500 millions de francs, dont 390 millions de francs de prises de participation, sans pour autant entamer nos réserves financières.

L'année, l'exercice passé a été bon et l'exercice en cours se présente sous un jour favorable.

Hors résultats exceptionnels et à taux de change constants, nous tablons sur une progression de 12,5 % du résultat net consolidé par le groupe.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

« plans de progrès pour l'amélioration de la productivité du personnel et des achats.

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de nouvelles références prestigieuses, dans des entreprises de pointe, des universités ou des hôpitaux. Nos investissements ont été très largement supérieurs à la moyenne des exercices précédents et se sont élevés à 500 millions de francs, dont 390 millions de francs de prises de participation, sans pour autant entamer nos réserves financières.

L'année, l'exercice passé a été bon et l'exercice en cours se présente sous un jour favorable.

Hors résultats exceptionnels et à taux de change constants, nous tablons sur une progression de 12,5 % du résultat net consolidé par le groupe.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

« plans de progrès pour l'amélioration de la productivité du personnel et des achats.

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de nouvelles références prestigieuses, dans des entreprises de pointe, des universités ou des hôpitaux. Nos investissements ont été très largement supérieurs à la moyenne des exercices précédents et se sont élevés à 500 millions de francs, dont 390 millions de francs de prises de participation, sans pour autant entamer nos réserves financières.

L'année, l'exercice passé a été bon et l'exercice en cours se présente sous un jour favorable.

Hors résultats exceptionnels et à taux de change constants, nous tablons sur une progression de 12,5 % du résultat net consolidé par le groupe.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

« plans de progrès pour l'amélioration de la productivité du personnel et des achats.

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de nouvelles références prestigieuses, dans des entreprises de pointe, des universités ou des hôpitaux. Nos investissements ont été très largement supérieurs à la moyenne des exercices précédents et se sont élevés à 500 millions de francs, dont 390 millions de francs de prises de participation, sans pour autant entamer nos réserves financières.

L'année, l'exercice passé a été bon et l'exercice en cours se présente sous un jour favorable.

Hors résultats exceptionnels et à taux de change constants, nous tablons sur une progression de 12,5 % du résultat net consolidé par le groupe.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

« plans de progrès pour l'amélioration de la productivité du personnel et des achats.

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de nouvelles références prestigieuses, dans des entreprises de pointe, des universités ou des hôpitaux. Nos investissements ont été très largement supérieurs à la moyenne des exercices précédents et se sont élevés à 500 millions de francs, dont 390 millions de francs de prises de participation, sans pour autant entamer nos réserves financières.

L'année, l'exercice passé a été bon et l'exercice en cours se présente sous un jour favorable.

Hors résultats exceptionnels et à taux de change constants, nous tablons sur une progression de 12,5 % du résultat net consolidé par le groupe.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

« plans de progrès pour l'amélioration de la productivité du personnel et des achats.

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de nouvelles références prestigieuses, dans des entreprises de pointe, des universités ou des hôpitaux. Nos investissements ont été très largement supérieurs à la moyenne des exercices précédents et se sont élevés à 500 millions de francs, dont 390 millions de francs de prises de participation, sans pour autant entamer nos réserves financières.

L'année, l'exercice passé a été bon et l'exercice en cours se présente sous un jour favorable.

Hors résultats exceptionnels et à taux de change constants, nous tablons sur une progression de 12,5 % du résultat net consolidé par le groupe.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

« plans de progrès pour l'amélioration de la productivité du personnel et des achats.

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de nouvelles références prestigieuses, dans des entreprises de pointe, des universités ou des hôpitaux. Nos investissements ont été très largement supérieurs à la moyenne des exercices précédents et se sont élevés à 500 millions de francs, dont 390 millions de francs de prises de participation, sans pour autant entamer nos réserves financières.

L'année, l'exercice passé a été bon et l'exercice en cours se présente sous un jour favorable.

Hors résultats exceptionnels et à taux de change constants, nous tablons sur une progression de 12,5 % du résultat net consolidé par le groupe.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

« plans de progrès pour l'amélioration de la productivité du personnel et des achats.

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de nouvelles références prestigieuses, dans des entreprises de pointe, des universités ou des hôpitaux. Nos investissements ont été très largement supérieurs à la moyenne des exercices précédents et se sont élevés à 500 millions de francs, dont 390 millions de francs de prises de participation, sans pour autant entamer nos réserves financières.

L'année, l'exercice passé a été bon et l'exercice en cours se présente sous un jour favorable.

Hors résultats exceptionnels et à taux de change constants, nous tablons sur une progression de 12,5 % du résultat net consolidé par le groupe.

« Sur le marché des bases », nous avons obtenu quelques très beaux succès commerciaux et de services : marketing plus poussé, segmentation par nature de clientèle, différenciation des gammes de menus, de plats, de services et de prix, recrutement pour le groupe d'un « conseil qualité », mise en place progressive dans chaque grande filiale d'un responsable qualité- marketing produit.

« Les plans de développement de nos ressources humaines : augmentation du budget de formation, structures plus flexibles, mobilité des cadres plus grande, meilleure gestion prévision- nelle des hommes qui occupent des postes clés ;

Bégin Say

GRUPE BEGHIN-SAY

Dans le cadre de la mise en place de la stratégie agro-industrielle précédemment annoncée, un accord est intervenu le 15 février 1988 avec le groupe SAINT-LOUIS en vue d'acquiescer l'activité corps gras, tant en France qu'à l'étranger, de LESTEUR SA.

Par ailleurs, la Société s'est engagée à ramener à compter du 1^{er} mars 1988 sa participation dans le capital de SAINT-LOUIS à un niveau inférieur à 10 %.

Les Pouvoirs publics ont été informés de ces opérations.

BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CREDIT

LA BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CREDIT apporte le démenti le plus formel aux informations reprises par certains journaux selon lesquelles elle aurait été cliente de la Société Arbitrage SA.

LA BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CREDIT n'a jamais été en contact avec cette société ni avec ses dirigeants à quelque titre que ce soit.

LA BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CREDIT dispose d'un siège sur le MATIF et traite ses opérations soit seule, soit avec d'autres adhérents agréés par l'organisme de tutelle.

Le Monde

Marchés financiers

BOURSE DU 25 FEVRIER

à 17 h 31

Réglement mensuel

Compagnon	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnon	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnon	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnon	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1001	A.S. 1673	1044	1595	1595	- 2.88	1001	Crusoe S.A.	187	189	189	+ 1.07	1001	Leather	1765	1760	1765	...	1001	Senoli	650	545	570	+ 4.73
2008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	2008	Dernier S.A.	320	319	348	+ 0.02	2008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.41	2008	S.A.T.	487	480	516	+ 0.75
3008	B.M.P. 120	1000	1081	1081	+ 0.59	3008	Dery	240	240	240	...	3008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	3008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
4008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	4008	Dery	240	240	240	...	4008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	4008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
5008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	5008	Dery	240	240	240	...	5008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	5008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
6008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	6008	Dery	240	240	240	...	6008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	6008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
7008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	7008	Dery	240	240	240	...	7008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	7008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
8008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	8008	Dery	240	240	240	...	8008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	8008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
9008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	9008	Dery	240	240	240	...	9008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	9008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
10008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	10008	Dery	240	240	240	...	10008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	10008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
11008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	11008	Dery	240	240	240	...	11008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	11008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
12008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	12008	Dery	240	240	240	...	12008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	12008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
13008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	13008	Dery	240	240	240	...	13008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	13008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
14008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	14008	Dery	240	240	240	...	14008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	14008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
15008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	15008	Dery	240	240	240	...	15008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	15008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
16008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	16008	Dery	240	240	240	...	16008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	16008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
17008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	17008	Dery	240	240	240	...	17008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	17008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
18008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	18008	Dery	240	240	240	...	18008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	18008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
19008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	19008	Dery	240	240	240	...	19008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	19008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
20008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	20008	Dery	240	240	240	...	20008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	20008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
21008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	21008	Dery	240	240	240	...	21008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	21008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
22008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	22008	Dery	240	240	240	...	22008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	22008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
23008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	23008	Dery	240	240	240	...	23008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	23008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
24008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	24008	Dery	240	240	240	...	24008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	24008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
25008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	25008	Dery	240	240	240	...	25008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	25008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
26008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	26008	Dery	240	240	240	...	26008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	26008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
27008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	27008	Dery	240	240	240	...	27008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	27008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
28008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	28008	Dery	240	240	240	...	28008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	28008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
29008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	29008	Dery	240	240	240	...	29008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	29008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
30008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	30008	Dery	240	240	240	...	30008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	30008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
31008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	31008	Dery	240	240	240	...	31008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	31008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
32008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	32008	Dery	240	240	240	...	32008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	32008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
33008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	33008	Dery	240	240	240	...	33008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	33008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
34008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	34008	Dery	240	240	240	...	34008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	34008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
35008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	35008	Dery	240	240	240	...	35008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	35008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
36008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	36008	Dery	240	240	240	...	36008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	36008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
37008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	37008	Dery	240	240	240	...	37008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	37008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
38008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	38008	Dery	240	240	240	...	38008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	38008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
39008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	39008	Dery	240	240	240	...	39008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	39008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
40008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	40008	Dery	240	240	240	...	40008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	40008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
41008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	41008	Dery	240	240	240	...	41008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	41008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
42008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	42008	Dery	240	240	240	...	42008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	42008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
43008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	43008	Dery	240	240	240	...	43008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	43008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
44008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	44008	Dery	240	240	240	...	44008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	44008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
45008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	45008	Dery	240	240	240	...	45008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	45008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
46008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	46008	Dery	240	240	240	...	46008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	46008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
47008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	47008	Dery	240	240	240	...	47008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	47008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
48008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	48008	Dery	240	240	240	...	48008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	48008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
49008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	49008	Dery	240	240	240	...	49008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	49008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
50008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	50008	Dery	240	240	240	...	50008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	50008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
51008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	51008	Dery	240	240	240	...	51008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	51008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
52008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	52008	Dery	240	240	240	...	52008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	52008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
53008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	53008	Dery	240	240	240	...	53008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	53008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
54008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	54008	Dery	240	240	240	...	54008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	54008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
55008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	55008	Dery	240	240	240	...	55008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	55008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
56008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	56008	Dery	240	240	240	...	56008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	56008	Senoli	650	545	570	+ 4.73
57008	CAE 25	3900	3900	3900	+ 0.01	57008	Dery	240	240	240	...	57008	Localnet (sema)	730	735	730	+ 0.58	57008	Senoli	650	545		

Comptant

VALEURS				Cours préc.		Dernier cours		VALEURS				Cours préc.		Dernier cours			
Obligations																	
Emp. R.D. 5.77				127	6 708	Chemistry (N)				878	878	Lowell (Sh)				1223	1270
8.00 % 7/83				101 65	6 132	C.I.C. France, 60				147 80	147 80	Lucas				820	820
10.00 % 7/84				103 65	6 132	C.I.C. Meridion				730	740	Melrose Ind				72	70 10
13.25 % 5/84				104 64	6 702	C.I.C. Nord				480	508 d	Magnat Unipol				152	123
13.00 % 6/89				104 58	1 084	Café (N)				978	978	Magnat S.A.				123	125
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris				235	235
16.00 % 6/89				113 30	1 084	Café (N)				978	978	Martinet Paris					

SICAV (collection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS		COURS DES BILÉTS	
	préc.	25/2	préc.	25/2	Achat	Vente
Extr.-Sup. 91	5 528	5 763	5 530	5 530		
SEU	9 988	9 988				
Alu. 100 Dhs	339 250	339 240	322 620	346 500		
Alu. 100 L	18 118	18 124	15 600	16 500		
Papier 100 L	301 400	301 300	290	310		
Damassé (100 ind)	88 820	82 820	84	91		
Maroc (100 L)	89 910	85 650	86			
Maroc (100 L)	9 118	9 116	9 600	10 500		
Grain (1000 drahms)	4 232	4 232	3 500	4 600		
Grain (1000 L)	4 830	4 832	4 250	4 800		
Grain (100 L)	411 100	411 100	386 800	416 800		
Grain (100 L)	95 180	95 180	87	87		
Alu. 100 gms	48 148	48 122	46 850	46 880		
Alu. 100 gms	5 027	5 028	4 750	5 250		
Alu. 100 gms	4 133	4 131	3 750	4 400		
Alu. 100 gms	4 432	4 430	4 350	4 750		
Alu. 100 gms	4 447	4 451	4 320	4 820		

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 25/2
Or le Balco en barre	90000	90200
Or le fin (anglois)	91000	90900
Pièces d'or de 100	821	821
Pièces d'or (10 H)	282	280
Pièces d'or (20 H)	558	554
Pièces d'or (20 H)	574	568
Sous-or	691	685
Pièces de 30 dollars	3030	3025
Pièces de 10 dollars	1500	1545
Pièces de 5 dollars	880	875
Pièces de 50 pence	3156	3140
Pièces de 10 pence	639	645
Or Londres	438	433 95
Or Zurich	438	433
Or Hongkong	442 46	433 45
Argent Londres		

Hors-cote

Hydro-Energie	212	228	Environnement	1005 01	1045 38	Nutrition-Pharmacie	63187 97	63187 97	Logistique	9119 18	202
Alcool (Cognac)	180	190	Europe	8982 08	8751 61	Nutro-Person	1044 04	1032 13	Urbanisme	3627 31	377
Alcool-M			Euro-Collection	817 81	802 03	Nutro-Solvent	11147 24	11147 24	Urbanisme	2220 55	2195
Alcool-M			Europe	849 08	814 85	Nutro-Valuers	622 23	603 28	Urban	179 49	178
Alcool-M	175	172	Europe	842 05	804 03	Nutro-Valuers	5102 24	4828 15	Urban-Action	377 70	945
Alcool-M	168 50	125	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	1228 48	1228 01	Urban-Action	1528 75	1478
Alcool-M	150	150	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	468 07	457
Alcool-M	140	140	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	130	130	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	120	120	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	110	110	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	100	100	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	90	90	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	80	80	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	70	70	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	60	60	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	50	50	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	40	40	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	30	30	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	20	20	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	10	10	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534
Alcool-M	0	0	Europe	802 05	804 03	Nutro-Valuers	10362 40	10362 40	Urban-Action	1535 52	1534

e: coupon détaché - o: offert - c: droit détaché - d: demandé - e: prix précédent - ☆: marché continu
 45-55-81-82, poste 433

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

55-91-82, poste 4330

of contin:

1000

1

!

1

1

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La visite d'Etat de M. Mitterrand en Irlande. 5 La tension dans les territoires occupés. 6 L'élection présidentielle au Sénégal. 8 La situation au Panama. 9 Le conflit afghan.	11-12 La campagne de la majorité. 13 La campagne de M. Fienzi Juquin. 14 La campagne des socialistes.	16 Le procès des présumés d'actes de justice de Nantes. 17 La photo : un album de Marc Trivier. 18 Le journal d'un amateur, par Philippe Bouchier. SPORTS 38-39 Les Jeux olympiques d'hiver de Calgary.	30 Cinéma : le Testament d'un poète juif assassiné : la Passerelle ; Suspect. 31 Photo : un album de Marc Trivier. — Danse : une création de Jean-François Durand. 32 Communication : le retour en force de M.M. Berlusconi et Seydout.	42 Un entretien avec M. Séguy, ministre des affaires sociales et de l'emploi. 43 Les remises de l'affaire COGEMA. 44 M. De Benedetti double le prix de son OPA sur la Société générale de Belgique. 48-49 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 44 Campus 36 Carnet 38 Météorologie 38 Jours, lieux 37 Jours, lieux 37 Radio-télévision 34 Philatélie 38 Spectacles 33	• Dès 15 h 30, la cote complète. BOURSE • Jouer avec le Monde, JEUX • Abonnez-vous au Monde et à ses publications. ABJ • Actualités, événements, Campus, Sports Culture, PMM • 36-15 tapez LEMONDE

ANGOLA

Luanda fait état de bombardements sud-africains dans le sud

Nairobi. — L'aviation et l'artillerie sud-africaines ont fait des centaines de morts, jeudi 25 février, en bombardant le sud de l'Angola, a annoncé, vendredi, le ministre angolais de la défense. « Nous regrettons d'annoncer la mort de centaines de citoyens, dont des

hommes, des vieillards et des enfants qui vivaient dans les zones bombardées », a précisé le ministre dans un communiqué diffusé par la radio nationale, captée par la BBC.

Ces bombardements auraient touché Cuito-Cuanavale, centre d'affrontements récents entre les forces angolaises et cubaines faisant face aux troupes sud-africaines et de l'UNITA, et la région de Lubango, ville importante se situant à 600 kilomètres à l'ouest de la capitale. L'aviation sud-africaine aurait bombardé la région à 5 heures du matin jeudi, tandis que l'artillerie, appuyée par des avions de combat, pilonnait Cuito-Cuanavale. Ces deux localités se trouvent à environ 250 kilomètres au nord de la frontière avec la Namibie, contrôlée par l'AFRICOM. Trois Mirage sud-africains ont été abattus dans le sud de l'Angola entre dimanche et mercredi, a ajouté le communiqué angolais. — (Reuters.)

La situation en Arménie

L'appel au calme de M. Gorbatchev

Moscou. — M. Mikhaïl Gorbatchev a lancé, vendredi 26 février, un appel au calme et aux peuples d'Arménie et d'Azerbaïdjan, dans un message lu à la radio et à la télévision arméniennes par M. Vladimir Dolgikh, membre suppléant du bureau politique, ont indiqué à l'AFP des habitants d'Erevan joints par téléphone.

La secrétaire générale du PC soviétique, qui ne s'était pas exprimé jusqu'alors sur les troubles agitant l'Arménie et la région de Nagorny Karabakh (rattachée à l'Azerbaïdjan), a, en substance, fait valoir que de tels problèmes ne pouvaient être résolus dans un climat passionnel et qu'il fallait laisser le temps aux autorités d'étudier la question. — (AFP.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 26 février

Repli

Dans le sillage de Wall Street, la Bourse de Paris a débuté la matinée sur une baisse. L'indice de cotation qui avait ouvert la séance en repli de 1,25% descendait jusqu'à -1,4% en séance. Parmi les valeurs en hausse figuraient Luchaire (+7,2%), UFB (+3,2%), Géophysique (+2,6%), Locaball (+1,6%), et Prêtal (+1,2%). En baisse on notait Signaux (-8,3%), TRT (-7%), Promodis (-5,1%), CFI (-5,1%), Bic (-4,8%), Bis (-3,8%) et Midland (-3,8%).

Déclaration des revenus : report au jeudi 3 mars

La date limite fixée aux particuliers pour retourner à l'administration fiscale leurs déclarations d'impôt 1987, portant sur les revenus perçus en 1987, est reportée au jeudi 3 mars à minuit. La date limite était jusqu'ici fixée au lundi 29 février à minuit.

M. BRUNO MÉGRET

invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Bruno Mégret, directeur de la campagne de M. Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national à l'élection présidentielle, sera l'invité du «Grand Jury RTL-le Monde» dimanche 28 février, de 19 h 15 à 19 h 30.

M. Mégret, qui est depuis mars 1986 député du Front national de l'Alsace, répondra aux questions d'André Poncelet et de Pierre Berville, du Monde, et de Dominique Pommerehne et de Bernard Lohr, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Les obsèques de René Char

Le poète, son village, ses compagnons

Les obsèques du poète René Char se sont déroulées, le mercredi 24 février, dans son village de L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse).

L'ISLE-SUR-LA-SORGUE de notre envoyé spécial

Quoi qu'il veuille, quelque détermination qu'il mette à ne pas payer la raison de sa célébrité, un grand écrivain est un homme public. Il y avait des centaines de personnes à son domicile, mercredi 24 février, dans le cimetière de L'Isle-sur-la-Sorgue pour l'enterrement de René Char. Parmi elles, beaucoup d'habitants de la petite ville où naquit Char, il y a quatre-vingt ans, où a vécu toute sa famille et où lui-même trouva le point d'équilibre de son existence et de sa poésie : entre l'université méditerranéenne et l'enracinement terrien.

Dans cette foule aussi, des anonymes de tous âges et de toutes conditions, venus de loin, pour un adieu à une personne qu'ils n'avaient jamais rencontrée mais qui, par ses livres, était devenue un ami ; pour certains même un maître à vivre. Sous le ciel très bleu balayé par les rafales glacées du mistral, ils essayaient d'entendre ces quelques textes de René Char que ses amis avaient choisis pour qu'ils portent une fois encore son message et que lisaient le maire de L'Isle, l'historien Pierre Vidal-Naquet, l'écrivain François Weyergans et l'helléniste Yves Batistini.

Pas de discours, pas de cérémonie officielle, aucune tentative de récupération personnelle ou partisane. Ainsi en avaient décidé l'épouse et les proches de l'écrivain ; et cette volonté de discrétion fut respectée. M. François Lottard était là, tout comme les représentants du président de la République ou des personnalités régionales, mais mêlés au reste de la foule. En revanche, il était aussi inévitable qu'insupportable de voir se mêler à ce dernier hommage les voyous mécanisés, professionnels ou amateurs. Grimpés sur les tombes, bousculant l'assistance pour mieux placer leurs caméras ou leurs appareils photo,

Front national : M. Le Jeune se rallie à M. Chirac.

Le groupe du Front national ne compte plus, désormais, que trente-deux députés. Après les défections de MM. Bruno Chauvierre et Yvon Briert, élus en mars 1986 sur des listes de rassemblement national, un troisième parlementaire, M. Guy Le Jeune, député de la Loire, a annoncé, mercredi 24 février, sa démission du groupe et son ralliement à la candidature de M. Jacques Chirac. « Le combat politique du Front national ne se situe plus contre nos véritables adversaires marxistes et socialistes, mais contre nos alliés naturels, l'UDF et l'APR », a-t-il expliqué. « L'évidence, c'est une attitude qui favorisera l'élection du candidat socialiste au second tour de l'élection présidentielle. »

transformant en spectacle agité ce qui devait demeurer une cérémonie intime entre un grand poète, son village, ses amis et ses lecteurs.

Cette intimité-là, les proches de René Char avaient pu en préserver l'émotion une heure auparavant, devant la petite maison de l'écrivain, où son cercueil, recouvert du drapeau de son groupe de la Résistance, avait été déposé. Là étaient réunis, pour l'essentiel, les compagnons : de ces hommes et de ces femmes qui participèrent à la lutte contre l'occupant dans les maquis du Vaucluse et que dirigeait le capitaine Alexandre, dont la plupart d'entre eux apprendraient plus tard qu'il était aussi l'un des plus grands écrivains de son temps. Là, pas de bousculade, pas de chasse à l'image, seulement la peine et le souvenir. Et puis, lorsqu'il faut partir vers le cimetière, six hommes, six vieux résistants, tendus, fiers encore, portant à bout de bras le lourd cercueil dans lequel repose leur ancien chef. Résister, c'est probablement le maître-mot de la pensée et du langage de René Char.

PIERRE LEPAPE.

La mort de Memphis Slim

Né à Memphis (Tennessee), le 3 septembre 1915, le pianiste et chanteur Peter Chatman, dit Memphis Slim, est mort le mercredi 24 février à Paris à l'hôpital Necker, où il était hospitalisé.

Après avoir fait les routes du Sud, les battements et les tavernes de camions, Peter Chatman s'installe en 1937 à Chicago où le producteur blanc Lester Melrose lui donne son surnom de Memphis Slim. Premiers disques, premiers succès : il est de 1941 à 1943 le pianiste attitré de Big Bill Broonzy, et dirige en 1944-1945 un orchestre : les House Rockers. Entre autres succès, il crée Nobody loves me, que Joe Williams popularisera avec l'orchestre de Count Basie sous le titre Everybody I love the Blues.

En 1959, prenant au vol la vogue du blues revival, il fonde, avec son compère, le bassiste Willie Dixon, un duo réjouissant, et séduit New York avant de conquérir l'Europe. Il se produit cette année-là à Newport avec Pete Seeger et Joan Baez.

À l'automne 1961, il se fixe à Paris aux Trois Bâtiments et devient une figure considérable du blues et du boogie-woogie sur l'Ancien Continent, alternant les enregistrements miraculeux et les disques bécotés mais toujours avec une puissance d'expression et une subtilité de traits irrésistibles.

Il sera inhumé à Memphis (Tennessee).

Le numéro du « Monde » daté 25 février 1988 a été tiré à 491 050 exemplaires

Sur le vif

Elysée intime

Je suis furieux après M. Valéry. C'est pas parce que je suis pipette rue des Italiens qu'il faut me traiter pire qu'un dindon. Vous croyez que j'ai donné mon bouquin, le Pouvoir et la Vie ça s'appelle ? Il passe pourtant souvent par ma loge. Eh ben, tantin ! Vous m'auriez vu, l'autre soir, là, faire les étages avec l'équipe de nettoyage, des fois qu'un collègue aurait laissé traîner un exemplaire sur son bureau. J'en ai piqué un. J'ai parcouru. Supérieur de ma part : c'est tout moi, lui !

Il dit de ces trucs, c'est à ne pas croire ! Et il les dit bien, net, franc, vif, en grand reporter, notre envoyé spécial à l'Elysée de 1974 à 1981. Bravo, confère ! Bon, alors, que je vous raconte deux ou trois trucs, histoire de vous mettre l'eau à la bouche. En pleine opération Kolwezi, il reste coucher au château, arriéré à sa fonction, plus proche ainsi des centres de décision. Il se fait quand même couler un bain, et le téléphone sonne, et il se précipite couvert de sueur...

Voyez un peu le ton ! Et le jour — c'était pendant la revue du 14 juillet — où il avait pas, pris de trac et de vertige, descendre de son command-car. Et la fois où son copain Helmut Schmidt tourne de l'œil — tiens, à propos,

vous savez, vous, qu'il était le fils naturel d'un juif ? — alors qu'ils sont tous les deux seuls, dans son bureau, à M. Valéry, piqués là par la même des journalistes impudiques qui tirent sur leurs chaînes de télé et de radio, en attendant la fin de cet inévitable entretien.

Même cirque à Moscou. Brejnev, déjà très malade, retarde ou décommande leurs rendez-vous. Panique de l'entourage. La presse va parler de canotier. C'est dingue, cette pression des médias, cet impact. Ils manipulent, ils répètent, ils créent l'événement.

Ça, pour ça, d'habitude, il se fâche, M. Valéry. Alors, ça, que je comprends pas, c'est pourquoi il a pas attendu de passer hier à TF1 pour révéler le croquis contenu de son bouquin. On savait tout d'avance. Sauf sa réponse à Christine Ockrent, qui lui demandait si ça lui disait pas d'être directeur du Monde. Parait qu'on lui a pas proposé. Si c'est ça, je peux en parler aux copains. A une condition : être le chef de la rédaction en chef. Au moins, là, j'ai une chance de recevoir les services de presse.

CLAUDE SARRAUTE.

Au tribunal de Paris

Trois policiers condamnés pour violences et voies de fait

Trois gardiens de la paix, Stéphane Nafre, Dominique Bignon et Paul Sileci, qui avaient interpellé une prostituée rue Saint-Denis pour tenter de la convaincre de leur « faire l'amour », ont été condamnés, le mardi 23 février, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, à dix-huit mois de prison avec sursis pour « violences et voies de fait avec préméditation commises par des agents de la force publique dans l'exercice de leur fonction » (le Monde du 4 février).

Bien que n'ayant pas participé directement aux faits, Alain Dru, chauffeur du car, a été condamné à quatre mois de prison avec sursis pour complicité, et une peine de dix mois de prison avec sursis a été prononcée à l'égard du gardien Frédéric Monel, car les juges observent : « Exceptionnellement, ce jour-là, il était investi des fonctions de chef d'équipe (...). Il se devait, en l'absence de la confidence dont l'avait investi son brigadier, de ne pas être complice de tels agissements. »

(Publié)

Publication judiciaire (art. 122 du Code civil) :

DECLARATION D'ABSENCE

Par jugement du 22-01-1988, le Tribunal de grande instance de Paris a déclaré l'absence de Guy, Georges, Gustave Lienard, né le 14-10-1922 à Colombar (77), jugement rendu à la requête de M^{me} Chesnais, veuve Lienard, demeurant 3, rue Blondel à Paris (3^e).

En marge de l'affaire Villemin

Une plainte en diffamation de quatre policiers contre le «Républicain lorrain»

Mis en cause dans une enquête publiée par le «Républicain lorrain», le vendredi 19 février, quatre policiers du SRPJ de Nancy ont, mercredi 24 février, porté plainte pour diffamation avec constitution de partie civile contre les auteurs de cette enquête, Jean-Claude Hauck et Catherine Levitan, collaboratrice occasionnelle de ce quotidien, ainsi que contre M^{me} Marguerite Puhl-Demange, directrice de la publication.

Cette plainte a été déposée par le bâtonnier Jacquot, du barreau de Nancy — représentant M^{re} François Binet, de Paris, avocat des quatre policiers — auprès de M. Gilbert Thiel, doyen des juges d'instruction à Nancy.

Le «Républicain lorrain», dans son enquête, avait mis en cause les quatre policiers du SRPJ de Nancy, le commissaire principal Jacques Corazzi, les inspecteurs principaux Jean-Pierre Fesson, Hubert Kimmel et l'inspecteur Hervé Bartolozzi, les accusant d'avoir « fabriqué » des preuves matérielles pour confondre M^{re} Christine Villemin, soupçonnée de l'assassinat de son fils Grégory.

Une autre plainte, toujours pour diffamation, devrait être déposée contre le «Figaro magazine» qui, dans son dernier numéro, a également, mais sous une forme différente, mis en cause les policiers du SRPJ de Nancy.

POUR VOS PROCHAINES VACANCES,



CROISIÈRES PAQUET
UNE TRADITION D'AVENIR
CROISIÈRE IBERIQUE
à bord de **MERMOZ**
9 jours départ Toulon - arrivée Bordeaux
du 16 au 24 mai 1988
à partir de **9750^F**
en cabine double. Pension complète (vins inclus)

L'AGENCE DE TOUS VOS VOYAGES.

KUONI PARIS 8^e, 33, bd Malesherbes - Tél. 42 65 29 09 KUONI PARIS 9^e, 12, bd des Capucines - Tél. 47 42 83 14

Communiqué du président des Tiers Indes

"VENTE DU SIECLE!"

De pareilles circonstances ne se présentent jamais et nous ne les retrouverons sans doute jamais. Les plus beaux diamants du monde "Cœur et Créateur" figurent dans nos catalogues pour la première et unique fois. D'autres étalés d'un raffinement et d'une qualité incomparables sont littéralement brulés.

Joignez une telle variété de diamants coralliformes (noirs, blancs, polycristaux, citrins, etc.) et ils ont été offerts à de tels prix.

A vous d'en profiter!

RODIN

30 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A B C D E F G

TRECA
la literie des connaisseurs
matelas, sommiers, ensembles
— conçus pour votre plus grand confort (toutes dimensions)
37, Avenue de la République
75011 PARIS. Tél. 43.57.48.35
Métro : PARMENTIER

Le Monde
sur minitel
ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS
au Monde et à ses publications
36.15 TAPEZ LEMONDE puis AB0

السلامة